



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

AOUT – SEPTEMBRE 2020

N°200

SOMMAIRE
RAA des mois d'août et septembre 2020
N°200

	PAGES
PARTIE 1 : DELIBERATIONS (<i>Conseil du 15 septembre 2020</i>)	2
PARTIE 2 : DECISIONS (<i>Conseil du 15 septembre 2020</i>)	272
PARTIE 3 : ARRETES REGLEMENTAIRES	374
PARTIE 4 : ARRETES INDIVIDUELS	502

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	PAGES
AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE, URBANISME ET MAITRISE FONCIER	8
COLLECTE, TRI, VALORISATION DES DECHETS ET POLITIQUE ZERO DECHETS	26
CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE	38
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET NUMERIQUE	78
FINANCES, POLITIQUES CONTRACTUELLES ET COOPERATION AVEC LES COMMUNES	96
HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RESIDENTIELS	107
HORS COMMISSION	147
LITTORAL, PREVENTION DES RISQUES MAJEURS, GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PREVENTION DES INONDATIONS	179
POLITIQUE DE LA VILLE ET COHESION SOCIALE	191
POLITIQUES SPORTIVES	204
RAYONNEMENT INTERNATIONAL ET COOPERATION EUROPEENNE	217
RESSOURCES HUMAINES ET DIALOGUE SOCIAL	221
SANTE, RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	233
TOURISME, ATTRACTIVITE ET CONGRES	238
TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, BIODIVERSITE, ENERGIE, AGROECOLOGIE ET ALIMENTATION	242
TRANSPORTS ET MOBILITES ACTIVES	255

PARTIE 1 SOMMAIRE

N°DELIB	AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE, URBANISME ET MAITRISE FONCIERE	PAGE
M2020-179	Aménagement du quartier Cambacérès à Montpellier - Cession foncier de diverses parcelles à l'aménageur	9
M2020-180	Renouvellement de la convention cadre de partenariat avec l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (ENSAM) - Approbation	13
M2020-181	Définition des modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°7 du PLU de Pérols	17
M2020-182	Projet Urbain Partenarial (PUP) - Commune de Montpellier - Délimitation du périmètre de PUP Puech Villa - Autorisation de signature	20
M2020-183	Création d'une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) sur le site des Moulières-Est au bénéfice de la commune de Clapiers - Avis sur la création de la Zone d'Aménagement Différé	23
N°DELIB	COLLECTE, TRI, VALORISATION DES DECHETS ET POLITIQUE ZERO DECHETS	PAGE
M2020-192	Convention avec l'association "Réseau des Semeurs de jardins" pour l'attribution d'une subvention afin de faciliter la transition agroécologique des jardins - Exercice 2020 - Autorisation de signature	27
M2020-193	Appel à Projets Ademe - Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée - Généraliser le tri à la source des biodéchets en Occitanie - Dossier de candidature - Autorisation de signature	30
M2020-194	Lancement du 2ème Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) - Approbation	34
N°DELIB	CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE	PAGE
M2020-212	Conventions d'objectifs et de financements entre la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault (CAF) et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	39
M2020-213	Protocole de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes concernant l'accès au programme ÉcoMétropole dans le cadre du Schéma de mutualisation	42
M2020-214	Gratuité d'accès à l'exposition temporaire "le Canada et l'impressionnisme - Nouveaux horizons" à l'occasion des Journées Européennes du Patrimoine et de la Nuit européenne des Musées 2020 - Approbation	45
M2020-215	Convention de partenariat entre le musée Fabre et le musée Soulages de Rodez - Autorisation de signature	48
M2020-216	Musée Fabre - Conventions de partenariat avec le New York Times, Télérama, Le Figaro et France Bleu Hérault dans le cadre de l'exposition "Le Canada et l'impressionnisme - Nouveaux horizons" - Autorisation de signature	51
M2020-217	Convention de partenariat avec la Ville de Montpellier pour la réalisation d'un programme de visites guidées communes à l'occasion de l'exposition Pharmacopées - Autorisation de signature	54
M2020-218	Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Demande de subventions au titre de l'année 2021 - Approbation	57
M2020-219	Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Convention d'occupation de l'Agora, Cité Internationale de la Danse avec l'association Montpellier Danse - Autorisation de signature	60

PARTIE 1 SOMMAIRE

N°DELIB	CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE (SUITE)	PAGE
M2020-220	Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Convention de partenariat avec le Centre International de Musiques Médiévales (CIMM) - Autorisation de signature	63
M2020-221	Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Convention de partenariat et convention d'occupation des locaux avec le Centre de Ressources d'Expertise et de Performance Sportive (CREPS) de Montpellier - Autorisation de signature	66
M2020-222	Convention de financement avec la Fondation du Patrimoine relative à l'obtention d'une aide financière pour la restauration des décors peints du foyer de l'Opéra Comédie - Autorisation de signature	69
M2020-223	Réseau des médiathèques / Théâtre des 13 vents - Convention de partenariat 2020/2023 - Autorisation de signature	72
M2020-224	Demande de subventions dans le cadre du label Bibliothèque Numérique de Référence 2020 - Approbation	75
N°DELIB	DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET NUMERIQUE	PAGE
M2020-208	Épidémie de covid-19 - Attribution d'aides aux acteurs économiques pour le paiement des loyers professionnels	79
N°DELIB	FINANCES, POLITIQUES CONTRACTUELLES ET COOPERATION AVEC LES COMMUNES	PAGE
M2020-176	Taxe de séjour - Barème applicable pour 2021 - Adoption	97
M2020-177	Autorisation accordée à la Trésorerie Municipale dans le cadre du recouvrement des recettes de Montpellier Méditerranée Métropole	101
M2020-178	Contrat de Plan Etat-Région 2015/2020 - Subvention d'investissement pour le Patrimoine Intercommunal - Château de Castries - Approbation	104
N°DELIB	HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RESIDENTIELS	PAGE
M2020-170	Dispositif expérimental d'encadrement des loyers issu de la loi ELAN - Demande d'expérimentation sur le territoire de la commune de Montpellier (<i>délibération amendée</i>)	108
M2020-170	Dispositif expérimental d'encadrement des loyers issu de la loi ELAN - Demande d'expérimentation sur le territoire de la commune de Montpellier	112
M2020-171	Lutte contre l'habitat indigne - Instauration de l'autorisation préalable de mise en location, dite ' permis de louer ' - Quartier Celleneuve à Montpellier	115
M2020-199	Construction de 92 logements sociaux à Montpellier - Attribution de subventions à l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat - Conventions - Autorisation de signature	119
M2020-200	Construction de 61 logements sociaux sur les communes de Baillargues et Saint Jean de Vedas - Attribution de subventions à la Société Anonyme d'HLM SFHE Groupe ARCADE - Conventions - Autorisation de signature	123
M2020-201	Construction de 4 logements sociaux à Pignan - Attribution de subventions à la Société Anonyme d'HLM 3F Occitanie - Convention - Autorisation de signature	126
M2020-202	Construction de 7 logements sociaux - Résidence ' Villa Laurent ', chemin de la Mosson à Villeneuve-lès-Maguelone - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	129
M2020-203	Construction de 16 logements sociaux - Résidence ' La Mostra ', rue Georges Denizot à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	132
M2020-204	Construction de 60 logements sociaux - Résidence ' Le Théano ', lot 19A ZAC Eureka à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	135

PARTIE 1 SOMMAIRE

N°DELIB	HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RESIDENTIELS (SUITE)	PAGE
M2020-205	Construction de 23 logements sociaux - Résidence ' Domaine des Lauriers ', route Impériale à Baillargues - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM CDC Habitat Social - Convention - Autorisation de signature	138
M2020-206	Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2019-2024 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 89 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	141
M2020-207	Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson - Attribution d'une subvention pour la réhabilitation d'un logement - Autorisation de signature	144
N°DELIB	HORS COMMISSION	PAGE
M2020-232	Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Le Point pour la co-organisation de la quatrième édition de Futurapolis Santé à Montpellier - Autorisation de signature	148
M2020-233	Actualisation des tarifs 2020 - Modification de la délibération n°M2019-777du 19 décembre 2019	151
M2020-234	Commission d'Appel d'Offres (CAO) et Commission de Délégation de Service Public (CDSP) - Réélection - Fixation des modalités de dépôt des listes	154
M2020-235	Création d'un collège de déontologie	157
M2020-236	Indemnités de fonction des élus	160
M2020-237	Représentations du Conseil de Métropole - Désignations	163
M2020-238	Adoption du procès-verbal de la séance du 15 juillet 2020	175
M2020-239	Adoption du procès-verbal de la séance du 31 juillet 2020	177
N°DELIB	LITTORAL, PREVENTION DES RISQUES MAJEURS, GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PREVENTION DES INONDATIONS	PAGE
M2020-173	Amélioration de la résilience du CHU de Montpellier face au changement climatique - Sites de Lapeyronie et Arnaud de Villeneuve - Mur de protection phase 1B et Bassin de la Valsière - Demande d'aides financières auprès de l'État	180
M2020-174	Bassin versant du Verdanson - Protection du CHU contre les inondations - Avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CHU relatif aux missions de maîtrise d'œuvre de conception pour la construction d'un collecteur pluvial sur le site du CHU - Autorisation de signature	184
M2020-175	Convention de recherche et développement avec le Bureau de Recherches Géologiques et Minières relative à la contribution des eaux souterraines pour la formation des crues de la Mosson et du Coulazou - Autorisation de signature	187
N°DELIB	POLITIQUE DE LA VILLE ET COHESION SOCIALE	PAGE
M2020-195	Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Conseil Départemental de l'Hérault relative à l'accès réciproque aux applications métier FSL - Approbation - Autorisation de signature	192
M2020-196	Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Convention relative à la participation volontaire d'ENGIE - Autorisation de signature	195
M2020-197	Logement d'abord - Convention d'objectif biennale entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant financier 2020 - Autorisation	198
M2020-198	Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes (FAJ3M) - Appel à projets 2020 - Attributions de subventions	201

PARTIE 1 SOMMAIRE

N°DELIB	POLITIQUES SPORTIVES	PAGE
M2020-225	Natation et patinage scolaire - Conventions de partenariat - Année scolaire 2020-2021 - Autorisation de signature	205
M2020-226	Dispositif Carte Eté Jeunes (CEJ) - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier	208
M2020-227	Associations et clubs sportifs - Affectation de subventions - Conventions d'attribution - Autorisation de signature	211
M2020-228	Stade de la Mosson "Mondial 98", Complexe sportif Yves-du-Manoir et Palais des sports René-Bougnol - Occupation temporaire du domaine public - Conventions de mise à disposition au Montpellier Hérault Sport Club, Montpellier Hérault Rugby et Montpellier Handball - Saison sportive 2019-2020 - Avenants relatifs à la redevance fixe d'occupation	214
N°DELIB	RAYONNEMENT INTERNATIONAL ET COOPERATION EUROPEENNE	PAGE
M2020-210	Association Racines Sud - Attribution de subvention - Approbation	218
N°DELIB	RESSOURCES HUMAINES ET DIALOGUE SOCIAL	PAGE
M2020-229	Dispositions spécifiques liées à la crise sanitaire - Création des Autorisations Spéciales d'Absences (ASA) crise sanitaire et modalités de report des congés 2019 et 2020 - Approbation	222
M2020-230	Recours à l'apprentissage - Autorisation	225
M2020-231	Modification du tableau des emplois et des effectifs	229
N°DELIB	SANTE, RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	PAGE
M2020-209	Enseignement supérieur et recherche - CPER 2015-2020 - Conventions de partenariat avec l'Université de Nîmes (projet Collège Doctoral), l'Université de Perpignan Via Domitia (projet Pepites LR) et l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 (projet Maison des Sciences de l'Homme) - Attribution de subventions	234
N°DELIB	TOURISME, ATTRACTIVITE ET CONGRES	PAGE
M2020-211	Soutien à l'association AFIVAM pour l'organisation du What A Trip Heyme Festival 2020 - Convention - Autorisation de signature	239
N°DELIB	TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE, BIODIVERSITE, ENERGIE, AGROECOLOGIE ET ALIMENTATION	PAGE
M2020-188	Convention entre la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation d'une animation dans le cadre de la journée Nationale Qualité de l'Air 2020	243
M2020-189	Attribution de subvention à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) au titre du projet Renov'Energie pour l'année 2020 - Approbation - Autorisation de signature	246
M2020-190	Filières à bas niveaux d'impacts (FIBANI) - Dépôt de candidature à un appel à projets en vue de l'obtention d'une subvention - Approbation	249
M2020-191	Partenariats 2020 - Attribution de subventions - Approbation	252
N°DELIB	TRANSPORTS ET MOBILITES ACTIVES	PAGE
M2020-172	Gratuité des transports urbains pour les habitants de la Métropole le week-end - Évolution de la grille tarifaire du réseau TaM	256
M2020-184	Infrastructure de recharge pour véhicules électriques - Approbation de la tarification et de la convention de mandat avec Bouygues Énergie & Services, titulaire du marché passé avec le groupement RÉVÉO	259
M2020-185	Affectation du produit des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) sur l'exercice 2020	263

PARTIE 1
SOMMAIRE

N°DELIB	TRANSPORTS ET MOBILITES ACTIVES (SUITE)	PAGE
M2020-186	Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Convention de compensation tarifaire des déplacements urbains sur le réseau de Montpellier Méditerranée Métropole réalisés par les abonnés "libre circulation" (ex Zazimut) en juillet et août 2019 - Autorisation de signature	266
M2020-187	Convention de compensation pour la tarification intermodale avec le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Autorisation de signature	269

**AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE,
URBANISME ET MAITRISE FONCIER**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable du
territoire, urbanisme et maîtrise
foncière

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Isabelle TOUZARD

Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière - Aménagement du quartier Cambacérès à Montpellier - Cession foncier de diverses parcelles à l'aménageur

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Situé sur le territoire des Villes de Montpellier et Lattes, à proximité de deux grandes infrastructures, l'autoroute A9, la ligne ferroviaire à grande vitesse « Contournement Nîmes Montpellier » et le quartier de Boirargues, la zone d'aménagement concerté (ZAC) Cambacérès fait partie des secteurs identifiés au SCoT de Montpellier Méditerranée Métropole en qualité de connexion métropolitaine autour notamment du pôle d'échange multimodal de la gare Montpellier Sud de France.

Le projet d'aménagement a été initié par la délibération du 17 janvier 2013 du conseil d'agglomération de Montpellier.

La ZAC "Cambacérès 1" est déjà engagée : les travaux de viabilisation (voirie et réseaux) sont en cours. Ces travaux doivent être finalisés entre Odysseum et la nouvelle gare. Toutefois, au vu des contraintes environnementales du site, il est prévu de modifier le programme d'aménagement de la ZAC "Cambacérès 1" afin d'en exclure la construction de logements.

De plus, la zone non viabilisée (une centaine d'hectares environ), initialement prévue à l'urbanisation, sera réorientée en zone agricole. Dans un objectif de lutte contre l'artificialisation des sols et de développement d'une agriculture périurbaine, la nouvelle orientation proposée vise à sanctuariser les dernières terres agricoles et naturelles de la ceinture verte montpellieraine. Des études seront prochainement engagées pour la création d'un agriparc mêlant agriculture et forêt urbaine.

Dans la perspective de réaliser ce projet, la maîtrise foncière sur l'ensemble du secteur a été assurée à l'amiable et par la mise en œuvre d'une déclaration d'utilité publique pour constitution de réserves foncières obtenue le 14 juin 2013 et prorogée le 6 juin 2018.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération d'aménagement du quartier Cambacérès, la Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole en sa qualité de concessionnaire afin de poursuivre à son profit les cessions foncières nécessaires aux travaux d'aménagement.

Dans ce contexte opérationnel, indépendamment du devenir global de ce secteur, l'appel à projets relatif à la construction de Montpellier Business School a eu lieu récemment.

Le projet de Montpellier Business School, porté par la Chambre de Commerce et de l'Industrie de l'Hérault porte sur un programme de 30 000 m² environ et se décompose en 3 500 m² environ de surface de plancher affectés aux bureaux, 25 000 m² environ de surface de plancher affectés à l'enseignement. Le permis de construire devrait être déposé au cours du premier trimestre 2021.

Afin de permettre à ce projet porteur pour le territoire, à la fois pour son développement économique et son image, il est désormais nécessaire que la Métropole procède à la cession du foncier d'assiette de ce projet en vue d'un dépôt prochain de la demande de permis de construire.

Les emprises approximatives à céder portent sur les parcelles SV 2 pour 648 m², SV 3 pour 7967 m², SV 44 partie pour 8537m², SV46 pour 11 478 m², l'ancienne impasse des mourons, déclassée en attente de numérotation SV Dpa pour 694 m² et Dpb pour 2366 m².

La surface totale proposée à la vente à la SA3M porterait ainsi sur 31 690 m² environ. Les documents d'arpentage sont en cours d'élaboration, à l'issue desquels la surface cédée sera définitive.

Il a été convenu entre la Montpellier Méditerranée Métropole et son aménageur que l'ensemble des cessions à venir dans le cadre de la ZAC 1 s'effectuerait au prix de revient des acquisitions afin de maintenir l'équilibre économique de l'opération, soit un prix de cession de 935 412,76 € environ, au prorata des m² qui seront arrêtés par le géomètre expert, et conformément à l'avis des domaines en application des dispositions de l'article R.311-10 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la cession à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) des parcelles cadastrées : SV2 pour 648 m², SV3 pour 7967 m², SV44 partie pour 8 537 m², SV46 pour 11 478 m², l'ancienne impasse des mourons, SV Dpa pour 694 m² et Dpb pour 2366 m, soit une surface totale vendue de 31 690 m² environ, pour un prix de cession de 935 412,76 € environ Hors Taxes et net vendeur ;
- de dire que les crédits correspondant sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 64 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-142902-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de situation PLU vente 4 27.8.2020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable du
territoire, urbanisme et maîtrise
foncière

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Isabelle TOUZARD

Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière - Renouvellement de la convention cadre de partenariat avec l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (ENSAM) - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

En 2015, l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (ENSAM) a mis en œuvre un Diplôme Propre aux Ecoles d'Architectures (DPEA) intitulé « Management des Projets Urbains Durables ». Ce diplôme a pour objectif de former des étudiants à une réflexion théorique et opérationnelle en urbanisme et en aménagement, centrée autour de la notion de projet et placée dans une perspective environnementale et de développement durable.

Il repose sur l'ambition de former des étudiants au management de et par le projet, soit dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage urbaine, soit au sein d'équipes de maîtrise d'œuvre. Il doit permettre aux étudiants de maîtriser le projet pris dans toutes ses dimensions, de connaître les acteurs, leurs rôles, leurs attentes et leur positionnement dans ou vis-à-vis de la maîtrise d'ouvrage urbaine, de développer une conscience aiguë des situations et problématiques territoriales et enfin de prendre en compte l'importance du dialogue avec l'ensemble des acteurs de l'urbanisme (compétences et outils).

Ce diplôme associe également :

- l'Ecole des Mines d'Alès qui apporte des compétences en matière scientifique et technique et contribue à une meilleure formation des étudiants à la prévention des risques naturels et technologiques dans le projet urbain, comme la protection du patrimoine bâti et de la population en milieu urbain ;
- Montpellier SupAgro, qui apporte un regard spécifique sur le paysage et sur les questions d'agriculture urbaine, de gestion des ressources et des climats spécifiques aux régions du Sud.

Correspondant à un besoin identifié au niveau régional, cette formation permet ainsi de répondre aux attentes en matière de projet urbain, en coopération étroite avec les milieux professionnels, les services publics et les organismes compétents en ingénierie et management du projet.

En 2016, Montpellier Méditerranée Métropole et l'ENSAM ont signé ensemble une première convention-cadre de partenariat qui a permis de mobiliser la créativité et les possibilités d'expérimentations offertes par les étudiants et les enseignants de l'école d'architecture sur des études préalables portant sur des sites stratégiques dans le cadre de la révision du Schéma de Cohérence territoriale (SCoT) et l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Métropole. Ainsi des ateliers ont été conduits en 2016 et 2017 autour de l'axe Comédie-Lez et sur le Secteur « Porte Ouest » sur Saint Jean de Védas et Montpellier.

En 2017, cette convention a été prorogée de deux années supplémentaires ayant permis d'aborder deux nouveaux sujets d'étude pleinement inscrits dans les problématiques du SCoT :

- le site de la gare de Villeneuve-lès-Maguelone en 2018, autour d'une question d'extension urbaine d'un village en contexte littoral ;
- le site de Courpouiran à Juvignac en 2019, autour d'une problématique générale de traitement d'une entrée d'agglomération majeure.

Entre-temps, le DPEA s'est transformé en Mastère Spécialisé « Management des Projets Urbains Durables », suite à sa labellisation par la Conférence des Grandes Ecoles en 2018, permettant de valoriser et renforcer le cadre de la formation.

Enfin, en 2020, dans le cadre d'une deuxième prorogation de la convention par tacite reconduction, la formation a abordé une question un peu moins conventionnelle pour des étudiants en urbanisme, concernant l'agroécologie et la politique alimentaire au niveau d'un site situé au sud-ouest du village de Fabrègues, en relation avec le projet de ferme-ressource du mas de Mirabeau.

Ces 5 années de collaboration ont été très riches en réflexions. Elles ont notamment permis à la Métropole de profiter de la créativité et des propositions, parfois iconoclastes, des étudiants et à l'ENSAM de bénéficier de l'appui de la Métropole pour définir des cadres d'intervention en prise avec les réalités du territoire.

Forts de cette expérience, les deux parties souhaitent donc renouveler cette collaboration.

Les sujets d'études, qui seront définis en accord avec les communes concernées, porteront sur des sites de la Métropole présentant des enjeux identifiés dans le cadre de ses documents de planification, en particulier dans le SCoT, le PLUi ou le Plan de Mobilités. La poursuite du partenariat avec l'ENSAM reprend les dispositions contenues dans la précédente convention, à savoir :

- la conduite d'une recherche-action auprès des acteurs impliqués dans le processus du projet urbain et concrétisée par une expertise réalisée par les étudiants du Mastère, en considérant l'école comme un laboratoire d'idées et d'expérimentations, mais aussi comme outil de sensibilisation et de débats sur le devenir des lieux en projets ;
- l'organisation par l'ENSAM de conférences relatives aux thèmes abordés aux différentes échelles territoriales ;
- l'accueil éventuel par la Métropole d'étudiants du Mastère dans le cadre de stages ou de mises en situations professionnelles.

La convention-cadre est établie pour une période de 3 ans, prorogeable 3 années supplémentaires par tacite reconduction. Elle est assortie du versement à l'ENSAM d'une participation annuelle de 10 000 € par la Métropole, valorisant notamment les moyens déployés pour cette expertise.

Chacune des parties s'engage à communiquer sur l'objet de la présente convention qui est renouvelée pour une durée de trois ans, pouvant être prorogée par tacite reconduction pour une durée de 3 années supplémentaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les principes du renouvellement de la convention de partenariat entre l'Ecole Nationale d'Architecture de Montpellier (ENSAM) et Montpellier Méditerranée Métropole en vue de la conduite d'études en lien avec les enjeux des documents de planification territoriale de la Métropole ;
- d'approuver les modalités de participation financière telles que prévues dans la convention ;
- d'imputer ces dépenses sur les crédits ouverts à cet effet au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Florence BRAU, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION, Mme Véronique NEGRET, M. Manu REYNAUD, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-142211-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention cadre ENSAM

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable du
territoire, urbanisme et maîtrise
foncière

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle TOUZARD

Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière - Définition des modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°7 du PLU de Pérols

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Il convient de procéder à la modification simplifiée n°7 du PLU de la commune de Pérols afin de corriger une erreur matérielle : l'emplacement réservé n°17, situé rue Marie Martin et dont l'objectif est un élargissement de voirie, n'apparaît pas sur le plan de zonage alors qu'il est bien mentionné dans la liste des emplacements réservés et qu'il n'a pas été supprimé lors d'une précédente procédure. Le cas échéant, elle permettra complémentarément d'apporter des évolutions mineures au règlement.

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Conformément à l'article L. 153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole. Dans ce contexte, le dossier de modification sera :

- mis à disposition du public pendant un mois à la Mairie de Pérols et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux heures d'ouverture habituelles ;
- accompagné d'un registre en Mairie de Pérols et au siège de la Métropole, permettant au public de formuler ses observations ;
- mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public) et de la Mairie de Pérols (<http://www.ville-perols.fr>).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public par voie de presse au moins huit jours avant le début de la mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole. Le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public sera alors soumis pour approbation au Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Pérols ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-142203-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable du
territoire, urbanisme et maîtrise
foncière

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle TOUZARD

Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière - Projet Urbain Partenarial (PUP) - Commune de Montpellier - Délimitation du périmètre de PUP Puech Villa - Autorisation de signature

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Le Projet Urbain Partenarial (PUP) est un mode de financement contractuel des équipements publics induits par les opérations d'aménagement et de construction. Cet outil est défini, notamment aux articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme et les modalités de sa mise en œuvre sont codifiées aux articles R.332-25-1 à R.332-25-3 du même code. Celui-ci permet aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) compétents en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) de faire participer les aménageurs, les constructeurs ou les propriétaires fonciers au financement du coût des équipements publics que leurs opérations rendent nécessaire et ce à hauteur des besoins des usagers des futures opérations. Lorsque la capacité des équipements programmés excède ces besoins, seule la fraction du coût proportionnelle à ceux-ci peut leur être attribuée.

Des opérations immobilières sont envisagées sur la parcelle TC 0002 située au 160 rue Puech Villa à Montpellier dans le quartier Croix Lavit. Après la réalisation d'études préalables, compte tenu de la localisation de cette parcelle et du nombre de logements envisagés, il apparaît que ces projets nécessitent la réalisation d'équipements et d'aménagements publics, indispensables pour assurer la desserte des futurs programmes immobiliers.

Dans ce contexte, un PUP périmétral intitulé « Puech Villa » doit être créé sur ce secteur, objet de la présente délibération du Conseil de Métropole en application de l'alinéa II de l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme à savoir « *un périmètre à l'intérieur duquel les propriétaires fonciers, les aménageurs ou les constructeurs qui s'y livrent à des opérations d'aménagement ou de construction participent, dans le cadre de conventions, à la prise en charge de ces mêmes équipements publics* ».

Le programme d'équipements publics à réaliser dans le cadre du PUP périmétral « Puech Villa » prévoit :

- La requalification de la rue Puech Villa sur sa section allant du carrefour avec l'avenue des Apothicaires à l'opération concernant la parcelle TC 0002 et ainsi que les abords, notamment :
 - La réfection des voies existantes ;
 - L'espace piétons et cycles et aménagements divers ;
 - Les réseaux y compris le volet hydraulique ;
 - L'enfouissement des réseaux aériens ;
- Le réaménagement du carrefour correspondant à l'intersection de la rue Puech Villa et de l'avenue des Apothicaires et de ses abords, notamment :
 - La voirie comprenant les terrassements, réseaux, et éclairage public ;
 - L'espace piéton avec aménagements qualitatifs comprenant les terrassements, réseaux, plantations d'alignement et mobilier urbain ;
- La réalisation d'un aménagement paysager sur les berges du Font d'Aurelle.

Sur cette base, le coût total prévisionnel des équipements à réaliser, ainsi évalué en phase avant-projet, est fixé à 1 524 471 € HT et se ventile comme suit :

Programme du PUP équipements	Coût travaux HT hors imprévus	Coût HT avec imprévus (10%)	Frais MO + Moe (8%)	Coût HT avec imprévus et frais Mo/Moe
Travaux prévus				
Requalification ponctuelle de la rue Puech Villa	574 625 €	632 088 €	50 567 €	682 655 €
Réaménagement carrefour Puech Villa et Apothicaires	508 600 €	559 460 €	44 757 €	604 217 €
Aménagement berges Font d'Aurelle	200 000 €	220 000 €	17 600 €	237 600 €
Total HT	1 283 225 €	1 411 548 €	112 924 €	1 524 472 €

Ce coût prévisionnel des équipements à réaliser, comprenant tous les frais d'études, de maîtrise d'œuvre, de maîtrise d'ouvrage et d'aléas, sera réparti entre les différents constructeurs développant des opérations dans l'emprise du PUP périmétral « Puech Villa ».

Dans ce cadre et en application du deuxième aliéna de l'article L332-11-3 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fixe, dans le tableau ci-dessus, les coûts des équipements publics et délimite un périmètre à l'intérieur duquel, pendant une durée de 15 ans à compter du caractère exécutoire de la présente délibération, les propriétaires fonciers, les aménageurs ou les constructeurs qui y développeront des opérations concluront avec Montpellier Méditerranée Métropole des conventions de Projet Urbain Partenarial.

En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la mise en œuvre d'une procédure de Projet Urbain Partenarial (PUP) périmétral conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme ;
- d'approuver le programme des travaux envisagés ;
- d'approuver l'emprise du Projet Urbain Partenarial périmétral « Puech Villa » à l'intérieur duquel pendant une durée de 15 ans les propriétaires fonciers, les aménageurs ou les constructeurs qui y développeront des opérations concluront avec Montpellier Méditerranée Métropole des conventions de Projet Urbain Partenarial ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix
 Contre : 0 voix
 Abstention : 0 voix
 Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020
 Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
 034-243400017-20200915-142236-DE-1-1
 Acte Certifié exécutoire :
 Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Périmètre PUP

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUNBOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARINKHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-Pierre RICO, Isabelle TOUZARD

Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière - Création d'une Zone d'Aménagement Différé (ZAD) sur le site des Moulières-Est au bénéfice de la commune de Clapiers - Avis sur la création de la Zone d'Aménagement Différé

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Dans un contexte de forte dynamique démographique et de pression foncière marquée sur son territoire, la Métropole à travers ses études et documents de planification urbaine entend fixer un cadre de développement urbain maîtrisé.

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) intègre la Commune de Clapiers à l'armature de la « Métropole des villages » sur lesquels reposent une partie des objectifs de construction de logements à réaliser sur le territoire métropolitain.

Le SCoT, approuvé le 18 novembre 2019, a classé le secteur des Moulières, situé à l'Est de la Commune de Clapiers entre l'avenue de la liberté et la route métropolitaine RM 21, en espace d'extension urbaine à caractère mixte. De plus, ce site est concerné par une liaison écologique en pas japonais, garant du maintien d'une continuité écologique entre les réservoirs de la trame bleue.

Sur une partie de ce site, une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) du Castelet est en cours de réalisation dans le cadre du label éco-quartier qui prévoit, à terme, la construction de 495 logements.

Dans ce contexte, la Commune de Clapiers veut se doter d'un outil foncier et souhaite donc mettre en place une Zone d'Aménagement Différé (ZAD), au-delà de la ZAC actuelle, afin de maîtriser l'évolution du secteur et permettre de préserver ses possibilités d'extension et de préservation de la continuité écologique.

Dans cette perspective, elle a délibéré le 6 juillet 2020 pour demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault de créer une ZAD sur le secteur des Moulières-Est sur une superficie de 6,27 hectares, et de désigner la Commune en tant que titulaire du droit de préemption pour cette opération de compétence communale.

Par courrier du 27 juillet 2020 la Commune de Clapiers, conformément aux dispositions de l'article L 212-1 du Code de l'urbanisme, a sollicité l'avis de Montpellier Méditerranée Métropole concernant la demande de création de la ZAD.

Les objectifs de la Commune s'inscrivent dans la logique du SCoT et du Programme Local de l'Habitat (PLH) à long terme, favorisant la mixité sociale, et des orientations prescrites en matière de limitation de l'étalement urbain de son territoire.

Le projet de création de la ZAD communale répond a priori aux objectifs généraux et stratégiques de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de développement et d'aménagement durable du territoire Métropolitain et de politique foncière.

L'outil proposé ne vise pas à lancer une perspective d'opération d'aménagement mais à encadrer les velléités de spéculation foncière qui serait contraires à la survie de la zone agricole actuelle et à toute opération d'aménagement d'ensemble étudiée et encadrée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de formuler un avis favorable à la création de la Zone d'Aménagement Différé sur le site « Les Moulières – Est » au bénéfice de la Commune de Clapiers en tant que titulaire du droit de préemption ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-142327-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**COLLECTE, TRI, VALORISATION DES DECHETS ET
POLITIQUE ZERO DECHETS**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Collecte, tri, valorisation des
déchets et Politique zéro déchets

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Clare HART, Jean-Pierre RICO, Mikel SEBLIN, Isabelle TOUZARD

Collecte, tri, valorisation des déchets et Politique zéro déchets - Convention avec l'association "Réseau des Semeurs de jardins" pour l'attribution d'une subvention afin de faciliter la transition agroécologique des jardins - Exercice 2020 - Autorisation de signature

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa nouvelle stratégie en matière de prévention et gestion des déchets, en cours d'élaboration, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite multiplier les relais auprès des usagers en s'appuyant sur le tissu associatif dynamique du territoire.

À ce titre, l'association « Réseau des Semeurs de jardins » a pour objet d'animer tous types de jardins gérés collectivement, de les accompagner dans leurs initiatives, leur formation et leur développement au travers du respect d'une charte des bonnes pratiques.

La présente délibération a pour but d'attribuer une subvention à l'association « Réseau des Semeurs de jardins pour permettre l'animation du réseau à un niveau permettant d'assurer en retour les impacts les plus larges auprès de la population.

Le montant de la subvention sollicitée pour 2020 est de 4 500 € pour le projet particulier visant à assurer la transition agroécologique des jardins par la création d'une filière locale d'économie circulaire pour la valorisation des déchets verts en broyat au sein des jardins particuliers, jardins partagés et des professionnels pour alimenter les sites de compostage à l'échelles des quartiers.

Le montant global de l'opération est de 7 400 € financé comme suit :

- L'Etat : 2 900 €
- Montpellier Méditerranée Métropole : 4 500 €
- Dons : 500 €

L'action de l'association s'inscrit ainsi en parfaite cohérence avec le programme des actions de l'appel à projets lancé par l'Ademe et la Région Occitanie pour la généralisation du tri à la source et la valorisation des biodéchets auquel Montpellier Méditerranée Métropole se porte candidate par délibération du même jour, s'agissant particulièrement des opérations de gestion collective de proximité des biodéchets par le déploiement du compostage partagé en pied d'immeuble et de la prévention de la production des déchets verts, avec pour objectif de limiter au maximum les collectes spécifiques de déchets verts et les apports en déchèterie. La convention précise les modalités de versement et de contrôle de la participation financière de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'apporter un soutien financier à l'association « Réseau des Semeurs de jardins » à hauteur de 4 500 € sur 2020 pour la mise en œuvre des actions sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'approuver la convention d'attribution de subvention avec l'association pour l'année 2020 ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 937 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-141856-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Métro SUB Conv Projet semeurs de jardins.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Collecte, tri, valorisation des
déchets et Politique zéro déchets

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARISSON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Clare HART, Jean-Pierre RICO, François RIO, Isabelle TOUZARD

Collecte, tri, valorisation des déchets et Politique zéro déchets - Appel à Projets Ademe - Région Occitanie/Pyrénées-Méditerranée - Généraliser le tri à la source des biodéchets en Occitanie - Dossier de candidature - Autorisation de signature

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

La campagne nationale de caractérisation de la poubelle grise d'ordures ménagères (MODECOM), réalisée par l'ADEME, montre que les biodéchets (déchets alimentaires et déchets verts) représentent encore en poids 32 % des Ordures Ménagères Résiduelles (OMR), soit un gisement national de près de 8 millions de tonnes.

Il reste donc un important potentiel à détourner de l'incinération ou des installations de stockage des déchets non dangereux. Dans ce cadre, la déclinaison des objectifs de la Loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTECV) et les travaux de concertation ouverts dans le cadre de l'élaboration du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) Occitanie ont permis de fixer les objectifs régionaux suivants :

- concernant les déchets alimentaires, un objectif global de séparation et de détournement de la poubelle des résiduels : réduction de la part des biodéchets dans les OMR (estimée à 74,5 kg/hab.an en 2015) de 50 % en 2025 puis de 61 % en 2031 par rapport à 2015, ce qui correspond à un détournement de 13 % des OMR en 2025 et 16 % en 2031 ;

- concernant les déchets verts, l'objectif est d'inverser la tendance observée d'une augmentation constante du poids de déchets verts collectés par habitant et par an pour aller vers une diminution : réduction de -20 % pour 2025 et -25 % pour 2031 par rapport à 2015 (74 kg/hab.an en 2015), en limitant la prise en charge des déchets verts par le service public de collecte/déchèterie et en proposant des alternatives à leurs producteurs.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, a déployé depuis 2008 la collecte sélective des biodéchets en porte à porte auprès de certains usagers (habitat pavillonnaire et gros producteurs), corrélativement à la mise en service de l'unité de méthanisation Ametyst. Depuis 5 ans, elle encourage les pratiques de compostage collectif de proximité, complémentaires au développement plus ancien du compostage individuel.

Il apparaît toutefois aujourd'hui nécessaire d'impulser un nouvel élan à ces collectes afin d'inscrire la Métropole de Montpellier dans les objectifs du PRPGD Occitanie et du paquet économie circulaire de l'Union Européenne adopté au printemps 2018, qui demande aux pays de l'UE de mettre en place le tri à la source des biodéchets au plus tard le 31 décembre 2023. La loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire transpose cette échéance au niveau national.

Afin de contribuer à l'atteinte de ces objectifs, la Direction Régionale de l'ADEME et la Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée ont lancé début 2019 un appel à projets relatif à la prévention, la gestion et la valorisation des biodéchets (déchets alimentaires et déchets verts) pour renforcer et développer les pratiques de tri à la source des déchets alimentaires, encourager la gestion de proximité des déchets verts et un changement de pratiques vis-à-vis de cette ressource sur le territoire régional. L'objectif de cet appel à projets est :

- d'accélérer l'identification et le montage de projets d'étude et de mise en œuvre d'opérations de prévention et valorisation des biodéchets, prioritairement des ménages ;
- d'inciter les collectivités à se lancer dans des projets d'études, d'expérimentation ou de déploiement de projets opérationnels sur leur territoire (collecte séparée des biodéchets, compostage partagé, prévention et gestion de proximité des déchets verts) ;
- d'accompagner et de soutenir les collectivités volontaires et leurs partenaires dans leurs réflexions et leurs projets.

Dans le cadre de sa nouvelle stratégie en matière de prévention et de gestion des déchets en cours d'élaboration, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite candidater à l'appel à projets qui constituera le tremplin des nouvelles ambitions de la Métropole. La date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée au vendredi 16 octobre 2020.

Les projets éligibles à cet appel à projets sont :

- **Les études et schémas territoriaux de tri à la source des biodéchets** permettant, sur la base d'un diagnostic du territoire, de mieux connaître le gisement de biodéchets produits et potentiellement captables et de définir un schéma d'organisation optimisé articulant, selon les secteurs du territoire, les différentes solutions complémentaires de tri à la source que sont d'une part la gestion de proximité avec traitement in situ (compostage domestique, compostage partagé en pied d'immeubles ou de quartier), et d'autre part les collectes séparées en porte à porte ou apport volontaire avec traitement centralisé (compostage industriel, méthanisation). Ces études seront suivies des études pré-opérationnelles de collectes séparées et de valorisation des biodéchets des ménages et assimilés, permettant d'analyser et de préciser les modalités technico-économiques et opérationnelles de mise en œuvre, d'extension ou d'optimisation de la filière sur le territoire, sur l'ensemble des étapes de pré-collecte, collecte, traitement.
Le montant prévisionnel de ces études sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole est évalué à 250 000 € HT.
- **La mise en place opérationnelle d'équipements de collecte séparée des biodéchets des ménages**, avec le soutien aux investissements nécessaires à la pré-collecte (bioseaux, sacs biodégradables, bacs et autres contenants), à la collecte et à la communication associée, définies suite à l'étude pré-opérationnelle préalable telle que détaillée ci-dessus.
Le montant prévisionnel de ces actions est évalué pour notre territoire, en première approche, à 400 000 € HT, montant qui dépendra éminemment des résultats et choix réalisés au terme de l'étude pré-opérationnelle. Il peut paraître faible à l'échelle du territoire métropolitain, mais traduit la volonté de privilégier la gestion de proximité par compostage, les solutions de collecte n'étant déployées que sur les secteurs où les ménages ne pourront avoir accès au compostage.
- **Les opérations de déploiement de la gestion collective de proximité des biodéchets**, permettant le déploiement du compostage partagé en pied d'immeuble ou à l'échelle du quartier et le cas échéant en établissement lorsqu'intégré dans le service public de gestion des déchets.
À ce titre, la Métropole envisage de déployer sur les 3 prochains exercices 1 000 composteurs de proximité (800 composteurs de résidence et 200 composteurs de quartier) pour un montant prévisionnel de 1 675 000 € HT, comprenant les sujétions de communication et sensibilisation, d'animation et de suivi du fonctionnement de ces dispositifs.
- **Les opérations globales de prévention de la production des déchets verts**, avec pour objectif de limiter au maximum les collectes spécifiques de déchets verts et les apports en déchèterie sur la base d'un panel de solutions opérationnelles de gestion de proximité (de type broyage et utilisation sur place du broyat par exemple), mais aussi de réflexions sur l'accès au service (réglementation de l'accès en déchèterie par exemple...).

La Métropole envisage dans ce cadre l'acquisition de broyeurs mobiles de végétaux afin d'offrir un service de proximité, ainsi que la réalisation d'au minimum 4 plateformes de compostage décentralisées pour un montant prévisionnel de 2 200 000 € HT.

Le montant global de ce programme ambitieux, fondateur de la nouvelle politique de prévention et gestion des déchets de la Métropole, est donc évalué à 4 525 000 € HT pour lequel les subventions les plus larges sont attendues à hauteur de 2 753 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le dossier de candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Appel à Projets Ademe/Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée - Généraliser le tri à la source des biodéchets en Occitanie, et d'autoriser son dépôt ;
- de dire que les crédits correspondants seront inscrits en dépenses et en recettes au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-138426-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Collecte, tri, valorisation des
déchets et Politique zéro déchets

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Clare HART, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre RICO, François RIO, Isabelle TOUZARD, Patricia WEBER

Collecte, tri, valorisation des déchets et Politique zéro déchets - Lancement du 2ème Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) - Approbation

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Les réglementations européenne et nationale placent la prévention des déchets au sommet des priorités des politiques de gestion des déchets.

A l'échelle régionale, le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD), adopté le 14 novembre 2019, confirme cette priorité donnée à la prévention des déchets en déclinant les objectifs nationaux à l'horizon 2025 au regard de l'année de référence 2010, notamment, a minima :

- une réduction de 13 % des déchets ménagers assimilés ;
- le détournement de 50 % des biodéchets présents dans les ordures ménagères résiduelles (OMr) ;
- une réduction de 10 % des déchets assimilés présents dans les OMr.

Pour atteindre ces objectifs, le plan propose 10 axes thématiques :

- développer la tarification incitative ;
- accompagner les entreprises et les administrations dans la réduction de la production de leurs déchets ;
- développer le réemploi et la réparation des objets ;
- repenser la production et l'usage des « déchets verts » ;
- réduire la nocivité des déchets et améliorer le tri des déchets dangereux ;
- limiter la production de déchets du BTP ;
- réduire le gaspillage alimentaire ;
- accompagner la mise en œuvre de Programmes Locaux de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) ;
- trier à la source les biodéchets pour permettre leur valorisation et leur retour au sol : compostage de proximité ;
- la sensibilisation.

Les actions associées doivent être déclinées sur le terrain dans le cadre de PLPDMA. Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé un premier programme local en 2011.

Les actions conduites dans le cadre de ce programme ont permis de maintenir à un niveau constant la quantité globale de déchets ménagers et assimilés collectés par le service public de gestion des déchets, nonobstant la forte dynamique démographique du territoire métropolitain.

L'urgence écologique et climatique, ainsi que l'augmentation importante et régulière des coûts de traitement des déchets ultimes, nécessitent aujourd'hui d'augmenter significativement le niveau d'ambition en matière de réduction des déchets. C'est pourquoi la Métropole de Montpellier lance son 2^{ème} PLPDMA avec pour objectif de partager son ambition avec l'ensemble des acteurs du territoire concernés par la prévention des déchets ménagers et assimilés en les associant au processus d'élaboration et de suivi du programme. Ce programme réglementaire sera l'un des volets opérationnels de la nouvelle stratégie déchets en cours d'élaboration au niveau de la Métropole.

La Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi (CCES), prévue par la loi, est le lieu de ce partage et de co-construction des actions du futur programme. Structure de consultation et d'échanges, elle doit également donner son avis sur le projet de programme avant son approbation par le Conseil de métropole et sur les bilans annuels réalisés par la collectivité.

L'article R.541-41-24 du Code de l'environnement n'impose pas de composition type de la commission. Il est proposé de l'élargir au maximum afin de produire un programme qui mobilise toutes les énergies en y associant notamment les représentants :

- des communes, du Département et de la Région ;
- de l'Etat ;
- des organismes publics ;
- des organisations professionnelles ;
- des éco-organismes ;
- des associations agréées pour la protection de l'environnement ;
- des associations de consommateurs ;
- des associations de citoyens.

Il est proposé que la commission soit présidée par le Vice-président délégué à la Collecte, au Tri, à la Valorisation des déchets et à la Politique zéro déchet et que son secrétariat soit assuré par la Direction de la Propreté et de la Valorisation des Déchets de Montpellier Méditerranée Métropole. Elle se réunira rapidement pour définir son programme de travail et son mode de fonctionnement sur la base d'un calendrier visant à proposer un nouveau programme à l'approbation du Conseil de métropole dans un délai de 6 mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte du lancement de l'élaboration du 2^{ème} programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés de la Métropole, de son ambition et de la volonté d'y associer l'ensemble des acteurs concernés ;
- de prendre acte des modalités de composition de la Commission Consultative d'Elaboration et de Suivi ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

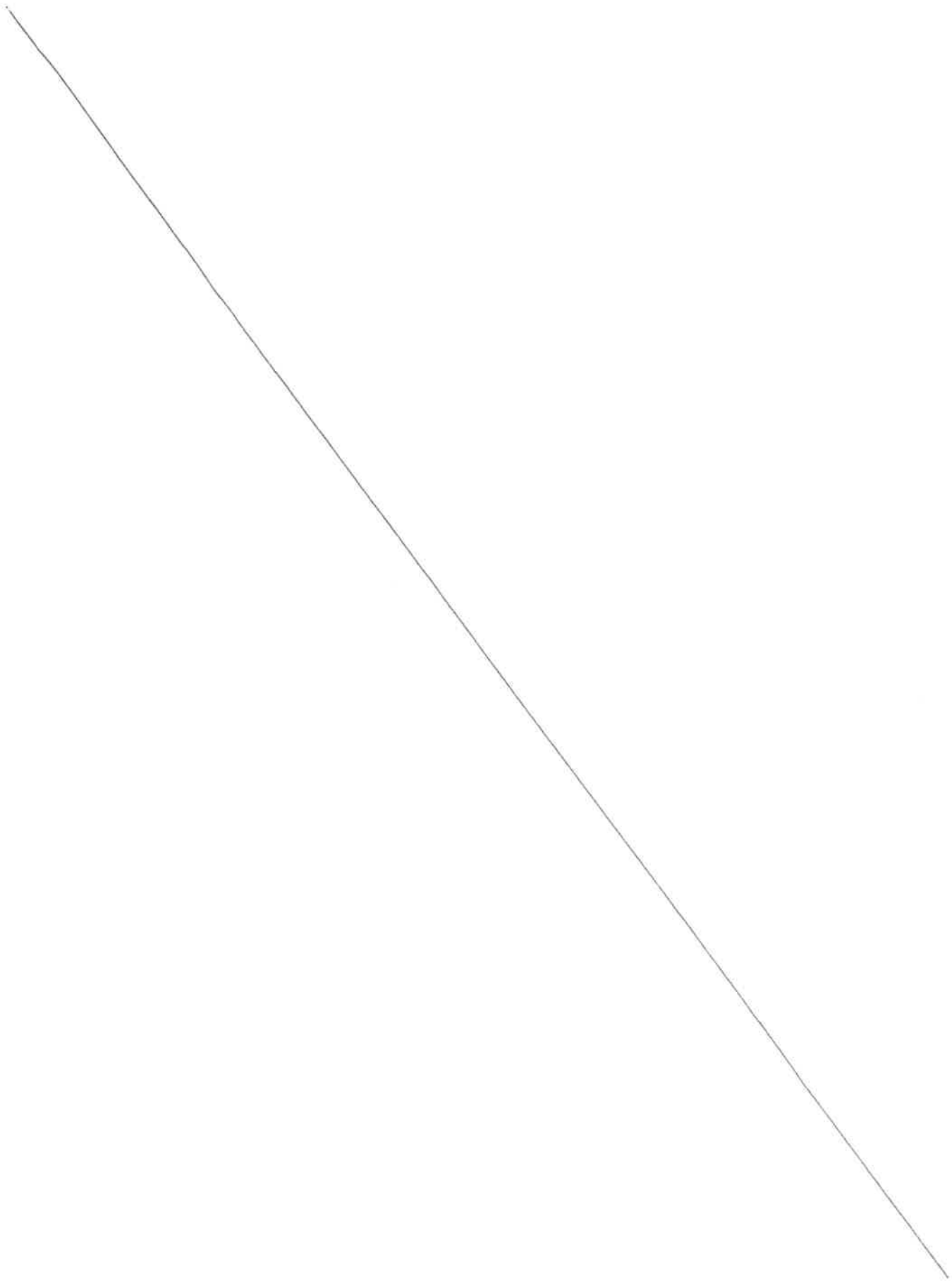
034-243400017-20200915-142014-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



CULTURE ET PATRIMOINE HISTORIQUE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture et patrimoine historique

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Joël RAYMOND, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD

Culture et patrimoine historique - Conventions d'objectifs et de financements entre la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault (CAF) et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Roger CAIZERGUES, Conseiller Métropolitain, rapporte :

L'Écolothèque, Centre d'éducation à l'Environnement, reçoit en moyenne 120 enfants par jours en Accueil de loisirs les mercredis (périscolaire) et les vacances scolaires (extrascolaire). Ainsi, ce sont plus de 1 000 enfants qui fréquentent annuellement l'Accueil de loisirs.

La présente convention d'objectifs et de financement pour l'accueil de loisirs en Périscolaire et en Extrascolaire entre la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole pour la période 2020-2023 définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de la prestation de service « accueil de loisirs sans hébergement (Alsh) » pour l'accueil Périscolaire et Extrascolaire. Les principaux engagements de l'Écolothèque concernent une accessibilité financière pour toutes les familles au moyen de tarifications modulées en fonction des ressources ainsi que le respect du mode de calcul fixé par la Caisse d'Allocations Familiales.

La présente convention de financement, qui couvre la période allant du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2023 permettra à l'Écolothèque de percevoir une subvention « prestation de service » pour le fonctionnement de l'établissement en fonction du nombre d'enfant accueillis (en 2019 la subvention perçue a été de 67 756 €) mais également de recevoir par remboursement l'aide aux loisirs déduite aux parents (en 2019 cette l'aide aux loisirs était de 4,60 € par jour et par enfant). L'Écolothèque facture le tarif minoré de l'aide de la Caisse d'Allocations Familiales permettant ainsi aux familles de ne pas faire l'avance de cette aide de la Caisse d'Allocations Familiales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les conventions d'objectifs et de financements pour l'accueil de loisirs en Périscolaire et en Extrascolaire entre la Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou à son représentant, à signer les conventions jointes à la présente délibération ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-139044-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ECOLOTHEQUE EXTRA ST JEAN DE VEDAS Convention.pdf
- ECOLOTHEQUE PERI ST JEAN DE VEDAS Convention.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture et patrimoine historique

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD

Culture et patrimoine historique - Protocole de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes concernant l'accès au programme ÉcoMétropole dans le cadre du Schéma de mutualisation

Monsieur Roger CAIZERGUES, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Par délibération n°14635 du 17 mai 2017 ont été autorisées la signature et l'expérimentation du protocole de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de la Métropole pour l'accès au programme ÉcoMétropole de l'Écolothèque.

L'objectif de ce dispositif est de promouvoir la prise en compte des préoccupations environnementales auprès de tous les enfants du territoire métropolitain et d'apporter aux équipes pédagogiques des communes des appuis techniques et pédagogiques pour mettre en place des projets d'animation sur ces thématiques. Ainsi les enfants pourront bénéficier dans leur cadre communal d'une approche sensible et ludique de l'environnement par des agents renforcés dans leurs compétences.

Par délibération en date du 25 janvier 2018 a été approuvée l'intégration du programme ÉcoMétropole au schéma de mutualisation de Montpellier Méditerranée Métropole, en tant qu'action de la coopérative de services auprès des communes, mettant ainsi fin à la période d'expérimentation.

Par délibération en date du 31 mai 2018 ont été approuvées les modifications du protocole suivantes :

- Mise en place d'une contribution forfaitaire des communes dont le montant sera arrêté dans le cadre du groupe de travail, et qui figurera dans la grille tarifaire de l'Ecolothèque, elle-même approuvée par délibération du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Prolongation d'un an de la durée de ce protocole, qui arrivera ainsi à échéance au 15 septembre 2020 ;
- Ouverture de la possibilité de résilier le protocole par notification avec accusé de réception adressée à l'autre partie. Cette résiliation entre en vigueur pour l'année scolaire suivant la date de l'accusé de réception, encadrant ainsi l'impact d'une modification tarifaire en cours d'année.

En 2019, ce sont déjà 22 communes (Castelnau-le lez, Castries, Clapiers, Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Lavérune, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Murviel-lès-Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-lez, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone) qui ont signé le protocole de partenariat du programme ÉcoMétropole.

Les actions développées en 2019 représentent 2 098 jours/enfants et 267 jours de formation ou d'appui technique pour les animateurs des communes, contre 184 jours l'année précédente, soit une augmentation de 45 % par rapport à 2018.

Au vu du succès de ce programme, la présente délibération propose d'actualiser la durée de ce protocole afin de préciser qu'elle arrive à échéance le 15 septembre 2022 et qu'elle est renouvelable.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le protocole de partenariat entre les communes et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant à signer le protocole de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-137999-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- annexe_deliberation.PROTOCOLE__PARTENARIAT_ECOMETR1597822289854.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture et patrimoine historique

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD

Culture et patrimoine historique - Gratuité d'accès à l'exposition temporaire "le Canada et l'impressionnisme - Nouveaux horizons" à l'occasion des Journées Européennes du Patrimoine et de la Nuit européenne des Musées 2020 - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, créé en 1828 par le peintre François-Xavier Fabre entièrement réhabilité en 2007, est un monument culturel incontournable en région, s'inscrivant dans la liste des musées les plus importants d'Europe.

Le musée compte parmi les plus belles collections publiques françaises, sans cesse enrichi grâce à des dons de collectionneurs et artistes avisés : Fabre, Valedau, Bruyas, Bonnet-Mel, Cabanel, Bazille... jusqu'à Pierre Soulages qui a offert, en 2002, 19 toiles, représentatives de son œuvre de 1952 à nos jours.

À travers ses collections permanentes sans cesse renouvelées, le musée Fabre offre un patrimoine artistique d'une exceptionnelle diversité, peintures, sculptures, dessins et objets d'art, racontant à ses visiteurs l'histoire de la création européenne, de la Renaissance à nos jours.

Les Journées Européennes du Patrimoine et la Nuit Européenne des Musées sont l'occasion d'accéder gratuitement à sa collection patrimoniale incontournable en région.

Après plus de deux mois de fermeture le Musée Fabre a ouvert au public le 2 juin. L'exposition temporaire qui devait initialement avoir lieu du 13 juin au 27 septembre a dû ainsi être reportée en raison de la crise sanitaire liée au Covid 19.

Cette exposition inédite se tiendra du 19 septembre au 3 janvier 2021, et mettra à l'honneur deux générations de peintres canadiens qui ont contribué à la résonance mondiale de l'impressionnisme. Pour la première fois, l'exposition réunit les chefs-d'œuvre des peintres canadiens de renom des dernières décennies du XIXème siècle au tournant du XXème siècle « le Canada et l'impressionnisme- Nouveaux Horizons ».

Consciente que certains visiteurs sont encore hésitants à venir dans les espaces culturels, Montpellier Méditerranée Métropole, première métropole de France du label « Art et Histoire » souhaite favoriser le retour du public au Musée Fabre en accordant exceptionnellement l'accès gratuit à son exposition temporaire durant toute la durée de ces manifestations.

Ayant à cœur de s'ouvrir à tous les publics et de répondre à leurs attentes, des médiateurs viendront à la rencontre des publics afin de présenter au plus grand nombre les collections permanentes et l'exposition, dans le respect des règles sanitaires en vigueur.

Au regard du contexte de crise sanitaire actuelle, ce dispositif de gratuité d'accès à l'occasion des Journées Européennes du Patrimoine et de la Nuit européenne des Musées 2020 est susceptible d'être modifié suivant les décisions émanant de la Préfecture de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'autoriser la gratuité des entrées à l'exposition « le Canada et l'impressionnisme- Nouveaux Horizons », le samedi 19 et vendredi 20 septembre 2020 de 10 h à 18 h à l'occasion des Journées Européennes du Patrimoine, et le samedi 14 novembre 2020 de 18 h 30 à 22 h 30 à l'occasion de la Nuit Européenne des Musées ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-142838-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture et patrimoine historique

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD

Culture et patrimoine historique - Convention de partenariat entre le musée Fabre et le musée Soulages de Rodez - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre et le musée Soulages à Rodez (EPCC) se sont rapprochés pour relancer un partenariat (fin de la dernière convention en mai 2019) qui valoriserait les deux structures par une mise en réseau. L'objectif est d'inciter les publics respectifs des deux musées à se rendre dans l'un ou l'autre musée.

En termes de tarification billetterie, les engagements seraient les suivants :

- Le musée Fabre informerait ses visiteurs de la possibilité d'obtenir un tarif réduit au musée Soulages Rodez (donnant accès également au musée Fenaille) sur présentation de la carte d'abonnement, du billet d'entrée exposition ou collections permanentes du musée Fabre. De plus, il mettra à disposition des visiteurs, près des caisses, le dépliant du musée Soulages Rodez. Le musée Fabre proposera un tarif réduit à ses visiteurs détenteurs d'un billet d'entrée (ou carte annuelle d'abonnement) du musée Soulages Rodez.
- Le musée Soulages Rodez informera ses visiteurs de la possibilité d'obtenir un tarif réduit au musée Fabre à Montpellier, sur présentation du billet d'entrée du musée Soulages Rodez (ou de la carte d'abonnement annuelle au musée Soulages). De plus, il mettra à disposition des visiteurs, près de chaque caisse, les dépliants du musée FABRE. Le musée Soulages Rodez proposera un tarif réduit aux visiteurs détenteurs d'un billet d'entrée du musée Fabre ou de la carte d'abonnement.

En termes de communication, les engagements réciproques seraient les suivants :

- Le musée Fabre et le musée Soulages Rodez s'engagent à communiquer auprès des publics respectifs l'offre proposée par ces 2 musées, à l'accueil de chacun d'eux.
- Promouvoir ce partenariat sur les supports de communication institutionnels (dépliant, site internet, réseaux sociaux, rapport d'activités dossier de presse...).
- Partager des éléments de communication (affiche exposition, partage expo ou info sur les réseaux sociaux...).

La convention serait signée pour une durée de 3 ans.

Les enjeux pour la métropole autour d'un tel partenariat sont les suivants :

- Mise en réseau avec des structures culturelles du territoire ;
- Création d'un « parcours Soulages » ;
- Augmentation des flux de visiteurs régionaux vers le musée Fabre et contribuer au rayonnement du musée Fabre sur le territoire ;
- Relance des recettes du musée Fabre ;
- Diversification des publics du musée Fabre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la conclusion de la convention de partenariat avec le Musée Soulages de Rodez ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-142347-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet de convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture et patrimoine historique

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD

Culture et patrimoine historique - Musée Fabre - Conventions de partenariat avec le New York Times, Télérama, Le Figaro et France Bleu Hérault dans le cadre de l'exposition "Le Canada et l'impressionnisme - Nouveaux horizons" - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Du 19 septembre 2020 au 3 janvier 2021, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole présente l'exposition *Le Canada et l'impressionnisme – Nouveaux horizons*. Conçue par le musée national des beaux-arts du Canada, elle retrace la découverte et l'appropriation de la modernité impressionniste par deux générations d'artistes canadiens entre 1880 et 1920. Le voyage en France fut ainsi pour eux un itinéraire obligé, mais ils surent de retour chez eux élaborer un vocabulaire pictural propre à leur identité, adaptant leurs impressions picturales à la lumière et aux paysages incomparables du Nord. À travers plus d'une centaine de peintures issues de collections publiques et privées canadiennes, l'exposition offre la possibilité de découvrir des artistes peu connus en Europe et met en lumière leur contribution originale au rayonnement international de l'impressionnisme.

L'exposition présentée au musée Fabre, exceptionnelle au regard de la qualité des œuvres, se doit d'être l'objet d'une communication dynamique et ambitieuse. Il s'agit dès lors de nouer des partenariats prestigieux avec des médias d'envergure nationale et internationale, afin de pouvoir bénéficier du retentissement le plus large possible.

Le New York Times, *Télérama*, *Le Figaro* et *France Bleu Hérault* ont manifesté leur intérêt pour être partenaires de cet événement. Cette opportunité permettra d'assurer un rayonnement médiatique sur le territoire régional, national et international, auprès des publics cibles de l'exposition.

Ces partenariats interviennent dans le cadre de conventions qui fixent les droits et obligations de chaque partie. Les conventions précisent notamment que les partenaires bénéficieront de la présence de leurs logos sur l'ensemble des supports de communication de l'exposition.

De même, le musée Fabre s'engage :

- Pour *Le New York Times* : offrir 15 billets d'entrée, 2 catalogues et à acheter une campagne digitale ciblant le lectorat "art enthusiasts" du nytimes.com à un tarif de 4 500 € TTC.
- Pour *Télérama* : offrir 4 billets pour une visite guidée destinés à ses abonnés sur le site « *Télérama Sorties* », et à participer aux frais techniques à hauteur de 804 € TTC.
- Pour *Le Figaro* : à mettre à la disposition de la Société du Figaro des catalogues de l'exposition et des billets d'entrée pour une valeur globale de 500 €.
- Pour *France Bleu* : à offrir 40 billets d'entrée et à acheter 88 spots publicitaires à un tarif de 3 429,40 € TTC.

L'ensemble de ces engagements représente une participation globale du musée à hauteur de 7 929,40 € TTC, hors visites, catalogues et billets d'entrées offerts.

En contrepartie, les partenaires s'engagent à faire un large écho à l'événement :

- *Le New York Times* s'engage à proposer deux insertions au format ¼ de page au lancement de l'exposition, le 19 septembre, avec une relance pour les vacances de la Toussaint, le 16 octobre, ainsi qu'une campagne digitale d'accompagnement sur ces deux périodes,
- *Télérama* s'engage à réserver une place dans son agenda des événements dans l'édition « *Télérama Sortir* » qui paraîtra le 19 septembre, à offrir un espace dans sa newsletter quotidienne adressée à ses 150 000 abonnés avec le lien vers le site du musée Fabre et à mettre en place un jeu-concours réservé aux abonnés,
- *Le Figaro* s'engage à proposer un ¼ de page dans sa rubrique Culture le 19 septembre ainsi qu'un véritable plan média digital pour le lancement de l'exposition (Grand Angle sur le site Le Figaro.fr rubrique Culture, Trading Pré-roll, avec un engagement de 60 000 vues et interstitiel d'ouverture sur l'application mobile, mis en ligne le 18/09),
- *France bleu Hérault* s'engage à réaliser une émission spéciale en direct du musée le jour ou le lendemain du vernissage, effectuer deux campagnes publicitaires de 88 spots et promouvoir l'exposition dans ses différentes émissions par le biais de reportages, interviews, chroniques et jeux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes des conventions de partenariat avec *Le New York Times*, *Télérama*, *Le Figaro* et *France Bleu Hérault* ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-137004-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Le Figaro
- Convention Télérama
- Convention France Bleu Hérault
- Convention New York Times

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Culture et patrimoine historique

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger CAIZERGUES, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD

Culture et patrimoine historique - Convention de partenariat avec la Ville de Montpellier pour la réalisation d'un programme de visites guidées communes à l'occasion de l'exposition Pharmacopées - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

La Faculté de Médecine de Montpellier est la plus ancienne école universitaire de médecine du monde. Elle célèbre en 2020 les 800 ans de la réception de ses statuts universitaires, survenue le 17 août 1220. S'étant développée au cours des siècles grâce au partage des cultures médicales arabes, juives et chrétiennes dans un esprit humaniste et scientifique relayé au travers des siècles, la Faculté de Médecine de Montpellier s'affirme comme un haut lieu de savoir et de transmission depuis le Moyen Âge.

Aujourd'hui considérée dans le monde entier comme un lieu de tout premier plan dans le domaine de l'enseignement de la médecine et de la recherche médicale, la Faculté de Médecine de Montpellier est aussi une institution exceptionnelle et unique pour la richesse de ses collections. Elle possède en effet un patrimoine architectural, artistique, muséographique et scientifique inestimable, préservé depuis des siècles dans ses bibliothèques, ses musées, ses droguiers, son herbier et son conservatoire. Ils recèlent quantités de pièces anatomiques, de manuscrits et d'incunables, de volumes imprimés dans tous les domaines du savoir, et de dessins originaux des plus grands maîtres (Rubens, Titien, Tintoret, Fragonard...). Ces trésors sont complétés par l'un des plus vieux herbiers de France, et un somptueux Jardin des plantes élaboré sous l'impulsion d'Henri IV en 1593.

Chère au cœur des Montpelliérains, et jouissant d'une réputation internationale incontestable, la Faculté de Médecine de Montpellier est l'un des plus beaux et des plus actifs ambassadeurs de la Ville de Montpellier.

Tout au long de l'année 2020, la Ville et la Métropole de Montpellier célèbrent ce huitième centenaire à travers une programmation d'événements culturels, scientifiques et festifs, touchant aussi bien le grand public que la communauté universitaire, afin de partager ces valeurs d'humanisme et de valoriser la médecine montpelliéraine, sa riche histoire, son présent et son futur.

Musée municipal évoquant l'histoire de la charité, de l'assistance publique et de la pratique pharmaceutique à Montpellier, l'ensemble de l'œuvre de la Miséricorde est classé au titre des Monuments Historiques. Historiquement lié à la Faculté de Médecine de Montpellier, la Miséricorde recèle la dernière apothicaire montpelliéraine encore en place où est présentée au public une collection précieuse de faïences anciennes et de pots de pharmacie.

Section du musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole consacrée aux arts décoratifs, l'Hôtel de Cabrières – Sabatier d'Espeyran montre également, parmi de nombreux autres trésors, une collection précieuse de faïences d'apothicaire montpelliéraines.

A l'occasion de la célébration des huit-cents ans de la Faculté de Médecine de Montpellier, ce service présentera du 9 octobre 2020 au 10 janvier 2021 l'exposition « Pharmacopées », basée sur le dépôt exceptionnel par un collectionneur particulier d'une collection de faïences montpelliéraines d'une qualité remarquable.

La médiation de l'exposition « Pharmacopées » sera fondée sur un programme de visites guidées communes aux deux sites situés à proximité immédiate l'un de l'autre – l'hôtel de Cabrières-Sabatier d'Espeyran et l'ensemble de l'œuvre de la Miséricorde – afin de mettre en résonance leurs collections permanentes et la collection exceptionnellement prêtée.

Chaque visite sera ainsi l'occasion pour les visiteurs de découvrir les deux espaces muséaux et leurs richesses, et pour les organisateurs, de mettre en valeur l'histoire de la production artisanale de faïences d'apothicaire à Montpellier, tout en favorisant la découverte des deux musées par le grand public.

Il convient de définir, au moyen de la convention de partenariat proposée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, les modalités organisationnelles et tarifaires de ce programme de visites guidées conjointes. Il est notamment proposé, pour la durée de l'exposition « Pharmacopées », que :

- chaque visite guidée de l'exposition « Pharmacopée » soit conduite conjointement par un médiateur du musée Fabre et un médiateur du service municipal des lieux d'art et d'histoire ;
- le musée Fabre assure la vente exclusive des billets de ces visites à ses guichets ;
- pour chaque billet vendu, Montpellier Méditerranée Métropole reverse à la ville la somme d'1.5€ (un euro et cinquante centimes), ce montant correspondant, dans la grille tarifaire de la Ville pour l'année 2020, au tarif réduit pour la visite guidée individuelle de l'ensemble de l'œuvre de la Miséricorde.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la convention de partenariat avec la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de partenariat ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-142446-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_partenariat_musee_Fabre_et_misericorde.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture et patrimoine historique

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger CAIZERGUES, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD

Culture et patrimoine historique - Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Demande de subventions au titre de l'année 2021 - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole est un établissement public d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique, placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole et sous le contrôle pédagogique du Ministère de la Culture qui lui a accordé le renouvellement du label « CRR » en 2016 pour une durée de sept ans.

Le CRR poursuit une double mission de sensibilisation et de formation des jeunes enfants et de formation pré-professionnelle des étudiants. Le cursus des études proposées conduit à l'obtention du Certificat d'Etudes Musicales, Chorégraphiques ou Théâtrales (parcours amateur), et du diplôme d'Etudes Musicales, Chorégraphiques ou Théâtrales (parcours pré-professionnels). Un partenariat noué avec l'Université Paul Valéry, Montpellier III permet en outre la délivrance d'une licence mention Musique, parcours musicien interprète.

Des enseignements spécifiques ont également été mis en place dans le cadre de classe à horaires aménagés en musique et/ou en danse, en partenariat avec les écoles primaires Gambetta, Auguste Comte et Daviler, les collèges Clémence Royer et Jeu de Mail, ainsi que le lycée Clemenceau. Les élèves de ces établissements peuvent ainsi bénéficier des enseignements du CRR dans le cadre de leur cursus scolaire.

Au-delà de ces enseignements spécifiques, le CRR s'inscrit dans le plan de développement des pratiques chorales proposé par le Ministère de l'Education Nationale et le Ministère de la Culture. Il participe activement à la démarche de développement des pratiques artistiques en lien avec le secteur scolaire, afin de sensibiliser le plus grand nombre d'enfants à la pratique musicale et de leur permettre d'être en contact direct avec un champ artistique riche et varié.

La formation artistique et culturelle est également développée à travers des partenariats pédagogiques avec les acteurs culturels, tels que ceux établis avec l'Université Paul Valéry, l'Orchestre National de Montpellier et la Direction des Affaires Culturelles Occitanie.

Enfin, parallèlement à ces activités pédagogiques, le CRR se positionne comme un acteur de diffusion culturelle incontournable sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole : plus de 250 manifestations publiques gratuites, (auditions, concerts, classes de maître, conférences, etc.) sont organisées chaque année (exception faite des périodes de restriction liées à la crise sanitaire).

Aussi, considérant les enjeux pédagogiques et d'accès aux pratiques artistiques portés par cet établissement, il est proposé de renouveler, pour l'année 2021, les demandes de subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat (Ministère de la Culture – DRAC), de la Région Occitanie et du Conseil départemental de l'Hérault, en soutien au fonctionnement du Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'autoriser les demandes de subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat (Ministère de la Culture et de la Communication - DRAC), de la Région Occitanie et du Conseil départemental de l'Hérault, au titre de l'année 2021 ;
- de dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-142138-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture et patrimoine historique

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger CAIZERGUES, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD

Culture et patrimoine historique - Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Convention d'occupation de l'Agora, Cité Internationale de la Danse avec l'association Montpellier Danse - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Méditerranée Métropole a été classé en 2007 Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) au sein du réseau national des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique par le Ministère de la Culture et de la Communication.

Afin de pouvoir exercer ses missions dans les meilleures conditions et dans l'attente du prochain déménagement, il est nécessaire pour lui de pouvoir bénéficier de studios conformes à la pratique de la danse.

A cet égard, les studios situés au sein de l'Agora, Cité internationale de la danse, équipement métropolitain occupé par l'association Montpellier Danse, sont tout à fait appropriés à l'organisation de cours.

Aussi, il est proposé la signature d'une convention fixant les conditions de mise à disposition de ces studios au CRR.

Outre les modalités pratiques de mise à disposition des espaces, la convention prévoit que Montpellier Danse assume toute charge liée à l'occupation de ces locaux par le CRR (électricité, chauffage, eau...) et que Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à assumer les dépenses liées au ménage des lieux. Celles-ci seront défalquées du montant de la refacturation annuelle des fluides, établie par la Métropole, à l'association.

En conséquence, il est demandé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention d'occupation de l'Agora, Cité internationale de la Danse, avec l'association Montpellier Danse,
- de dire que les dépenses sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-142425-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Agora - Convention d'occupation avec Montpellier Danse

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture et patrimoine historique

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger CAIZERGUES, Lionel LOPEZ, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD

Culture et patrimoine historique - Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Convention de partenariat avec le Centre International de Musiques Médiévales (CIMM) - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole (CRR), établissement public d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique, a pour principales missions d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, sur l'ensemble du territoire, en lien avec les écoles de proximité, l'Education nationale, les structures de diffusion, et de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs et de formation des artistes professionnels de demain. Dans ce cadre, plusieurs cursus sont proposés, de l'éveil au cycle de perfectionnement, en musique, danse et théâtre.

Afin de se donner les moyens d'atteindre ces objectifs, le CRR souhaite poursuivre et renforcer ses partenariats avec les structures locales existantes.

Le Centre International de Musiques Médiévales Du ciel aux marges, (CIMM) est une association qui a pour objet de promouvoir le développement, la création, la diffusion et la transmission des musiques et de la lutherie médiévale auprès des publics étudiants, amateurs et professionnels. Le CIMM développe une formation spécialisée en musiques du Moyen Âge sous la forme de cycles de master-classes autour du chant médiéval et de l'archéo-lutherie. Celles-ci sont animées par des musiciens professionnels, spécialistes de ces musiques, artistes et professeurs internationalement reconnus, et sont organisées autour de répertoires musicaux spécifiques. Des restitutions publiques, mêlant professionnels et étudiants pourront rendre compte des activités.

Compte tenu de la qualité de cette offre pédagogique, il apparaît opportun d'offrir, aux élèves du Conservatoire, la possibilité de bénéficier de cette expérience afin d'enrichir la formation qu'ils reçoivent tout en favorisant le besoin fondamental d'un rapport de proximité entre étudiants et milieu professionnel.

C'est pourquoi il est proposé de renouveler la convention de partenariat entre le CIMM et le CRR relative à l'organisation de ces sessions de formation et à leur prise en charge financière.

Trente-trois sessions sont proposées, prises en charge conjointement par le CIMM et le CRR, soit 68 jours de formation. Pour sa part, le CRR prendra en charge 31 jours d'interventions, rémunérées sur la base d'un forfait de 225 € bruts par journée, auquel s'ajoutent les frais de déplacement.

La mise à disposition des sites du CRR (Candolle et Archevêché) pour le déroulement des sessions de formation est assurée à titre gratuit.

Les élèves inscrits au Conservatoire sont exonérés de frais d'inscription mais doivent s'acquitter d'une adhésion au CIMM (5 euros). Les étudiants du département musicologie de l'Université Paul Valéry s'acquittent d'une inscription au tarif « offres spécifiques » auprès du Conservatoire ainsi que de l'adhésion au CIMM (5 euros). Les autres stagiaires s'inscrivent auprès du CIMM conformément aux tarifs adoptés par cette association.

Ce partenariat est proposé pour l'année scolaire 2020/2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat avec l'association CIMM ;
- de dire que les crédits sont inscrits au Budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-142471-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CIMM_CRR convention de partenariat 2020-2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture et patrimoine historique

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger CAIZERGUES, Lionel LOPEZ, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD

Culture et patrimoine historique - Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) - Convention de partenariat et convention d'occupation des locaux avec le Centre de Ressources d'Expertise et de Performance Sportive (CREPS) de Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Montpellier Méditerranée Métropole a pour principales missions d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, sur l'ensemble du territoire, en lien avec les écoles de proximité, l'Education nationale, les structures de diffusion, et de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs et de formation des artistes professionnels de demain. Dans ce cadre, plusieurs cursus sont proposés, de l'éveil au cycle de perfectionnement, en musique, danse et théâtre.

Le CREPS (Centre de Ressources d'Expertise et de Performance Sportive) de Montpellier a vocation à accueillir les pôles relevant des filières d'accès au sport de haut niveau. Il est le lieu privilégié de la préparation sportive des athlètes mais aussi, grâce aux cursus de formation qui leur sont proposés, de leur future insertion professionnelle.

Dans le cadre de la pratique de la danse et de la mise en place du diplôme d'Etat de danse, le CREPS de Montpellier et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Méditerranée Métropole collaborent depuis de nombreuses années.

Il est proposé de poursuivre cette collaboration selon deux axes, correspondant à deux conventions :

- Un partenariat pédagogique sur la mise en place de cours de jazz dans les locaux du CREPS à l'intention des élèves du CRR : le CREPS met à disposition une de ses intervenantes pour assurer 168 heures de formation jazz pour l'année scolaire, sur la base d'un tarif horaire de 57€, soit un total de 9 576€ pour l'année scolaire 2020/2021.
- La mise à disposition de locaux par le CREPS d'une part, et par le CRR d'autre part, ainsi que la participation à des activités pédagogiques, de manière à mutualiser les moyens et à ouvrir les classes du Conservatoire aux stagiaires du CREPS de Montpellier.

Ainsi, le CREPS s'engage à mettre à disposition du CRR un studio de danse, sur l'ensemble de l'année scolaire, hors vacances scolaires et jours fériés, pour une durée hebdomadaire de 9h15 maximum. Compte tenu de la qualité du partenariat entre le CREPS et le CRR, la mise à disposition du studio de danse est gratuite.

Parallèlement, le CRR s'engage à autoriser les stagiaires en diplôme d'Etat 2ème année à observer les cours des différents niveaux dispensés par les enseignants du CRR, à autoriser les élèves en préformation au CREPS à bénéficier de deux cours de danse classique gratuits au sein du CRR, à mettre à disposition une salle, pour un cours technique ou pédagogique, dans la mesure des possibilités. Ces activités pédagogiques et la mise à disposition de la salle sont proposées par le CRR à titre gratuit.

Les deux conventions s'appliquent durant l'année scolaire 2020/2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat et de la convention d'occupation de locaux entre le CRR et le CREPS de Montpellier ;
- de dire que les dépenses seront inscrites au Budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933,
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Christian ASSAF, M. Sophiane MANSOURIA, M. Hervé MARTIN.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-142468-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CREPS CRR_convention de mad de locaux_2021 2021
- CREPS CRR_convention de partenariat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture et patrimoine historique

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger CAIZERGUES, Lionel LOPEZ, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD

Culture et patrimoine historique - Convention de financement avec la Fondation du Patrimoine relative à l'obtention d'une aide financière pour la restauration des décors peints du foyer de l'Opéra Comédie - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

La Fondation du patrimoine œuvre à la sauvegarde et la valorisation du patrimoine français et l'accompagnement des particuliers, des collectivités et des associations dans des projets de restauration.

Présente sur l'ensemble du territoire national, les missions de la fondation sont les suivantes :

- Promouvoir la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine bâti et paysager,
- Contribuer à l'identification des édifices et des sites menacés de dégradation et de disparition,
- Susciter et organiser les partenariats publics/privés entre les associations de protection du patrimoine, les pouvoirs publics nationaux et locaux, et les entreprises désireuses d'engager des actions de mécénat culturel,
- Participer aux actions de restauration des propriétaires privés ou publics,
- Favoriser la création d'emplois et la transmission des savoir-faire.

Par délibération n°M2019-279 en date du 23 mai 2019, le Conseil a autorisé la signature d'une convention de souscription avec la Fondation du Patrimoine pour la restauration des décors peints du grand foyer de l'Opéra Comédie.

Celle-ci prévoit le lancement par la Fondation du Patrimoine d'une souscription auprès du grand public, dont les fonds seront destinés à la réalisation de cette opération et reversés à cet effet à Montpellier Méditerranée Métropole, qui en assurera la maîtrise d'ouvrage. Le coût des travaux de restauration de ces œuvres est estimé entre 2 800 € et 16 000 € HT en fonction du nombre de pièces restaurées.

En complément des fonds récoltés dans le cadre de cette souscription, la Fondation du Patrimoine souhaite attribuer à Montpellier Méditerranée Métropole une aide financière d'un montant de 3 000 € visant à contribuer financièrement à la réalisation de cette opération.

Il est nécessaire de faire approuver par le Conseil l'obtention de cette aide financière, et d'autoriser la signature de la convention de financement entre la Fondation du Patrimoine et Montpellier Méditerranée Métropole, qui fixe les modalités de collaboration des partenaires autour de ce projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'obtention d'une aide financière de la part de la Fondation du Patrimoine pour l'opération de restauration des décors peints du grand foyer de l'Opéra Comédie, ainsi que les termes de la convention de financement afférente ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-134716-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de financement Fondation du Patrimoine.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture et patrimoine historique

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger CAIZERGUES, Lionel LOPEZ, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD

Culture et patrimoine historique - Réseau des médiathèques / Théâtre des 13 vents - Convention de partenariat 2020/2023 - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le Théâtre des 13 vents est un Centre Dramatique National (CDN), c'est-à-dire un théâtre de service public dont la mission est de produire et coproduire, créer, diffuser des pièces de théâtre et d'accueillir des spectacles et des artistes régionaux, nationaux, internationaux. Ainsi, le Théâtre des 13 vents CDN Montpellier propose un programme mensuel de pièces, de rencontres et d'actions pour qu'œuvres et publics se rencontrent.

Le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole et le Théâtre des 13 vents souhaitent développer un partenariat.

En lien avec sa programmation, le Théâtre des 13 vents propose au réseau des médiathèques de pouvoir recevoir des auteurs, metteurs en scène, artistes invités par le théâtre, la troupe associée ou l'ensemble associé du théâtre.

Pour cela, le Théâtre des 13 vents proposera pour chaque saison une programmation de rencontres en cofinancement avec le réseau des médiathèques au minimum 6 mois avant la date de l'évènement. La participation financière du réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole n'excédera pas 40 % du budget global lié à ce partenariat.

Dans le cadre de sa programmation culturelle, le réseau des médiathèques se réserve le droit d'accepter ou de refuser en tout ou en partie des propositions, en fonction de sa politique de programmation, de son public, de la faisabilité technique ainsi que de la partie budgétaire restant à sa charge.

Les deux parties s'engagent à promouvoir les rencontres organisées dans le cadre de ce partenariat, sur les supports de communication dont elles disposent.

Le partenariat serait conclu pour la durée de la saison de septembre 2020 à juin 2021. Il pourra être reconduit pour deux saisons supplémentaires par reconduction tacite.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'autoriser le partenariat entre le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole et le Théâtre des 13 vents ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-131509-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONV PLURIANNUELLE DEFINITIVE.docx

- CONV_13_VENTS_FINAL1598517620845-2.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Culture et patrimoine historique

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Lionel LOPEZ, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD

Culture et patrimoine historique - Demande de subventions dans le cadre du label Bibliothèque Numérique de Référence 2020 - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Entre 2011 et 2016, le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole a pu développer le plan décrit dans le contrat numérique passé avec l'État dans le cadre du label Bibliothèque Numérique de Référence (BNR). Les chantiers durant ces cinq années ont été nombreux : large programme de numérisation patrimoniale, révision complète du portail de services et des catalogues, multiplication de l'offre de médiation numérique et fourniture d'accès distant aux éditions adaptées pour les bénéficiaires de l'exception handicap.

La reprise en 2017 des chantiers labellisés BNR à Montpellier a permis d'initier un programme « BNR » dans la prolongation logique du précédent contrat, et de faire subventionner par l'État des opérations très importantes sur des crédits de la Dotation Générale de Décentralisation, au taux exceptionnel de 80% en 2017 et 60% en 2018-2019. Ces opérations concernent tous les secteurs de l'innovation toujours pour faire de la transition numérique un vecteur d'amélioration de l'offre de services proposée par Montpellier Méditerranée Métropole : automatisation réussie de la médiathèque Jean-Jacques Rousseau, acquisition de matériels robotique et informatique avec le développement d'animations favorisant l'inclusion numérique du plus grand nombre et valorisé chaque année durant le temps fort de la « Code Week », acquisition d'équipements de jeux vidéo haut de gamme plébiscités et valorisés lors du temps fort annuel « La Métropole en Jeux » et enfin amélioration des performances web du portail, avec une mise à jour des logiciels supportant notre offre de services en ligne.

En 2020, le réseau des médiathèques de la Métropole poursuit son programme de développement de services numériques de référence. Plusieurs opérations sont subventionnables, pour lesquelles la Métropole a d'ores et déjà inscrit des crédits à la hauteur des ambitions de son réseau de médiathèques :

- L'ambition de services en ligne d'excellence, articulée autour de 2 projets majeurs :
 - le développement de la bibliothèque numérique patrimoniale, en bénéficiant des solutions et de la communauté développée par la Bibliothèque nationale de France (projet déjà engagé en 2019) ;
 - les évolutions du portail web et du système informatique qui lui est associé, au bénéfice notamment des services aux lecteurs et de l'expérience utilisateur.
- L'ambition d'une médiation numérique innovante au service du plus grand nombre, articulée autour de 3 projets majeurs :
 - la poursuite du programme d'équipement robotique dédié à l'apprentissage du code informatique : robots, imprimantes 3D, tablettes graphiques, à destination notamment de futurs fablabs au sein des médiathèques Zola et Shakespeare ;
 - la poursuite de l'équipement informatique dédié aux jeux vidéo en ligne par équipe, en lien avec des pratiques culturelles et amateurs en plein essor ;
 - l'acquisition d'applications et d'interfaces tactiles, dédiées non seulement à la valorisation des fonds patrimoniaux, mais aussi à un nombre croissant de médiations de contenus et d'actualités.

Cette ambition d'excellence s'inscrit donc dans la continuité du programme pluriannuel 2017-2020 présenté il y a un an. L'ensemble du projet 2020 est éligible à une participation de l'État à hauteur de 60 % et le dossier préparatoire de ce projet a déjà fait l'objet d'un examen et d'un retour positif de la part des services du Ministère de la Culture (Direction Régionale des Affaires Culturelles et Service Livre et Lecture). Les opérations BNR 2020 permettent une nouvelle progression des services numériques aux usagers et assurent à la Métropole la continuité d'une labellisation Bibliothèque Numérique de Référence. Le coût global de ces opérations s'élève à 237 264,55 € HT (284 717,47 € TTC).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les demandes de subventions du montant le plus large possible auprès des services de l'Etat pour les opérations menées dans le cadre du projet 2020 « Bibliothèque Numérique de Référence » ;
- de dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitres 903 et 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-132694-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET NUMERIQUE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Développement économique et
numérique

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER

Développement économique et numérique - Épidémie de covid-19 - Attribution d'aides aux acteurs économiques pour le paiement des loyers professionnels

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Vu les articles L.1511-3 et R.1511-4 à R.1511-23-7 du Code général des collectivités territoriales relatifs aux aides à l'immobilier d'entreprise, et vu la communication de la Commission européenne portant encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de COVID-19 2020/C 91 I/01, et notamment son paragraphe 3.1. relatif aux aides sous forme de subventions directes, d'avances remboursables ou d'avantages fiscaux portant à 800 000 euros le seuil des aides dites de minimis, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagé auprès des commerçants, artisans et entrepreneurs pour les soutenir, en complémentarité avec les aides gouvernementales et régionales, durant la crise sanitaire que nous traversons.

Par décisions n°MD2020-337, n°MD2020-557 et n°MD2020-591, Montpellier Méditerranée Métropole a défini le cadre de l'attribution d'une aide pour le paiement des loyers des acteurs économiques situés sur son territoire pour le 2ème trimestre 2020 (avril, mai et juin 2020).

Ainsi pour aider les acteurs économiques à payer leur loyer, il y a lieu de leur allouer une aide suivant les tableaux ci-dessous :

- Aides du mois d'avril 2020

Numéro de dossier	Civilité	Prénom	Nom	Montant de l'aide
ALE2020-001407	Madame	MARIE-HELENE	MARTINEZ	500 €
ALE2020-001408	Madame	FLORE	NADAI	500 €
ALE2020-001409	Monsieur	SATNAM	SINGH	350 €
ALE2020-001411	Madame	CLAIRE	DELMAS	420 €
ALE2020-001412	Monsieur	AHCENE	DAOUD	500 €
ALE2020-001413	Monsieur	JEAN-PAUL	PERAUD	500 €
ALE2020-001418	Madame	CELINE	CHATON	214 €
ALE2020-001422	Monsieur	HASSAN	GEAGHDAN	340 €
ALE2020-001430	Madame	LOETITIA	LOHMANN	500 €
ALE2020-001439	Madame	MARTINE	CANDELA	500 €
ALE2020-001445	Madame	SYLVIE MARCELLE	DUFFOUR	233 €
ALE2020-001448	Monsieur	THIERRY	JAROSZ	500 €
ALE2020-001461	Monsieur	MEHMET	DOGAN	500 €
ALE2020-001462	Madame	LAURE	YAAKOUBI	130 €
ALE2020-001474	Madame	MARIE	CHARRAUD	250 €
ALE2020-001480	Madame	CORINNE	FABREGUE	409 €
ALE2020-001482	Madame	MIREILLE	ALBERTO	445 €
ALE2020-001484	Madame	IBTISSAM KARIMA	ABBES	500 €
ALE2020-001486	Monsieur	ALAIN	VILLARD	500 €
ALE2020-001488	Monsieur	FRANCK	GALINIER	500 €
ALE2020-001489	Madame	MARION CHARLOTTE AUDE	BOURREL	390 €
ALE2020-001491	Madame	SABRINA	CELESTINE	500 €

		PAULINE		
ALE2020-001493	Madame	BENEDICTE	BORDES	500 €
ALE2020-001499	Monsieur	JULIAN	OCAMPO GOMEZ	200 €
ALE2020-001514	Madame	SANDRINE NATACHA	BENGNA	490 €
ALE2020-001518	Madame	ANTINISCA	GATHIER	500 €
ALE2020-001520	Madame	MARYNE CHARLOTTE SIMONE	CHALME	500 €
ALE2020-001522	Monsieur	BENOIT	MORA	500 €
ALE2020-001523	Monsieur	ALEXANDRE CLAUDE CHRISTIAN	BENA	370 €
ALE2020-001525	Madame	ANNE	AMPHONESINH	500 €
ALE2020-001526	Madame	KARINE	RIEUCAUD-MENICHETTI	325 €
ALE2020-001534	Madame	LAURE ANNE OLIVIA	DALLE	500 €
ALE2020-001535	Madame	ANNE	RICHARTE	100 €
ALE2020-001538	Madame	SIHAM	BELKADI	381 €
ALE2020-001549	Madame	BRIGITTE	MARTY	500 €
ALE2020-001550	Madame	MANOSOT	KANLAGNA	500 €
ALE2020-001553	Madame	MARGOT	BOUNIARD	500 €
ALE2020-001555	Madame	MARIE ISABELLE	BAUDOUIN	374 €
ALE2020-001557	Monsieur	PHILIPPE	KRISA	500 €
ALE2020-001558	Monsieur	ROBERT GABRIEL	GONZALES	500 €
ALE2020-001559	Madame	AMEL	HAMOUDI	500 €
ALE2020-001560	Madame	GEORGETTE LUCIENNE	ARBAUD	500 €
ALE2020-001569	Madame	MANON MARIE CLOE	ROBERT	500 €
ALE2020-001572	Monsieur	HASSANE	RAMLI	500 €
TOTAL				18 921 €

Numéro de dossier	Raison sociale	Montant de l'aide
ALE2020-001401	FELICIDADE COURTAGE	500 €
ALE2020-001402	28JDP	500 €
ALE2020-001403	LA SUITE	500 €
ALE2020-001405	DUNES	500 €
ALE2020-001406	AMIS TRAITEUR	500 €
ALE2020-001410	LA MANUFACTURE DU CUIR	500 €
ALE2020-001414	AMBIANCE BAR	500 €
ALE2020-001415	LES DEUX JULES	500 €
ALE2020-001416	BM INGENIERIE	500 €
ALE2020-001417	KB TRAINING	500 €
ALE2020-001419	LES ATELIERS D'ARTHUR	500 €

ALE2020-001420	SOGERDI	500 €
ALE2020-001421	FIGUE ET OLIVE	500 €
ALE2020-001425	SILAU	500 €
ALE2020-001428	SAINT MARTIN	500 €
ALE2020-001429	HOTEL DES ETUVES	500 €
ALE2020-001431	HEROES PLACE	500 €
ALE2020-001432	MINE DE RIEN	500 €
ALE2020-001434	ETS GUILY	500 €
ALE2020-001437	HEY HEY RESTAURATION	500 €
ALE2020-001438	LAFAY PAPERREUX	500 €
ALE2020-001442	CHAUFINOV 34 SARL	500 €
ALE2020-001443	LA PTIT PAUSE	500 €
ALE2020-001444	PORTE DES LILAS	500 €
ALE2020-001449	NAMAE CONCEPT	370 €
ALE2020-001450	DISCOUNT MARKET	500 €
ALE2020-001451	CHAMAND	500 €
ALE2020-001452	SKV	500 €
ALE2020-001453	HAIRBRUSHING	500 €
ALE2020-001454	LE BONHEUR AU FEMININ	500 €
ALE2020-001456	DL HAIR PRODUCTION	500 €
ALE2020-001457	PENT'AXE	500 €
ALE2020-001458	VHP	450 €
ALE2020-001459	KORPORIS MONTPELLIER	500 €
ALE2020-001460	T R	500 €
ALE2020-001463	LES TRIPLETES	500 €
ALE2020-001464	SARL BURGER GOURMET	500 €
ALE2020-001465	EURL LES 3 L	500 €
ALE2020-001466	BA FIH	500 €
ALE2020-001467	LE TEMPS SUSPENDU	500 €
ALE2020-001468	SUPERJEMA	500 €
ALE2020-001469	TARAJEMA	500 €
ALE2020-001470	ATIPICO	500 €
ALE2020-001471	SARL LATT'LIER	500 €
ALE2020-001472	SOKLO	500 €
ALE2020-001473	EURL CERVERA	500 €
ALE2020-001475	KOYO	500 €
ALE2020-001476	MUS TACOS	500 €
ALE2020-001478	SARL SORAYA KERR	500 €
ALE2020-001481	JOY HEALTHY FOOD ECUSSON	397 €
ALE2020-001483	LE DETOUR	500 €
ALE2020-001485	CCN	500 €
ALE2020-001487	ESPACE BILLARD	500 €
ALE2020-001490	CAZOTTES-DAUTREVAUX	500 €
ALE2020-001492	SIMPLEMENT BON	500 €
ALE2020-001495	L'AGENCE SAINT ROCH	500 €
ALE2020-001496	B2Y	256 €
ALE2020-001497	OB	500 €
ALE2020-001498	AYDEN	500 €
ALE2020-001500	ALLO TELECOM	500 €

ALE2020-001501	MANTA	500 €
ALE2020-001502	EURL PUBLICOPY	500 €
ALE2020-001503	AUTOMECA 34	500 €
ALE2020-001504	LE PEKIN	500 €
ALE2020-001505	RAMDAMES	371 €
ALE2020-001506	ESPADRILLES & PANAMAS	500 €
ALE2020-001507	KM COIFFURE	500 €
ALE2020-001508	MOSSON COIFFURE	500 €
ALE2020-001509	VITE ET BIEN	500 €
ALE2020-001510	ROBACC	500 €
ALE2020-001511	SARL MONTEX	445 €
ALE2020-001512	RAPH	500 €
ALE2020-001513	J&K TRANSPORTS	239 €
ALE2020-001515	L'INSTANT PRESENT	500 €
ALE2020-001517	MIKAMION	278 €
ALE2020-001519	EVOC IMMOBILIER	500 €
ALE2020-001521	AZ COIFFURE	303 €
ALE2020-001524	DUNDY	500 €
ALE2020-001527	CINQPOINTS	500 €
ALE2020-001528	PEGASE SERVICES	500 €
ALE2020-001529	EPICES&CHARBON	500 €
ALE2020-001530	ALVIN	500 €
ALE2020-001531	SARL LA PETITE BRASSERIE	500 €
ALE2020-001532	ACAR	410 €
ALE2020-001533	LA CABANE	500 €
ALE2020-001536	GRACE IVOIRE	500 €
ALE2020-001539	LE MAZAGAN	500 €
ALE2020-001540	EUGENIE	500 €
ALE2020-001541	POUTINE HOUSE	500 €
ALE2020-001542	DHAKA STORE	500 €
ALE2020-001543	LA PASTEUR'IN	500 €
ALE2020-001544	C COMM	500 €
ALE2020-001545	ENGLISH FOR LIFE	450 €
ALE2020-001546	PROP'HOTEL	387 €
ALE2020-001547	LA PARISIENNE	500 €
ALE2020-001548	MIDGARD TAVERN	500 €
ALE2020-001551	TOP FLOWERS	500 €
ALE2020-001552	HILVERDA DE BOER PLANTS FRANCE	500 €
ALE2020-001554	JMH CONCEPT-EUR	500 €
ALE2020-001556	LES COCOTTES CHAMPETRES	500 €
ALE2020-001561	FGT CROSSFIT	500 €
ALE2020-001562	SUB34	500 €
ALE2020-001563	ALEXLUCAS CAR'S	500 €
ALE2020-001564	ADAS	500 €
ALE2020-001565	SUD BURGER	500 €
ALE2020-001566	JMCI POMPIGNANE	500 €
ALE2020-001567	COIFFURE ANDREU	500 €
ALE2020-001568	REDD SERVICES	400 €
ALE2020-001570	ARTS ET SAVEURS	500 €

ALE2020-001571	WIZARD BAZARD	368 €
ALE2020-001573	NEPTUNEUM	500 €
ALE2020-001575	LE TETE A TETE	500 €
TOTAL		54 124 €

- Aides du mois de mai 2020

Numéro de dossier	Civilité	Prénom	Nom	Montant de l'aide
FALP2020-000663	Monsieur	CEDRIC	AMOURETTE	415 €
FALP2020-000664	Madame	NADIA	ANASSE	500 €
FALP2020-000672	Madame	RKIA	AZZAZ	500 €
FALP2020-000673	Monsieur	YVES CESAR	CONVERSANO	500 €
FALP2020-000674	Monsieur	JOELLE	COUSINIE	500 €
FALP2020-000676	Monsieur	PIERRE	VIVES	500 €
FALP2020-000682	Madame	BRIGITTE	MARTY	500 €
FALP2020-000686	Monsieur	THANH	PHAM TRONG	500 €
FALP2020-000687	Madame	MARIE-ISABELLE	GUERIN	500 €
FALP2020-000689	Madame	MARIE	BONNEIL	500 €
FALP2020-000690	Madame	ALEXIA	PIEK	500 €
FALP2020-000693	Madame	AUDREY	SEBBAH	325 €
FALP2020-000694	Madame	ISABELLE	DURAND	500 €
FALP2020-000697	Monsieur	ARNAUD	BAILLOU	500 €
FALP2020-000698	Madame	LAURENE	PILLOD	500 €
FALP2020-000700	Madame	JOANNA CAMILLE	ELKAIM	186 €
FALP2020-000703	Monsieur	YOUSSEF	OUHADDU	500 €
FALP2020-000708	Monsieur	THIERRY	JAROSZ	500 €
FALP2020-000711	Madame	ADELIN	BALESTIE	450 €
FALP2020-000712	Madame	MARIANNE	MASSIP	283 €
FALP2020-000714	Madame	SANDY MICHELINE	MOUYON	386 €
FALP2020-000717	Madame	GAËLLE	BODIN	458 €
FALP2020-000719	Monsieur	PASCAL PATRICK NICOLAS	LATIL	300 €
FALP2020-000725	Madame	CHANTAL	FRAKER	500 €
FALP2020-000734	Madame	MARIE CLAUDE	GRANGET	415 €
FALP2020-000735	Madame	STEPHANIE	FRANCEZON	320 €
FALP2020-000738	Monsieur	JAN CORNIL	BEDLEEM	500 €
FALP2020-000742	Monsieur	TASSADIT	BELMOKHTAR	500 €
FALP2020-000744	Madame	LAURE	YAAKOUBI	130 €
FALP2020-000745	Monsieur	MEHMET	DOGAN	500 €
FALP2020-000746	Madame	SABINE	VICTORIA	200 €
FALP2020-000747	Madame	CLAUDINE	HARBOUN	375 €
FALP2020-000751	Madame	JULIE MARINA CORALIE	SERRANO	214 €

FALP2020-000753	Madame	MADELEINE	ARCHIMBAUD	500 €
FALP2020-000754	Madame	MAILYS STEPHANIE MARIE JOSEPHE	HEME DE LACOTTE	500 €
FALP2020-000760	Madame	ELISABETH	PAYA	405 €
FALP2020-000765	Madame	SYLVIE MADELEINE HENRIETTE	BARATAY	350 €
FALP2020-000772	Monsieur	JULIAN	OCAMPO GOMEZ	200 €
FALP2020-000774	Madame	CECILE	RICHARD	500 €
FALP2020-000778	Madame	ANGELINE	CLERMONT	420 €
FALP2020-000785	Madame	JULIETTE SOPHIE	LENOIR	400 €
FALP2020-000787	Monsieur	JEAN-PAUL	PERAUD	500 €
FALP2020-000788	Monsieur	ALBAN PASCAL	MUNOZ	500 €
FALP2020-000795	Madame	AMANDINE	FAUBERT	400 €
FALP2020-000798	Monsieur	OLIVIER PIERRE PAUL	DUPUIS	445 €
FALP2020-000799	Madame	CAMILLE	FABRE	320 €
FALP2020-000800	Madame	FRANCOISE	MANGOLD	402 €
FALP2020-000801	Monsieur	JEAN-PAUL EUGENE	VAILLE	500 €
FALP2020-000809	Madame	SOPHIE JOELLE REJANE	DUVAL	405 €
FALP2020-000814	Madame	YUJUAN	HENAUX WANG	500 €
FALP2020-000816	Madame	AUDREY BENEDICTE	DUBOURDIEU	500 €
FALP2020-000818	Monsieur	SEBASTIEN	MONBRUN	500 €
FALP2020-000819	Monsieur	ROBERT GABRIEL	GONZALES	500 €
FALP2020-000822	Madame	SABRINA	BENASID	500 €
FALP2020-000824	Monsieur	PIERRE	MENOU	400 €
FALP2020-000825	Madame	NOEMIE JOELLE	RAVIX	308 €
FALP2020-000831	Madame	VALERIE	DUFOUR	500 €
FALP2020-000837	Monsieur	ALEXANDRE CLAUDE CHRISTIAN	BENA	370 €
FALP2020-000839	Madame	CAROLE	AKDOGAN	320 €
FALP2020-000841	Madame	MANON MARIE CLOE	ROBERT	500 €
FALP2020-000843	Monsieur	FODE MOUSSA	GUIRASSY	400 €
FALP2020-000845	Monsieur	RACHID	ARRAIS	500 €

FALP2020-000847	Monsieur	ALAIN	FOIGNOT	500 €
FALP2020-000851	Madame	ELENA	VIONNET-FUASSET	490 €
FALP2020-000852	Monsieur	SEBASTIEN STEPHANE ALEXANDRE	CLAUDEL	450 €
FALP2020-000853	Monsieur	HASSANE	RAMLI	500 €
FALP2020-000854	Madame	EVELYNE	COMBE	500 €
FALP2020-000857	Monsieur	GUY	WALTER	200 €
FALP2020-000859	Madame	AUDREY	SEBBAH	175 €
TOTAL				29 317 €

Numéro de dossier	Raison sociale	Montant de l'aide
FALP2020-000558	NATUR'LINE	500 €
FALP2020-000666	RICHERT	500 €
FALP2020-000667	AMIS TRAITEUR	500 €
FALP2020-000668	28JDP	500 €
FALP2020-000669	THIDUC	500 €
FALP2020-000670	BLANCHISSERIE JO & MARY	500 €
FALP2020-000671	PAMAL SARL	500 €
FALP2020-000675	LE MAZAGAN	500 €
FALP2020-000677	TOUTOU CLEAN	500 €
FALP2020-000678	AVENUE MONTAIGNE 34	500 €
FALP2020-000679	F2BLM	500 €
FALP2020-000680	DAVIFLOR	500 €
FALP2020-000683	CSLF	500 €
FALP2020-000684	LE COIN DES ARTISTES	500 €
FALP2020-000691	BRASSERIE DE L'ECU	500 €
FALP2020-000695	LE PALET DES SAVEURS	500 €
FALP2020-000696	BEER & CO	500 €
FALP2020-000699	PHILIPPO	500 €
FALP2020-000701	VHP	450 €
FALP2020-000702	CARLOS ARTHEMIS	500 €
FALP2020-000704	ATELIER PELUCHE	500 €
FALP2020-000705	MARTINE BEAUTE INSTITUT	500 €
FALP2020-000706	L'ALCO	500 €
FALP2020-000707	LES TRIPLETES	500 €
FALP2020-000709	CHAMAND	500 €
FALP2020-000710	URBANESSENS	500 €
FALP2020-000713	F.A. ENERGY SPORT	500 €
FALP2020-000715	KITELECOM	484 €
FALP2020-000718	TILA	395 €
FALP2020-000720	SARL DUSFOUR AND CO	500 €
FALP2020-000721	AUX COUPES DU MONDE	500 €
FALP2020-000722	H&R	500 €
FALP2020-000723	DINGUE D'OC	500 €
FALP2020-000724	RESTO SO	500 €

FALP2020-000726	BINOM	500 €
FALP2020-000727	JUMA	500 €
FALP2020-000729	ISULA	500 €
FALP2020-000730	LR POLE MEDIAS	500 €
FALP2020-000731	LA RANDONNEE	500 €
FALP2020-000733	PEPINIERE FLEURS ET JARDINS	500 €
FALP2020-000736	LA PASTEUR'IN	500 €
FALP2020-000737	ODDIRIS	500 €
FALP2020-000739	ANSE	500 €
FALP2020-000740	ITAL IMPORT SARL	500 €
FALP2020-000741	PILE DANS L'ASSIETTE	500 €
FALP2020-000743	SARL LA PETITE BRASSERIE	500 €
FALP2020-000748	EPICERIE DU CHATEAU D'O	500 €
FALP2020-000749	CONCEPT B	500 €
FALP2020-000750	TO THE MOON	500 €
FALP2020-000752	ARRIVE	500 €
FALP2020-000755	MAJORES	500 €
FALP2020-000756	SASU IL FORNETTO	500 €
FALP2020-000757	DUNES	500 €
FALP2020-000758	AGENCE DE COMMUNICATION MONTPELLIERAINE	500 €
FALP2020-000759	BULLE & MAILLE	500 €
FALP2020-000761	VEDIMMO	500 €
FALP2020-000762	WELL NICE	500 €
FALP2020-000763	BAGONGHI	500 €
FALP2020-000764	SARL ENIG	500 €
FALP2020-000766	COLLECTION PRIVEE	500 €
FALP2020-000767	EXCLUSIVES-VO	500 €
FALP2020-000768	AUTO ECOLE LEMASSON	500 €
FALP2020-000769	AYDEN	500 €
FALP2020-000770	PEREZ ET FILS	500 €
FALP2020-000771	VICTORIA	500 €
FALP2020-000773	LE DETOUR	500 €
FALP2020-000775	LABENERGIE	500 €
FALP2020-000776	DO THE FILM	490 €
FALP2020-000777	D4HUMAN	500 €
FALP2020-000779	ZALEX	500 €
FALP2020-000780	BURGER STORE & PIZZA TECA 2	500 €
FALP2020-000781	AROMA	500 €
FALP2020-000782	TDF	500 €
FALP2020-000783	PEGASE SERVICES	500 €
FALP2020-000784	EPICES&CHARBON	500 €
FALP2020-000786	LE TRIANON	500 €
FALP2020-000789	BM INGENIERIE	500 €
FALP2020-000790	TRIBEN	500 €
FALP2020-000791	SARL LA GUEUZE	500 €

FALP2020-000792	ALLO TELECOM	500 €
FALP2020-000793	LA MANUFACTURE DU CUIR	500 €
FALP2020-000794	EUGENE ET MARIE	500 €
FALP2020-000797	HUDO	500 €
FALP2020-000802	MV BARBER	500 €
FALP2020-000803	ORCHIS INGENIERIE	500 €
FALP2020-000804	LE COIN 4 SAISONS	500 €
FALP2020-000805	ART COCKTAIL GROUPE	500 €
FALP2020-000806	SARL MARINA-VICTOR	500 €
FALP2020-000807	SOX ET FOX	233 €
FALP2020-000808	M MANAGEMENT	500 €
FALP2020-000810	ML TAPAS	500 €
FALP2020-000811	MAROGERO	500 €
FALP2020-000812	MY DONUT	500 €
FALP2020-000813	ALVIN	500 €
FALP2020-000815	ALEXLUCAS CAR'S	500 €
FALP2020-000817	FGT CROSSFIT	500 €
FALP2020-000820	LANGUEDOC MECHOU	500 €
FALP2020-000821	LA CAVE DU BOUTONNET	500 €
FALP2020-000823	CHAUFFAGE PLOMBERIE DU LANGUEDOC SARL	500 €
FALP2020-000826	SUB34	500 €
FALP2020-000827	ONYX	500 €
FALP2020-000828	CONFORT CONCEPT	500 €
FALP2020-000829	AZAD	500 €
FALP2020-000830	ADAS	500 €
FALP2020-000832	TRATTORIA LA BRUSCHETTA	500 €
FALP2020-000833	MIKAMION	278 €
FALP2020-000834	GENERATION ET PATRIMOINE	500 €
FALP2020-000835	GC	500 €
FALP2020-000836	SUD BURGER	500 €
FALP2020-000838	JMCI POMPIGNANE	500 €
FALP2020-000840	REDD SERVICES	400 €
FALP2020-000844	LE RAVY BAR	500 €
FALP2020-000846	WOLF MOVEMENT	500 €
FALP2020-000848	WIZARD BAZARD	368 €
FALP2020-000849	VM LUDIQUE	500 €
FALP2020-000850	M.A.2.B.	500 €
FALP2020-000855	NEPTUNEUM	500 €
FALP2020-000856	100% PROD	500 €
FALP2020-000858	LE TETE A TETE	500 €
TOTAL		58 598 €

- Aides du mois de juin 2020

Numéro de dossier	Civilité	Prénom	Nom	Montant de l'aide
ALE J-000018	Madame	JULIE	BONNAL	500 €

		PATRICIA		
ALE J-000023	Monsieur	ARNAUD	BAILLOU	500 €
ALE J-000034	Monsieur	YOUSSEF	OUHADDOU	500 €
ALE J-000037	Monsieur	AHCENE	DAOUD	500 €
ALE J-000038	Monsieur	RACHID	ARRAIS	500 €
ALE J-000041	Madame	SYLVIE MARIE- PIERRE	DELORT	420 €
ALE J-000043	Madame	CLAUDINE SUZANNE	PERETTI	455 €
ALE J-000045	Monsieur	SERGE	ANGLADE	500 €
ALE J-000046	Monsieur	CEDRIC	HAMER	500 €
ALE J-000047	Madame	SANDRINE	ANGLADE	500 €
ALE J-000054	Monsieur	LUDOVIC	FALCO	500 €
ALE J-000055	Madame	FLORENCE VERONIQUE MELANIE	VAN HANDENHOVE	500 €
ALE J-000060	Monsieur	FRANK	MOUSSEAUX	315 €
ALE J-000065	Madame	CECILE	RICHARD	500 €
ALE J-000071	Madame	SOUMICHA	MOUSSAOUI	500 €
ALE J-000077	Madame	SABINE	VICTORIA	230 €
ALE J-000083	Madame	VIRGINIE	BRASSAC	500 €
ALE J-000085	Madame	MARIE CLAUDE	GRANGET	415 €
ALE J-000087	Monsieur	ABDELAZIZ	HOUASSI	500 €
ALE J-000088	Madame	LAHOUARIA	FERHAOUI	500 €
ALE J-000093	Monsieur	TASSADIT	BELMOKHTAR	500 €
ALE J-000095	Monsieur	MEHMET	DOGAN	500 €
ALE J-000101	Madame	NOEMIE	RIGAUT	500 €
ALE J-000108	Madame	EVELYNE	BELMEKKI	500 €
ALE J-000112	Monsieur	VINCENT	NOEL	333 €
ALE J-000120	Madame	JULIETTE SOPHIE	LENOIR	400 €
ALE J-000121	Monsieur	GILBERT	TORTORICI	500 €
ALE J-000122	Madame	AURELIE YVETTE JEANNE	QUISSAC	390 €
ALE J-000123	Madame	ERIKA	CAVALIER PAYET	484 €
ALE J-000124	Monsieur	THIBAUT	BRUNEL	500 €
ALE J-000126	Madame	JULIE	VERRAES	500 €
ALE J-000128	Madame	KARINE	RIECAUD- MENICHETTI	325 €
ALE J-000134	Monsieur	NICOLAS	MARTIN	500 €
ALE J-000137	Monsieur	JAN CORNIL	BEDLEEM	500 €
ALE J-000138	Madame	JULIE	HIVET	280 €
ALE J-000139	Madame	ANGELINE	CLERMONT	420 €
ALE J-000142	Madame	FREDERIQUE MARIE	DISPARD	475 €

		ANTOINETTE		
ALE J-000168	Monsieur	OLIVIER PIERRE PAUL	DUPUIS	445 €
ALE J-000170	Madame	MAILYS STEPHANIE MARIE JOSEPHE	HEME DE LACOTTE	500 €
ALE J-000179	Monsieur	STEPHANE	BEROT	500 €
ALE J-000180	Madame	CHARLENE	VEDEL	500 €
ALE J-000181	Madame	SAMANTHA KAREN	BENITO	500 €
ALE J-000184	Monsieur	MURIELLE, RAPHAËLLE, YVONNE	PROMSY PASQUIER	500 €
ALE J-000187	Madame	SHIRLEY MARLENE CINDY	CHARMES	500 €
ALE J-000188	Madame	DELPHINE	JEANJEAN	450 €
ALE J-000195	Monsieur	PIERRE	MENOU	400 €
ALE J-000199	Monsieur	GEOFFREY	CINCON	250 €
ALE J-000201	Madame	ISABELLE	BONAFONTE OTIN	500 €
ALE J-000204	Madame	AUDREY	COULET	500 €
ALE J-000209	Monsieur	SEBASTIEN STEPHANE ALEXANDRE	CLAUDEL	450 €
ALE J-000210	Monsieur	KIEN	HANG	500 €
ALE J-000212	Madame	SYLVIE MADELEINE HENRIETTE	BARATAY	350 €
ALE J-000217	Madame	CAROLE	VOLAND	290 €
ALE J-000225	Monsieur	KHAI	VANG	450 €
ALE J-000227	Monsieur	LAURENT LOUIS GERARD	BOURGOIN	500 €
ALE J-000229	Madame	MARIE	BONNEIL	500 €
ALE J-000232	Monsieur	SAMUEL ROGER	COHEN SALMON	290 €
ALE J-000237	Monsieur	ALEXANDRE CLAUDE CHRISTIAN	BENA	370 €
ALE J-000239	Madame	CAROLE	AKDOGAN	320 €
ALE J-000242	Monsieur	FODE MOUSSA	GUIRASSY	400 €
ALE J-000246	Madame	MANON MARIE CLOE	ROBERT	500 €
ALE J-000252	Madame	KARINE BRIGITTE	PUECH	500 €
ALE J-000253	Madame	EVELYNE	COMBE	500 €
ALE J-000256	Monsieur	GUY	WALTER	200 €

TOTAL	28 607 €
--------------	-----------------

Numéro de dossier	Raison sociale	Montant de l'aide
ALE J-000016	GUILLAY	500 €
ALE J-000017	DUNES	500 €
ALE J-000019	MO'S COMBI	500 €
ALE J-000020	F2BLM	500 €
ALE J-000021	HORIZON 17	500 €
ALE J-000022	TOP FLOWERS	500 €
ALE J-000024	AZ COIFFURE	303 €
ALE J-000025	FELICIDADE COURTAGE	500 €
ALE J-000026	28JDP	500 €
ALE J-000027	HILVERDA DE BOER PLANTS FRANCE	500 €
ALE J-000028	DAVIFLOR	500 €
ALE J-000029	VLCB	500 €
ALE J-000030	LE GO FAST	150 €
ALE J-000031	MENUISERIE JEROME ESTIENNE	500 €
ALE J-000032	PAMAL SARL	500 €
ALE J-000033	MCB FOOD	500 €
ALE J-000035	CAFE COSY	500 €
ALE J-000036	ATELIER PELUCHE	500 €
ALE J-000040	L'ALCO	500 €
ALE J-000042	LE PALET DES SAVEURS	500 €
ALE J-000044	MOULIN A PAIN	500 €
ALE J-000048	LES TRIPLETES	500 €
ALE J-000049	FM LAVERIE	450 €
ALE J-000050	CARPE GILO	500 €
ALE J-000051	AMBIANCE BAR	500 €
ALE J-000052	ZALEX	500 €
ALE J-000053	WAKU WAKU	500 €
ALE J-000056	TESCARO	500 €
ALE J-000057	NEUROONE	500 €
ALE J-000058	BUN	500 €
ALE J-000059	LES ATELIERS D'ARTHUR	500 €
ALE J-000061	ENERGIE FIT	500 €
ALE J-000063	PIZZA GUSTO	500 €
ALE J-000064	WESTLAKE	500 €
ALE J-000066	DISCOUNT MARKET	500 €
ALE J-000067	VERO DIFFUSION	500 €
ALE J-000068	M.A.2.B.	500 €
ALE J-000069	SIXAIN	500 €
ALE J-000070	CHAMAND	500 €
ALE J-000072	ETABLISSEMENTS FOUR-PORCHERON	500 €
ALE J-000073	MINISTRY OF HAIR	500 €
ALE J-000074	LA SUITE	500 €
ALE J-000075	SARL REST'AU SOLEIL	500 €

ALE J-000076	LE TRIANON	500 €
ALE J-000078	DBHA COIFF	500 €
ALE J-000079	LA CANT'OCHE	500 €
ALE J-000080	FEZ LAVERIE	451 €
ALE J-000081	LAMI COFFEE	500 €
ALE J-000082	ROUQUETTE ASSOCIES	500 €
ALE J-000084	BIMBA	500 €
ALE J-000086	VHP	450 €
ALE J-000089	BLUE PEARL	500 €
ALE J-000090	DO THE FILM	490 €
ALE J-000091	KOFFEE CHOC	500 €
ALE J-000092	PILE DANS L'ASSIETTE	500 €
ALE J-000094	LE DETOUR	500 €
ALE J-000096	TUDISCO- PIZZA	395 €
ALE J-000097	BISTRO D OC	500 €
ALE J-000098	SARL LA PETITE BRASSERIE	500 €
ALE J-000099	RICHERT	500 €
ALE J-000100	JCC	500 €
ALE J-000102	LES DEUX JULES	500 €
ALE J-000103	LA MUSE THEATRE	500 €
ALE J-000104	COLLECTION PRIVEE	500 €
ALE J-000105	AYDEN	500 €
ALE J-000106	VICTORIA	500 €
ALE J-000107	ESTHETIQUE & BEAUTE	500 €
ALE J-000109	SUD (STUDIOS UNITES DANSES)	500 €
ALE J-000110	SAVEURS DE L'ORIENT	500 €
ALE J-000111	BEZRHOUD	460 €
ALE J-000113	DELICES DE SIHAM	500 €
ALE J-000114	BRASSERIE ALVINDO	500 €
ALE J-000115	BIGGER INSIDE AREA	500 €
ALE J-000116	CHEZ MONSIEUR	500 €
ALE J-000117	PEGASE SERVICES	500 €
ALE J-000118	EPICES&CHARBON	500 €
ALE J-000119	VIVIANA SAVEURS ET SERVICES	375 €
ALE J-000125	ACAR	410 €
ALE J-000127	CASH FETES	500 €
ALE J-000129	MAISON V.V.S	500 €
ALE J-000130	AVENUE MONTAIGNE 34	500 €
ALE J-000131	DIET 7	500 €
ALE J-000132	SIMPLEMENT BON	500 €
ALE J-000133	BM INGENIERIE	500 €
ALE J-000135	SARL LA GUEUZE	500 €
ALE J-000136	ALLO TELECOM	500 €
ALE J-000140	BOURBON CREPERIE	500 €
ALE J-000141	MEDIALOGIK	500 €
ALE J-000144	LAV LAV	500 €

ALE J-000145	AMIS TRAITEUR	500 €
ALE J-000146	SARL ENIG	500 €
ALE J-000147	DOMUS	500 €
ALE J-000148	AROMA	500 €
ALE J-000149	L'AGENCE ACTIONS TERRITOIRES	500 €
ALE J-000164	ALPHAIR	500 €
ALE J-000165	LE DANALI	500 €
ALE J-000166	VEGAN POUR TOUS	500 €
ALE J-000167	HIPPOLYTE FRANCE	500 €
ALE J-000169	LAKHI	500 €
ALE J-000171	NOON RESTAURANT	500 €
ALE J-000172	BINOM	500 €
ALE J-000173	MV BARBER	500 €
ALE J-000174	LE COIN 4 SAISONS	500 €
ALE J-000175	GAZOLINE TRIBU	500 €
ALE J-000176	L'AURELIA	500 €
ALE J-000177	SARL MARINA-VICTOR	500 €
ALE J-000178	M MANAGEMENT	500 €
ALE J-000182	WEXBALL HOLDING	375 €
ALE J-000183	ATOUT CROQUE	500 €
ALE J-000185	MAROGERO	500 €
ALE J-000186	MY DONUT	500 €
ALE J-000189	LUCAS	500 €
ALE J-000191	JUMA	500 €
ALE J-000192	INTER TRANSACTIONS II	500 €
ALE J-000193	LE TAPAS 34	500 €
ALE J-000194	LA REGENCE CHERIFIENNE	500 €
ALE J-000196	PICARD	500 €
ALE J-000197	EXPRESSION	500 €
ALE J-000198	LANGUEDOC MECHOU	500 €
ALE J-000200	PG2C EVAZION	500 €
ALE J-000202	MAGALI ET JUSTINE FITNESS	500 €
ALE J-000203	SARL VICEN'SO	500 €
ALE J-000205	FGT CROSSFIT	500 €
ALE J-000206	LA COLLANTERIE SARL	500 €
ALE J-000207	CHAUFFAGE PLOMBERIE DU LANGUEDOC SARL	500 €
ALE J-000208	PAUVAL	500 €
ALE J-000211	MIAW	500 €
ALE J-000213	BENOIT RESTAURATION	500 €
ALE J-000215	SUB34	500 €
ALE J-000216	TENDANCE RITA	500 €
ALE J-000218	JOVA NAIS	500 €
ALE J-000219	LAURIANE BEAUTE	500 €
ALE J-000220	MIKAMION	278 €
ALE J-000221	LA BELLE EPOQUE	500 €

ALE J-000222	STUDIOS PHOTOGRAPHIQUES MEDITERRANEENS	500 €
ALE J-000223	NINOUS	500 €
ALE J-000226	GENERATION ET PATRIMOINE	500 €
ALE J-000228	ADAS	500 €
ALE J-000230	PHILIPPO	500 €
ALE J-000231	VAL'S	500 €
ALE J-000233	TRATTORIA LA BRUSCHETTA	500 €
ALE J-000234	ALEXLUCAS CAR'S	500 €
ALE J-000236	FG AUTO	500 €
ALE J-000238	GM & CO	500 €
ALE J-000240	CHAUFINOV 34 SARL	500 €
ALE J-000241	ODDIRIS	500 €
ALE J-000243	EAU DE THYM	500 €
ALE J-000244	REDD SERVICES	400 €
ALE J-000245	SOA DEVELOPPEMENT	355 €
ALE J-000248	LE PASSEO	500 €
ALE J-000249	WOLF MOVEMENT	500 €
ALE J-000250	MY WRAPS MILLENAIRE	500 €
ALE J-000251	RESTAURANT CHEZ MARY	500 €
ALE J-000254	NEPTUNEUM	500 €
ALE J-000255	100% PROD	500 €
ALE J-000257	LE TETE A TETE	500 €
TOTAL		76 342 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'autoriser la signature de chaque convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le bénéficiaire autorisant le versement d'une aide au paiement du loyer du mois d'avril, mai ou juin pour les noms et montants figurant dans les tableau ci-dessus ;
- d'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- d'imputer la dépense d'un montant total de 265 909 € sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-142844-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION TYPE AIDES AUX LOYER.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**FINANCES, POLITIQUES CONTRACTUELLES ET
COOPÉRATION AVEC LES COMMUNES**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances, Politiques
contractuelles et coopération avec
les communes

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Clara GIMENEZ, Eliane LLORET, Anne RIMBERT, François RIO, Isabelle TOUZARD

Finances, Politiques contractuelles et coopération avec les communes - Taxe de séjour - Barème applicable pour 2021 - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Afin de contribuer au financement des infrastructures et équipements touristiques du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole a institué une taxe de séjour intercommunale à compter du 1er janvier 2018 pour toutes les structures d'hébergement, par délibération n°14854 du 27 septembre 2017. Elle s'applique sur l'ensemble des communes du territoire à l'exception de la commune de Lattes, qui a souhaité en conserver la gestion.

Les tarifs applicables actuellement ont été fixés par la délibération n°M2018-481 du 28 septembre 2018.

Les auberges collectives n'étant pas explicitement citées dans les catégories légales, le législateur a souhaité mettre fin aux doutes qui entouraient leur classification. Ainsi, l'article 113 de la loi n°2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 a apporté une modification au barème légal en incluant désormais les auberges collectives dans la catégorie des hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles et chambres d'hôtes.

Les tarifs métropolitains restent quant à eux inchangés.

En conséquence, conformément à la nouvelle rédaction de l'article L.2333-30 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le barème des tarifs de taxe de séjour est le suivant :

Catégories d'hébergement	Tarif Métropole	TA CD 34	Tarif taxe
Palaces	4,00 €	0,40 €	4,40 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	2,73 €	0,27 €	3,00 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	1,82 €	0,18 €	2,00 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	1,36 €	0,14 €	1,50 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,90 €	0,09 €	0,99 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1,2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,64 €	0,06 €	0,70 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3,4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,55 €	0,06 €	0,61 €

Catégories d'hébergement	Tarif Métropole	TA CD 34	Tarif taxe
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20 €	0,02 €	0,22 €
Tout hébergement en attente de classement ou sans classement à l'exception des hébergements de plein air	3%	10% du montant de taxe de séjour précédemment calculé correspondant à un taux de 0,3%	3,3%

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les modifications apportées au barème de taxe de séjour ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-142513-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances, Politiques
contractuelles et coopération avec
les communes

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Clara GIMENEZ, Eliane LLORET, Anne RIMBERT, François RIO, Isabelle TOUZARD

Finances, Politiques contractuelles et coopération avec les communes - Autorisation accordée à la Trésorerie Municipale dans le cadre du recouvrement des recettes de Montpellier Méditerranée Métropole

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

L'article R.1617-24 du Code général des collectivités territoriales, introduit par le décret n°2009-125 du 3 février 2009, précise que l'ordonnateur autorise l'exécution forcée des titres de recettes (exemples : opposition à tiers détenteur, saisie vente...) selon des modalités qu'il arrête après avoir recueilli l'avis du comptable.

Cette autorisation peut être permanente ou temporaire pour tout ou partie des titres que l'ordonnateur émet.

Ce dispositif vise à simplifier les procédures de recouvrement à l'encontre des débiteurs des collectivités territoriales et des établissements publics locaux.

Afin de simplifier et d'améliorer le recouvrement des titres, il est proposé d'accorder à la Trésorière Municipale une autorisation permanente pour les recouvrements, quels que soient la nature des créances, la nature des poursuites et le montant de la créance poursuivie.

La dispense d'autorisation de poursuites est valable pour toute la durée du mandat, mais peut être reprise ou modifiée à tout moment par le Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder une autorisation permanente à la Trésorière Municipale pour poursuivre les recouvrements, quels que soient la nature des créances, la nature des poursuites et le montant de la créance poursuivie ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-139341-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Finances, Politiques
contractuelles et coopération avec
les communes

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Clara GIMENEZ, Eliane LLORET, Anne RIMBERT, François RIO, Isabelle TOUZARD

Finances, Politiques contractuelles et coopération avec les communes - Contrat de Plan Etat-Région 2015/2020 - Subvention d'investissement pour le Patrimoine Intercommunal - Château de Castries - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Classé au titre des monuments historiques, le château de Castries constitue, avec son jardin à la française dessiné par André Le Nôtre, jardinier du roi Louis XIV, et son aqueduc conçu par Paul Riquet, ingénieur du Canal du Midi, un des plus importants ensembles monumentaux du territoire métropolitain. La commune de Castries ayant engagé un vaste programme de rénovation du monument, une subvention d'un montant de 400 000 € lui a été attribué par Montpellier Méditerranée Métropole pour chacune des deux premières phases de l'opération.

Afin de poursuivre la réalisation de ce programme, la commune a sollicité un financement à hauteur de 200 000 € pour la troisième et dernière phase de l'opération, dont le montant est estimé à 896 881 € HT. Cette troisième phase consistera en l'aménagement des salles situées entre la salle de l'Orangerie et le local technique, au rez-de-chaussée du bâtiment, et en l'aménagement des salons et des chambres du duc et de la duchesse, au premier étage.

Compte tenu de la valeur patrimoniale de cet ensemble architectural, et conformément au contrat triennal conclu avec la Région Occitanie dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région 2015-2020, il est proposé de répondre favorablement à cette demande. Ceci portera le montant du soutien financier apporté par Montpellier Méditerranée Métropole à cette opération à un total de 1 000 000 €, représentant 27 % de son plan de financement prévisionnel, estimé à 3 694 706 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'attribution d'une subvention à la commune de Castries dans le cadre de la troisième phase de l'opération de rénovation de son château sous réserve de la signature de la convention afférente ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Boris BELLANGER, M. Eric PENSO.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-134549-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Chateau Castries - Convention Fonds de concours 3eme tranche renovation.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HABITAT, LOGEMENT ET PARCOURS RESIDENTIELS



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Habitat, logement et parcours
résidentiels

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

François RIO, Isabelle TOUZARD.

Habitat, logement et parcours résidentiels - Dispositif expérimental d'encadrement des loyers issu de la loi ELAN - Demande d'expérimentation sur le territoire de la commune de Montpellier

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Avec un loyer médian de 12,7€/m² de surface habitable au 1^{er} janvier 2019, la Métropole de Montpellier se caractérise par des niveaux de loyers parmi les plus élevés de France après l'Ile-de-France, Nice et la zone frontière avec la Suisse et devant bon nombre de grandes métropoles auxquelles elle se réfère (Toulouse, Bordeaux, Marseille, Rennes, Strasbourg, etc...). Le loyer médian au 1^{er} janvier 2019 de la commune de Montpellier se distingue très nettement du reste du territoire d'observation :

- 13,2€/m² pour la ville centre
- 11,8€/m² pour le reste du territoire

Par ailleurs, ce loyer médian est sur une phase croissante puisque les valeurs relevées pour les seuls locataires ayant emménagés courant 2018 est plus élevé encore avec 13,6€/m² (12,5€/m² pour le reste du territoire).

Avec 78 % du parc locatif privé de la Métropole sur son territoire (soit 75 686 logements sur les 96 500 que compte l'EPCI), la ville de Montpellier concentre l'essentiel de l'offre et de la demande. Le caractère étudiant de la ville, vient renforcer les besoins exprimés en location sur son périmètre, et plus particulièrement sur de petits logements pour lesquels les niveaux de loyers médians sont les plus élevés : 16,7 €/m².

En parallèle, les capacités des ménages à louer un logement sont faibles avec un taux de pauvreté très élevé sur la Métropole (19 % pour 14,7 % France entière) et encore plus important sur la ville centre (26,6 %). Ainsi, sur la Métropole, 68% de la population est éligible au logement locatif social, et 75% sur la ville centre.

Cette situation a pour conséquence notamment un nombre de demandes en logement locatif social qui ne cesse de croître (+ 54 % en 10 ans) et davantage encore une part de plus en plus importante de la population qui font la démarche de demander un logement locatif social : les demandeurs représentaient 5,1 % de la population en 2017 contre 3,9 % en 2009.

Cette situation entraîne une pression sur le parc locatif social qui, ne pouvant satisfaire à l'ensemble des demandes, oblige une partie de la population, pourtant en besoin de logements accessibles financièrement, à se tourner vers le parc locatif privé pour se loger. Or, compte tenu des niveaux de loyers pratiqués sur ce parc, notamment sur la ville centre, et du taux de pauvreté constaté, les ménages se retrouvent confrontés à de grandes difficultés d'accès au logement.

La pression sur le marché locatif privé est également attestée par la baisse des délais de relocation qui passent de 33 jours en 2018 à 29 jours en 2019.

Par conséquent, et en vertu des divers indicateurs de tension constatés, il y a urgence à mettre en place un encadrement des loyers sur le territoire de la ville de Montpellier.

Ainsi, la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) permet à la Métropole de demander à l'Etat la mise en place, de manière expérimentale pour 5 ans, d'un dispositif d'encadrement des loyers sur tout ou partie du territoire tendu de la Métropole. Cet encadrement s'applique aux logements à la relocation ou en renouvellement de bail.

Pour être validée par l'Etat, cette demande d'expérimentation doit être transmise avant le 23 novembre 2020 et être justifiée au moyen d'un dossier de candidature au regard de critères très précis de tension de marché, tels que ceux mentionnés plus haut notamment.

Le dispositif d'encadrement des loyers s'appuie sur un observatoire local des loyers, administré localement par l'Agence Départementale du Logement de l'Hérault (ADIL 34), pour fixer un loyer de référence par secteur géographique, époque de construction et typologie de logement.

Le dispositif impose que les loyers à la première location, à la relocation ou lors du renouvellement du bail se situent dans une fourchette comprise entre -30% et +20% de ce loyer de référence. Un complément de loyer dument justifié permet des dérogations pour des biens justifiants de caractéristiques exceptionnelles.

Aussi, l'observatoire des loyers doit être formellement agréé par l'Etat pour la mise en œuvre de l'encadrement des loyers.

Depuis 6 ans, la Métropole participe financièrement à l'observatoire local des loyers de Montpellier Méditerranée Métropole, au côté de l'Etat, avec une subvention annuelle de 15 000 € sur un budget total prévisionnel de 67 000 € en 2020. Considérant l'investissement complémentaire de l'ADIL 34 pour obtenir l'agrément ministériel au plus vite, il est proposé que cette subvention soit portée de 15 000 € à 22 000 € pour l'année 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'autoriser le Président à demander à l'Etat la mise en place d'un dispositif expérimental d'encadrement des loyers, selon les modalités définies dans la loi ELAN ;
- de proposer son application dans le cadre de l'expérimentation de 5 ans au seul territoire de Montpellier
- d'attribuer une subvention complémentaire à l'ADIL pour la mise en œuvre de l'observatoire local des loyers de la Métropole de Montpellier de 7 000 € portant la subvention 2020 à 22 000 € ;
- de dire que les crédits prévus à cet effet sont inscrits pour partie au budget 2020, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 15 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Claudine VASSAS MEJRI.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-139316-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire

l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

30 OCT. 2020

D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.



Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Habitat, logement et parcours
résidentiels

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUNBOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARINKHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

François RIO, Isabelle TOUZARD.

Habitat, logement et parcours résidentiels - Dispositif expérimental d'encadrement des loyers issu de la loi ELAN - Demande d'expérimentation sur le territoire de la commune de Montpellier

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Avec un loyer médian de 12,7€/m² de surface habitable au 1^{er} janvier 2019, la Métropole de Montpellier se caractérise par des niveaux de loyers parmi les plus élevés de France après l'Ile-de-France, Nice et la zone frontière avec la Suisse et devant bon nombre de grandes métropoles auxquelles elle se réfère (Toulouse, Bordeaux, Marseille, Rennes, Strasbourg, etc...). Le loyer médian au 1^{er} janvier 2019 de la commune de Montpellier se distingue très nettement du reste du territoire d'observation :

- 13,2€/m² pour la ville centre
- 11,8€/m² pour le reste du territoire

Par ailleurs, ce loyer médian est sur une phase croissante puisque les valeurs relevées pour les seuls locataires ayant emménagés courant 2018 est plus élevé encore avec 13,6€/m² (12,5€/m² pour le reste du territoire).

Avec 78 % du parc locatif privé de la Métropole sur son territoire (soit 75 686 logements sur les 96 500 que compte l'EPCI), la ville de Montpellier concentre l'essentiel de l'offre et de la demande. Le caractère étudiant de la ville, vient renforcer les besoins exprimés en location sur son périmètre, et plus particulièrement sur de petits logements pour lesquels les niveaux de loyers médians sont les plus élevés : 16,7 €/m².

En parallèle, les capacités des ménages à louer un logement sont faibles avec un taux de pauvreté très élevé sur la Métropole (19 % pour 14,7 % France entière) et encore plus important sur la ville centre (26,6 %). Ainsi, sur la Métropole, 68% de la population est éligible au logement locatif social, et 75% sur la ville centre.

Cette situation a pour conséquence notamment un nombre de demandes en logement locatif social qui ne cesse de croître (+ 54 % en 10 ans) et davantage encore une part de plus en plus importante de la population qui font la démarche de demander un logement locatif social : les demandeurs représentaient 5,1 % de la population en 2017 contre 3,9 % en 2009.

Cette situation entraîne une pression sur le parc locatif social qui, ne pouvant satisfaire à l'ensemble des demandes, oblige une partie de la population, pourtant en besoin de logements accessibles financièrement, à se tourner vers le parc locatif privé pour se loger. Or, compte tenu des niveaux de loyers pratiqués sur ce parc, notamment sur la ville centre, et du taux de pauvreté constaté, les ménages se retrouvent confrontés à de grandes difficultés d'accès au logement.

La pression sur le marché locatif privé est également attestée par la baisse des délais de relocation qui passent de 33 jours en 2018 à 29 jours en 2019.

Par conséquent, et en vertu des divers indicateurs de tension constatés, il y a urgence à mettre en place un encadrement des loyers sur le territoire de la ville de Montpellier.

Ainsi, la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN) permet à la Métropole de demander à l'Etat la mise en place, de manière expérimentale pour 5 ans, d'un dispositif d'encadrement des loyers sur tout ou partie du territoire tendu de la Métropole. Cet encadrement s'applique aux logements à la relocation ou en renouvellement de bail.

Pour être validée par l'Etat, cette demande d'expérimentation doit être transmise avant le 23 novembre 2020 et être justifiée au moyen d'un dossier de candidature au regard de critères très précis de tension de marché, tels que ceux mentionnés plus haut notamment.

Le dispositif d'encadrement des loyers s'appuie sur un observatoire local des loyers, administré localement par l'Agence Départementale du Logement de l'Hérault (ADIL 34), pour fixer un loyer de référence par secteur géographique, époque de construction et typologie de logement.

Le dispositif impose que les loyers à la première location, à la relocation ou lors du renouvellement du bail se situent dans une fourchette comprise entre -30% et +20% de ce loyer de référence. Un complément de loyer dûment justifié permet des dérogations pour des biens justifiant de caractéristiques exceptionnelles.

Aussi, l'observatoire des loyers doit être formellement agréé par l'Etat pour la mise en œuvre de l'encadrement des loyers.

Depuis 6 ans, la Métropole participe financièrement à l'observatoire local des loyers de Montpellier Méditerranée Métropole, au côté de l'Etat, avec une subvention annuelle de 15 000 € sur un budget total prévisionnel de 67.000 € en 2020. Considérant l'investissement complémentaire de l'ADIL 34 pour obtenir l'agrément ministériel au plus vite, il est proposé que cette subvention soit portée de 15 000 € à 22 000 € pour l'année 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'autoriser le Président à demander à l'Etat la mise en place d'un dispositif expérimental d'encadrement des loyers, selon les modalités définies dans la loi ELAN ;
- de proposer son application dans le cadre de l'expérimentation de 5 ans au seul territoire de Montpellier
- d'attribuer une subvention complémentaire à l'ADIL pour la mise en œuvre de l'observatoire local des loyers de la Métropole de Montpellier de 7 000 € portant la subvention 2020 à 22 000 € ;
- de dire que les crédits prévus à cet effet sont inscrits pour partie au budget 2020, chapitre 905 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 73 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 15 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Claudine VASSAS MEJRI.

Fait à Montpellier, le **27 OCT. 2020**

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michaël DELAFOSSE



**PREFECTURE
DE L'HÉRAULT**

30 OCT. 2020

**D.R.C.L
GREFFE - P.F.R.A.**

Publiée le : **30 OCT. 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Habitat, logement et parcours
résidentiels

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUUL, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle TOUZARD

Habitat, logement et parcours résidentiels - Lutte contre l'habitat indigne - Instauration de l'autorisation préalable de mise en location, dite ' permis de louer ' - Quartier Celleneuve à Montpellier

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

D'après les données sur le parc privé potentiellement indigne gérées par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), Montpellier Méditerranée Métropole présente 6 500 logements considérés comme ne bénéficiant pas d'un confort minimal, dont plus de 4 750 sur la seule ville-centre.

Il s'agit de données statistiques et non de relevés sur le terrain, mais ces chiffres démontrent bien que malgré les différentes opérations d'amélioration de l'habitat en cours sur le territoire Métropolitain (Programme d'Intérêt Général (PIG) sur les 31 communes, OPAH RU sur le centre ancien de Montpellier, OPAH Copro Dégradées sur les copropriétés de Mosson, Plan de Sauvegarde sur la copropriété des Cévennes...) et les actions menées par le Service Communal d'Hygiène et de Santé (SCHS) de la Ville de Montpellier, cette question reste prégnante sur le territoire. Ainsi, le Programme Local de l'Habitat 2019-2024 prévoit le déploiement d'outils incitatifs ou coercitifs complémentaires aux opérations programmées pour lutter contre l'habitat indigne et la vacance, notamment la mise en place du « permis de louer ».

En effet, la loi Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (ALUR) du 24 mars 2014 et son décret d'application n°2016-1790 ont renforcé les outils à disposition des collectivités pour lutter contre l'habitat indigne. Parmi ces outils, figurent notamment la déclaration de mise en location et l'autorisation préalable de mise en location dit « permis de louer ».

Ainsi, les articles L.635-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation (CCH) permettent à la Métropole de délimiter des zones soumises à autorisation préalable de mise en location sur les territoires présentant une proportion importante d'habitat dégradé. Ces zones peuvent concerner un ou plusieurs ensembles immobiliers.

Ce dispositif concerne toutes les mises en locations ou relocations de logements vides ou meublés sur le périmètre délimité. L'autorisation préalable délivrée par la Métropole conditionne la signature de chaque nouveau bail d'habitation.

La mise en œuvre de ce dispositif ne peut être fixée à un délai inférieur à 6 mois à compter de la publication de la présente délibération ; il est ainsi proposé une mise en œuvre effective à compter du 1^{er} avril 2021.

La demande d'autorisation est déposée par le bailleur ou son mandataire par un formulaire spécifique dont le modèle est fixé par arrêté. Cette demande pourra être adressée à la collectivité par voie électronique. A son dépôt, la demande d'autorisation de mise en location donne lieu à un récépissé. Sans réponse de la collectivité dans un délai d'un mois, l'autorisation de mise en location devient tacite. Pour autant, dans le cas d'un accord tacite, l'autorisation de mise en location est inopposable aux autorités publiques chargées d'assurer la police de la salubrité ou de la sécurité publique, ainsi qu'aux droits des occupants.

Lorsque le logement est susceptible de porter atteinte à la sécurité des occupants et à la salubrité publique, le Président de la Métropole peut refuser ou soumettre l'autorisation à conditions de travaux. Le refus est motivé et précise la nature des travaux ou aménagements prescrits pour satisfaire aux exigences de sécurité, de santé et de salubrité.

Toute décision de refus est transmise notamment à la Caisse d'Allocations Familiales et aux services fiscaux.

L'absence d'autorisation est sans effet sur le bail dont bénéficie le locataire. Cependant, le fait de mettre en location un logement sans avoir préalablement déposé sa demande d'autorisation ou en dépit d'une décision de rejet de cette demande est sanctionné par une amende. L'amende tient compte de la gravité des manquements constatés et est au plus égale à 15 000 €. Le paiement de l'amende est ordonné par le Préfet et intégralement versée, à ce stade, à l'Agence Nationale de l'Habitat.

Considérant le fait que les secteurs du centre ancien de Montpellier, de la Mosson et des Cévennes sont déjà couverts par une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat ou un Plan de Sauvegarde, il est proposé de déployer dans un premier temps l'autorisation de mise en location de manière complémentaire sur un secteur de la ville-centre sur lequel le Service communal d'hygiène et de santé (SCHS) intervient régulièrement et qui n'est pas encore couvert par une opération d'amélioration de l'habitat : un périmètre défini du quartier de Celleneuve.

Les refus d'autorisation préalable de mise en location ou les autorisations assorties de réserves sont transmis au Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) et sont inscrits à l'observatoire des logements indignes.

Il est prévu d'évaluer la mise en place de ce dispositif dans un délai d'un an à compter de sa mise en œuvre sur la base des critères suivants : fonctionnement des dispositifs et coût et efficacité au regard de la lutte contre l'habitat indigne.

Suite à cette évaluation, de nouveaux périmètres d'autorisation de mise en location pourraient être définis à l'échelle de l'ensemble du territoire métropolitain.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'instaurer l'autorisation préalable de mise en location prévue par les articles L.635-1 et suivants du Code de la Construction et de l'Habitation sur le périmètre défini à compter du 1^{er} avril 2021 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-142841-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

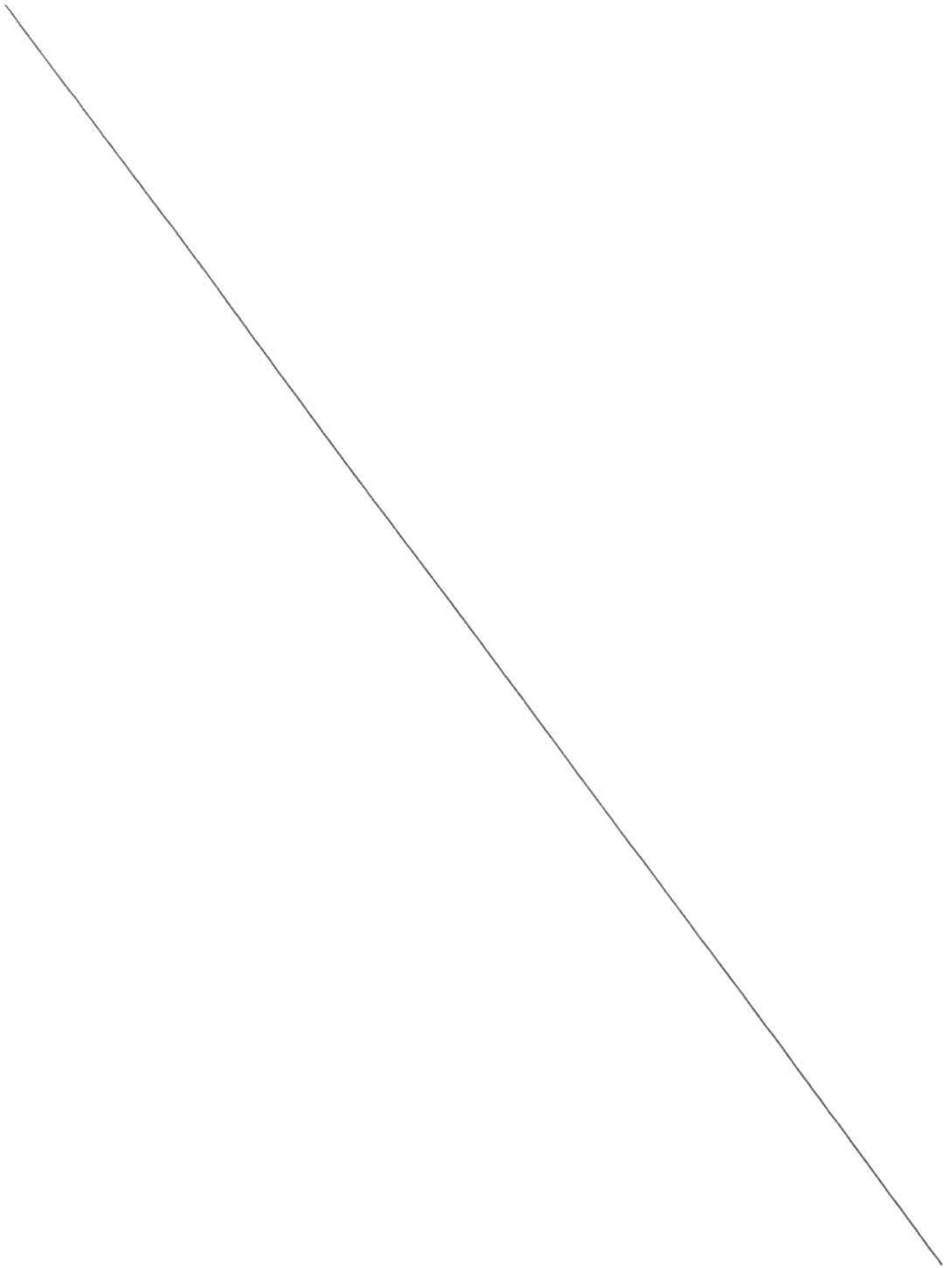
Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Zone soumise à autorisation préalable de mise en location

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal

administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Habitat, logement et parcours
résidentiels

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Stéphanie JANNIN, Marie MASSART, Yvon PELLET, François RIO, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER

Habitat, logement et parcours résidentiels - Construction de 92 logements sociaux à Montpellier - Attribution de subventions à l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole ACM Habitat - Conventions - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, ACM Habitat, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation de quatre opérations de construction neuve prenant place à Montpellier, totalisant 92 logements sociaux.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 3 700 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 2 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des quatre opérations projetées sont détaillés dans le tableau suivant :

Opération	« République lot E1 » ZAC République Lot E1 Montpellier Zone 2	« Jacques Alibert » ZAC EAI 5E2 Montpellier Zone 2	« Ovalie 22A1 » ZAC ovalie 22 A1 Rue Gustave Flaubert Montpellier Zone 2
Caractéristiques :			
Architecte	N. MICHELIN & Associés	CABINET EXM (BOUDIER- WYSS)	Maxime ROUAUD
Collectif/Individuel	Collectif	Collectif	Collectif
Surface habitable	1 609 m²	631 m²	572 m²
Nombre de logement	26 LLS	10 LLS	8 LLS
Catégorie de financement	26 PLUS	10 PLUS	8 PLUS
Typologie	10 T2, 10 T3, 5 T4, 1 T5	3 T2, 2 T3 et 5 T4	2 T2, 1 T3, 4 T4, 1 T5
Plan de financement :			
Coût total de l'opération	3 153 593 €	1 419 089 €	1 412 234 €
Subvention Etat déléguée	0 €	0 €	0 €
Subvention Région	39 000 €	15 000 €	12 000 €
Prêt CDC	1 608 333 €	723 735 €	720 239 €
Prêt Autre	863 637 €	241 341 €	188 313 €
Fonds Propres	546 423 €	402 013 €	462 082 €
Participation Montpellier Méditerranée Métropole	96 200 €	37 000 €	29 600 €

Opération	« République lot A2 » 1019 Av Nina Simone ZAC République Lot A2 Montpellier Zone 2
Caractéristiques : Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	T. LANDEMAINE Collectif 2 940,54 m² 48 LLS 31 PLUS / 17 PLAI 2 T1, 19 T2, 11 T3, 14 T4, 2 T5
Plan de financement : Coût total de l'opération Subvention Etat déléguée Subvention Région Prêt CDC Prêts Autres Fonds Propres Participation Montpellier Méditerranée Métropole	5 874 153 € 132 600 € 106 000 € 2 995 818 € 1 399 453 € 1 062 682 € 177 600 €

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 10 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature de conventions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'apporter les subventions suivantes à ACM Habitat à hauteur de 96 200 € pour la construction de 26 logements locatifs sociaux, résidence « République lot E1 », ZAC République lot E1 à Montpellier, à hauteur de 37 000 € pour la construction de 10 logements locatifs sociaux, résidence « Jacques Alibert », ZAC EAI lot 5E2 à Montpellier, à hauteur de 29 600 € pour la construction de 8 logements locatifs sociaux, résidence « Ovalie 22A1 », ZAC Ovalie lot 22A1, rue Gustave Flaubert à Montpellier et à hauteur de 177 600 € pour la construction de 48 logements locatifs sociaux, résidence « République lot A2 », avenue Nina Simone à Montpellier ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions susvisées ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Philippe SAUREL, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-138652-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention République E1
- Convention EAI Lot 5E2
- convention Ovalie lot 22A
- plan de localisation
- Plan de localisation
- plan de localisation
- plan de localisation République A2
- Conv_Subv_ACM_ZAC_Republique_lot_A2_Mtp1598545679072.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Habitat, logement et parcours
résidentiels

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Stéphanie JANNIN, Marie MASSART, Yvon PELLET, François RIO, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER

Habitat, logement et parcours résidentiels - Construction de 61 logements sociaux sur les communes de Baillargues et Saint Jean de Vedas - Attribution de subventions à la Société Anonyme d'HLM SFHE Groupe ARCADE - Conventions - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la Société Anonyme d'HLM SFHE Groupe ARCADE a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation de deux opérations de construction neuve prenant place dans les communes de Baillargues et de Saint Jean de Védas, totalisant 61 logements sociaux.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 5 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3 et 2 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 2 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des deux opérations projetées sont détaillés dans les tableaux suivant :

Opération	« Symphonie » Rue du Mas de Roue Baillargues Zone 3	« Roque Fraisse » ZAC Roque Fraisse Lot 34 A St Jean de Védas Zone 2
Caractéristiques :		
Architecte	AMG Architectes	2/A
Collectif/Individuel	Collectifs	Collectifs
Surface habitable	817,45 m ²	2 602 m ²
Nombre de logement	19 LLS	42 LLS
Catégorie de financement	12 PLUS / 7 PLAI	27 PLUS / 15 PLAI
Typologie	6 T1, 11 T2, 2 T3	17 T2, 14 T3, 9 T4, 2 T5
Plan de financement :		
Coût total de l'opération	1 979 100 €	5 950 118 €
Subvention Etat déléguée	54 600 €	117 000 €
Subvention Région	42 500 €	99 000 €
Prêt CDC	1 391 000 €	4 540 000 €
Prêt PEEC	96 000 €	324 000 €
Fonds Propres	300 000 €	786 118 €
Participation Montpellier Méditerranée Métropole	95 000 €	84 000 €

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 5 % à 10 % des logements de ces opérations au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature de conventions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'apporter une subvention à la SA d'HLM SFHE Arcade de 95 000 € pour la construction de 19 logements locatifs sociaux, résidence « Symphonie », rue du Mas de roue à Baillargues ;
- d'apporter une subvention à la SA d'HLM SFHE Arcade de 84 000 € pour la construction de 42 logements locatifs sociaux, résidence « Roque Fraisse », ZAC Roque Fraisse à Saint Jean de Védas ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- de dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-137135-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan Localisation Mas de Roue Baillargues.pdf
- Plan de Localisation Roque Fraisse.pdf
- conv_SUB_SFHE_Mas_de_Roue_BAILLARGUES1596443957900.docx
- conv_SUB_SFHE_Roque_Fraisse_a_St_jean_de_Vedas1596444041017.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Habitat, logement et parcours
résidentiels

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Stéphanie JANNIN, Marie MASSART, Yvon PELLET, François RIO, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER

Habitat, logement et parcours résidentiels - Construction de 4 logements sociaux à Pignan - Attribution de subventions à la Société Anonyme d'HLM 3F Occitanie - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la Société Anonyme d'HLM 3F Occitanie a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation 4 logements locatifs sociaux, opération « Chemin du Bois », située 19 chemin du Bois à Pignan. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur PREMALIS, comprend un logement financé en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), un logement financé en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et deux logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). D'une surface habitable totale de 229 m², le projet a été conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Boyer Percheron Assus.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 1 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3 du financement du logement social permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est le suivant :

Coût total de l'opération : 521 097 €

Subvention Etat déléguée : 7 800 €

Prêt CDC : 381 079 €

Autres prêts : 26 000 €

Fonds Propres : 104 218 €

Participation Montpellier Méditerranée Métropole : 2 000 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'apporter une subvention à 3F Occitanie de 2 000 € pour la construction de 4 logements locatifs sociaux, résidence « Chemin du Bois », 19 chemin du Bois à Pignan ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- de dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de son versement ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-138635-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention chemin du Bois
- plan de localisation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Habitat, logement et parcours
résidentiels

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Marie MASSART, Yvon PELLET, François RIO, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER

Habitat, logement et parcours résidentiels - Construction de 7 logements sociaux - Résidence ' Villa Laurent ', chemin de la Mosson à Villeneuve-lès-Maguelone - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L. 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 7 logements locatifs sociaux, résidence « Villa Laurent », chemin de la Mosson à Villeneuve-lès-Maguelone. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Kalelithos / Urban Stone, comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpellierain Lhenry.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 693 952 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°110938.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 693 952 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°110938, constitué de 5 lignes de prêts ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix
Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20200915-141971-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Villa Laurent - Plan loc.pdf
- VILLA LAURENT contrat CDC signé.pdf
- Conv_GE_FDI_Villa_Laurent_VLM1598517612884.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Habitat, logement et parcours résidentiels

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Véronique BRUNET, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Marie MASSART, Yvon PELLET, François RIO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER

Habitat, logement et parcours résidentiels - Construction de 16 logements sociaux - Résidence ' La Mostra ', rue Georges Denizot à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L. 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 16 logements locatifs sociaux, résidence « La Mostra », rue Georges Denizot à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur FDI Promotion, comprend 10 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture nîmois Chambon-Lebert.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 582 463 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°111381.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 1 582 463 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°111381, constitué de 5 lignes de prêts ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-141990-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- MOSTRA Contrat signé 111381pdf.pdf
- La Mostra_Localisation.pdf
- Conv_GE_FDI_La_Mostra_Mtp1598518091623.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Habitat, logement et parcours
résidentiels

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER

Habitat, logement et parcours résidentiels - Construction de 60 logements sociaux - Résidence ' Le Théano ', lot 19A ZAC Eureka à Castelnau-le-Lez - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous dénommée « l'Emprunteur », réalise 60 logements locatifs sociaux, résidence « Le Théano », lot 19A ZAC Eureka à Castelnau-le-Lez. Le programme comprend 39 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 21 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture parisien Sophie Delhay.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 7 615 963 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°113078.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 7 615 963 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°113078, constitué de 5 lignes de prêts ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, M. Jean-Pierre RICO, Mme Anne RIMBERT.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-141966-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Théano_plan loc.pdf
- THEANO contrat signé 113078.pdf
- Conv GE FDI_Le Théano_Castelnau.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Habitat, logement et parcours résidentiels

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER

Habitat, logement et parcours résidentiels - Construction de 23 logements sociaux - Résidence ' Domaine des Lauriers ', route Impériale à Baillargues - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM CDC Habitat Social - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM CDC Habitat Social, ci-dessous nommé « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 23 logements locatifs sociaux, résidence « Domaine des Lauriers », route Impériale à Baillargues. Le programme réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur OCEANIS, comprend 15 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 8 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par Thierry DENIER, architecte à Montpellier.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 888 424 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies par le contrat n°108410.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date l'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt, et à informer sans délai, la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 1 888 424 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°108410, constitué de 4 lignes de prêts ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Marie-Delphine PARPILLON.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-138620-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- contrat de prêt n°108410
- convention
- plan de localisation

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Habitat, logement et parcours
résidentiels

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER

Habitat, logement et parcours résidentiels - Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2019-2024 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 89 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Le 19 juillet 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a renouvelé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation de 271 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes. Son périmètre couvre l'ensemble du territoire métropolitain, hors secteur de Montpellier déjà concerné par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée à financer annuellement au moins 246 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25 %.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur ses fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés.

Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants.

Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45 % à 80 % du montant hors taxe des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de quatre-vingt-neuf logements situés dans les communes de Baillargues, Beaulieu, Castelnau-le-lez, Castries, Clapiers, Courdonsec, Courdonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Lavérune, Le Crès, Montpellier, Pérols, Pignan, Prades-le-lez, Restinclières, Saint-Brès, Saussan, Saint-Drézéry, Saint Georges d'orques, Saint Jean de Védas et Vendargues, dont un logement locatif et 88 logements occupés par des propriétaires disposant de ressources modestes ou très modestes, pour un montant total de 276 831 €.

Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau joint en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- de dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-138605-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- conseil PIG_2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Habitat, logement et parcours
résidentiels

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Stéphanie JANNIN, Nicole MARIN-KHOURY, Yvon PELLET, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER

Habitat, logement et parcours résidentiels - Opération programmée d'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain de Montpellier 2016-2021 - Quartiers Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson - Attribution d'une subvention pour la réhabilitation d'un logement - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°13750 du 14 avril 2016, le Conseil de Métropole a approuvé la mise en œuvre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson pour la période 2016-2021.

S'inscrivant dans le cadre du projet « Montpellier Grand Cœur » le programme vise à redonner de l'habitabilité aux îlots dégradés, à promouvoir les réhabilitations de qualité, à lutter contre les marchands de sommeil, à valoriser l'espace public et à améliorer le cadre de vie.

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, et des nouvelles prérogatives en matière d'actions d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre conférées par son statut depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole apporte :

Pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes :

- une aide de 20% à 25% du montant des travaux subventionnés par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH),
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de mise aux normes ne bénéficiant pas d'une subvention ANAH,
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,

Pour les propriétaires bailleurs :

- une aide de 15% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, pour le conventionnement d'un logement à loyer social et 10% pour le conventionnement d'un logement à loyer intermédiaire,
- une aide de 5% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, plafonnée à 2 000 € par logement, pour la remise sur le marché d'un logement vacant loué à loyer conventionné social après travaux,

Pour les syndicats de propriétaires :

- une prime de 30% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 3 900 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH,
- une prime de 30% du montant de la dépense, plafonnée à 1 800 € par immeuble, pour la réalisation d'un audit ou d'un diagnostic de performance énergétique en copropriété.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter une aide à une propriétaire occupante d'un logement situé 10 boulevard Renouvier à Montpellier, disposant de ressources très modestes, pour le changement de ses volets et menuiseries, ainsi que l'isolation des combles et d'une partie des murs intérieurs de son logement, pour un montant de 5 000 €.

Le coût des travaux s'élève à 23 094 € HT (25 403 € TTC) plafonné à 20 000 € de dépense subventionnable.

Le plan de financement de l'opération s'établit comme suit :

- ANAH : 50% soit 10 000 €,
- ANAH prime Habiter Mieux : 10% soit 2 000 €
- Montpellier Méditerranée Métropole : 25 % soit 5 000 €,
- Reste à charge : 8 403 €.

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire s'engage à occuper son logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider l'octroi d'une subvention d'un montant de 5000 € à Mme Elodie BUISSON, demeurant boulevard Renouvier à Montpellier ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905 ;
- de dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-138944-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Genès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle TOUZARD

Hors commission - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et Le Point pour la co-organisation de la quatrième édition de Futurapolis Santé à Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le Point est une société éditrice de publications de presse dans le domaine de l'information à forte valeur ajoutée. Dans le cadre de ses activités éditoriales, *Le Point* organise des conférences d'information et de réflexion de haut niveau, animées par la rédaction et faisant intervenir des experts reconnus dans chacun des thèmes abordés. La conception et le contenu de ces manifestations sont confiés à la rédaction du *Point*, qui apporte son expertise dans le respect des règles déontologiques et d'indépendance propres à la presse.

Une équipe spécifique du *Point* apporte son savoir-faire dans l'organisation de ces manifestations, et propose à des partenaires de les parrainer et de participer à leur organisation dans le cadre de leur politique institutionnelle.

Le Point organisera les 9 et 10 octobre 2020 à l'Opéra Comédie de Montpellier une manifestation publique, dont l'accès pour les participants sera gratuit sur inscription dénommée « *Futurapolis - Santé* ».

Afin de soutenir cet événement qui participe au rayonnement de son territoire, la Métropole s'engage à mettre à disposition du jeudi 8 octobre au dimanche 11 octobre 2020 l'Opéra Comédie de Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole participera aux frais techniques de la manifestation à hauteur de 30 000 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la participation de la Métropole aux frais techniques de la manifestation à hauteur de 30 000 € HT, sous réserve de la signature de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et *le Point* ;
- d'approuver les termes de la convention ;
- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Tasnime AKBARALY.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-142676-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de coorganisation de Futurapolis Sante.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle TOUZARD

Hors commission - Actualisation des tarifs 2020 - Modification de la délibération n°M2019-777 du 19 décembre 2019

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

MISE A DISPOSITION DE SALLES A TITRE GRATUIT POUR LES CANDIDATS ET/OU PARTIS POLITIQUES DANS LE CADRE DES CAMPAGNES ELECTORALES

L'article ci-dessous vient ainsi s'ajouter à la délibération n°M2019-777 du 18 décembre 2019.

Montpellier Méditerranée Métropole, dans un souci de soutenir l'expression démocratique et multipartite, propose de mettre à disposition, dans le cadre de l'ensemble des scrutins départementaux, régionaux, nationaux ou à portée internationale, des salles aux candidats et/ou aux partis politiques en faisant la demande.

Les dispositions de l'article L. 2144-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) à savoir « *des locaux communaux peuvent être utilisés par les associations ou partis politiques qui en font la demande. Le maire détermine les conditions dans lesquelles ces locaux peuvent être utilisés, compte tenu des nécessités de l'administration des propriétés communales, du fonctionnement des services et du maintien de l'ordre public. Le conseil municipal fixe, en tant que de besoin, la contribution due à raison de cette utilisation* » sont applicables aux EPCI en vertu de l'article L.5211-3 de ce même code.

La mise à disposition de locaux appartenant au domaine public de l'EPCI en vue de l'organisation de réunions politiques de candidats à une élection politique ne relève pas d'une autorisation d'occupation du domaine public. Dès lors, les dispositions de l'article L.2125-1 du Code général de la propriété des personnes publiques, selon lesquelles toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance, ne sont pas applicables.

Cette mise à disposition sera donc accordée à titre gratuit, dans la limite d'une salle par candidat et par tour de scrutin, sans que cela ne contrevienne aux règles de financement des campagnes électorales et en particulier à l'article L.52-8 du Code électoral. Les salles mises à disposition le seront en fonction du nombre de participants estimé et transmis à la Métropole par le candidat, parmi les salles du patrimoine métropolitain pouvant en faire l'objet.

MUSEE FABRE

Les collections permanentes du musée Fabre (entrées individuelles) sont accessibles gratuitement pour les étudiants de moins de 26 ans conformément à la délibération n° M2019-777 du 18 décembre 2019.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite aujourd'hui aller plus loin. Pour ce faire, la Métropole propose d'élargir l'accès à la culture en permettant la gratuité des entrées individuelles du musée Fabre à l'ensemble des étudiants, sans condition d'âge, et pour toutes les expositions (permanent et temporaire).

Chaque entrée individuelle sera ainsi gratuite pour les étudiants et notamment ceux de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts de Montpellier (ESBAMA) sur présentation d'une carte d'étudiant en cours de validité.

Le reste de la tarification du musée Fabre relative aux « entrées individuelles » continue de s'appliquer.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les modifications tarifaires telles que décrites ci-dessus ;
- de préciser qu'elles seront applicables dès que la présente délibération sera exécutoire ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-142591-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle TOUZARD

Hors commission - Commission d'Appel d'Offres (CAO) et Commission de Délégation de Service Public (CDSP) - Réélection - Fixation des modalités de dépôt des listes

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Lors du Conseil de Métropole du 31 juillet 2020, au regard des résultats de l'élection des membres des Commission d'Appel d'Offres (CAO) et Commission de Délégation de Service Public (CDSP), Monsieur le Président a proposé à l'Assemblée qu'une nouvelle liste soit déposée pour chaque commission et fasse l'objet d'un vote afin de garantir l'expression pluraliste au sein de chaque commission.

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment l'article L.1411-5, ces membres sont élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel.

Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus. Le nombre d'élus est proportionnel au nombre de voix recueillies par chacune des listes.

Dans la perspective de cette élection, prévue lors de la prochaine séance du Conseil de Métropole, il est proposé, en application de l'article D.1411-5 CGCT, de fixer les conditions de dépôt des listes comme suit :

- les listes établies pour l'élection de chacune des commissions, doivent être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction du Secrétariat Général de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- la date limite de dépôt/réception est fixée au mercredi 30 septembre 2020 à 12h00 ;
- chaque liste doit parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election de la Commission d'Appel d'Offres de Montpellier Méditerranée Métropole », et « Election de la Commission de Délégation de Service Public de Montpellier Méditerranée Métropole » ;
- chaque liste établie pour l'élection de chacune des commissions ne peut comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil de Métropole y compris pour les membres suppléants de la Commission d'Appel d'Offres ou de la Commission de Délégation de Service Public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le principe de la réélection des membres de la CAO et de la CDSP ;
- d'approuver les conditions de dépôt des listes telles que définies ci-dessus ;
- d'autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-142270-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Genès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle TOUZARD

Hors commission - Création d'un collège de déontologie

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

En application de la loi « Déontologie » et de la loi « Sapin II », un décret n°2017-519 est venu rendre obligatoire la création au sein de l'ensemble des collectivités territoriales d'une fonction de « référent déontologue ».

Ce référent a pour responsabilité de favoriser le respect des principes du « bloc de déontologie » intégré désormais à la loi du 13 juillet 1983 : dignité, probité, impartialité, neutralité, prévention des conflits d'intérêt, des cumuls d'activité, exercice du droit de désobéissance hiérarchique... Il doit assurer une fonction de conseil, mais aussi de prévention (sensibilisation, conception de guides de bonnes pratiques ou de chartes internes...).

Il appartient aux collectivités de taille plus importante d'organiser elles-mêmes cette fonction (de façon internalisée ou externalisée). Le référent déontologue doit être soit un fonctionnaire en exercice, soit un fonctionnaire ayant cessé son activité, soit un magistrat, et exercer son activité avec obligation d'autonomie et de secret professionnel.

La loi « Transformation de la Fonction publique » du 6 août 2019 est également venue supprimer la commission de déontologie (qui était auparavant saisie pour toutes les demandes d'agents d'accéder à des temps partiels ou des disponibilités pour créer une entreprise, ou encore de leurs départs vers le secteur privé ainsi que certaines demandes de cumuls d'activité). Ce contrôle doit donc désormais être effectué par l'administration en lien avec le référent déontologue de la collectivité.

Afin de garantir une fonction de conseil efficace quant aux exigences en matière de déontologie, mais aussi de proposer des dispositifs efficaces de prévention des manquements à ces exigences, il est donc proposé que soit créé un collège de déontologie, commun et à disposition de la Métropole, la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier ainsi que de toute commune membre de la Métropole.

Ce collège pourra être consulté, par le biais d'un formulaire de saisine, pour toute demande de conseil ou d'analyse sur des questions liées à l'activité professionnelle des agents hors des collectivités, mais aussi pour favoriser la connaissance et le respect des impératifs déontologiques des agents et des élus dans l'exercice de leurs fonctions. Ses avis rendus, comme les saisines reçues, seront strictement confidentiels.

Ce collège sera composé comme suit :

- d'un représentant de la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique,
- d'un représentant du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales ;
- d'un représentant du Secrétariat Général ;
- d'une personnalité qualifiée disposant d'une solide culture juridique et d'un intérêt pour les questions de moralisation de la vie publique.

Un appel à candidatures est donc créé par la présente délibération pour ce dernier membre du collège. Les candidatures pour le siège de personnalité qualifiée devront être adressées avant le 1^{er} octobre à Montpellier Méditerranée Métropole- Direction du Secrétariat général.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la création du collège de déontologie, exerçant pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier, le CCAS de Montpellier ainsi que de toute commune membre de la Métropole, les fonctions de référent déontologue ;
- d'approuver sa composition telle que proposée et l'ouverture de l'appel à candidatures pour intégration à ce collège d'une personnalité qualifiée ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-141986-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle TOUZARD

Hors commission - Indemnités de fonction des élus

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

En application des articles L.5211-12 et suivants du Code général des collectivités territoriales, le Conseil fixe les indemnités de ses membres selon des barèmes et dans la limite d'une enveloppe indemnitaire globale.

Les indemnités sont établies par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

En conséquence, il est proposé de fixer le montant des indemnités selon les taux d'attribution (pourcentage de l'indice) suivants :

Fonction	Nombre	Taux
Président	1	137,30%
Vice-présidents	20	68,65%
Conseillers délégués	14	31,85%
Conseillers communautaires	57	28%

Un tableau annexe récapitule l'ensemble des indemnités allouées aux membres du Conseil de Métropole.

Un élu ne peut percevoir, pour l'ensemble de ses fonctions, un montant total de rémunérations et d'indemnités de fonction supérieur, déduction faite des cotisations sociales obligatoires, à une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire. Lorsque le plafond est dépassé, ses indemnités font l'objet d'un écrêtement, qui est reversé au budget de la personne publique au sein de laquelle il exerce le plus récemment un mandat ou une fonction.

Les indemnités seront versées à compter de l'entrée en fonction des élus : la date d'installation du Conseil pour les conseillers communautaires, la date de leur désignation et de prise des arrêtés de délégation pour ceux ayant délégation de fonction du président.

Le Conseil peut moduler le montant des indemnités perçues par les élus en fonction de leur participation effective aux séances plénières. Les principes seront définis dans le règlement intérieur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'adopter les principes d'indemnisation des élus et fixer les indemnités de ses membres selon les modalités établies par la présente et récapitulées en annexe ;
- de dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 930 ;
- de dire que les présentes dispositions prennent effet à compter de l'entrée en fonction de ses membres ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-136424-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Tableau récapitulatif

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle TOUZARD

Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans le cadre de la nouvelle mandature, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances internes et des organismes extérieurs.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales. Il met au vote cette proposition.

A l'issue d'un vote à main levée, cette proposition est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix

Monsieur le Président propose de procéder aux désignations des organismes extérieurs suivants :

ORGANISME	CANDIDATURES PROPOSÉES PAR MONSIEUR LE PRÉSIDENT
Alliance Ville Emploi	Hind EMAD
Association Syndicale Libre Place de France	Roger-Yannick CHARTIER
Atout France	Cyril MEUNIER
Centre de Recherche et d'Innovation Industrielle Diagnostic Santé (CR2I)	Florence BRAU
Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH)	<p><u>Titulaire</u> Claudine VASSAS-MEJRI (Bureau, Comité et Commission)</p> <p><u>Suppléante</u> Coralie MANTION (Bureau et Commission)</p>

Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Métropole (CCSPL)	<p><u>Titulaires</u> Jean-François AUDRIN Michelle CASSAR Patricia WEBER Brigitte DEVOISSELLE Max LEVITA</p> <p><u>Suppléants</u> Jacques MARTINIER Julien MIRO Florence AUBY Catherine RIBOT Mathilde BORNE</p> <p><u>Associations</u> CLCV Vélocité Paillade Mosson Coulée Verte LRNE APIEU</p>
Commission de Suivi de Site de l'usine de méthanisation AMETYST	<p><u>Titulaire</u> François VASQUEZ</p> <p><u>Suppléante</u> Célia SERRANO</p>
Commission de surveillance du site du centre de stockage de déchet ménagers non dangereux de Castries	<p><u>Titulaires</u> Génies BALAZUN François VASQUEZ</p> <p><u>Suppléants</u> Arnaud MOYNIER Yvon PELLET</p>
Conseil Départemental de l'Insertion par l'Activité Economique (CDIAE)	<p><u>Titulaire</u> François RIO</p> <p><u>Suppléante</u> Clara GIMENEZ</p>
Commission départementale pour la promotion de l'égalité des chances et de la citoyenneté (COPEC)	<p><u>Titulaire</u> François RIO</p> <p><u>Suppléante</u> Clara GIMENEZ</p>
Commission Intercommunale pour l'Accessibilité des Personnes à Mobilité Réduite (CIAPMR)	<p>Frédéric LAFFORGUE Jean-François AUDRIN Julie FRECHE Manu REYNAUD Brigitte DEVOISSELLE Jean-Luc SAVY Michel CALVO Emilie CABELLO Joël RAYMOND</p>

Commission Locale de l'Eau Lez Mosson Etangs Palavasiens (CLE SAGE)	Véronique NEGRET René REVOL Isabelle TOUZARD Bruno PATERNOT Nathalie LEVY
--	---

A l'issue d'un vote à main levée, ces désignations sont adoptées à l'unanimité.

Pour : 91 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix

Monsieur le Président propose de procéder aux désignations des organismes extérieurs suivants :

Commission locale des transports publics particuliers de personnes (T3P)	<u>Titulaire</u> Julie FRECHE <u>Suppléant</u> Manu REYNAUD
Commission locale pour l'évaluation des charges et des ressources transférées Département-Métropole (CLECRT)	Jacques MARTINIER Joël RAYMOND Frédéric LAFFORGUE Renaud CALVAT
Communes Forestières de l'Hérault Occitanie (COFOR)	Isabelle TOUZARD
Compagnie d'aménagement du Bas-Rhône et du Languedoc (BRL)	René REVOL
Conservatoire à Rayonnement Régional Commission consultative	<u>Titulaires</u> Eric PENSO Michaël DELAFOSSE Bernard TRAVIER Célia SERRANO Sylvie ROS-ROUART <u>Suppléants</u> Boris BELLANGER Véronique BRUNET Agnès SAURAT Claudine VASSAS-MEJRI Marie-Delphine PARPILLON

A l'issue d'un vote à main levée, ces désignations sont adoptées à l'unanimité.

Pour : 89 voix
Contre : 0 voix
Abstention : 0 voix

Monsieur le Président propose de procéder à la désignation suivante :

Energies Citoyennes Locales et Renouvelables en Occitanie (ECLR)	Joël VERA
--	-----------

A l'issue d'un vote à main levée, cette désignation est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Alenka DOULAIN.

Monsieur le Président propose de procéder aux désignations des organismes extérieurs suivants :

European Business Network (EBN)	Hind EMAD
Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (FNCCR)	<u>Titulaire</u> Jacques MARTINIER <u>Suppléant</u> Renaud CALVAT
Festival du Cinéma Méditerranéen de Montpellier France (CINEMED)	<u>Titulaires élus</u> Eric PENSO Sylvie ROS-ROUART Michaël DELAFOSSE Célia SERRANO <u>Personnalités qualifiées</u> Laure PRADAL Gilbert KINER Aysegul ALGAN Jean-Marie SEVESTRE Nora MARTYROSIAN
Groupe Sup de Co Montpellier Business School	Arnaud MOYNIER
L'Or Aménagement	Coralie MANTION
SPL ARAC Occitanie (ex LRAD)	Coralie MANTION
Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole (MLJ)	Clara GIMENEZ Hind EMAD Véronique BRUNET François RIO Joël RAYMOND William ARS

Montpellier Danse	<p><u>Titulaires élus</u> Eric PENSO Isabelle TOUZARD Géniès BALAZUN Célia SERRANO Jackie GALABRUN-BOULBES Mylène FOURCADE Emilie CABELLO Michaël DELAFOSSE</p> <p><u>Personnalités qualifiées</u> Carine JALLAMION Yves LARBIU Patrick MALAVIEILLE Béatrice BAKHOUCHE</p>
Montpellier Events	<p><u>Titulaire CA manquant</u> Renaud CALVAT</p>
Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole	<p><u>Titulaire manquant</u> François RIO</p> <p><u>Personnalité qualifiée manquante</u> Laurent SINTES</p>
Office de Tourisme et des Congrès de Sète	<p>Cyril MEUNIER</p>
Opéra et Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée	<p><u>Titulaires élus</u> Eric PENSO Géniès BALAZUN Catherine RIBOT Mylène FOURCADE Fanny DOMBRE-COSTE</p> <p><u>Personnalités qualifiées</u> Jean-Pierre ROUANET Marie-Christine CHAZE Jean-François CARENCO Yves LARBIU</p>

Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole	<u>Titulaires élus</u> Florence BRAU Renaud CALVAT Stéphane CHAMPAY Michaël DELAFOSSE Manu REYNAUD Brigitte DEVOISSELLE Laurent JAOUL Guy LAURET Eliane LLORET Lionel LOPEZ Véronique NEGRET René REVOL Bernadette CONTE-ARRANZ Jean-Luc SAVY <u>Personnalités qualifiées association</u> Simone BASCOUL (CLCV) Jean-Michel HELARY (Lez Environnement) Thierry USO (Eau Secours 34) Cathy VIGNON (Paillade Mosson Coulée Verte) <u>Personnalité qualifiée experte</u> Thierry RUF
Réseau des collectivités territoriales pour une économie solidaire (RTES)	Clara GIMENEZ
RETIS	Hind EMAD
Société d'Accélération de Transfert de Technologie (SATT AxLR)	<u>Titulaire</u> Hind EMAD <u>Suppléant</u> Roger-Yannick CHARTIER
Service Funéraire de Montpellier Méditerranée Métropole (SFMA)	Brigitte DEVOISSELLE (en remplacement de Régine ILLAIRE)
Société Régionale et Interdépartementale de Développement Economique (SORIDEC)	Guy LAURET
IRDI SORIDEC Gestion IRDINOV 2 et AELIS	
Syndicat Hérault Energies (SHE)	<u>Titulaire</u> Jackie GALABRUN-BOULBES (en remplacement de Jean-François AUDRIN)

Syndicat Intercommunal d'adduction d'eau des
communes du Bas-Languedoc (SBL)

Titulaires

Cournonsec

Régine ILLAIRE - Gilles NURIT

Cournonterral

Anne GACHON - Olivier DELMAS

Fabrègues

Jean-Marc ALAUZET - Jacques MARTINIER

Lavérune

François PETIT - Philippe LENOIR

Murviel les Montpellier

Gilles CUSIN - René REVOL

Pignan

Sylvie CINCON - Gérard SABLOS

St Georges

Graziella EVOUNA-NGOUMA - Jérôme

SCHMITT

Saint Jean de Védas

Anne RIMBERT - François RIO

Saussan

Joël VERA - Raymond CELIE

Suppléants

Cournonsec

François PIC - Pascale PHAURE

Cournonterral

Marc OLIVIER - William ARS

Fabrègues

Mylène FOURCADE - Christian

SOUVEYRAS

Lavérune

Théo BRIANE - Laurence ENJALBERT

Murviel

Patrick ORTIGOSA - Juliette PAPROCKI-

CAMARD

Pignan

Michelle CASSAR - Danièle DUBOUCHER

Saint Georges d'Orques

Pierre NICOLAS - Jacques PHILIPPOT

Saint Jean de Védas

Véronique FABRY - Jean-Paul PIOT

Saussan

Muriel GANGA - Bernard GRENIER

<p>Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault - Hérault Transport (SMTCH)</p>	<p><u>Titulaires</u> Julie FRECHE Manu REYNAUD Hervé MARTIN Guy LAURET Arnaud MOYNIER Jean-Pierre RICO</p> <p><u>Suppléants</u> Bernadette CONTE-ARRANZ Roger CAIZERGUES Bruno PATERNOT Mikel SEBLIN Nathalie LEVY Céline PINTARD</p>
<p>Syndicat Mixte du Bassin de l'Or (SYMBO)</p>	<p><u>Titulaires</u> Véronique NEGRET Bruno PATERNOT Isabelle TOUZARD Jackie GALABRUN-BOULBES Génies BALAZUN Jean-Luc MEISSONNIER</p> <p><u>Suppléants</u> Jean-Pierre RICO Stéphane CHAMPAY Laurent JAOU Guy LAURET Eliane LLORET Joël RAYMOND</p>
<p>Syndicat Mixte du Bassin de Thau (SMBT)</p>	<p><u>Titulaires</u> Véronique NEGRET René REVOL Régine ILLAIRE</p> <p><u>Suppléant</u> Jacques MARTINIER</p>

<p>Syndicat Mixte du Bassin du Lez (SYBLE)</p>	<p><u>Titulaires</u> Véronique NEGRET Jean-Pierre RICO Isabelle TOUZARD René REVOL Bruno PATERNOT Florence BRAU Laurent NISON Nathalie LEVY</p> <p><u>Suppléants</u> Serge DESSEIGNE Roger CAIZERGUES Michelle CASSAR Lionel LOPEZ Brigitte DEVOISSELLE Joël VERA François RIO Jean-Luc SAVY</p>
<p>Syndicat Mixte du Parc Régional d'activités Via Domitia</p>	<p><u>Titulaires</u> Guy LAURET Claudine VASSAS-MEJRI Arnaud MOYNIER</p> <p><u>Suppléants</u> Hind EMAD Yvon PELLET Stéphane CHAMPAY</p>
<p>Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC)</p>	<p><u>Titulaires</u> <i>Baillargues</i> Jean-Luc MEISSONNIER / Elisabeth MAZOLLIER <i>Beaulieu</i> Arnaud MOYNIER / Christophe CARRERE <i>Castelnau-le-Lez</i> Frédéric LAFFORGUE / Thierry DEWINTRE <i>Castries</i> Serge ESCURET / René REVOL <i>Clapiers</i> Eric PENSO / Julien BASCOUL <i>Montaud</i> Christian LOUCHE / Joël RAYMOND <i>Restinclières</i> Jean-Marie DOMENECH / Geniès BALAZUN <i>Saint-Drézéry</i> Jackie GALABRUN-BOULBES/ Jean-Philippe DACHEUX <i>Saint-Génies-des-Mourgues</i> Yvon PELLET / Jean-Claude IMBERT</p>
<p>SYNERSUD</p>	<p>Hind EMAD</p>

Tempo Territorial - Réseau national des acteurs des démarches temporelles	Julie FRECHE
Terres en Villes	<u>Titulaire</u> Isabelle TOUZARD <u>Suppléante</u> Marie MASSART
Union du Pôle funéraire public (UPFP)	Régine ILLAIRE
Ville et Métiers d'Art	<u>Titulaire</u> Guy LAURET <u>Suppléant</u> Boris BELLANGER
Villes et territoires Occitanie	<u>Titulaire</u> Coralie MANTION <u>Suppléant</u> Clara GIMENEZ
Société Française des Habitations Economiques (SFHE) - Groupe Arcade	Eliane LLORET
FDI Habitat - SACICAP	Eliane LLORET
ICF Sud Est Méditerranée	Eliane LLORET

A l'issue d'un vote à main levée, ces désignations sont adoptées à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- de désigner les nouveaux représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des différentes instances de ces structures et les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- de porter leur candidature et de les autoriser à accepter toutes fonctions qui pourraient leur être confiées dans ce cadre ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20200915-142018-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 25/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle TOUZARD

Hors commission - Adoption du procès-verbal de la séance du 15 juillet 2020

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le procès-verbal est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 15 juillet 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-144048-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PV_du_Conseil_de_Metropole_du_15.07.2020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle TOUZARD

Hors commission - Adoption du procès-verbal de la séance du 31 juillet 2020

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le procès-verbal est annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole du 31 juillet 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-144055-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- PV_du_Conseil_de_Metropole_du_31.07.2020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**LITTORAL, PREVENTION DES RISQUES MAJEURS,
GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET
PREVENTION DES INONDATIONS**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Littoral, prévention des risques
majeurs, gestion des milieux
aquatiques et prévention des
inondations

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Arnaud MOYNIER, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Littoral, prévention des risques majeurs, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations - Amélioration de la résilience du CHU de Montpellier face au changement climatique - Sites de Lapeyronie et Arnaud de Villeneuve - Mur de protection phase 1B et Bassin de la Valsière - Demande d'aides financières auprès de l'État

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence GEMAPI, et de l'élaboration du PLUi, des études hydrauliques ont été menées récemment par les services de la Métropole sur le bassin versant du Verdanson qui s'étend sur les communes de Grabels et Montpellier.

Les études se sont concentrées en particulier sur la situation des équipements hospitaliers du CHU de Lapeyronie et Arnaud de Villeneuve traversés par le principal affluent, le Font d'Aurelle. Elles ont bénéficié des outils de modélisation les plus performants du moment et se sont basées sur des données précises de terrain. Elles ont abouti à une nouvelle cartographie des hauteurs d'eau générées pour une pluie centennale et pour une pluie exceptionnelle telle celle enregistrée en septembre 2014 sur le territoire métropolitain.

Cette cartographie est très différente de celle connue jusque-là au travers du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) de la Ville de Montpellier et met en évidence un niveau d'exposition au risque inondation des établissements hospitaliers extrêmement préoccupant. La topographie naturelle du bassin versant mais aussi l'ensemble des aménagements réalisés à ce jour expliquent cette sensibilité exacerbée aux événements d'importance mais aussi aux événements d'occurrence plus faible en cas d'embâcle.

Le nouveau diagnostic hydraulique précise ainsi l'importance de l'inondabilité du site du CHU : celui-ci est inondé par le débordement du Font d'Aurelle mais aussi par le débordement du réseau pluvial interne du CHU. Les débits du Font d'Aurelle entrant en écoulement de surface dans le CHU sont de 10 m³/s en crue centennale et 26 m³/s en crue exceptionnelle. Les niveaux de submersion sont significatifs, par endroit plus d'un mètre en crue centennale et plus de 2,4 mètres en crue exceptionnelle et touchent les bâtiments d'Arnaud de Villeneuve et de Lapeyronie, notamment les sous-sols et le premier niveau qui concentrent les équipements et les services les plus sensibles (les urgences, des salles de bloc opératoire et de soins critiques, ...).

Dans ces conditions, les responsables du CHU estiment que les dommages directs humains seraient majeurs et d'autres indirects non chiffrables liés à la mise hors d'usage des services hospitaliers pendant plusieurs mois. Le temps du retour à la normale affecterait ainsi considérablement l'offre de soin à l'échelle régionale.

Compte tenu de la vulnérabilité et de la nature des enjeux, le niveau de protection visé est celui visant un niveau « zéro » de débordement ou d'écoulement sur le site, ce qui revient à dimensionner les ouvrages envisagés pour une pluie de période de retour exceptionnelle.

La stratégie d'aménagement retenue consiste à éviter que les débordements du Font d'Aurelle ne pénètrent sur le site du CHU par la mise en place d'un mur de protection rapprochée entre la nouvelle faculté de Médecine et le CHU et le long de la route de Ganges et par la modification pérenne des trois entrées et sorties du CHU.

Parallèlement, le CHU, associé à l'ensemble des études, engage un lourd programme de redimensionnement des ouvrages de gestion des eaux pluviales du site.

Toutefois, la réalisation de ces travaux hydrauliques aggrave l'inondabilité des secteurs aval de la route de Ganges. Ils nécessitent donc des mesures compensatoires par la réalisation du bassin de la Valsière sur la commune de Grabels.

Ces ouvrages, qui devront être déclarés en système d'endiguement, ne peuvent être réalisés que par la Métropole au titre de sa compétence GEMAPI. En concertation avec le Préfet, qui partage pleinement les enjeux de première importance de cette protection hydraulique en matière de santé pour notre région, l'engagement a été pris de lancer la construction dans les meilleurs délais du mur d'endiguement au titre de l'article R.214-4 du code de l'environnement.

Une 1^{ère} phase de réalisation (PHASE 1A) a débuté depuis le 03 août 2020. Il s'agit de la construction des tronçons 1 et 4 du mur de protection du CHU sur un linéaire de 210 ml pour un montant de travaux prévisionnels de 1,5 M€ HT.

Une 2^{ème} phase va être engagée début 2021 (PHASE 1B), après consultation des entreprises. Il s'agit de la construction des tronçons 2 et 3 sur un linéaire de 440 ml pour un montant de travaux prévisionnels de 2,5 M€ HT.

L'ensemble des travaux d'endiguement pourront être achevés d'ici l'été prochain et permettront ainsi une protection du CHU contre une crue exceptionnelle du Font d'Aurelle pour l'automne 2021.

Enfin, une 3^{ème} phase (PHASE 2) de travaux est prévue en 2022. Il s'agit de la construction du bassin de rétention de la Valsière, pour un montant de 2 M€ HT.

A la suite des derniers échanges entre la Métropole et l'Etat, les travaux hydrauliques restant à réaliser, d'un montant estimatif de 4,5 M€ HT, sont éligibles à une aide financière de l'Etat dans le cadre du plan de relance et de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL).

En complément, la Métropole a aussi sollicité des aides financières auprès de la Région Occitanie.

Dans ce cadre, le plan de financement serait le suivant :

Etat : 40% soit 1,8 M€ HT

Région Occitanie : 20% soit 0,9 M€ HT

Montpellier Méditerranée Métropole : 40% soit 1,8 M€ HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de solliciter les meilleures aides financières auprès de l'Etat ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-142304-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Littoral, prévention des risques
majeurs, gestion des milieux
aquatiques et prévention des
inondations

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Arnaud MOYNIER, Isabelle TOUZARD, Joël VERA

Littoral, prévention des risques majeurs, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations - Bassin versant du Verdanson - Protection du CHU contre les inondations - Avenant n°1 à la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CHU relatif aux missions de maîtrise d'œuvre de conception pour la construction d'un collecteur pluvial sur le site du CHU - Autorisation de signature

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence GEMAPI, et de l'élaboration du PLUi, des études hydrauliques ont été menées récemment par les services de la Métropole sur le bassin versant du Verdanson, avec un focus particulier sur les sites hospitaliers du CHU de Lapeyronie et Arnaud de Villeneuve traversés par le principal affluent, le Font d'Aurelle. Elles ont bénéficié des outils de modélisation les plus performants du moment et se sont basées sur des données précises de terrain. Elles ont abouti à une nouvelle cartographie des hauteurs d'eau générées pour une pluie centennale et pour une pluie exceptionnelle telle celle enregistrée en septembre 2014 sur le territoire métropolitain.

Compte tenu de la sensibilité des équipements hospitaliers face au risque inondation, différents travaux sont envisagés en vue d'une protection du site du CHU jusqu'à un événement exceptionnel.

La Métropole a lancé en août 2019 la maîtrise d'œuvre des aménagements de protection du CHU contre les inondations du Font d'Aurelle, concernant la construction d'un mur de protection de l'enceinte du CHU avec la rehausse des différents accès. En parallèle, le CHU doit réaliser la déconnexion de son propre réseau pluvial du cadre enterré du Font d'Aurelle et engager la construction d'un nouveau collecteur pluvial redimensionné pour une pluie exceptionnelle.

En raison de la proximité de ces aménagements de protection et dans un souci de mutualisation des moyens et de coordination des interventions sur le site du CHU, une maîtrise d'œuvre globale a été envisagée.

Une convention de transfert de maîtrise d'ouvrage du CHU à la Métropole pour le suivi des missions de maîtrise d'œuvre de conception du collecteur pluvial a ainsi été signée en janvier 2020 en application de l'article L.2422-12 du Code de la commande publique. Elle permet d'assurer une meilleure coordination des travaux, de simplifier les procédures, d'optimiser les coûts et les conditions de réalisation.

A la suite de la remise de l'étude de faisabilité du collecteur pluvial en février 2020 et du montant estimatif global des travaux, il a été convenu de réaliser le collecteur pluvial du CHU en deux tranches. La première tranche « partie amont » sera réalisée à partir de 2020 par la Métropole dans le cadre de la réalisation du mur de protection, la construction du mur étant indissociable de la celle du nouveau collecteur pluvial sur un linéaire d'environ 450 mètres. La deuxième tranche « partie aval » sera réalisée par le CHU en 2022/2023, cette partie du cadre pluvial étant indépendante du chantier de construction du mur.

Il est ainsi proposé un avenant n°1 à la convention pour modifier le périmètre de la mission de maîtrise d'œuvre confiée à la Métropole qui se limite maintenant à la partie amont du collecteur pluvial sur 450 mètres environ. Le coût estimatif prévisionnel est ramené à 139 875 € HT, ce montant sera remboursé par le CHU.

L'avenant à la convention prend effet à la date de la dernière signature apposée par les parties. Il est conclu jusqu'à la validation des études de maîtrise d'œuvre et à la remise du Dossier de Consultation des Entreprises au CHU. Les autres clauses de la convention initiale restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet d'avenant n°1 à la convention avec le CHU pour le transfert de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'un collecteur pluvial sur le site du CHU ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 907 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-138643-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°1 à la convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Littoral, prévention des risques majeurs, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Clara GIMENEZ, Anne RIMBERT, François RIO, Isabelle TOUZARD

Littoral, prévention des risques majeurs, gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations - Convention de recherche et développement avec le Bureau de Recherches Géologiques et Minières relative à la contribution des eaux souterraines pour la formation des crues de la Mosson et du Coulazou - Autorisation de signature

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

L'étude sur le fonctionnement de l'hydro système karstique du Lez a d'ores et déjà permis de mettre en place un abaque de vigilance des crues du Lez. Cet abaque définit la relation entre le niveau de remplissage du système karstique, mesuré en temps réel à la source du Lez, et la réponse du bassin versant à une sollicitation pluvieuse. Il est notamment utilisé par le Service de Prévision des Crues Méditerranée Ouest (SPCMO) pour la vigilance crue du Lez.

Le bassin versant de la Mosson présente un fonctionnement comparable à celui du Lez. L'étude hydraulique globale du bassin versant de la Mosson réalisée sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole entre 2010 et 2012 a mis en évidence l'influence du niveau de remplissage du karst sur la formation des crues. On constate que, pour un même épisode pluvieux, le débit de pointe de la crue peut varier du simple au double en amont du bassin versant et être multiplié jusqu'à 1,7 fois sur les secteurs aval en fonction de l'état de saturation des sols.

L'action 2.3, intitulée « Développement du réseau de capteurs piézométriques », est inscrite au PAPI2, sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole. À travers cette action, il est proposé d'améliorer la prévision des crues sur le sous bassin versant de la Mosson par l'implantation de piézomètres complémentaires et la définition d'un abaque déterminant la relation entre la formation des crues de la Mosson et le niveau de saturation des sols.

Par délibération n°M2019-351 en date du 25 juin 2019, le Conseil de Métropole a sollicité les aides financières avant d'engager cette opération, d'un montant total estimé de 180 000 € HT, selon le plan de financement suivant qui figure au PAPI2 Lez :

- 50% pour l'État, soit 90 000 € HT,
- 20% pour l'Union Européenne (FEDER), soit 36 000 € HT,
- 10% pour la Région Occitanie, soit 18 000 € HT,
- 20% pour Montpellier Méditerranée Métropole, soit 36 000 € HT.

Il convient maintenant d'engager cette action. Pour cela, un projet de convention de recherche et développement a été élaboré avec le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) pour caractériser et de quantifier le rôle des karsts de la Mosson et du Coulazou dans la genèse des crues jusqu'à la confluence de ces deux cours d'eau, en tenant compte des autres apports, notamment en zone urbaine, pouvant influencer la propagation des crues à l'aval des systèmes karstiques. Les résultats serviront à définir le réseau de surveillance pour la prévision des crues, notamment par l'installation de nouveaux capteurs de mesure de niveau des cours d'eau à intégrer à l'outil Ville en alerte développé et géré par la Métropole.

Ce programme est décomposé en trois grandes tâches :

- 1- Etudier la genèse et la propagation des crues dans les sous-bassins amont à forte composante karstique :
 - consolider les données existantes, notamment en s'appuyant sur les données de l'observatoire MEDICYSS géré par le laboratoire HydroSciences de Montpellier (HSM) puis définir et mettre en place un réseau de mesure complémentaire (mesures des pluies, des débits des cours d'eau, ...),
 - construire un modèle numérique pour reproduire le comportement atténuateur ou amplificateur des crues du karst Mosson/Coulazou.

2- Etudier la propagation des crues à l'aval des systèmes karstiques : synthétiser et intégrer l'ensemble des résultats des études hydrologiques et hydrauliques réalisées à l'aval des bassins karstiques sur le Coulazou et la Mosson par la Métropole entre 2010 et 2012 et suite à l'épisode d'octobre 2014.

3- Réaliser la synthèse avec des propositions pour la surveillance et la gestion du risque de crue :

- compléter le réseau de surveillance dédié à la gestion du risque de crue de la Mosson et du Coulazou et proposer des valeurs seuils sur les mesures réalisées dans les compartiments karstiques au-delà desquelles le risque de crue sera sensiblement augmenté,
- produire un outil de type abaque de crue, permettant de visualiser, en période de crise et en temps réel, l'impact potentiel d'une prévision de pluie sur l'évolution à court terme des débits de la Mosson et du Coulazou.

La durée prévisionnelle de ce programme est de 36 mois. Le Syndicat Mixte du Bassin du Lez (Syble) et le Service de Prévision des Crues Méditerranée Ouest (SPCMO) seront étroitement associés à ce projet. Une partie des équipements, notamment les piézomètres serviront aussi à l'étude sur les débits d'étiage de la Mosson portée par le Syble et l'abaque de prévision de crue pourrait être utilisé à terme par le SPCMO.

Le montant du programme s'élève à 210 000 € HT, il est réparti de la manière suivante :

- 20% pour le BRGM soit 42 000 € HT ;
- 80% pour Montpellier Méditerranée Métropole, soit 168 000 € HT.

La part à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole fera l'objet de subventions selon le plan de financement de l'action 2.3 du PAPI2 Lez rappelé précédemment.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet de convention de recherche et développement avec le BRGM relative à contribution des eaux souterraines pour la formation des crues de la Mosson et du Coulazou,
- de dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 907,
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-138694-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention BRGM

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

POLITIQUE DE LA VILLE ET COHESION SOCIALE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Politique de la ville et cohésion
sociale

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARIILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Clare HART, Cyril MEUNIER, Jean-Pierre RICO, François RIO, Isabelle TOUZARD, Patricia WEBER

Politique de la ville et cohésion sociale - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Conseil Départemental de l'Hérault relative à l'accès réciproque aux applications métier FSL - Approbation - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), instauré par la loi Besson du 31 mai 1990, s'adresse aux ménages qui éprouvent des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence, pour accéder à un logement ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau et d'énergie. Il inscrit ses interventions dans le cadre du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2016-2020, dont il constitue un outil essentiel.

Depuis 2018 et le transfert intervenu du Département de l'Hérault, le Fonds métropolitain de Solidarité pour le Logement (FSL 3M) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire, avec comme objectif d'accorder, dans les conditions définies par un règlement intérieur, des aides au titre des dettes de loyer et de factures d'énergie, d'eau, de téléphone et d'accès internet à des personnes en difficultés, mais également de prendre en charge des mesures d'accompagnement social, individuelles ou collectives, liées au logement.

A la suite du transfert de la compétence intervenu sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, le Département a maintenu, par convention en date du 25 mars 2018, l'accès des agents de l'EPCI aux outils informatiques de gestion du FSL, afin d'assurer la continuité de l'action publique, jusqu'au 31 décembre 2019. A la suite de trois prolongations dont la dernière due au contexte sanitaire, cette convention prend fin le 30 septembre 2020.

A partir du mois de septembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole déploie une solution logiciel en propre qu'elle souhaite plus performante, lui permettant d'instruire les dossiers, de gérer les décisions du FSL et de suivre l'activité sur son territoire de manière plus efficiente.

Dans ce contexte, la continuité des actions d'accompagnement des habitants de la Métropole nécessite la formalisation des modalités d'échange d'informations réciproques entre les deux collectivités, pour au moins trois raisons :

- les travailleurs sociaux de la Maison Départementale des Solidarités du montpellierain sont les principaux instructeurs du FSL 3M (69% des demandes),
- le Département gère toujours les procédures de prévention des expulsions sur le territoire métropolitain (60 % des procédures de l'Hérault) et le FSL favorise la mise en place d'aides pour le maintien dans les lieux ou le relogement des ménages concernés,
- les décisions prises par un des deux FSL dans le cadre des accords de principe sont reconnues acquises réciproquement ce qui permet la mise en œuvre des décisions sans délai.

Au regard des intérêts partagés, il est proposé la signature d'une convention d'échange de données définissant les conditions d'accès réciproque aux informations relatives aux dossiers suivis par chaque collectivité, via un accès aux applications des deux collectivités, limité à leur seul besoin dans le cadre de leurs missions, selon les règles de protection des données personnelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet de convention de partenariat avec le Département pour la mise à disposition réciproque ciblée des systèmes de gestion et d'information de leur FSL ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-138585-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_Informatique_MMM___CD_Fonds_de_Solidarité.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Politique de la ville et cohésion
sociale

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Cyril MEUNIER, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, François RIO, Isabelle TOUZARD, Patricia WEBER

Politique de la ville et cohésion sociale - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Convention relative à la participation volontaire d'ENGIE - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL), instauré par la loi Besson du 31 mai 1990, s'adresse aux ménages qui éprouvent des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence, pour accéder à un logement ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau et d'énergie. Il inscrit ses interventions dans le cadre du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2016-2020, dont il constitue un outil essentiel.

Depuis 2018 et le transfert intervenu du Département de l'Hérault, le Fonds métropolitain de Solidarité pour le Logement (FSL 3M) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire, avec comme objectif d'accorder, dans les conditions définies par un règlement intérieur, des aides au titre des dettes de loyer et de factures d'énergie, d'eau, de téléphone et d'accès internet à des personnes en difficultés, mais également de prendre en charge des mesures d'accompagnement social, individuelles ou collectives, liées au logement.

En tant que fournisseur d'énergie, ENGIE contribue annuellement et de façon volontaire au FSL au titre de ses missions de service public et de sa politique de solidarité. Cette contribution d'ENGIE vise à soutenir les personnes dans le paiement de leurs factures de consommation d'énergie (que ce soit pour l'Offre de Marché ou Gaz Tarif Réglementé), mais aussi de leur permettre une meilleure maîtrise de l'énergie limitant ainsi le montant de ces mêmes factures. Ainsi, le financement du FSL 3M est assuré de droit par la Métropole et de manière facultative par des partenaires volontaires tels que ENGIE.

Il y a lieu d'approuver le projet de convention pour 3 ans à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et le représentant du distributeur d'énergie, qui précise :

- les modalités de versement de la contribution d'ENGIE au FSL métropolitain, et la nature des aides destinées aux personnes en situation de précarité se trouvant dans l'impossibilité de régulariser seuls leur impayé d'énergie. Pour 2020, ENGIE a fait connaître le montant de sa participation volontaire, à hauteur de 73 800 € ;
- les engagements respectifs des parties dans la prise en charge des impayés de factures d'énergie des ménages défavorisés et dans la mise en œuvre d'actions préventives.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet de convention relative à la participation d'ENGIE au FSL ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Julien MIRO.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-138510-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2020_FSL_MMM34.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Politique de la ville et cohésion
sociale

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PAPPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Marie MASSART, Yvon PELLET, François RIO, Isabelle TOUZARD

Politique de la ville et cohésion sociale - Logement d'abord - Convention d'objectif biennale entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenant financier 2020 - Autorisation

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Le plan gouvernemental Logement d'abord a pour ambition de réduire significativement le sans-abrisme d'ici à la fin du quinquennat. La Métropole a été retenue en mars 2018 comme territoire de mise en œuvre accélérée à la suite de la réponse de la collectivité à l'appel à manifestation d'intérêt lancé par le Ministère de la cohésion des territoires.

Dans ce cadre, une convention pluriannuelle d'objectifs 2018-2019 a été conclue entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole, déterminant pour 2 ans des priorités de travail sous forme d'axes, et les moyens financiers alloués pour parvenir à la réalisation des actions conjointement décidées. Des engagements réciproques ont été définis permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs de l'hébergement, du logement et de l'insertion, et une meilleure articulation entre leurs interventions, au regard de leurs champs de compétences respectifs.

L'avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs qu'il s'agit d'approuver vise à préciser les modalités de financement des actions proposées pour la 3^{ème} année de mise en œuvre du plan Logement d'abord, tel que prévu à l'article 2.2.1 de la convention précitée.

Au titre de l'année 2020, l'Etat alloue à Montpellier Méditerranée Métropole une enveloppe globale de 260 000 euros, qui sera affectée notamment à la réalisation d'une action de prévention des expulsions sur saisine des bailleurs, au financement d'un poste de prospecteur de logements dans le parc privé au bénéfice des ressortissants du logement d'abord, à la réalisation d'actions d'insertion professionnelle des publics concernés, au financement d'un poste de médecin à mi-temps, ainsi qu'au financement d'une prestation d'évaluation de la démarche engagée depuis 2018.

Au titre de l'année 2020, en sus des crédits délégués par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole engage sur ses fonds propres un budget à hauteur de 106 500 euros, pour l'action de connaissance des publics du Logement d'abord, la réalisation d'actions d'insertion professionnelle des publics, le soutien à la Plateforme d'Accès aux Droits Liés à l'Habitat (ADLH) initiée par la Fondation Abbé Pierre, le soutien à l'association La Bulle - Douche Nomade pour son dispositif solidaire d'accès à l'hygiène, la formation des intervenants au Logement d'abord, et le financement du poste de chef de projet Logement d'abord.

S'ajoutent 250 000 € mobilisés par la Métropole sur les crédits du FSL pour les actions qui relèvent de ses attributions : accompagnement social et gestion de logements d'insertion.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet d'avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs 2018-2019 à intervenir entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2020,
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions et les appels à projets afférents ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-138831-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- avenant DDSC MMM 2020 valide etat.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Politique de la ville et cohésion
sociale

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michel ASLANIAN, Sébastien COTE, Stéphanie JANNIN, Marie MASSART, Yvon PELLET, François RIO, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER

Politique de la ville et cohésion sociale - Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes (FAJ3M) - Appel à projets 2020 - Attributions de subventions

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis le 1^{er} janvier 2018, Montpellier Méditerranée Métropole est compétente en matière de Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ3M). Ce dispositif vise à favoriser l'insertion sociale et/ou professionnelle des jeunes en grande difficulté et en situation de précarité âgés de 18 à 25 ans révolus. Il constitue un enjeu de lutte contre la précarité des jeunes sur le territoire métropolitain.

Le FAJ3M permet de financer à la fois des aides individuelles (905 jeunes bénéficiaires en 2019) et des actions collectives, ces dernières faisant désormais l'objet d'un appel à projets par délibération n°M2019-521. Le FAJ3M collectif permet d'accorder un soutien financier à des associations intervenant dans le domaine de l'insertion sociale et proposant des actions d'accompagnement spécifiques et ciblées pour des jeunes en difficulté.

Par délibération n°M2019-783 du 18 décembre 2019, le Conseil de Métropole a ainsi accordé des subventions à 9 associations pour un montant total de 80 750 € sur un budget global de 92 602 € en 2020.

Il est donc proposé au Conseil de soutenir, dans le cadre de cet appel à projets, 2 nouveaux projets portés par les associations suivantes :

- UNI'SONS : localisée à la Mosson sur le secteur des Hauts de Massane, l'association intervenant dans l'accès à la culture pour tous, propose de repérer et mobiliser 10 jeunes du quartier au travers de plusieurs chantiers citoyens coordonnés par l'association. Chaque jeune accompagné et encadré, au travers de sa participation dans plusieurs chantiers, pourra ainsi bénéficier d'un parcours personnalisé visant l'inclusion sociale. Il découvrira plusieurs métiers liés aux festivals (logistique, montage, démontage...) et contribuera ainsi à l'organisation de festivals d'envergure (Arabesques, Cinémed, Détours du Monde...). Il est proposé de soutenir l'association UNI'SONS à hauteur de 7 852 €.

- OCTOPUS EXPRESSION : l'association propose de mettre en place 2 ou 3 chantiers d'expression pour 10 à 12 jeunes éloignés de l'emploi. Ces chantiers permettent aux jeunes d'améliorer la communication verbale et non verbale dans la perspective d'entretiens d'embauche mais aussi de reprendre confiance en soi grâce à l'acquisition de techniques d'expression orale et la création de supports techniques. Il est proposé de soutenir l'association OCTOPUS EXPRESSION à hauteur de 4 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- d'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- de dire que les dépenses seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 934 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-142433-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_financement_AAP_20201599578598283 FAJ (002).pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

POLITIQUES SPORTIVES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Politiques sportives

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Lionel LOPEZ, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD

Politiques sportives - Natation et patinage scolaire - Conventions de partenariat - Année scolaire 2020-2021 - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses priorités d'action depuis plusieurs années, s'est engagée, en partenariat avec l'Education Nationale, à assurer l'apprentissage de la natation et du patinage pour les enfants des écoles primaires et des grandes sections maternelles.

Ainsi tous les élèves scolarisés dans les écoles primaires de Montpellier Méditerranée Métropole peuvent bénéficier de séances gratuites d'apprentissage, conduites en collaboration avec les enseignants de l'Education Nationale.

Pour réaliser ce programme ambitieux, conformément aux rythmes des temps scolaires dédiés et aux directives de l'Education Nationale, concernant chaque année plus de 20 000 enfants, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre des moyens matériels et humains conséquents avec ses 14 piscines, sa patinoire Végapolis et plus de quatre-vingt-quinze éducateurs sportifs.

S'agissant d'éducation physique et sportive pendant le temps scolaire, il convient de formaliser de façon conventionnelle pour chaque année scolaire, avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault, les champs de compétences, de responsabilités et d'interventions de chacune des deux parties.

La convention cadre proposée formalise notamment :

- les conditions générales de l'organisation des activités,
- le rôle, la responsabilité et l'agrément des intervenants,
- les conditions de sécurité,
- la durée (un an).

En accord avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault et conformément à l'évolution de la réglementation, les stagiaires des formations au Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport (BPJEPS) des activités aquatiques et de la natation et de l'UFR STAPS peuvent, durant leur période de stage, être mis en situation pédagogique durant les séances de natation scolaire, sous l'autorité des enseignants et le contrôle pédagogique des éducateurs territoriaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole met également des créneaux piscines, à disposition des collèges (Conseil Départemental), des lycées (Conseil Régional) et de l'Université de Montpellier, pour leur permettre d'effectuer des cycles de perfectionnement à la natation, s'inscrivant dans le cadre de leurs programmes pédagogiques respectifs en éducation physique et sportive.

A ce titre, des conventions sont formalisées avec le Conseil Départemental et les collèges, le Conseil Régional et les lycées, l'Université de Montpellier et le CREPS de Montpellier ainsi que les organismes privés de formation professionnelle, concernant plus particulièrement les modalités d'attribution, d'utilisation et de location des créneaux attribués dans le réseau des piscines.

L'ensemble de ces conventions s'inscrit dans le cadre des préconisations édictées par les ministères pour limiter la propagation du virus Covid-19 et dans le respect des protocoles sanitaires en vigueur dans les établissements aquatiques.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'autoriser l'accueil des scolaires et approuver les termes de la convention cadre à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Inspection d'Académie de l'Hérault ;
- d'autoriser l'accueil pédagogique des stagiaires BPJEPS et UFRSTAPS durant les séances de natation scolaire et approuver les termes des conventions à intervenir avec le CREPS, l'Université de Montpellier et les organismes privés de formation professionnelle préparant au BPJEPS ;
- d'approuver les termes des conventions de mise à disposition de créneaux horaires dans les piscines avec le Conseil Départemental de l'Hérault, le Conseil Régional Occitanie, l'Université de Montpellier, le CREPS de Montpellier, ainsi que organismes privés de formation professionnelle préparant au BPJEPS ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Christian ASSAF, M. Renaud CALVAT, M. Sophiane MANSOURIA, M. Hervé MARTIN, Mme Véronique NEGRET, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-139461-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention cadre avec IA 34
- 2020-2021_Convention_MMM-CD34_Utilisation collèges-piscines.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Politiques sportives

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD

Politiques sportives - Dispositif Carte Eté Jeunes (CEJ) - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole favorisent, depuis plusieurs années, à travers le dispositif « Carte Eté Jeunes (CEJ) », l'accès des jeunes à de nombreuses activités culturelles et sportives dans la Ville.

Dans ce cadre, la Ville de Montpellier met en œuvre une convention de partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole afin de définir et préciser les conditions d'accès préférentiels à certains sites culturels et sportifs de la Métropole.

La précédente convention arrivant à échéance, il est proposé de la renouveler afin de permettre d'intégrer dans ce dispositif « Carte Eté Jeunes (CEJ) » les entrées suivantes :

- une entrée à la Piscine Olympique d'Antigone,
- quatre entrées dans les autres piscines du réseau de la Métropole,
- une visite guidée individuelle « Collections permanentes » au musée Fabre.

Concernant la refacturation des accès aux piscines par Montpellier Méditerranée Métropole à la Ville de Montpellier, les tarifs de refacturation proposés correspondent aux tarifs préférentiels des carnets de 10 entrées enfants et pour les entrées supplémentaires, aux tarifs enfants unitaires.

Tarifs préférentiels réseau des piscines :

	Piscine Olympique	Autres piscines du réseau
Carnet 10 entrées	20,30 €	16,60 €
Entrée supplémentaire	2,40 €	2,20 €

Pour le Musée Fabre, les tarifs proposés par Montpellier Méditerranée Métropole pour la refacturation de ces visites, correspondent aux tarifs réduits visites guidées individuelles soit un montant de 5,50 € pour les jeunes de 12 à 29 ans.

La convention de partenariat est conclue pour une année, renouvelable tacitement pour 3 années supplémentaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'autoriser la signature de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville relative au renouvellement du dispositif « Carte Eté Jeunes » ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-142475-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet Convention CEJ 2020 Ville et 3M.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Politiques sportives

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD

Politiques sportives - Associations et clubs sportifs - Affectation de subventions - Conventions d'attribution - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Par délibération en date du 31 juillet 2020, le Conseil de Métropole a voté le budget primitif 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

Au regard de sa compétence en matière de sport de haut niveau, il est proposé de voter l'affectation des subventions de fonctionnement accordées aux structures sportives pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets.

Nom de la structure	Type	Objet	Montant
A.K Sport	Fonctionnement	Subvention au titre des actions développées par le club en matière d'accompagnement des sportifs de haut niveau ne disposant pas d'espaces de musculation et de préparation physique.	10 000,00 €
Montpellier Volley Université Club	Fonctionnement	Subvention complémentaire au titre de la saison sportive 2020-2021 au regard des résultats sportifs du club, notamment de son accession au parcours européen (CEV Cup 2020-2021).	60 000,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- d'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Patricia MIRALLES.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-142007-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Politiques sportives

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER

Politiques sportives - Stade de la Mosson "Mondial 98", Complexe sportif Yves-du-Manoir et Palais des sports René-Bougnol - Occupation temporaire du domaine public - Conventions de mise à disposition au Montpellier Hérault Sport Club, Montpellier Hérault Rugby et Montpellier Handball - Saison sportive 2019-2020 - Avenants relatifs à la redevance fixe d'occupation

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Conformément à la délibération n° 4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, devenu métropolitain avec la transformation de la Communauté d'Agglomération en Métropole au 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

Le Montpellier Hérault Sport Club (MHSC), le Montpellier Hérault Rugby (MHR) et le Montpellier Handball (MHB), clubs membres de l'élite dans leurs disciplines respectives, bénéficient chacun de la mise à disposition d'un équipement de Montpellier Méditerranée Métropole :

- le Stade de la Mosson « Mondial 98 » pour le MHSC ;
- le GGL Stadium du complexe sportif Yves-du-Manoir pour le MHR ;
- le Palais des sports René-Bougnol pour le MHB.

Des conventions d'occupation temporaire du domaine public prévoient les modalités de mise à disposition de ces équipements et règlent les obligations réciproques des clubs et de Montpellier Méditerranée Métropole.

En effet, en contrepartie de ces occupations du domaine public, les clubs s'acquittent d'une redevance fixe annuelle, qui prend en compte les avantages de toute nature dont ils bénéficient du fait de cette occupation. À cette redevance fixe s'ajoute une redevance variable établie en fin de saison sportive en fonction des recettes liées à l'exploitation des installations les jours de match.

Pour la période du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020, correspondant à la saison sportive 2019-2020, les redevances fixes d'occupation ont été arrêtées comme suit :

- pour la mise à disposition du Stade de la Mosson « Mondial 98 » au MHSC : 310 500 € HT (délibération n°M2018-253) ;
- pour la mise à disposition du GGL Stadium du complexe sportif Yves-du-Manoir au MHR : 275 000 € HT (délibération n°M2018-318) ;
- pour la mise à disposition du Palais des sports René-Bougnol au MHB : 145 000 € HT (délibération n°M2019-346).

Suite aux mesures gouvernementales prises dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19, les saisons sportives 2019-2020 de football, de rugby et de handball se sont achevées le 16 mars 2020.

Dans la continuité des mesures prises par Montpellier Méditerranée Métropole en faveur des entreprises pour soutenir durablement l'économie et l'emploi en complémentarité avec les aides gouvernementales, il convient d'adapter exceptionnellement les redevances fixes actées dans les trois conventions d'occupation temporaire du domaine public conclues avec le MHSC, le MHR et le MHB.

Dans ce contexte, il est proposé que les occupants soient exonérés à hauteur d'un trimestre de leur redevance fixe d'occupation.

Les nouveaux montants des redevances pour la saison 2019-2020 sont les suivants :

- pour la mise à disposition du Stade de la Mosson « Mondial 98 » au MHSC : 232 875 € HT ;
- pour la mise à disposition du GGL Stadium du complexe sportif Yves-du-Manoir au MHR : 206 250 € HT ;
- pour la mise à disposition du Palais des sports René-Bougnol au MHB : 108 750 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les avenants relatifs aux conventions de mise à disposition du Stade de la Mosson « Mondial 98 », du GGL Stadium du complexe sportif Yves-du-Manoir et du Palais des sports René-Bougnol ;
- de dire que les baisses de recettes correspondantes seront imputées sur le budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Mohed ALTRAD, M. Christophe BOURDIN, M. Serge GUISEPPIN.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-141950-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AOT SASP MRC 2018-2021 - Avenant n° 1 V02.docx

- AOT_SASU_MHSC_2018_2021__Avenant_n1 V02.docx

- AOT SAS MHB 2019-2020 - Avenant n° 1.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**RAYONNEMENT INTERNATIONAL ET COOPERATION
EUROPEENNE**



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Rayonnement international et
coopération européenne

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER

Rayonnement international et coopération européenne - Association Racines Sud - Attribution de subvention - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Racines Sud, créée en février 2006, est une association des occitans vivant à l'étranger. Elle a pour vocation de favoriser les contacts, les échanges, maintenir des liens privilégiés avec le territoire et encourager un éventuel retour. Elle fédère ses adhérents afin de promouvoir et de servir les intérêts de leur région d'origine. Elle est représentée dans plusieurs pays dont la Grande-Bretagne, l'Espagne, la Belgique, le Maroc, le Canada, les USA mais également en Chine, notamment à Shanghai.

L'association diffuse tous les mois auprès de ses 1 200 adhérents et son réseau d'entreprises à l'international, une newsletter qui annonce ses actions, ses déplacements mais également qui informe les expatriés des rendez-vous à ne pas manquer. A travers son site Internet, elle met en lumière des actions économiques, culturelles, patrimoniales et touristiques. Elle accompagne les étudiants sur leurs projets de mobilité internationale, elle favorise l'export des start-up et TPE. Elle contribue à l'attractivité du territoire métropolitain.

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une politique d'internationalisation, reconnue sur le plan économique, depuis plusieurs années. Elle vise à accompagner les entreprises dans leur prise de contact avec les marchés étrangers afin de multiplier leurs potentiels de développement. En complément et afin de renforcer la visibilité et l'attractivité de sa destination, Montpellier Méditerranée Métropole organise régulièrement des actions de promotion touristique à l'internationale. En ce sens, il nous apparaît opportun de pouvoir entretenir et développer des réseaux de professionnels et d'expatriés, comme notamment celui de l'association Racines Sud.

Il est donc proposé de soutenir les actions de l'association Racines Sud au titre de l'année 2020, par l'attribution d'une subvention de 7 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider de l'affectation d'une subvention de 7 000 € à l'association Racines Sud ;
- de prélever cette somme sur les crédits inscrits dans le budget de la Direction de l'Attractivité et des Relations Internationales ;
- d'approuver la lettre d'engagement et la convention type ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Clare HART.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-135452-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Fonctionnement MMM 2020.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES HUMAINES ET DIALOGUE SOCIAL



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources humaines et dialogue
social

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER

Ressources humaines et dialogue social - Dispositions spécifiques liées à la crise sanitaire - Création des Autorisations Spéciales d'Absences (ASA) crise sanitaire et modalités de report des congés 2019 et 2020 - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

L'article 59 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale prévoit que des fonctionnaires en position d'activité peuvent être autorisés à s'absenter de leur service dans un certain nombre de cas dans le cadre d'une Autorisation Spéciale d'Absence (ASA).

Durant la période de la crise sanitaire, les agents qui n'étaient pas concernés par le Plan de Continuité d'Activité (PCA) ont dû être placés en ASA pour garde d'enfants, isolement, ou pour raisons pathologiques.

Les agents en ASA ont bénéficié de l'intégralité de leur rémunération ainsi que du maintien de leurs droits à avancement et retraite. En revanche, les ASA liées à la crise sanitaire, constituant une dérogation à l'obligation de service et de temps de travail, ne génèrent ni jours de réduction du temps de travail (RTT) ni obtention de tickets restaurant (TR).

En revanche, les ASA, comme le travail collaboratif à distance ou les arrêts maladie, ouvrent droit à des jours de congés payés.

Conformément aux dispositions du décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux, « *Tout fonctionnaire territorial en activité a droit, dans les conditions et sous les réserves précisées aux articles ci-après, pour une année de service accompli du 1^{er} janvier au 31 décembre, à un congé annuel d'une durée égale à cinq fois ses obligations hebdomadaires de service. Cette durée est appréciée en nombre de jours effectivement ouverts* ». L'article 5 de ce décret prévoit cependant que « *Sous réserve des dispositions de l'article précédent, le congé dû pour une année de service accompli ne peut se reporter sur l'année suivante, sauf autorisation exceptionnelle donnée par l'autorité territoriale. Un congé non pris ne donne lieu à aucune indemnité compensatrice* ».

Afin de ne pas pénaliser l'activité des services dans le cadre de la reprise d'activité à compter du 11 mai 2020 suite à la période de confinement, il a été proposé de repousser la date de report des congés. Ainsi concernant les congés 2019, conformément à la note de service du 25 mai 2020, la date de report des congés 2019 a été repoussée du 30 avril 2020 au 31 août 2020.

Concernant les congés de l'année 2020, il convient de préciser que le nombre maximal de jours reportables d'une année sur l'autre, au nombre de 7 sera porté à 14 jours. La date limite de consommation de ces congés reportés sera également repoussée du 30 avril 2021 au 30 juin 2021.

Ces deux mesures n'ont pas vocations à être pérennes et ne s'appliqueront que pour les congés de l'année 2020.

Les présentes dispositions ont fait l'objet d'un avis favorable du Comité Technique réuni le 19 mai 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la création d'une Autorisation Spéciale d'Absence (ASA) permettant de gérer les absences liées à la crise sanitaire ;
- d'approuver le report de la date des congés 2019 au 31 août 2020 ;
- d'approuver pour les congés 2020 l'augmentation du nombre de jours reportables à 14 et de repousser la date limite de report au 30 juin 2021 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-134949-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources humaines et dialogue
social

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Genès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle TOUZARD

Ressources humaines et dialogue social - Recours à l'apprentissage - Autorisation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait régulièrement appel à des centres de formation afin de pouvoir accueillir des apprentis au sein de ses directions. Ce dispositif permet d'envisager au terme de leur formation, une intégration dans les effectifs de la Métropole, et contribue ainsi à la formation professionnelle de ces jeunes au sein du bassin d'emplois.

Le dispositif d'apprentissage permet d'anticiper des besoins de recrutement ou d'apports réguliers d'innovation et répond également à un objectif de mission de service public par le soutien à l'emploi et à la qualification des jeunes.

Il permet à des personnes âgées de 16 à 25 ans (sans limite d'âge concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une collectivité. Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre.

L'apprentissage présente un intérêt certain pour les jeunes accueillis et notamment ceux en situation de handicap en leur proposant un mode d'insertion professionnelle durable grâce à l'obtention d'un niveau de qualification et une expérience adaptée.

Il est demandé au Conseil de la Métropole l'autorisation de créer sept postes d'apprentis pour l'année scolaire 2021/2022.

Le choix des apprentis sera réalisé par la collectivité.

Le maître d'apprentissage sera inscrit à la formation dispensée par le CNFPT et bénéficiera de la Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) de 20 points d'indice supplémentaire permettant ainsi la reconnaissance de leur investissement et de leur responsabilité.

Ce dispositif pourra être reconduit d'une année supplémentaire en cas de redoublement d'un apprenti.

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault et le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique accompagnent sur les plans financier, administratif et technique, les collectivités territoriales dans l'intégration d'apprentis bénéficiant de la reconnaissance travailleur handicapé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- de recourir au contrat d'apprentissage et de conclure dès la rentrée scolaire 2020/2021 sept contrats d'apprentissage conformément au tableau suivant et dans les conditions exposées :

Département	Direction	Service	Nombre de postes	Diplôme préparé	Durée de la formation
Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique	Direction des Relations Informatiques	Assistance aux Utilisateurs	1	Bachelor Responsable en Ingénierie Système et réseaux	1 an
Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique	Direction des Relations Informatiques	Exploitation	1	Licence PRO ASUR	1 an
Direction Générale	Mission Coordination interne et Vie de l'Intercommunalité		1	Master 2 marketing vente	1 an
Département Administration Générale et Finances	Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	Affaires Juridiques	1	BTS Assurances	2 ans
Département Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de l'Eau et l'Assainissement	Risques pluvial et inondation	1	Ingénieur EGC	3 ans
Département Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction Technique Appui aux Territoires	Bureau Technique Coordination des Politiques d'Exploitation et de Gestion	1	Licence PRO	1 an
Département Développement et Aménagement durables du Territoire	Direction Transition Energétique et Ecologique	Pôle Environnement	1	Master 2 management de la transition écologique et de l'économie circulaire	1 an

- d'inscrire les dépenses au budget de personnel :

Directions	Chapitres	Fonctions/ sous fonctions
Direction des Relations Informatiques	930	020-0
Mission Coordination interne et Vie de l'Intercommunalité	930	020-0
Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique	930	020-0
Direction de l'Eau et l'Assainissement	Budget 3 Assainissement 012	
Direction Appui Technique aux Territoires	938	845
Direction Transition Energétique et Ecologique	935	510

- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les contrats d'apprentissage ainsi que les conventions conclues avec les centres de formation d'apprentis ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-135476-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources humaines et dialogue
social

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI

Ressources humaines et dialogue social - Modification du tableau des emplois et des effectifs

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs de la manière suivante :

1) Postes non permanents :

Il est proposé de créer un emploi non permanent conformément au décret n°2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique pris en application de l'article 17 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique. Il s'agit d'un emploi de catégorie B dans la filière technique (Technicien territorial), au sein de la Direction des mobilités, afin de mener à bien le projet ou l'opération identifiée suivante :

Dans le cadre de la réalisation de la ligne 5 de Tramway, le projet nécessite de piloter des études et des travaux de reprise de plateforme et de représenter le maître d'ouvrage auprès des propriétaires riverains et commerçants de cette ligne 5. Il sera également nécessaire d'assurer un rôle d'interface avec le Mandataire et les autres Directions de la Métropole (proximité espaces publics, eau et assainissement, propreté et valorisation des déchets).

Le contrat prendra fin lors de la réalisation du projet ou de l'opération susmentionnée ou après un délai d'un an minimum si l'opération ne peut pas être réalisée. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevée au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

L'agent assurera à temps complet les fonctions de Coordinateur technique et chargé d'opérations, en assistance auprès du Chargé de projets Tramway TCSP.

L'agent devra justifier d'un niveau d'étude Bac +2 / +3 dans le domaine du VRD, des transports ou de l'aménagement.

Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire du cadre d'emplois concerné, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

2) Postes permanents :

I- Créations de postes :

En application du décret 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne temps et à la délibération du Conseil en date du 31 janvier 2005 modifiée par délibération du 28 septembre 2010, les congés pris au titre du droit à congés épargnés sont assimilés à une période d'activité.

Le Directeur Général des Services étant amené à bénéficier de tels congés, il convient, afin de garantir le bon fonctionnement de l'administration de la Métropole et de la Ville de Montpellier de créer un second emploi fonctionnel de Directeur Général des Services, et ce strictement pour la durée du congé.

Il est donc nécessaire, de créer au tableau des effectifs le poste mentionné dans l'annexe 1 ci-jointe.

II- Transformations de postes :

Les emplois permanents qui connaissent une évolution substantielle nécessitant une suppression / création, après avis du Comité Technique du 18 juin 2020, sont mentionnées dans l'annexe 2 ci-jointe.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents transformés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Il sera fait application des mêmes conditions et niveaux requis que celles énumérées dans le paragraphe IV « Confirmations de postes » de la présente délibération.

III- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Les emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emplois d'accès aux postes, après avis du Comité Technique du 18 juin 2020, sont mentionnés dans l'annexe 3 ci-jointe.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents réajustés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Il sera fait application des mêmes conditions et niveaux requis que celles énumérés dans le paragraphe IV « Confirmations de postes » de la présente délibération.

IV- Suppressions de postes :

Les emplois permanents supprimés, après avis du Comité Technique du 18 juin 2020, sont mentionnés dans l'annexe 4 ci-jointe.

V- Confirmations de postes :

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'annexe 5 ci-jointe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, transformations, des mises en conformité, des suppressions et des confirmations de postes cités en annexes ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, Budget Principal, chapitre 930, 931, 933, 935, 936, 937 et 938 et les budgets annexes ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 23/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-134953-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 23/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1 Créations de postes
- Annexe 2 Transformations de postes
- Annexe 3 Mise en conformité
- Annexe 4 Suppressions de postes
- Annexe 5 Confirmations de postes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

SANTE, RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR



Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Santé, recherche et enseignement supérieur

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARISSON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphanie JANNIN, Jean-Luc SAVY, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER

Santé, recherche et enseignement supérieur - Enseignement supérieur et recherche - CPER 2015-2020 - Conventions de partenariat avec l'Université de Nîmes (projet Collège Doctoral), l'Université de Perpignan Via Domitia (projet Pepites LR) et l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 (projet Maison des Sciences de l'Homme) - Attribution de subventions

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Les universités et les organismes de recherche présents sur le territoire de l'académie de Montpellier avaient décidé de contribuer collectivement, en tant que membres, associés ou partenaires à la création de la Communauté d'Universités et d'Etablissements Languedoc-Roussillon Universités (ComUE - LR), établissement public portant communément le contrat pluriannuel de site 2015-2019 dans l'académie de Montpellier et favorisant la mise en place de projets fédérateurs ambitieux, orientés autour de la recherche, mais également de la formation, de l'international, et plus généralement autour de toutes les formes d'interactions avec la société.

Suite à la dissolution de la ComUE - LR au 31 décembre 2019, les activités et services ont été répartis entre les établissements universitaires de la Région Occitanie et notamment : l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, l'Université de Perpignan Via Domitia et l'Université de Nîmes. La répartition du portage des différents projets est effective depuis le 1^{er} janvier 2020.

Montpellier Méditerranée Métropole a soutenu la ComUE-LR dans son fonctionnement depuis sa création et a inscrit également les projets suivants au Contrat de Plan Etat Région (CPER) 2015-2020 pour lesquels sont fléchés des co-financements de la collectivité :

Maison des Sciences de L'Homme Sud

L'Université Paul-Valéry Montpellier 3 porte désormais la Maison des Sciences de L'Homme Sud (MSH Sud), un lieu où se co-construisent les sciences, toutes les sciences, dans une perspective à la fois théorique et pratique, disciplinaire et interdisciplinaire, épistémologique et participative, ce qui place les Sciences Humaines et Sociales au cœur de la démarche scientifique envisagée.

Il s'agit également d'un lieu de structuration et de synergie pour la communauté scientifique, ouvert aux échanges scientifiques nationaux et internationaux ; un lieu pour toutes les formes de transmission, depuis la formation des jeunes chercheurs (doctorants et post-doc, en lien avec le Collège doctoral) jusqu'à l'élaboration d'outils de vulgarisation, en passant par la recherche-action participative et les transferts en direction des mondes socio-économiques, dans les Nords comme dans les Suds.

La MSH Sud est également une interface connue et reconnue entre la communauté scientifique du site, les orientations stratégiques prioritaires définies par les collectivités territoriales (agroécologie, transition énergétique, eau, innovation sociale et entrepreneuriale, numérique, durabilité des patrimoines et du tourisme, thérapies innovantes...) et les stratégies nationale et européenne de la Recherche (SNR et H2020), tout particulièrement autour des défis du changement climatique, de la gestion des ressources, de l'alimentation, et des sociétés innovantes, intégratives et réflexives.

La MSH Sud se veut également un lieu d'incubation efficace pour des équipes-projets, en vue notamment d'appels à projets nationaux, européens ou mondiaux, ou d'une valorisation socioéconomique plus directe recherche-action de même qu'une approche globale et intégrée de la valorisation.

Dans ce cadre et conformément aux engagements de Montpellier Méditerranée Métropole au titre du CPER 2015-2020, il est proposé d'attribuer à l'Université Paul Valéry – Montpellier 3 une subvention de 75 000 € pour l'année 2020.

Pôle Étudiant pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat du Languedoc-Roussillon (PEPITE-LR)

L'Université de Perpignan Via Domitia porte désormais le Pôle Étudiant pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat du Languedoc-Roussillon. PEPITE-LR a pour rôle de promouvoir la culture entrepreneuriale auprès de tous les étudiants du territoire et de les orienter dans leur projet de création ou de reprise d'entreprise. L'une des missions de PEPITE-LR est de délivrer le Statut national Étudiant-Entrepreneur, mis en place par le gouvernement, et de gérer le Diplôme d'Etablissement Étudiant-Entrepreneur (D2E).

Le statut national Etudiant-Entrepreneur permet aux étudiants et aux jeunes diplômés d'élaborer un projet entrepreneurial dans un PEPITE. Le diplôme d'Etudiant-Entrepreneur a pour objectif de fournir un cadre administratif et un double accompagnement pédagogique individualisé (un enseignant et un professionnel) à l'étudiant-entrepreneur. Pour intégrer ce diplôme, il faut avoir un projet de création d'activité.

Ce diplôme offre exclusivement de l'accompagnement et à la rentrée, 2 jours de coaching intensif dans le cadre de CREAMIZ, organisé en lien avec le Bic de Montpellier Méditerranée Métropole.

Une des missions de PEPITE est également de promouvoir la culture entrepreneuriale auprès des étudiants, de les pré-accompagner dans leur projet de création ou de reprise d'entreprise, de leur présenter l'entrepreneuriat comme vecteur d'insertion professionnelle et ainsi favoriser la création d'entreprises. PEPITE-LR est l'acteur incontournable de l'entrepreneuriat étudiant en région Languedoc-Roussillon. PEPITE-LR réunit 8 établissements d'enseignement supérieur de la Région Occitanie.

Considérant l'intérêt de ce dispositif en faveur de l'entrepreneuriat étudiant, en lien avec la politique de développement économique et d'innovation conduite depuis des années par Montpellier Méditerranée Métropole, il est proposé d'attribuer à l'Université de Perpignan Via Domitia une subvention de 10 000 € pour l'année 2020.

Collège Doctoral Languedoc-Roussillon

Enfin, le Collège Doctoral Languedoc-Roussillon, désormais porté par l'Université de Nîmes, vient en soutien des écoles doctorales de l'Académie de Montpellier pour favoriser l'insertion professionnelle des doctorants et valoriser le diplôme du doctorat.

Il s'adresse aux Doctorants des établissements suivants : l'Université Paul Valéry Montpellier, l'Université de Perpignan Via Domitia, l'Université de Nîmes, SupAgro Montpellier, l'Ecole Nationale Supérieure de Chimie de Montpellier, l'Ecole des Mines d'Alès.

Le Collège Doctoral se veut être un lieu d'échange de pratiques pour les Ecoles Doctorales, qui propose aux doctorants des formations transversales, évitant ainsi les redondances et permettant aux Ecoles de cibler leurs actions et focaliser leur énergie sur leur spécificité thématique, de proposer des formations et d'organiser des actions carrières et emploi visant à favoriser la poursuite de l'insertion professionnelle des doctorants.

La méconnaissance des compétences des docteurs ainsi que des aides à l'emploi des jeunes chercheurs dans ces différentes structures est un frein à leurs embauches. Le Collège Doctoral Languedoc-Roussillon agit donc auprès des collectivités, des Institutions et des entreprises en faisant mieux connaître le doctorat et en favorisant les rencontres de l'ensemble de ces acteurs.

Dans ce cadre et conformément aux engagements de Montpellier Méditerranée Métropole au titre du CPER 2015-2020, il est proposé d'attribuer à l'Université de Nîmes une subvention de 15 000 € pour l'année 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes des conventions annexées à la présente délibération ;
- d'approuver l'attribution à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 d'une subvention de 75 000 € pour l'année 2020 ;
- d'approuver l'attribution à l'Université de Perpignan Via Domitia d'une subvention de 10 000 € pour l'année 2020 ;
- d'approuver l'attribution à l'Université de Nîmes d'une subvention de 15 000 € pour l'année 2020 ;
- de dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions d'attribution de subventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence BRAU, Mme Clara GIMENEZ, Mme Véronique NEGRET.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-134724-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Univ Nimes (College doctoral)
- Convention 2020 UPV - Montpellier3 (MSH)
- Convention 2020 UPVD (Pepites LR)

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

TOURISME, ATTRACTIVITE ET CONGRES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Tourisme, attractivité et congrès

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUUL, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Véronique NEGRET, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD

Tourisme, attractivité et congrès - Soutien à l'association AFIVAM pour l'organisation du What A Trip Heyme Festival 2020 - Convention - Autorisation de signature

Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent renouveler leur soutien à la 4^{ème} édition du festival WAT ! (What A Trip Heyme festival).

Ce partenariat, qui s'articule autour d'un soutien en logistique en organisation et en communication répond à l'objectif de soutenir le rayonnement du territoire métropolitain au niveau national, mais aussi à l'international.

Le WAT Heyme festival est une manifestation autour des films de voyages et d'aventures née à Montpellier en 2017. Le festival permet à toute la communauté des voyageurs de France de se rencontrer et de se retrouver lors d'un évènement unique et fédérateur. Pendant 3 jours (du 24 au 27 septembre 2020), le festival rassemblera projections-rencontres, expositions gratuites dans l'Ecusson, concerts, conférences, ateliers et village du voyage.

Autour de Caroline De Salvo, présidente du jury 2020, et présentatrice de l'émission « Faut pas rêver », un collège de 6 professionnels issus du monde du voyage et de l'aventure sera chargé de départager 12 films en compétition officielle.

Compte tenu de la pandémie du COVID-19, des mesures ont été prises afin d'assurer la sécurité sanitaire de tous : limitation de la jauge public sur le village et dans les salles avec mesures de distanciation, diffusion en streaming via internet, mise à disposition de distributeurs de gel hydro alcoolique sur l'ensemble des sites, mise en œuvre du système « cashless ».

Ce festival, qui rassemble de nouveaux talents et de nouvelles passions, trouve un écho au-delà des frontières naturelles du territoire de la Métropole. En cohérence avec les valeurs de sobriété écologique et de responsabilité sociétale, le WAT Heyme Festival est un évènement important pour le territoire de Montpellier.

A ce titre, la Métropole et la Ville de Montpellier souhaitent accompagner et promouvoir le développement de ce festival par un soutien logistique, en organisation et en communication valorisé à hauteur de 70 550,80 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de métropole :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat avec le WAT Heyme Festival ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-135134-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention WAT A Trip Festival

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**TRANSITION ECOLOGIQUE ET SOLIDAIRE,
BIODIVERSITE, ENERGIE, AGROECOLOGIE ET
ALIMENTATION**



Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transition écologique et solidaire, biodiversité, énergie, agroécologie et alimentation

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-Pierre RICO, Isabelle TOUZARD

Transition écologique et solidaire, biodiversité, énergie, agroécologie et alimentation - Convention entre la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation d'une animation dans le cadre de la journée Nationale Qualité de l'Air 2020

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Classée cancérigène pour l'homme en 2013, la pollution de l'air est responsable de 48 000 décès prématurés par an d'après une évaluation de l'Agence Nationale de Santé publique publiée en juin 2016. Les polluants atmosphériques sont aujourd'hui principalement issus du transport (notamment routier) et du chauffage (en particulier dans le secteur résidentiel).

L'aire urbaine de Montpellier qui couvre 115 communes, et regroupe 589 610 habitants (INSEE 2014), soit plus de la moitié de la population du Département de l'Hérault, figure parmi les zones françaises concernées par le non-respect des normes sanitaires fixées par la directive européenne n°2008/50/CE. Malgré une amélioration progressive globale de la qualité de l'air, ATMO Occitanie, association agréée par l'État pour la surveillance de la qualité de l'air, constate des dépassements chroniques des seuils réglementaires en ce qui concerne la pollution au dioxyde d'azote (NO₂) sur une voire deux des stations de mesure parmi les dix composant le dispositif de surveillance de la Métropole.

Aujourd'hui, en raison des faibles dépassements constatés ces deux dernières années, Montpellier n'est plus ciblée par le contentieux national qui concerne encore Grenoble, Lyon, Strasbourg, Reims, Marseille-Aix, Toulouse, Paris, et Fort-de-France. Néanmoins, la Métropole reste concernée par le contentieux européen pour non-respect des valeurs réglementaires fixées pour le dioxyde d'azote.

Dans ce contexte, le mercredi 16 septembre 2020 aura lieu la 6^{ème} Journée Nationale de la Qualité de l'Air. Cette manifestation est destinée à sensibiliser le grand public et communiquer sur les bonnes pratiques pour lutter contre la pollution de l'air par le biais de conférences, portes-ouvertes, expositions, expérimentations, jeux, etc. Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de lutte contre la pollution de l'air, consciente de ces effets sur la santé et soucieuse d'améliorer le cadre de vie des citoyens, s'est engagée depuis plusieurs années dans la mise en œuvre du Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA) adopté en octobre 2014 par le Préfet de l'Hérault. En mai 2018, la Métropole a d'ailleurs complété les orientations du PPA en approuvant, sa « Feuille de Route pour la Qualité de l'Air » ; soit 18 actions supplémentaires à mettre en œuvre à l'horizon 2022. Par ailleurs, elle s'est également engagée à mettre en œuvre, à brève échéance une « zone à faibles émissions ».

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite participer à cette Journée Nationale de la qualité de l'Air 2020 en proposant un stand de sensibilisation du grand public à la qualité de l'air conçu et animé en partenariat avec ATMO Occitanie et le CPIE APIEU Territoires de Montpellier, le vendredi 18 et le samedi 19 septembre 2020 sur l'Esplanade à Montpellier.

Cette manifestation s'inscrira également dans le cadre de la semaine de la Mobilité où la Métropole propose des stands animés par TaM pour mieux faire connaître les nouvelles dispositions concernant la gratuité des transports publics et la société « Two Roule » pour sensibiliser sur le bon usage des trottinettes et autres engins outils de mobilité individuelles.

Le stand dédié à la qualité de l'air proposera au « grand public » :

- une présentation du dispositif régional de surveillance de la qualité de l'air,
- des activités ludoéducatives pour les enfants et les parents pour informer sur les problèmes de santé liés à pollution de l'air et sur les solutions d'amélioration de la qualité de l'air,
- un jeu de rôle sur le thème de la pollution urbaine d'origine automobile,
- l'illustration des bonnes pratiques existantes pour améliorer notre qualité de l'air au quotidien, notamment les Carapattes et Caracycles de Montpellier.

Répondant à l'appel à projets « Air » lancé par la DREAL Occitanie auprès des collectivités, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite bénéficier pour se faire d'une subvention de 1 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- approuver le projet de convention relatif à la mise en œuvre de cet événement dans le cadre de cette Journée Nationale de la Qualité de l’Air ;
- autoriser la perception de la subvention de la DREAL d’un montant de 1 000 € ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 935 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-142430-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention JNQA 2020-15.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transition écologique et solidaire,
biodiversité, énergie, agroécologie
et alimentation

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Clare HART, Jean-Pierre RICO, Mikel SEBLIN, Isabelle TOUZARD

Transition écologique et solidaire, biodiversité, énergie, agroécologie et alimentation - Attribution de subvention à l'Agence Locale de l'Énergie et du Climat (ALEC) au titre du projet Rénov'Energie pour l'année 2020 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La rénovation énergétique de l'habitat privé constitue un enjeu phare pour le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Aussi, la collectivité a souhaité mettre en place une Plateforme Territoriale de Rénovation Énergétique des logements privés, nommée Rénov'Energie. Ce service vise à renforcer l'accompagnement des particuliers et des copropriétés qui souhaitent entreprendre des travaux de rénovation énergétique de leur logement.

L'objectif est d'initier une dynamique pour massifier les rénovations énergétiques. L'Agence Locale de l'Énergie et du Climat Montpellier Méditerranée Métropole (ALEC – code association 4301) a été identifiée comme partenaire principal de Rénov'Energie et assure à ce titre les missions d'accompagnement, de conseil et d'animation auprès du grand public.

Le dispositif Rénov'Energie bénéficie du soutien financier de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) pour une période de 3 ans (avril 2018 – mars 2021) et a été approuvé par délibération du Conseil de Métropole n°14681 en date du 28 juin 2017. Ce programme prévoit une montée en puissance des objectifs de rénovation de logements et moyens associés, ces derniers étant précisés annuellement dans le cadre de conventions avec l'ALEC, soumises à délibération du Conseil de Métropole.

Sur la troisième année de fonctionnement, conformément à la délibération initiale du 28 juin 2017, il est ainsi prévu d'accompagner 600 logements dans leurs démarches jusqu'à la réalisation de travaux de rénovation énergétique. Les moyens humains nécessaires à l'accompagnement de ces ménages sont évalués à 3 Equivalents Temps Pleins (ETP), soit une subvention d'un montant de 178 750 € à verser à l'ALEC.

Par délibération n°MD2019-786 du 18 décembre 2019, le Conseil de métropole avait voté une subvention de 123 750 € à l'ALEC, pour l'animation de la plateforme Rénov Energie. Il y a donc nécessité de compléter cette subvention par un montant supplémentaire de 55 000 € et de signer l'avenant correspondant à la convention 2020, afin de répondre aux objectifs fixés dans la délibération cadre du 28 juin 2017.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider de l'affectation d'une subvention complémentaire de 55 000 € à l'ALEC pour l'animation de la plateforme Rénov Energie pour l'année 2020 ;
- d'approuver l'avenant à la convention signée avec l'ALEC pour l'année 2020 ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, tous chapitres ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Jean-François AUDRIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Coralie MANTION, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-133472-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant_ALEC_SubventionRenovEnergie_24_07_2020_ILV1595578757121.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transition écologique et solidaire,
biodiversité, énergie, agroécologie
et alimentation

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Clare HART, Jean-Pierre RICO, Mikel SEBLIN, Isabelle TOUZARD

Transition écologique et solidaire, biodiversité, énergie, agroécologie et alimentation - Filières à bas niveaux d'impacts (FIBANI) - Dépôt de candidature à un appel à projets en vue de l'obtention d'une subvention - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a défini en 2014 une politique stratégique agroécologique et alimentaire visant à répondre aux 5 finalités suivantes :

- offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre,
- soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire,
- préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles,
- limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter face au changement climatique,
- favoriser la cohésion sociale, en soignant le lien avec la nature, les liens entre ville et campagne.

L'efficacité de cette démarche nécessite d'œuvrer en transversalité avec la politique de gestion intégrée de l'eau, et en particulier la lutte contre la pollution, compétence statutaire adoptée par délibération n°M2018-427 de juillet 2018.

Dans ce cadre, il est important d'accompagner la transition agroécologique des territoires par le développement de nouvelles filières agricoles ayant peu d'impact sur l'environnement et en particulier sur la ressource en eau tout en satisfaisant un objectif de rentabilité suffisante aux exploitations. Au-delà de ces deux enjeux clés qui sont l'environnement et la viabilité économique, il s'agit aussi d'enclencher une réflexion sur des cultures adaptées aux phénomènes de changements climatiques et répondant à l'enjeu alimentaire de la Métropole.

En effet, après l'épisode de crise sanitaire que nous venons de traverser, l'accroissement de la résilience alimentaire des territoires est un enjeu crucial.

Les cultures bas niveau d'impact peuvent être :

- des cultures conduites suivant un mode de production peu impactant pour la ressource en eau (mode de production biologique, pratique de désherbage alternatif aux pesticides, productions certifiées Haute Valeur Environnementale...);
- des cultures intrinsèquement peu impactantes pour la ressource en eau.

La Métropole porte un projet d'action publique visant les objectifs évoqués précédemment par l'implémentation du projet « FIBANI », pour Filières Locales Bas Niveau d'Impacts. De par sa nature transversale, ce projet est porté par la Direction de l'Eau et l'Assainissement en appui avec les autres directions impliquées dans la politique agroécologique et alimentaire (Direction de la Transition Énergétique et Écologique et Direction Développement Économique Emploi et Insertion).

Il s'agit d'accompagner la réflexion de l'opportunité d'émergence de nouvelles filières agricoles sur le territoire qui répondraient à 3 grands enjeux :

- Reconquérir et préserver la qualité de l'eau ;
- Accompagner le développement agricole et renforcer la résilience alimentaire en cohérence avec la stratégie de la politique agroécologique et alimentaire ;
- Faire face aux changements climatiques et ses conséquences sur les exploitations aux filières « classiques ».

Le projet FIBANI a connu une première phase il y a quelques mois ayant permis de déboucher sur une étude complète identifiant les filières agricoles opportunes pour un développement sur la Métropole. Cet état des lieux prospectif a permis d'identifier plusieurs productions, faisables au plan agronomique, économiquement viables et socialement acceptables.

La deuxième phase de ce projet consiste à animer la démarche sur les territoires en rencontrant les agriculteurs, et plus généralement les acteurs des filières pour faire part des résultats de l'état des lieux de FIBANI 1. L'enjeu est de pouvoir susciter de l'intérêt pour faire émerger ensuite des initiatives autour de la création de ces filières. La concertation, l'accompagnement et le conseil sont des étapes-clé dans la pose de ces premières pierres d'une filière de produits agricoles.

Cette deuxième phase se déroulera sur deux années avec un marché de prestation de services (2021-2023).

Une gouvernance avec de nombreux acteurs pilotera ce projet d'ingénierie territoriale. Ce projet est évalué à 170 000 euros, dont une partie subventionnable par deux financeurs que sont l'Union Européenne (à travers le FEADER géré par la Région Occitanie) et l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse.

La Région Occitanie, en tant qu'autorité de gestion des fonds européens agricoles, est un financeur clé des politiques agricoles territoriales via le PDR (Programme de Développement Rural). Une des mesures de ce dernier rend éligible le projet FIBANI 2 à une subvention. En l'occurrence, la mesure 16.7 vise à accompagner des projets conciliant le maintien d'une agriculture diversifiée et à forte valeur ajoutée, dans un contexte de changement climatique, de tensions sur la ressource en eau et de préservation de la qualité des milieux aquatiques. Cette mesure se présente sous la forme d'un appel à projets dont les collectivités peuvent être candidates.

Dans le cadre de son onzième programme d'intervention, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse soutient l'action de reconquête de la qualité de l'eau par le développement de filières à bas niveau d'intrants. Ainsi elle rend éligible à des financements le projet FIBANI. L'Agence intervient via la mesure 16.7 du FEADER, en tant que co-financeur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de candidater à l'appel à projets 2020 du programme de développement rural du Languedoc Roussillon 2014-2020, sur le Type d'Opération 16.7 « ingénierie territoriale-Volet Eau » auprès de la Région Occitanie ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'eau potable, chapitre 11 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. René REVOL.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-134557-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transition écologique et solidaire,
biodiversité, énergie, agroécologie
et alimentation

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Clare HART, Jean-Pierre RICO, Mikel SEBLIN, Isabelle TOUZARD

Transition écologique et solidaire, biodiversité, énergie, agroécologie et alimentation - Partenariats 2020 - Attribution de subventions - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La délibération cadre n°13043 du Conseil communautaire du 29 juin 2015 définit les objectifs et la feuille de route de la politique agroécologique et alimentaire (P2A) de la collectivité.

Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une politique agroécologique et alimentaire volontariste qui vise cinq finalités :

- Offrir une alimentation saine et locale au plus grand nombre ;
- Soutenir l'économie et l'emploi agricole et agroalimentaire ;
- Préserver le patrimoine paysager et les ressources naturelles ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre et s'adapter au changement climatique ;
- Favoriser la cohésion sociale en soignant le lien avec la nature et celui entre ville et campagne.

Afin d'atteindre ces objectifs, la P2A se décline en 6 axes opérationnels :

1. Consolider le tissu des fermes agro-écologiques en vente directe ;
2. Favoriser l'approvisionnement durable de la ville et limiter le gaspillage alimentaire ;
3. Mobiliser les citoyens en faveur de la transition agroécologique ;
4. Soutenir les entreprises innovantes agroalimentaires et de services à l'agriculture ;
5. Promouvoir la diversité des produits emblématiques du territoire et développer l'agri et l'œnotourisme ;
6. Construire une démarche cohérente d'intégration de l'agriculture dans les projets d'aménagement.

Pour relever ces défis « de la fourche à la fourchette », Montpellier Méditerranée Métropole souhaite soutenir la vitalité des acteurs locaux. En effet, le dynamisme des acteurs est un moteur essentiel du développement (économique, écologique et social) du territoire vers un système alimentaire durable. Chaque année, la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent au développement d'un système alimentaire durable. Pour aider ces partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets en 2020, en particulier dans le cadre de la crise sanitaire, il y a lieu de leur allouer des subventions suivant le tableau ci-dessous pour un total de 80 500 euros :

N° de dossier	Structure	Object de la structure	Projet	Montant proposé 2020
DDEE-000729	Agropolis International	Favoriser les activités du pôle scientifique agriculture, alimentation, environnement, biodiversité, en mettant en œuvre toutes actions collectives contribuant à accroître la visibilité et l'attractivité de ce pôle à l'international, dans les domaines de la recherche et en direction des pays méditerranéens.	Soutien à Agropolis International dans le cadre de la stratégie de développement économique et du soutien à l'innovation de 3M CPER 2015/2020	75 000 €
DDEE-000669	Réseau des semeurs de jardins	Animer tout type de jardins gérés collectivement, les accompagner dans leurs initiatives, leur formation et leur développement à travers le respect d'une charte de bonnes pratiques et de les représenter auprès des collectivités territoriales.	Développement de nouvelles formations en agroforesterie, semences paysannes, plantes médicinales, ateliers nutrition, renforcement des ateliers permaculture et compost. Recrutement d'un chargé de projets pour faire progresser les jardins sur l'agroécologie et développer les outils de communication nécessaires.	2 500 €

DDEE-000634	Association Oasis Citadine	Promouvoir l'agroécologie et la permaculture urbaine, notamment par la mise en place de micro-fermes urbaines collaboratives et pédagogiques, de faciliter l'accès à une alimentation saine et de qualité, d'éduquer à l'environnement et de sensibiliser au développement durable	Organisation et coordination des 48h de l'agriculture urbaine à Montpellier (50 ateliers, 1000 participants aux ateliers, 10 000 visiteurs en 2019).	3 000 €
-------------	----------------------------	--	--	---------

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution avec les bénéficiaires ;
- d'approuver les termes des conventions ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-138713-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Agropolis - avenant 2020
- Semeurs de jardins - convention 2020
- CONVENTION 2020 Oasis Citadine - 3M.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

TRANSPORTS ET MOBILITES ACTIVES



Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transport et mobilités actives

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOUL, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Isabelle TOUZARD

Transport et mobilités actives - Gratuité des transports urbains pour les habitants de la Métropole le week-end - Évolution de la grille tarifaire du réseau TaM

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération du 31 juillet 2020, le Conseil de la Métropole a voté la mise en place de la gratuité des transports le week-end sur le réseau TaM, uniquement pour les habitants de la Métropole. Ambitieuse et vertueuse, cette mesure écologique, économique et solidaire constitue la 1^{ère} phase dans la mise en œuvre de la gratuité totale du réseau TaM qui doit intervenir d'ici la mi-mandat pour les habitants qui résident dans l'une des 31 communes du territoire.

Ainsi, depuis le 5 septembre dernier, les habitants de la Métropole qui ont fait l'acquisition d'un Pass « *gratuité week-end* » voyagent librement et gratuitement sur le réseau TaM le samedi et le dimanche.

Par ailleurs, en accompagnement de cette mesure, et pour récompenser la fidélité des usagers réguliers du réseau TaM, il est proposé d'accorder aux abonnés métropolitains une réduction de 10% sur l'ensemble des abonnements mensuels et annuels, en attendant la mise en œuvre de la gratuité intégrale. Cette réduction s'appliquera à compter de la date de la délibération rendue exécutoire.

Ces premières mesures adoptées par la Métropole en matière de tarification permettront d'améliorer le pouvoir d'achat des habitants de la Métropole et de permettre à de nombreuses familles, qui ne pouvaient pas bénéficier d'une tarification réduite, d'économiser sur les dépenses de transport qui, au fil des années, représentent un poste de plus en plus prépondérant dans leur budget.

L'impact financier de cette 1^{ère} phase de la gratuité est évalué en année pleine à 5,6 M€ TTC. Un avenant au contrat de DSP Transport sera signé avec TaM dans les prochains mois afin d'intégrer cet impact financier.

Enfin, ces mesures s'accompagnent d'un toilettage de la grille tarifaire, certains titres étant devenus peu compétitifs au regard des réductions accordées, à l'instar du Pass 7 jours.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver, en complément de la délibération du 31 juillet 2020 sur la gratuité du réseau TaM le week-end, le principe d'une réduction de 10 % pour tous les abonnements mensuels et annuels souscrits par des usagers résidant dans la Métropole ;
- d'approuver l'annexe 30 révisée du Contrat de DSP Transport relative à la grille tarifaire pratiquée sur le réseau TaM ;
- de dire que la dépense correspondante est prévue au budget principal et au budget annexe transports de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 17/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 17 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-141310-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 17/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 30_Grille tarifaire_delib 15-9-20_v4.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transport et mobilités actives

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Véronique BRUNET, Jean-Pierre RICO, Isabelle TOUZARD

Transport et mobilités actives - Infrastructure de recharge pour véhicules électriques - Approbation de la tarification et de la convention de mandat avec Bouygues Énergie & Services, titulaire du marché passé avec le groupement RÉVÉO

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre des accords de Paris qui ont engagé la France dans une démarche de transition énergétique, les collectivités territoriales telles que Montpellier Méditerranée Métropole ont tout à gagner à se montrer à la fois force de proposition et de réalisation. Il appartient également à l'initiative publique locale de s'engager dans une telle démarche, et ce d'autant plus qu'elle constitue une opportunité en termes de développement et d'attractivité du territoire : activité économique générée, offre de services renforcée pour les habitants et les visiteurs, lutte contre la pollution locale, lutte contre la précarité énergétique...

En réponse aux enjeux locaux économiques, environnementaux et sociaux du changement climatique, Montpellier Méditerranée Métropole s'est positionnée en faveur de l'alternative à l'énergie thermique en général et vers l'électromobilité en particulier, prévoyant une série de mesures destinées à multiplier les points d'alimentation des véhicules à mobilité électrique.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole a développé sur le territoire une offre d'Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques (IRVE). Ce projet, portant sur le déploiement de 66 bornes de recharge électrique pour un total de 128 points de charge, a représenté pour la collectivité un investissement à hauteur de 800 000 €.

Afin d'atteindre le plus grand nombre d'utilisateurs, les principaux pôles générateurs de déplacements ont été équipés :

- les abords de l'Hôtel de Ville et de l'Hôtel de Métropole avec des bornes rapides (soit une recharge de véhicule en moins de 30 mn) ;
- les pôles d'échange de Saint-Roch, Baillargues, Villeneuve-lès-Maguelone, La Mogère avec des bornes accélérées (recharge du véhicule en 2-3 h) ;
- l'ensemble des zones d'activités avec des bornes accélérées ;
- les parkings tramway et relais, par le déploiement de bornes normales (recharge du véhicule en 8h00, en adéquation avec l'usage des P+Tram : déplacement domicile-travail avec un véhicule garé pour la journée).

Pour permettre l'interaction entre les bornes, pour uniformiser les options techniques et pour offrir une continuité de service tout en maintenant un niveau d'interopérabilité satisfaisant, 9 Syndicats Départementaux d'Energie de la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée ainsi que la Métropole de Toulouse et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité mutualiser leurs moyens par le recours à un groupement de commandes dédié à la création, l'entretien et l'exploitation des infrastructures de charge. Les différentes parties prenantes ont pu ainsi co-construire un réseau fort et maillé de près de 1 000 bornes de recharge pour Véhicules Electriques.

Ce groupement s'est matérialisé par la conclusion d'une convention constitutive d'un groupement de commandes fondée sur les dispositions de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et a pris le nom de REVEO.

Montpellier Méditerranée Métropole, membre du groupement par délibération n°13562 en date du 27 janvier 2016, exécute pour sa part, à hauteur de ses besoins propres, les différents bons de commande passés dans le cadre du marché. Une convention liant Montpellier Méditerranée Métropole et Bouygues Energies & Services avait été alors signée afin de mettre en œuvre le premier plan de déploiement sur le territoire métropolitain.

Le marché arrivant à échéance, les membres du groupement se sont mis d'accord pour relancer une nouvelle consultation et ainsi une phase II de déploiement sur le territoire de la Région Occitanie. Cette nouvelle phase sera précédée par une nouvelle convention permettant le déploiement de nouvelles bornes.

Le Syndicat Audois d'Energie (SYADEN) a été à nouveau désigné par l'ensemble des membres comme le Coordonnateur du groupement de commandes. A ce titre, il a été chargé de procéder à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélections des contractants, de signer et notifier le marché. Ce nouveau marché a été confié à Bouygues Energies & Services et a été notifié le 22 janvier 2020. Le marché est en place pour deux ans renouvelables une fois (donc au 22 janvier 2024 maximum).

Ainsi, dans le cadre de ce marché, une convention de mandat avec l'entreprise Bouygues Energies & Services doit être conclue à nouveau ; cette convention a notamment pour objet d'acter les conditions de collecte des recettes par Bouygues Energies & Services, les conditions de gestion des bornes ainsi que les frais de gestion associés.

Par ailleurs, les entités membres du groupement de commandes ont également proposé de réunir l'ensemble de leurs installations en créant un réseau commun dénommé REVEO dont elles sont propriétaires à concurrence des installations situées sur leur territoire. La tarification globale unique proposée par l'ensemble des membres du groupement demeure inchangée.

La collectivité se servira de ce nouveau marché pour mettre en place une seconde phase de déploiement, qu'elle déterminera avec l'ensemble de ses partenaires, tout particulièrement les communes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la convention de mandat relative à la gestion monétique et la facturation du réseau Révéo ;
- d'approuver la tarification globale, convenue avec l'ensemble des membres du groupement ;
- de dire que les dépenses et recettes correspondantes sont prévues au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 938 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-136997-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- tarification REVEO TTC
- Carte IRVE 3M
- Convention mandat de recette

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transport et mobilités actives

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-Pierre RICO, Isabelle TOUZARD

Transport et mobilités actives - Affectation du produit des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) sur l'exercice 2020

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de la dépenalisation du stationnement payant sur voirie, applicable depuis le 1^{er} janvier 2018, consécutive à la loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (loi MAPTAM) du 27 janvier 2014, la Ville de Montpellier a instauré un Forfait Post-Stationnement (FPS), pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement en surface. Ces montants sont mentionnés dans la délibération n°2017-452 portant sur les tarifs 2018 de la ville de Montpellier.

En vertu du décret n°2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), dans les métropoles, la commune ayant institué la redevance de stationnement reverse l'intégralité des recettes forfaitaires post-stationnement à l'établissement public de coopération intercommunale, déduction faite des coûts liés à la mise en œuvre du forfait post-stationnement. En ce sens, il a été signé une convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement entre la Ville de Montpellier et la Métropole, définissant les conditions et modalités selon lesquelles la Ville reverse annuellement à la Métropole le produit des forfaits post-stationnement, déduction faite des coûts de gestion annuels des FPS. La signature de cette convention a été autorisée par la délibération n°M2018-432 du 20 septembre 2018.

Le produit des forfaits post-stationnement reversé par la Ville de Montpellier à la Métropole se monte à 1 247 935,23 € HT pour l'exercice 2020. Cette recette a été affectée à la réalisation d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation, conformément aux dispositions du III de l'article L. 2333-87 du CGCT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'affectation du produit des forfaits post-stationnement sur l'exercice 2020 ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget annexe transports, chapitre 75 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-137891-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transport et mobilités actives

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-Pierre RICO, Isabelle TOUZARD

Transport et mobilités actives - Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Convention de compensation tarifaire des déplacements urbains sur le réseau de Montpellier Méditerranée Métropole réalisés par les abonnés "libre circulation" (ex Zazimut) en juillet et août 2019 - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

En 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a transféré sa compétence en matière de transport scolaire au Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) lors de sa création par délibération du Conseil communautaire du 27 juin 2003.

Dans le cadre de la politique tarifaire du SMTCH en faveur des scolaires, l'abonnement scolaire « Libre-circulation » (ex-Zazimut) a été mis en place et offre à ses titulaires la libre-circulation sur les réseaux de transport urbain (en sus du réseau interurbain), en période scolaire et hors vacances d'été.

Pour favoriser la mobilité de ce public et dans le cadre de la politique jeunesse de la Région Occitanie, l'abonnement scolaire « Libre-circulation » est prolongé depuis plusieurs années pour les mois de juillet et août, sans surcoût pour les scolaires. Le SMTCH a donc adopté lors de sa séance du 30 mars 2018, en accord avec Montpellier Méditerranée Métropole, la reconduction annuelle de validité de l'abonnement scolaire « Libre-circulation » pendant les vacances scolaires d'été. Pour l'année 2019, la période de validité s'étendait du 7 juillet au 1^{er} septembre.

Une convention, qui prévoit les modalités de la compensation financière versée par le SMTCH à Montpellier Méditerranée Métropole pour les déplacements réalisés sur le réseau TaM par les abonnés scolaires « Libre-circulation » durant cette période, doit par conséquent être signée.

Ainsi, la compensation versée à Montpellier Méditerranée Métropole est calculée sur la base du tarif unitaire réel 2018 (RUR recette urbaine unitaire = 1,0364 € TTC le déplacement) et du nombre de déplacements des abonnés scolaires « Libre circulation », enregistrés par les valideurs TaM pour les mois de juillet et août 2019.

Pour l'exercice 2019, cette compensation s'élève à 32 017,51 € TTC pour 30 893 déplacements enregistrés.

La délibération, prise par le SMTCH en mars 2018, précise que les réseaux urbains partenaires peuvent choisir ou non de reconduire le dispositif d'année en année.

Afin de maintenir des conditions de mobilité favorables pour les scolaires pendant la période estivale, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite reconduire le même dispositif pour l'année 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet de convention entre le SMTCH et la Métropole pour l'exercice 2019, portant sur la compensation financière des déplacements réalisés par les abonnés scolaires « Libre-circulation » du 7 juillet au 1^{er} septembre 2019 sur le réseau TaM ;
- de dire que la recette est prévue au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 938 ;
- d'autoriser la reconduction du dispositif pour l'année 2020 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Christian ASSAF, M. Renaud CALVAT, Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-135080-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_Zazimut_ete_2019_SMTCH_3M1594801197297.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Transport et mobilités actives

Séance ordinaire du mardi 15 septembre 2020

L'an deux mille-vingt et le quinze septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Manu REYNAUD, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-Pierre RICO, Isabelle TOUZARD

Transport et mobilités actives - Convention de compensation pour la tarification intermodale avec le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Avec les mises en services des lignes 1 et 2 du tramway, plusieurs lignes départementales Hérault Transport en provenance du Nord, du Sud-Ouest et du Nord-Est montpelliérain ont été rabattues sur les pôles d'échange Occitanie, Saint Jean de Védas, Sabines et Notre Dame de Sablassou.

De la même façon, depuis avril 2012, avec la mise en services des lignes 3 et 4, toutes les autres lignes Hérault Transport de l'Ouest, de l'Est et du Sud sont désormais connectées aux nouveaux pôles d'échange Mosson, Odysseum, Boirargues et Etang de l'Or, permettant ainsi la fermeture de la gare routière.

Les connexions systématiques des lignes départementales sur le réseau tramway engendrent un report modal plus important, les voyageurs titulaires d'un titre Hérault Transport étant plus nombreux à emprunter le tramway jusqu'au centre-ville.

La convention passée en octobre 2006 pour les années 2007 et 2008 avait permis au Syndicat Mixte des Transports en Commun Hérault Transport d'instaurer une tarification permettant à ses voyageurs d'accéder aux deux réseaux avec un même support tarifaire et de verser en conséquence une compensation tarifaire à la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Cette convention a été renouvelée selon les mêmes modalités depuis 2009.

Le projet de convention proposé définit les titres et leurs conditions d'utilisation pour l'année 2020, et prévoit une compensation forfaitaire annuelle basée d'une part sur le nombre de déplacements réalisés par les voyageurs départementaux et comptabilisés sur le réseau urbain, en tenant compte de la progression de fréquentation attendue, et d'autre part sur le coût moyen actualisé d'un déplacement urbain sur le réseau TaM.

Le projet de convention précise les modalités d'application de ces dispositions et de prise en charge de ce coût par le Syndicat Mixte Hérault Transport.

Les montants de compensation forfaitaire sont ainsi fixés à 660 000 € TTC pour l'année 2020. Ces montants correspondent au paiement de 640 000 déplacements commerciaux au prix unitaire de 1,0364 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de métropole :

- d'approuver le projet de convention pour l'exercice 2020 ;
- de dire que la recette est inscrite au budget annexe Transport de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 75 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Christian ASSAF, M. Renaud CALVAT, Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 25/09/20

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 septembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200915-135077-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 25/09/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_compensation_intermodale_SMTCH_20201594801160937-1.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 2
DECISIONS

PARTIE 2 - DECISIONS

Conseil du 15 septembre 2020
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRES	PAGE
MD2020-625	Décision relative à l'attribution d'un marché pour la requalification de la dernière tranche de la rue de la Marbrerie et de la rue de la Calade dans la zone d'activités du Salaison à Vendargues	276
MD2020-627	Décision relative à la vente de la parcelle cadastrée AZ 395 au profit de la SCI REMIC rue Alfred de Vigny - Commune de Montpellier	279
MD2020-628	Décision relative à la signature d'une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) dite ' Les Centurions ' avec la SCCV "Confiance Promotion" sur la commune de Castelnau-le-Lez	281
MD2020-629	Décision relative à la vente de la parcelle cadastrée AZ 390 au profit des époux MATHIEU rue Alfred de Vigny - Commune de Montpellier	283
MD2020-630	Décision relative à la vente de la parcelle cadastrée AZ 388 au profit des époux SEBBANE rue Alfred de Vigny - Commune de Montpellier	285
MD2020-631	Décision relative à la vente de la parcelle AZ 394 au profit de Monsieur BORDERIE rue Alfred de Vigny - Commune de Montpellier	287
MD2020-632	Décision relative à la vente de la parcelle cadastrée AZ 393 au profit de Monsieur MARY rue Alfred de Vigny - Commune de Montpellier	289
MD2020-633	Décision relative à la vente de la parcelle cadastrée AZ 392 au profit de Madame BARTHEZ rue Alfred de Vigny - Commune de Montpellier	291
MD2020-634	Décision relative à la vente de la parcelle cadastrée AZ 391 au profit de Madame VERNEUIL et Monsieur MEYER rue Alfred de Vigny - Commune de Montpellier	293
MD2020-638	Décision relative à la vente de la parcelle cadastrée AZ 389 au profit de Madame XAVIER et Monsieur MARTY-ANE rue Alfred de Vigny - Commune de Montpellier	295
MD2020-639	Décision relative à la mise en place d'une convention constitutive de groupement de commandes permanent entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Prestations de communication - Autorisation de signature	297
MD2020-640	Décision relative à l'acquisition de la parcelle AL 75 auprès de l'ASL du "Lotissement Le Versailles" impasse Le Versailles - Commune de Montferrier-sur-Lez	300
MD2020-648	Décision relative à la désaffectation et au déclassement d'une emprise de 45 m² environ chemin du Puits - Commune de Sussargues	302
MD2020-649	Décision relative au marché n°M9D0110EP - Réhabilitation de l'ouvrage RD112/RN113 à Vendargues - Attribution de marché - Autorisation de signature	304
MD2020-650	Décision relative à une convention de servitude, d'autorisation d'occupation temporaire et de réalisation de travaux - Parcelles TC 0129 et TC 0130 - Commune de Montpellier	306
MD2020-651	Décision relative à la constitution d'une servitude d'ouvrage et de passage de canalisations d'assainissement des eaux pluviales - parcelle BA n°319 - Commune de Vendargues - Requalification du parc d'activités du Salaison	308
MD2020-653	Décision relative au marché n°M0B0029EP - Maitrise d'œuvre - Création d'une passerelle piéton/vélo à Carnon/Pérois, au dessus du Rhône à Sète - Attribution du marché - Autorisation de signature	311

PARTIE 2 - DECISIONS

Conseil du 15 septembre 2020
 Décisions prises par le Président
 et non présentées lors du précédent Conseil,
 conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRES	PAGE
MD2020-654	Décision relative au marché n°M9D0107AT - Aménagement des rues du quartier de la Mairie à Saint Jean de Védas - Attribution	314
MD2020-659	Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire pour travaux - parcelle BA n°319 commune de Vendargues - Requalification du Parc d'activités du Salaison	317
MD2020-667	Décision relative à l'exercice du droit de priorité - Parcelles cadastrées AY 255 et AY 268 route de Mende - Commune de Montpellier	319
MD2020-668	Décision relative au marché n°5127 de réalisation de Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles sur l'Ouest Montpelliérain - Avenant n°3 - Autorisation de signature	321
MD2020-677	Décision relative au marché subséquent N°M9D0096AT - Travaux d'aménagement Place de la Ramade à Saint Brès - Avenant N°1 - Autorisation de signature	324
MD2020-680	Décision relative au marché n°4134UH16 hébergement temporaire d'urgence et accompagnement social des ménages - Avenant N°2- Autorisation de signature	326
MD2020-682	Décision relative à l'agrément de candidature de la société FORTICHE PRODUCTION dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	328
MD2020-683	Décision relative à l'agrément de candidature de la société BIOINSPIR dans le bâtiment CAP SIGMA du BIOPOLE EUROMEDECINE à GRABELS	330
MD2020-684	Décision relative à une convention de participation aux équipements publics de la ZAC Euromédecine II pour la parcelle TK 0005 (SCI Frontfroide)- Commune de Montpellier - Autorisation de signature	332
MD2020-685	Décision relative à l'agrément de candidature de l'association LABSUD dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à Montpellier	334
MD2020-688	Décision relative à l'acquisition de véhicules pour l'année 2020 dans le cadre de la convention de partenariat conclue avec l'Union des Groupements d'Achats Publics	336
MD2020-690	Décision relative à l'autorisation de passer des commandes à l'UGAP pour l'achat d'équipements de protection individuelle (EPI)	338
MD2020-691	Décision modificative de la décision MD2020-593 relative à l'agrément de candidature de l'association ADAGES dans la ZAC EUROMEDECINE II à Grabels	340
MD2020-693	Décision modificative relative à un marché N°G9D0010EM_Achat d'outillages et d'équipements de protection individuelle	342
MD2020-694	Décision relative à l'avenant n°1 de la convention de mandat avec la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation des études préalables à l'aménagement du site Sablassou à Castelnau-le-Lez	344
MD2020-696	Décision relative à la constitution d'un groupement de commandes concernant l'achat et la livraison de papier - Montpellier Méditerranée Métropole coordonnateur du groupement	346
MD2020-699	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Peugeot Partner immatriculé CZ-785-SH - Hôtel des ventes de Montpellier	349

PARTIE 2 - DECISIONS

Conseil du 15 septembre 2020
Décisions prises par le Président
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément à l'article L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRES	PAGE
MD2020-700	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Citroën Berlingo immatriculé 218-ACJ-34 - Hôtel des ventes de Montpellier	351
MD2020-701	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Citroën Berlingo immatriculé DA-228-LF - Hôtel des ventes de Montpellier	353
MD2020-702	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Citroën Berlingo immatriculé CJ-850-RF - Hôtel des Ventes de Montpellier	355
MD2020-705	Décision modificative relative au marché n°M8D0018MG "Prestations de gardiennage des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole"	357
MD2020-709	Décision relative à l'agrément de candidature de la société NYSL dans les Ateliers Relais de Prades-Le-Lez.	359
MD2020-711	Décision relative au marché M8D0018MG" Prestations de gardiennage des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole"- Avenant n°2	361
MD2020-715	Décision relative au marché n°5080EP18 - Travaux de revêtement de surface et de génie civil - Grand Rue Jean Moulin - Avenant n°2 - Autorisation de signature	363
MD2020-717	Décision relative au marché n°4661AT17 de maintenance et travaux de voirie - Avenants aux lots 1 à 10 - Modification du CCAP - Autorisation de signature	365
MD2020-729	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé EL-908-TR - Hôtel des ventes de Montpellier	368
MD2020-730	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule de marque Peugeot 106 immatriculé CK-213-XC - Hôtel des Ventes de Montpellier	370
MD2020-731	Décision relative à la cession pour réforme d'un véhicule vétuste de marque Citroën Berlingo immatriculé CV-985-SB - Hôtel des Ventes de Montpellier	372



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Aménagement et Réinvestissement Économiques et Urbains

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'attribution d'un
marché pour la requalification de la
dernière tranche de la rue de la Marbrerie
et de la rue de la Calade dans la zone
d'activités du Salaison à Vendargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice. Cette délégation inclut la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige en matière de marchés publics, sans limitation de montant ;
- VU la convention de mandat d'études en date du 26 avril 2010 au bénéfice de la SA3M, relative à la requalification de la zone d'activités du Salaison ;

Considérant :

- qu'il y a lieu dans le cadre de la requalification de la zone d'activités du Salaison à Vendargues, d'attribuer des marchés de travaux pour la requalification de la dernière tranche de la rue de la Marbrerie et de la rue de la Calade ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article L 2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à procédure adaptée ouverte avec possibilité de négociation pour une durée de 6 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° la valeur technique pour 60 %,
 - ° le prix pour 40 % ;
- que l'entreprise Colas Midi Méditerranée sise 10 Rue St Exupéry, 34430 à Saint-Jean-de-Védas présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché de travaux pour la requalification de la dernière tranche de la rue de la Marbrerie et de la rue de la Calade à la société Colas Midi Méditerranée pour un montant de 664 846,07 € HT.

Le marché prend effet à compter de la date fixée par l'ordre de service et pour une durée de 6 mois.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 906.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 31 juil. 2020

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 juil. 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-135393-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31 juil. 2020

Réception en Préfecture : 31 juil. 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la vente de la parcelle
cadastrée AZ 395 au profit de la SCI
REMIC rue Alfred de Vigny - Commune
de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 112-8, L. 141-3 et L. 141-12,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000€,
- VU la décision du Président n°MD2018-663 en date du 16 juillet 2018 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'un tronçon de la rue Alfred de Vigny, situé sections AY et AZ sur la commune de Montpellier,
- VU l'accord de la SCI (Société Civile Immobilière) REMIC en date du 4 novembre 2019, représentée par Monsieur COTENCIN, acceptant les modalités de transfert de propriété,
- VU l'avis de France Domaines n° 2020.172V0660 du 22 juin 2020,
- **CONSIDÉRANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver ce tronçon de la rue Alfred de Vigny à Montpellier, pour sa partie en impasse, emprise déclassée par décision métropolitaine,

- **CONSIDÉRANT** que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à la SCI (Société Civile Immobilière) REMIC représentée par Monsieur COTENCIN, domiciliée 11 bis impasse du Clos Vésy à Montpellier, la parcelle cadastrée AZ 395 (122 m²), emprise préalablement désaffectée et déclassée, au prix fixé par France Domaines, à savoir 10€/m² soit un montant total de 1 220€ (*mille deux cent vingt euros*).

ARTICLE 2 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié à la demande et aux frais de la SCI (Société Civile Immobilière) REMIC représentée par Monsieur COTENCIN.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 août 2020

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-136887-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 août 2020

Réception en Préfecture : 19 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention de Projet Urbain Partenarial
(PUP) dite ' Les Centurions ' avec la SCCV
"Confiance Promotion" sur la commune
de Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'approuver la signature des conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) telle que prévues à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme.
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine « Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;

CONSIDERANT :

- que le constructeur, la SCCV « Confiance Promotion » projette une opération de construction de 65 logements, de locaux commerciaux en rez-de-chaussée et d'une crèche, pour une surface totale d'environ 4 353 m² de SDP, sur une unité foncière constituée par les parcelles cadastrées C0184 - C0185 - C0187 – C1088 ;
- que la réalisation de ce programme de logements nécessite des travaux d'aménagements de l'espace public, de défense extérieure contre l'incendie, sur le réseau d'eau pluviale et sur le réseau d'adduction électrique ;

- qu'il y a lieu de signer une convention de Projet Urbain Partenarial (PUP) entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCCV « Confiance Promotion » ;
- que cette décision est nécessaire pour permettre la continuité de l'action publique locale.

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention de PUP sera signée entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SCCV « Confiance Promotion » représentée par Daniel DIAZ, dont le projet est annexé à la présente décision.

ARTICLE 2 : Le montant prévisionnel de la participation totale à la charge de la SCCV « Confiance Promotion », dans le cadre de la convention, s'élève à 343 108 €.

ARTICLE 3 : La part intercommunale de la taxe d'aménagement, sur le périmètre d'application de la présente convention, sera exonérée pendant 5 ans à compter du caractère exécutoire de ladite convention.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet est autorisée à signer la convention de PUP précitée et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 août 2020

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-136897-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 août 2020

Réception en Préfecture : 19 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la vente de la parcelle
cadastrée AZ 390 au profit des époux
MATHIEU rue Alfred de Vigny -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 112-8, L. 141-3 et L 141-12,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000€,
- VU la décision du Président n°MD2018-663 en date du 16 juillet 2018 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'un tronçon de la rue Alfred de Vigny, situé sections AY et AZ – Commune de Montpellier,
- VU le courrier des époux MATHIEU en date du 2 octobre 2019 acceptant les modalités de transfert de propriété,
- VU l'avis de France Domaines n° 2020.172V0660 du 22 juin 2020,

CONSIDÉRANT

- qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver ce tronçon de la rue Alfred de Vigny à Montpellier, pour sa partie en impasse, emprise déclassée par décision métropolitaine,
- que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend aux époux MATHIEU, domiciliés 451 rue Alfred de Musset à Montpellier, la parcelle cadastrée AZ 390 (57 m²), emprise préalablement désaffectée et déclassée, au prix fixé par France Domaines, à savoir 10€/m² soit un montant total de 570€ (*cinq cent soixante-dix euros*).

ARTICLE 2 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié à la demande et aux frais des époux MATHIEU.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 août 2020

Monsieur le Président
Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-136901-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 août 2020

Réception en Préfecture : 19 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la vente de la parcelle
cadastrée AZ 388 au profit des époux
SEBBANE rue Alfred de Vigny -
Commune de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 112-8, L. 141-3 et L 141-12,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000€,
- VU la décision du Président n°MD2018-663 en date du 16 juillet 2018 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'un tronçon de la rue Alfred de Vigny, situé sections AY et AZ – Commune de Montpellier,
- VU l'accord des époux SEBANNE en date du 10 octobre 2019 acceptant les modalités de transfert de propriété,
- VU l'avis de France Domaines n° 2020.172V0660 du 22 juin 2020,
- **CONSIDÉRANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver ce tronçon de la rue Alfred de Vigny à Montpellier, pour sa partie en impasse, emprise déclassée par décision métropolitaine,

- **CONSIDÉRANT** que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend aux époux SEBBANE, domiciliés 471 rue Alfred de Musset à Montpellier, la parcelle cadastrée AZ 388 (82 m²), emprise préalablement désaffectée et déclassée, au prix fixé par France Domaines, à savoir 10€/m² soit un montant total de 820€ (*huit cent vingt euros*).

ARTICLE 2 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié à la demande et aux frais des époux SEBBANE.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 août 2020

Monsieur le Président
Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-136916-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 août 2020

Réception en Préfecture : 19 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la vente de la parcelle
AZ 394 au profit de Monsieur BORDERIE
rue Alfred de Vigny - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 112-8, L. 141-3 et L. 141-12,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000€,
- VU la décision du Président n°MD2018-663 en date du 16 juillet 2018 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'un tronçon de la rue Alfred de Vigny, situé sections AY et AZ – Commune de Montpellier,
- VU le mail de Monsieur BORDERIE en date du 24 octobre 2019 acceptant les modalités de transfert de propriété,
- VU l'avis de France Domaines n° 2020.172V0660 du 22 juin 2020,
- **CONSIDÉRANT** qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver ce tronçon de la rue Alfred de Vigny à Montpellier, pour sa partie en impasse, emprise déclassée par décision métropolitaine,

- CONSIDÉRANT que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à Monsieur BORDERIE, domicilié 75 rue de la Combe Caude à Montpellier, la parcelle cadastrée AZ 394 (49 m²), emprise préalablement désaffectée et déclassée, au prix fixé par France Domaines, à savoir 10€/m² soit un montant total de 490€ (*quatre cent quatre-vingt-dix euros*).

ARTICLE 2 : Deux servitudes relatives à l'existence de réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées sous cette parcelle seront inscrites dans l'acte de vente au bénéfice des parcelles raccordées à ces réseaux.

ARTICLE 3 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié à la demande et aux frais de Monsieur BORDERIE.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 août 2020

Monsieur le Président
Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-136930-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 août 2020

Réception en Préfecture : 19 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la vente de la parcelle
cadastrée AZ 393 au profit de Monsieur
MARY rue Alfred de Vigny - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 112-8, L. 141-3 et L 141-12 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000€ ;
- VU la décision du Président n°MD2018-663 en date du 16 juillet 2018 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'un tronçon de la rue Alfred de Vigny, situé sections AY et AZ – Commune de Montpellier ;
- VU l'accord de Monsieur MARY en date du 1^{er} octobre 2019 acceptant les modalités de transfert de propriété ;
- VU l'avis de France Domaines n° 2020.172V0660 du 22 juin 2020 ;

- CONSIDÉRANT :

- qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver ce tronçon de la rue Alfred de Vigny à Montpellier, pour sa partie en impasse, emprise déclassée par décision métropolitaine ;
- que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à Monsieur MARY, domicilié 353 rue Alfred de Musset à Montpellier, la parcelle cadastrée AZ 393 (42 m²), emprise préalablement désaffectée et déclassée, au prix fixé par France Domaines, à savoir 10€/m² soit un montant total de 420€ (*quatre cent vingt euros*).

ARTICLE 2 : Deux servitudes relatives à l'existence de réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées sous cette parcelle seront inscrites dans l'acte de vente au bénéfice des parcelles raccordées à ces réseaux.

ARTICLE 3 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié à la demande et aux frais de Monsieur MARY.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-136944-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 août 2020

Réception en Préfecture : 19 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la vente de la parcelle
cadastrée AZ 392 au profit de Madame
BARTHEZ rue Alfred de Vigny -
Commune de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 112-8, L. 141-3 et L 141-12 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000€ ;
- VU la décision du Président n°MD2018-663 en date du 16 juillet 2018 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'un tronçon de la rue Alfred de Vigny, situé sections AY et AZ – Commune de Montpellier ;
- VU le courrier de Madame BARTHEZ en date du 14 octobre 2019 acceptant les modalités de transfert de propriété ;
- VU l'avis de France Domaines n° 2020.172V0660 du 22 juin 2020 ;

- CONSIDÉRANT :

- qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver ce tronçon de la rue Alfred de Vigny à Montpellier, pour sa partie en impasse, emprise déclassée par décision métropolitaine ;
- que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à Madame BARTHEZ, domiciliée 88 rue Georges Privat à Montpellier, la parcelle cadastrée AZ 392 (53 m²), emprise préalablement désaffectée et déclassée, au prix fixé par France Domaines, à savoir 10€/m² soit un montant total de 530€ (*cinq cent trente euros*).

ARTICLE 2 : Deux servitudes relatives à l'existence de réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées sous cette parcelle seront inscrites dans l'acte de vente au bénéfice des parcelles raccordées à ces réseaux.

ARTICLE 3 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié à la demande et aux frais de Madame BARTHEZ.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 août 2020

Monsieur le Président
Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-136956-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 août 2020

Réception en Préfecture : 19 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la vente de la parcelle
cadastrée AZ 391 au profit de Madame
VERNEUIL et Monsieur MEYER rue
Alfred de Vigny - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 112-8, L. 141-3 et L 141-12 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000€ ;
- VU la décision du Président n°MD2018-663 en date du 16 juillet 2018 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'un tronçon de la rue Alfred de Vigny, situé sections AY et AZ – Commune de Montpellier ;
- VU le courrier de Madame VERNEUIL et Monsieur MEYER en date du 3 octobre 2019 acceptant les modalités de transfert de propriété ;
- VU l'avis de France Domaines n° 2020.172V0660 du 22 juin 2020 ;

- CONSIDÉRANT :

- qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver ce tronçon de la rue Alfred de Vigny à Montpellier, pour sa partie en impasse, emprise déclassée par décision métropolitaine ;
- que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à Madame VERNEUIL et Monsieur MEYER domiciliés 425 rue Alfred de Musset à Montpellier, la parcelle cadastrée AZ 391 (57 m²), emprise préalablement désaffectée et déclassée, au prix fixé par France Domaines, à savoir 10€/m² soit un montant total de 570€ (*cinq cent soixante-dix euros*).

ARTICLE 2 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié à la demande et aux frais de Madame VERNEUIL et Monsieur MEYER.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-136968-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 août 2020

Réception en Préfecture : 19 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la vente de la parcelle
cadastrée AZ 389 au profit de Madame
XAVIER et Monsieur MARTY-ANE rue
Alfred de Vigny - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 112-8, L. 141-3 et L 141-12 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000€ et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000€ ;
- VU la décision du Président n°MD2018-663 en date du 16 juillet 2018 relative à la désaffectation et au déclassement du domaine public d'un tronçon de la rue Alfred de Vigny, situé sections AY et AZ – Commune de Montpellier ;
- VU le mail de Madame XAVIER et Monsieur MARTY-ANE en date du 11 novembre 2019 acceptant les modalités de transfert de propriété ;
- VU l'avis de France Domaines n° 2020.172V0660 du 22 juin 2020 ;

- CONSIDÉRANT :

- qu'il n'y a aucun intérêt pour la Métropole à conserver ce tronçon de la rue Alfred de Vigny à Montpellier, pour sa partie en impasse, emprise déclassée par décision métropolitaine ;
- que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurées sur ce secteur ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole vend à Madame XAVIER et Monsieur MARTY-ANE domiciliés 636 rue du Val de Montferrand à Montpellier, la parcelle cadastrée AZ 389 (87 m²), emprise préalablement désaffectée et déclassée, au prix fixé par France Domaines, à savoir 10€/m² soit un montant total de 870€ (*huit cent soixante-dix euros*).

ARTICLE 2 : La recette relative à cette affaire sera versée au budget de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié à la demande et aux frais de Madame XAVIER et Monsieur MARTY-ANE.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 août 2020

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-137022-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 août 2020

Réception en Préfecture : 19 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Communication

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la mise en place d'une
convention constitutive de groupement de
commandes permanent entre Montpellier
Méditerranée Métropole et la Ville de
Montpellier - Prestations de
communication - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

Considérant :

- que la direction de la communication est mutualisée entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1er mars 2017, dans un souci d'économies et pour permettre une réalisation optimale des missions de la direction.
- qu'afin de bénéficier potentiellement d'économie d'échelles, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, ont décidé de mutualiser leurs achats de prestations de communication.

- que dans ce cadre, a été constitué un groupement de commandes permanent datant du 24 mai 2017, entérinée par la décision n°D2017-55 de la Métropole et par la délibération n° V2017/142 du 18 mai 2017 de la Ville.

- qu'il convient aujourd'hui d'abroger cette convention afin d'y ajouter les trois avenants intervenus depuis et pour mettre à jour l'ensemble des prestations nécessitant une mise en concurrence au sein de la direction de la communication mutualisée.

Les procédures de mise en concurrence impliquent le lancement de procédures adaptées ou d'appels d'offres, conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique.

- qu'un projet de convention constitutive du groupement de commande a été élaboré à cet effet. Ce projet prévoit la désignation de Montpellier Méditerranée Métropole comme coordonnatrice du groupement.

- que la convention est relative à divers achats récurrents de fournitures et prestations de communications indiqué sci-après:

-Prestations d'étude de lectorat pour les supports de communication;

-Prestations de diffusion de supports de communication;

-Prestations de captations et de réalisations vidéos;

-Prestations d'exécution graphique;

-Prestations de fabrication, pose et dépose de supports de communication pour le pavoisement

-Prestations de mise en place et retrait de signalétique événementielle sur site.

-Les prestations d'achat d'espaces publicitaires.

-Les prestations d'agences de communication et d'agences de presse

-Prestations de structures et matériel d'exposition (réalisation, aménagement, entretien et stockage)

-Prestations relatives aux magazines institutionnels (impression et livraison, diffusion et maquette)

-Fourniture et livraisons d'objets promotionnels;

-Prestations de communication Web;

-Impression, façonnage et livraison de documents et supports de communication;

-Prestations de veille média;

- qu'en cas de nouveau besoin, cette liste est susceptible d'évoluer par avenant entre les parties.

Après signature et notification des marchés par la Métropole, chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution financière du marché pour la partie qui le concerne.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'approuver le principe d'un groupement de commandes avec la ville de Montpellier pour la passation de marchés de prestations de communication.

ARTICLE 2 : d'approuver la convention constitutive dudit groupement.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 août 2020

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-137038-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 août 2020

Réception en Préfecture : 25 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention groupementcommandes permanent - VD.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à l'acquisition de la
parcelle AL 75 auprès de l'ASL du
"Lotissement Le Versailles" impasse Le
Versailles - Commune de Montferrier-sur-
Lez

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** le procès-verbal de l'Assemblée Générale de l'Association Syndicale Libre (ASL) du "Lotissement Le Versailles", sur les termes de la négociation en date du 8 août 2020 ;
- **CONSIDERANT** qu'il convient d'acquérir la parcelle cadastrée AL 75, située lotissement le Versailles 1 & Versailles 2 sur la commune de Montferrier-sur-Lez, à titre de régularisation foncière, car cette parcelle est déjà aménagée en voirie ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole acquiert auprès de l'ASL du "Lotissement Le Versailles", représentée par Monsieur ALEXANDRE, la parcelle cadastrée AL 75 d'une superficie de 600 m², située lotissement le Versailles 1 & Versailles 2 sur la commune de Montferrier-sur-Lez, en vue de son intégration au domaine public.

ARTICLE 2 : La transaction est consentie au prix de 1€ avec dispense de paiement compte tenu de la nature du bien acquis.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 août 2020

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-137037-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 août 2020

Réception en Préfecture : 19 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la désaffectation et au
déclassement d'une emprise de 45 m²
environ chemin du Puits - Commune de
Sussargues**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 141-3 et L. 141-12,
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine,
- **CONSIDERANT** la nécessité de déclasser une emprise issue du chemin du Puits sur la commune de Sussargues, avant de pouvoir la céder,
- **CONSIDERANT** que cette emprise n'est affectée à aucun usage public, et que cette opération ne porte pas atteinte aux fonctions de desserte ou de circulation assurée par la voie,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole constate qu'une emprise d'une contenance de 45 m² environ à extraire du chemin du Puits sur la commune de Sussargues, n'est pas affectée à l'usage public.

ARTICLE 2 : Montpellier Méditerranée Métropole prononce le déclassement du domaine public d'une emprise de 45 m² envion chemin du Puits à Sussargues, conformément aux dispositions de l'article L. 141-3 du code de la voirie routière.

ARTICLE 3 : L'emprise désaffectée et déclassée est intégrée au domaine privé de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Le service du cadastre sera sollicité pour procéder au numérotage cadastral de cette emprise.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 août 2020

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-137104-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 août 2020

Réception en Préfecture : 19 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Etudes Conduites Opérations et Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9D0110EP
- Réhabilitation de l'ouvrage
RD112/RN113 à Vendargues - Attribution
de marché - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voirie et espace public »

CONSIDÉRANT :

- que la réhabilitation de l'ouvrage RD112 / RN113 à Vendargues est nécessaire ;
- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux articles R2123-1 et R2123-4 à R2123-6 du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 5 mois dont 2 mois de préparation ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 40 %
 - Valeur technique au regard du mémoire technique : 40 %
 - Exploitation sous chantier : 20 %
- qu'après analyse, le groupement DEMATHIEU ET BARD / EUROVIA, dont DEMATHIEU ET BARD est le mandataire, Parc club du Millénaire – Bâtiment 18 – 1025 rue Henry Becquerel – 34000 MONTPELLIER, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M9D0110EP – REHABILITATION DE L'OUVRAGE RD112 / RN113 A VENDARGUES au groupement DEMATHIEU ET BARD / EUROVIA, dont DEMATHIEU ET BARD est le mandataire pour un montant de 619 899 € HT (variante 1).

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 5 mois dont 2 mois de préparation.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 août 2020

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 24 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-137106-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 août 2020

Réception en Préfecture : 24 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à une convention de
servitude, d'autorisation d'occupation
temporaire et de réalisation de travaux -
Parcelles TC 0129 et TC 0130 - Commune
de Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Coralie MANTION dans le domaine de « l'Aménagement durable du territoire, urbanisme et maîtrise foncière » ;

CONSIDERANT /

- qu'une servitude doit être établie avec les propriétaires concernés pour faire passer une canalisation d'évacuation des eaux usées sur les parcelles cadastrées TC0129 et TC0130 situées 1027, rue de la Croix Verte à Montpellier ;
- que pour la réalisation des travaux, les propriétaires doivent autoriser le libre accès à leurs parcelles à titre gratuit ;

- qu'une convention de servitude et d'autorisation d'occupation et de faire les travaux est nécessaire.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'approuver l'institution d'une servitude au profit de Montpellier Méditerranée Métropole lui conférant le droit d'établir une canalisation souterraine d'évacuation des eaux usées à titre gratuit sur:

- la parcelle cadastrée TC 0129 d'une contenance de 211 m² située 1027, rue de la Croix Verte à Montpellier et appartenant à SUPEXAM ;
- la parcelle cadastrée TC 0130 d'une contenance de 205 m² située 1027, rue de la Croix Verte à Montpellier et appartenant à l'assurance Mutuelle des Motards.

ARTICLE 2: D'approuver la convention de constitution de servitude et autorisation d'occupation et de faire les travaux.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'acte d'acquisition et tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 août 2020

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-137875-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 août 2020

Réception en Préfecture : 25 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION-PARCELLES TC129-130.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à la constitution d'une
servitude d'ouvrage et de passage de
canalisations d'assainissement des eaux
pluviales - parcelle BA n°319 - Commune
de Vendargues - Requalification du parc
d'activités du Salaison**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la décision en date du 24 octobre 2018 n°MD2018-913 autorisant la constitution d'une servitude de passage de canalisations d'eaux pluviales sur la parcelle BA n°319, sise commune de Vendargues, appartenant à la SCI JOELLE dans les termes de la convention de servitude de canalisation d'eaux pluviales consentie le 5 octobre 2018 par la SCI JOELLE, grevant une emprise totale de 870 m², moyennant une obligation de faire des travaux de réfection de parking concomitamment aux travaux de pose de la canalisation d'eaux pluviales ;
- VU le nouveau tracé de la canalisation d'assainissement des eaux pluviales et l'emplacement de l'ouvrage de sédimentation des eaux pluviales compte tenu des contraintes techniques du site ;

- VU la convention de servitude d'ouvrage et de passage de canalisations d'eaux pluviales consentie le 27 juillet 2020 par la SCI JOELLE, sur la parcelle lui appartenant cadastrée BA n°319, sise commune de Vendargues, grevant une emprise totale d'environ 1000 m², moyennant une obligation de faire des travaux de réfection de chaussée concomitamment aux travaux de pose des canalisations d'eaux pluviales et de réalisation de l'ouvrage de sédimentation ;

- VU la convention d'occupation temporaire pour travaux consentie le 27 juillet 2020, par la SCI JOELLE sur la parcelle cadastrée BA n°319, sise commune de Vendargues, lui appartenant, pour permettre la réalisation de l'obligation de faire des travaux de réfection de chaussée due au titre de la constitution de servitude par Montpellier Méditerranée Métropole ;

- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de constituer une servitude réelle et perpétuelle d'établissement d'ouvrage de sédimentation et de passage en tréfonds de canalisations d'assainissement des eaux pluviales d'une emprise totale d'environ 1 000 m² sur la parcelle cadastrée BA n°319, sises commune de Vendargues, appartenant à la SCI JOELLE, dans le cadre de la mise en oeuvre de la requalification du parc d'activités du Salaison ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La présente décision annule et remplace la décision MD 2018-913 du 24 octobre 2018.

ARTICLE 2 : Une servitude réelle et perpétuelle d'ouvrage et de passage en tréfonds de toutes canalisations d'assainissement des eaux pluviales d'une emprise d'environ 1 000 m² sur la parcelle cadastrée BA n°319 sise commune de Vendargues est constituée au profit de Montpellier Méditerranée Métropole par la SCI JOELLE, dont le siège social est à Vendargues (34), route de Teyran, identifiée au SIREN sous le numéro 409 961 992, représentée par Madame Claire POUGET en qualité de gérante.

ARTICLE 3 : La servitude d'ouvrage et de passage de canalisations est consentie moyennant une obligation de faire des travaux, les frais de réitération par acte authentique de la servitude étant à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer l'acte authentique de constitution de servitude visée dans l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 6 août 2020

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-137122-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 août 2020

Réception en Préfecture : 10 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Appui Technique aux Territoires
Service Etudes Conduites Opérations et Voiries Interurbaines

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M0B0029EP
- Maitrise d'œuvre - Création d'une
passerelle piéton/vélo à Carnon/Pérois, au
dessus du Rhône à Sète - Attribution du
marché - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voirie et espace public » ;

CONSIDERANT :

- le besoin urgent de créer une passerelle piéton/vélo à Carnon/Pérois, au-dessus du canal du Rhône à Sète ;

- qu'une procédure adaptée ouverte a été lancée conformément aux articles R2123-1 et R2123-4 à R2123-6 du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée de 18 mois ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

- Prix des prestations, au regard du détail quantitatif estimatif : 40 %
- Valeur technique au regard du mémoire technique : 60 %

- qu'après analyse, le groupement LS INGENIERIE – ANTEA – BIOTOPE – INGESURF – LD2A avec pour mandataire SARL LS INGENIERIE, 1949 Boulevard Francois Xavier Fafeur 11 000 CARCASSONNE, présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°M0B0029EP – Création d'une passerelle piéton/vélo à Carnon/Pérois, au-dessus du canal du Rhône à Sète au groupement LS INGENIERIE – ANTEA – BIOTOPE – INGESURF – LD2A avec pour mandataire SARL LS INGENIERIE pour un montant global et forfaitaire de 59 600 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service de démarrage. Sa durée est de 18 mois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 août 2020

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 24 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-137127-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 août 2020

Réception en Préfecture : 24 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires

Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°M9D0107AT
- Aménagement des rues du quartier de la
Mairie à Saint Jean de Védas - Attribution**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision n°2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre n°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voirie et espace public » ;

CONSIDERANT :

- que des travaux d'aménagement des rues du quartier de la Mairie à Saint Jean de Védas sont nécessaires ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux articles 78 et 79 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 sur le fondement de l'accord-cadre n°5023AT17 – lot 1 « Secteur Ouest » sous la forme d'un marché subséquent pour une durée de 4 mois (dont une période de préparation de 30 jours) ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Prix des prestations au regard du détail quantitatif estimatif – 40 %
 - Valeur technique au regard du mémoire technique – 60 %
- qu'après analyse, COLAS Midi Méditerranée sise ZI du Salaison 820 rue de la Marbrerie à Vendargues présente l'offre économiquement la plus avantageuse en solution variante.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché subséquent n°M9D0107AT relatif aux travaux d'aménagement des rues du quartier de la Mairie à Saint Jean de Védas à l'entreprise COLAS Midi Méditerranée, pour un montant estimatif de 345 405,20 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Sa durée est de 4 mois (dont une période de préparation de 30 jours).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 août 2020

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 24 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-137172-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 août 2020

Réception en Préfecture : 24 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la signature d'une
convention d'occupation temporaire pour
travaux - parcelle BA n°319 commune de
Vendargues - Requalification du Parc
d'activités du Salaison**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- VU la convention de servitude d'ouvrage et de passage de canalisations d'assainissement des eaux pluviales consentie le 27 juillet 2020 par la SCI JOELLE sur la parcelle lui appartenant cadastrée BA n°319, sise commune de Vendargues, moyennant une obligation de faire des travaux de réfection de chaussée ;
- VU la convention d'occupation temporaire pour travaux consentie le 27 juillet 2020, pour une durée de 2 mois, à titre gratuit par la SCI JOELLE sur une emprise de 1680 m² environ de la parcelle BA n°319, sise commune de Vendargues, lui appartenant, concomitamment à la convention de servitude pour permettre la réalisation de l'obligation de faire les travaux de réfection de chaussée prévue dans le cadre de la constitution de servitudes d'ouvrage et de passage de canalisations d'assainissement des eaux pluviales ;

- **CONSIDERANT** la nécessité de conclure, pour une durée de 2 mois, une convention d'occupation temporaire pour travaux avec la SCI JOELLE sur une emprise de 1 680 m² environ de la parcelle BA n°319, sise commune de Vendargues, afin de permettre la réalisation de l'obligation de faire les travaux de réfection de chaussée due par Montpellier Méditerranée Métropole, au titre de la constitution de servitudes,

DECIDE

ARTICLE 1 : Une convention d'occupation temporaire pour travaux est conclue pour une durée de 2 mois sur une emprise d'environ 1680 m² de la parcelle cadastrée BA n°319, sise commune de Vendargues, avec la SCI JOELLE, propriétaire, identifiée sous le numéro de SIREN 409961992, dont le siège social est à Vendargues (34740) route de Teyran, représentée par Mme Claire POUGET en qualité de gérante.

ARTICLE 2 : L'occupation temporaire est consentie à titre gratuit.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçue délégation, est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame Le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 6 août 2020

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-137248-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 août 2020

Réception en Préfecture : 10 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Foncier Espaces publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'exercice du droit de
priorité - Parcelles cadastrées AY 255 et AY
268 route de Mende - Commune de
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, et notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, non soumises ou conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L.318-3 du code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU le droit de priorité au titre de l'article L.240-1 du code de l'urbanisme, adressé par l'Etat et réceptionné par Montpellier Méditerranée Métropole le 27 juillet 2020, enregistrée sous le numéro MO 189, concernant la cession des parcelles cadastrées AY 255 d'une superficie de 712 m² et AY 268 d'une superficie de 759 m², situées route de Mende à Montpellier au prix de deux euros, à savoir un euro par parcelle ;
- **CONSIDERANT :**
 - qu'il convient d'acquérir les parcelles cadastrées AY 255 et AY 268 situées route de Mende à Montpellier, pour les besoins de la ligne 5 du tramway ;

- que la Direction départementale des Finances publiques de l'Hérault accepte de céder les deux parcelles au prix de un euro par parcelle, compte tenu des travaux d'aménagement, que la Métropole s'engage à réaliser sur ces emprises ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole se porte acquéreur par exercice du droit de priorité auprès de l'Etat, des parcelles cadastrées AY 255 et AY 268 d'une superficie respective de 712 m² et de 759 m², situées route de Mende à Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix d'acquisition est de deux euros, à savoir un euro par parcelle, compte tenu des travaux d'aménagement qui seront pris en charge par la Métropole.

ARTICLE 3 : Le transfert de propriété sera constaté par acte notarié aux frais de Montpellier Méditerranée Métropole. Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 905.

ARTICLE 4 : Toute personne ayant reçu par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole délégation à cet effet est autorisée à signer tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 août 2020

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-137635-DE-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 août 2020

Réception en Préfecture : 19 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Eau et de l'Assainissement
Service Ressources Eau

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5127 de
réalisation de Plans d'Amélioration des
Pratiques Phytosanitaires et Horticoles sur
l'Ouest Montpelliérain - Avenant n°3 -
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération n° M2020-98 en date du 15 juillet 2020 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction auprès de Monsieur René REVOL dans le domaine de la « Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement » ;

- **VU** la décision n°MD2018-893 du 08 novembre 2018 attribuant le marché 5127 « Réalisation de Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles sur l'Ouest Montpelliérain » au groupement ENFORA/FD CIVAM/L. DECRUCQ dont le mandataire est la société ENFORA sise 917A rue du Faou - 30320 POULX, pour un montant de 101 210 € HT et pour une durée de 26 mois ;

- **VU** la décision n°MD2019-497 du 27 mai 2019 autorisant la signature de l'avenant n°1 au marché 5127 « Réalisation de Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles sur l'Ouest Montpelliérain au groupement » ENFORA/FD CIVAM/L. DECRUCQ dont le mandataire est la société ENFORA sise 917A rue du Faou - 30320 POULX, pour un montant de 1 300 € HT ;

- **VU** la décision n°MD2020-047 du 12 février 2020 autorisant la signature de l'avenant n°2 au marché 5127 « Réalisation de Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles sur l'Ouest Montpelliérain » au groupement ENFORA/FD CIVAM/L. DECRUCQ dont le mandataire est la société ENFORA sise 917A rue du Faou - 30320 POULX, pour un montant de 550 € HT ;

CONSIDERANT :

- que la crise sanitaire du COVID a suspendu l'étude pendant trois mois et que tout le planning avec les partenaires s'en trouve modifié.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°3 au marché 5127 « Réalisation de Plans d'Amélioration des Pratiques Phytosanitaires et Horticoles sur l'Ouest Montpelliérain » avec le groupement ENFORA/FD CIVAM/L. DECRUCQ dont le mandataire est la société ENFORA sise 917A rue du Faou - 30320 POULX, avenant n°3 sans incidence.
Le montant total du marché reste à 103 060 € HT.

ARTICLE 2 : De prolonger les délais d'exécution du marché jusqu'au 30 septembre 2021.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget Annexe de l'Eau Potable de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 011.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 août 2020

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

René REVOL

Publiée le : 24 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-137643-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 août 2020

Réception en Préfecture : 24 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 5127 - Avenant 3 signé ENFORA + PJ.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires

Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché subséquent
N°M9D0096AT - Travaux d'aménagement
Place de la Ramade à Saint Brès - Avenant
N°1 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la décision N°MD2018-366 relative à la signature de l'accord-cadre N°5023AT17 relatif aux travaux de voirie sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole attribué en Commission d'Appel d'Offres dans sa séance du 13 mars 2018 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voirie et espace public » ;

- VU la décision N°MD2019-1118 attribuant le marché subséquent N°M9D0096AT à l'entreprise Eurovia Languedoc Roussillon, pour un montant de 380 710,00 € euros HT et pour une durée de 5 mois (période de préparation comprise) ;

Considérant :

- que des modifications sur le réseau pluvial sont rendues nécessaires par des circonstances imprévisibles

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant N°1 au marché M9D0096AT – Travaux d'aménagement Place de la Ramade sur la Commune de Saint Brès avec l'entreprise Eurovia Languedoc Roussillon, avenant n°1 d'un montant de 57 106,50 euros HT, portant le nouveau montant du marché à 437 816,50 euros HT ;

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2020 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 908 ;

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant N°1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 août 2020

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 24 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20200715-137757-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 août 2020

Réception en Préfecture : 24 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT 1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Gestion Sociale du Logement

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative au marché n°4134UH16
hébergement temporaire d'urgence et
accompagnement social des ménages -
Avenant N°2- Autorisation de signature

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération n°M2020-98 du 15 juillet 2020 établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice;
- **VU** la décision n°D2016-499 relative à l'attribution d'un marché hébergement temporaire d'urgence et accompagnement social des ménages à l'association Avitarelle, 19 rue Boyer à Montpellier

- CONSIDERANT :

- la nécessité de reconduire le marché pour une période de 4 mois après la 3ème année de reconduction.

D E C I D E

ARTICLE 1 : ~~De conclure un avenant n°2 au marché hébergement temporaire d'urgence et~~ accompagnement social des ménages pour reconduire le marché pour une période de 4 mois après la 3ème année de reconduction. Cette reconduction porte sur la mission de gestion locative et l'entretien courant des logements, l'accompagnement social des ménages hébergés, et si besoin vers le relogement définitif, et la participation aux instances de coordination pilotées par la Métropole. Conformément à l'article 139-6° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, cette reconduction induit une incidence financière sur le montant du marché de 8 000 € HT, soit 4% du montant du marché initial. Le nouveau montant total du marché s'élève à 208 000 € H.T.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 août 2020

**Monsieur le Premier Vice-Président
Signé.**

Renaud CALVAT

Publiée le : 10 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-137806-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10 août 2020

Réception en Préfecture : 10 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AVENANT N°2 MARCHE N°4134UH16

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société FORTICHE
PRODUCTION dans l'Hôtel d'Entreprises
du Millénaire à Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire.

La société FORTICHE PRODUCTION, représentée par Monsieur Jérôme Combe, est spécialisée dans la production audiovisuelle et cinématographique, la production de films publicitaires, de musiques originales, de contenus multimédia, de sites internet.

Elle est candidate à la location des lots B10B (169.30 m²) et du B10C (188.10 m²) soit une surface totale de 357,40 m² pour une durée de 8 mois, jusqu'au 31/03/2021.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société FORTICHE PRODUCTION ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 18 août 2020

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-137864-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 août 2020

Réception en Préfecture : 19 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société BIOINSPIR dans
le bâtiment CAP SIGMA du BIOPOLE
EUROMEDECINE à GRABELS**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location de locaux dans le bâtiment CAP SIGMA du BIOPOLE EUROMEDECINE à GRABELS : la société BIOINSPIR, représentée par la Société TECHNOFOUNDERS, elle-même représentée par Monsieur Pierre Le Blainvaux son président, est une société spécialisée dans la dépollution naturelle des effluents industriels.

Elle est candidate à la location du lot CS 3.1 situé à CAP SIGMA d'une surface de 100 m².

La société emploie actuellement 5 salariés et prévoit un effectif de 8 salariés d'ici 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société BIOINSPIR ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 août 2020

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-137909-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 août 2020

Réception en Préfecture : 19 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Ouest & Sud

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à une convention de
participation aux équipements publics de
la ZAC Euromédecine II pour la parcelle
TK 0005 (SCI Frontfroide)-
Commune de Montpellier - Autorisation de
signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle de prendre toute décision concernant la passation, dans les périmètres des Z.A.C. d'intérêt métropolitain, de conventions de participation prévues à l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme ;
- **CONSIDERANT :**
 - la demande de permis de construire du 30 juin 2020 , déposée par SCI Fontfroide, domicilié 194 avenue Nina Simone CS19537 34960 Montpellier Cedex02, pour la construction d'une extension de deux niveaux afin d'agrandir l'unité Teranga qui pourra accueillir 6 lits et se doter de locaux supplémentaires d'activités et de soins,
 - que le permis de construire est déposé sur la parcelle TK 0005 située au 1800 rue Saint Priest, ZAC Euromédecine II à Montpellier ;
 - l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme qui prévoit que lorsqu'une construction est édifée sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone, une convention conclue entre la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale et le constructeur précise les conditions dans lesquelles celui-ci participe au coût d'équipement de la zone ;

- que la surface de plancher liée à la création d'une extension de deux niveaux est d'une superficie supplémentaire de 685 m² de Sdp ;
- que sur la base du programme de la Z.A.C., le montant de la participation au programme des équipements publics est de 56 €/m² de surface de plancher pour ce sous-secteur ;
- la nécessité de signer une convention de participation avec le constructeur et l'aménageur de la Z.A.C. (S.E.R.M.), préalablement à la délivrance du permis de construire ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Une convention de participation au coût des équipements publics de la Z.A.C Euromédecine II est conclue avec le constructeur et la S.E.R.M. en application de l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme.

ARTICLE 2 : Le montant de cette participation est fixé à 56 €/m² de surface de plancher supplémentaire pour ce sous-secteur de la ZAC ; soit au regard des surfaces de plancher prévisionnelles, un montant total de 38 360 €.

ARTICLE 3 : Le montant définitif de la participation du constructeur aux équipements publics sera calculé sur la base du nombre des mètres carrés de surface de plancher dont la construction sera autorisée par le permis de construire, une fois celui-ci délivré.

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation de fonction, à signer la convention visée à l'article 1, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 août 2020

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-137914-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 août 2020

Réception en Préfecture : 25 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2020 Conv. Participation FONTFROIDE VD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de l'association LABSUD dans
l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire à
Montpellier**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
 - VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain;
 - **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de l'association ci-après, présentée par la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire : l'association LABSUD, représentée par son Président Monsieur Mentzo de Winter, est un FABLAB qui a pour activité la fabrication numérique.
- Actuellement locataire du lot B12 représentant 272.50 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une période de 1 an à compter du 1^{er} janvier 2020.
- Le Fablab LABSUD créé en novembre 2012, est un outil d'Open Innovation au service des mondes professionnels, académiques et grands publics. Montpellier Méditerranée Métropole met à disposition gracieusement auprès de l'association des locaux dans l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire depuis janvier 2014. La mise à disposition de ces locaux a permis à l'association de connaître un essor certain, en adéquation avec son ambition.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de l'association LABSUD ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame le Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention d'occupation temporaire ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 août 2020

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-137972-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 août 2020

Réception en Préfecture : 19 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'acquisition de
véhicules pour l'année 2020 dans le cadre
de la convention de partenariat conclue
avec l'Union des Groupements d'Achats
Publics**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique
- VU la délibération n°M2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celles de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ; ainsi que celle d'autoriser la passation de convention avec l'UGAP ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de « l'Administration Générale et à la Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

CONSIDÉRANT :

- que Montpellier Méditerranée Métropole exerce des missions de service public nécessitant des moyens matériels adaptés et sécurisés pour les agents territoriaux qui les utilisent ;

- que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite renouveler les véhicules et engins de son parc devenus trop anciens dans les catégories suivantes : les véhicules légers et utilitaires, les deux roues et les engins techniques, liés notamment au transfert de la compétence voirie ;
- qu'après examen des différentes procédures envisageables, il apparaît opportun économiquement de recourir à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) qui propose une gamme de services et d'équipements adaptés et diversifiés aux besoins de la Métropole ;
- que par la décision n°MD2018-094 du 26 mars 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé une convention avec l'Union des Groupements d'Achats Publics pour une durée de 4 ans, ce partenariat permettant de bénéficier de conditions tarifaires préférentielles sur l'univers « Véhicules ».

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser le principe de passer des commandes de véhicules à l'Union des Groupements d'Achats Publics pour un montant estimé des commandes de 3 000 000 euros HT pour l'année 2020.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal, budgets annexes, tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser, toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 août 2020

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 24 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-137933-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 août 2020

Réception en Préfecture : 24 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention UGAP - Univers Informatique et Véhicules.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'autorisation de passer
des commandes à l'UGAP pour l'achat
d'équipements de protection individuelle
(EPI)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique
- VU la délibération n° 2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celles d'approuver par décision la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et celle approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ; et celle d'autoriser la passation de convention avec l'UGAP ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de L'Administration Générale et la gestion active et optimisée du Patrimoine ;

CONSIDERANT :

- La gestion de la crise sanitaire liée à l'épidémie de la Covid - 19 et des mesures mise en place dans le cadre des prescriptions et orientations du gouvernement, imposant le renforcement des

gestes et mesures barrières pour l'ensemble de la population et plus particulièrement des agents métropolitains;

-Que cette situation impose une réactivité et une continuité dans l'approvisionnement des produits et des biens participant à la lutte contre la propagation de ce virus et à la protection des agents, notamment concernant les Equipements de Protection Individuelle (EPI);

-Que dans ce contexte qu'il apparaît opportun de recourir à l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) qui propose une gamme de services et équipements adaptés et diversifiés aux besoins de la Métropole.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser le principe de passer commande auprès de l'Union des Groupements d'Achats Publics d'équipements de protection individuelle (EPI) montant de 50 000 euros HT. Le marché portera le n°M0B0078MG, la durée d'exécution ne peut excéder le 31 décembre 2020.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur budget principal et budgets annexes tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer ce marché et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 août 2020

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 24 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-137940-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 août 2020

Réception en Préfecture : 24 août 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative de la décision
MD2020-593 relative à l'agrément de
candidature de l'association ADAGES dans
la ZAC EUROMEDECINE II à Grabels**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain;
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de l'association ci-après, présentée par la Société d'Equipe de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC EUROMEDECINE II à Grabels : l'association ADAGES, représentée par Madame Françoise FASSIO, sa Présidente et Monsieur Frédéric HOIBIAN son Directeur Général dont l'activité est le Développement d'Animation et de Gestion d'Etablissements Spécialisés. L'association est candidate à l'acquisition du lot 308 de 2 855 m² pour la réalisation d'un bâtiment de bureaux de 1 349 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 1 427,50 m².
L'association emploie 30 personnes et prévoit un effectif de 35 salariés à 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La décision MD2020-593 est abrogée.

ARTICLE 2 : La candidature de l'association ADAGES ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 3 : Le cahier des charges particulier à cette cession est approuvé conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 4 : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 3 ainsi que tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 5 : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 août 2020

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 26 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-137951-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 août 2020

Réception en Préfecture : 26 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision modificative relative à un marché
N°G9D0010EM_Achat d'outillages et
d'équipements de protection individuelle**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le code de la Commande Publique ;
- VU la délibération n° 2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François Audrin dans le domaine de l'Administration Générale et à la Gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la décision n° MD2019-229 du 28 mars 2019 autorisant Montpellier Méditerranée Métropole à signer une convention de groupement de commandes avec la ville de Montpellier en vue de la passation d'un accord-cadre relatif à l'achat d'outillages et d'équipements de protection individuelle ;

- CONSIDERANT

- Que la décision visée ci-dessus comporte une erreur matérielle en raison de l'omission de chapitres concernant l'imputation des dépenses pour les lots auxquels participe Montpellier Méditerranée Métropole (lots 1, 2, 5 et 6) ;

DECIDE

ARTICLE 1 : De dire que les dépenses concernant les lots du marché de groupements relatif à l'achat d'outillages et d'équipements de protection individuelle auxquels Montpellier Méditerranée Métropole participe (lots 1, 2, 5 et 6) seront imputées sur le Budget Principal et Budgets Annexes, tous chapitres, de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 août 2020

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 24 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-137971-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 août 2020

Réception en Préfecture : 24 août 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux
Service Projets Stratégiques Transversaux

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Décision relative à l'avenant n°1 de la
convention de mandat avec la Société
d'Aménagement de Montpellier
Méditerranée Métropole (SA3M) pour la
réalisation des études préalables à
l'aménagement du site Sablassou à
Castelnau-le-Lez**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les dispositions relatives à la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération n°9173 du 28 octobre 2009 par laquelle le Conseil a approuvé les statuts de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), ainsi que sa prise de participation en qualité d'actionnaire majoritaire ;

- VU la décision n°MD2018-624 en date du 16 juillet 2018 autorisant la signature de la convention de mandat avec la SA3M pour la réalisation des études préalables à l'aménagement du site Sablassou à Castelnau-le-Lez ;

- VU la convention de mandat pour la réalisation des études préalables à l'aménagement du site Sablassou à Castelnau-le-Lez signée le 26 juillet 2018 ;

CONSIDERANT qu'il apparaît nécessaire de proroger la durée du mandat de 12 mois supplémentaires pour permettre notamment la finalisation des études préalables engagées.

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant 1 à la convention de mandat pour la réalisation des études préalables à l'aménagement du site Sablassou à Castelnau-le-Lez avec la SA3M, prolongeant prolonge d'un an les délais du mandataire pour réaliser et présenter les études confiées par le mandant.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 6 août 2020

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-137977-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 7 août 2020

Réception en Préfecture : 7 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet d'avenant N°1

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à la constitution d'un
groupement de commandes concernant
l'achat et la livraison de papier -
Montpellier Méditerranée Métropole
coordonnateur du groupement**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU la délibération n° 2020-96 du 15/07/2020, relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle d'approuver par décision la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ; et celle d'approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que toutes modifications relatives à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de « Administration Générale et à la Gestion active et optimisée du Patrimoine » ;

- CONSIDERANT :

- Qu'afin de continuer à rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Baillargues et les Villes de Baillargues, Beaulieu, Grabels, Jacou, Montpellier, Pérols, Pignan, Saint-Brès et Villeneuve-lès-Maguelone ont décidé de constituer un groupement de commandes pour l'achat et la livraison de papier ;
- Que Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur de ce groupement et sa commission d'Appel d'Offres sera celle du groupement, chaque membre du groupement s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne ;
- Qu'à ce titre, une procédure de mise en concurrence sera lancée par un appel d'offres ouvert pour la conclusion d'un accord cadre alloué à bons de commande pour une période initiale d'exécution d'un an reconductible tacitement 3 fois une année ;
- Que le marché est décomposé en 3 lots :
 - . Lot 1 Achat et livraison de papier photocopieur et traceur
 - . Lot 2 Achat de papier photocopie par camion complet
 - . Lot 3 Achat et livraison de papier d'imprimerie ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes pour l'Achat et la livraison de papier entre Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Baillargues et les Villes de Baillargues, Beaulieu, Grabels, Jacou, Montpellier, Pérols, Pignan, Saint-Brès et Villeneuve-lès-Maguelone ;

ARTICLE 2 : Conformément aux termes de la convention, Montpellier Méditerranée Métropole est désignée coordonnateur du groupement de commandes et sa Commission d'Appel d'Offres déclarée compétente pour attribuer ce marché.

ARTICLE 3 : De dire que la dépense sera imputée sur budget principal et budgets annexes tous chapitres de Montpellier Méditerranée Métropole,

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer la convention visée à l'article 1 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 août 2020

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 24 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-137993-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 août 2020

Réception en Préfecture : 24 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

- G0D0052MG_CONVENTION.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Peugeot
Partner immatriculé CZ-785-SH - Hôtel
des ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale et gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Peugeot Partner immatriculé CZ-785-SH,
- **CONSIDERANT** que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un véhicule de marque Peugeot Partner immatriculé CZ-785-SH et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 août 2020

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-138050-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 août 2020

Réception en Préfecture : 19 août 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Citroën
Berlingo immatriculé 218-ACJ-34 - Hôtel
des ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale et gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT :**
 - Que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Citroën Berlingo immatriculé 218-ACJ-34 ;
 - Que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un véhicule de marque Citroën Berlingo 218-ACJ-34 et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 août 2020

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-138052-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 août 2020

Réception en Préfecture : 19 août 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Citroën
Berlingo immatriculé DA-228-LF - Hôtel
des ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale et gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT :**
 - Que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Citroën Berlingo immatriculé DA-228-LF,
 - Que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un véhicule de marque Citroën Berlingo immatriculé DA-228-LF et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 août 2020

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-138054-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 août 2020

Réception en Préfecture : 19 août 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Administratif et Financier (DMGB)

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Citroën
Berlingo immatriculé CJ-850-RF - Hôtel
des Ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil n° 2020-96 du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président ,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros,
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale et gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- **CONSIDERANT :**
 - Que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Citroën Berlingo immatriculé CJ-850-RF,
 - Que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un véhicule de marque Citroën Berlingo immatriculé CJ-850-RF et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18 août 2020

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 19 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-138056-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 19 août 2020

Réception en Préfecture : 19 août 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision modificative relative au marché
n°M8D0018MG "Prestations de
gardiennage des équipements de
Montpellier Méditerranée Métropole"

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le décret relatif aux Marchés Publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale et gestion active et optimisée du Patrimoine » ;
- VU la décision n° MD2019-446 du 13 mai 2019 qui attribue le marché M8D0018MG18 « Accord-cadre de prestations de gardiennage des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole » à l'entreprise ASI SECURITE, sise 235 rue Claude François Parc 2000 Montpellier (34 080) ;

- CONSIDERANT

- Que la décision visée ci-dessus comporte une erreur matérielle en raison de l'omission de chapitres concernant l'imputation des dépenses liées à ce marché ;

DECIDE

ARTICLE 1 : De dire que les dépenses concernant le marché M8D0018MG18 « Accord-cadre de prestations de gardiennage des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole » seront imputées sur le Budget Principal et Budgets Annexes, tous chapitres, de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 août 2020

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 24 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-138259-CC-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 août 2020

Réception en Préfecture : 24 août 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Economie et de l'Emploi
Unité implantation des entreprises

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative à l'agrément de
candidature de la société NYSL dans les
Ateliers Relais de Prades-Le-Lez.**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'agrément des candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **CONSIDERANT :**
 - que Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses missions de développement économique, dispose d'Ateliers-Relais disponibles à la location pour des sociétés artisanales, industrielles et de services.
 - que la SAS NYSL recherche des locaux afin d'exercer son activité concernant la fabrication de semelles orthopédiques par impression 3D. La société, représentée par son président Monsieur Youri Saint-Lo, est candidate à la location du lot 7/8, de 225 m² pour une période de 36 mois.

La société emploie actuellement 3 salariés, et prévoit un effectif de 10 personnes d'ici 3 ans.

D E C I D E

ARTICLE 1 : La candidature de la société SAS NYSL ci-dessus mentionnée est agréée.

ARTICLE 2 : Madame le Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention d'occupation temporaire ainsi que tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 26 août 2020

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 26 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-138390-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26 août 2020

Réception en Préfecture : 26 août 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Architecture Bâtiments Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché
M8D0018MG" Prestations de gardiennage
des équipements de Montpellier
Méditerranée Métropole"- Avenant n°2**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le Code de la Commande Publique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine de l'Administration Générale et à la Gestion active et optimisée du Patrimoine ;
- VU la notification du 22/05/2019 attribuant le marché à bon de commande n°M8D0018MG « Prestations de gardiennage des équipements de Montpellier Méditerranée Métropole » à la société ASI Sécurité, sise 235 rue Claude François, Parc 2000 pour une durée de 12 mois reconductibles 3 fois 1 année,
- VU l'avenant n°1 portant sur des précisions apportées à l'article 2.2 du CCTP ainsi que le retrait de certains bâtiments,

CONSIDÉRANT :

- l'acquisition du site industriel de Fabrègues, sise Quatre chemins, 34690 Fabrègues, et le besoin de gardiennage de ce site,
- l'article 2.1 du CCTP identifiant les équipements métropolitains susceptibles de faire l'objet de gardiennage et précisant que la liste n'est pas exhaustive,
- l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique autorisant des modifications lorsqu'elles sont prévues au contrat,
- qu'il est nécessaire de rajouter ce bâtiment à l'article 2.1 du CCTP.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°2 au marché M8D0018MG afin de rajouter le site industriel de Fabrègues, sise Quatre chemins, 34690 Fabrègues.

ARTICLE 2 : À titre indicatif, le montant estimatif annuel de ces prestations supplémentaires de gardiennage, au titre de cet accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum est de 250 000 € HT.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°2 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire,

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 août 2020

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Jean-François AUDRIN

Publiée le : 24 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-138473-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 août 2020

Réception en Préfecture : 24 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

- M8D0018MG_av2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Services aux Territoires
Service Ressources Administratives et Dialogue de Gestion (DST)

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°5080EP18 -
Travaux de revêtement de surface et de
génie civil - Grand Rue Jean Moulin -
Avenant n°2 - Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°2020-96 du 15 juillet 2020, relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président ;
- VU les dispositions relatives aux marchés publics ;
- VU la délibération relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine de « la Voirie et l'espace public » ;
- VU la décision n°MD2018-494 du 13/06/2018 attribuant le marché n°5080EP18 – Travaux de revêtement de surface et de génie civil – Grand Rue Jean Moulin au groupement d'entreprises EUROVIA LANGUEDOC ROUSILLON (Mandataire) / DE FILIPPIS, sise 82 rue Jean-Baptiste Calvignac à Baillargues pour un montant de 1 392 192 € HT ;

- **VU** la décision n°MD2019-750 du 05/08/2019, relative à la signature de l'avenant n°1 au marché n°5080EP18 ;

CONSIDERANT :

- que dans le cadre de la réhabilitation des rues de l'Ecusson, le présent marché a pour objet le réaménagement de la Grand Rue Jean Moulin dans son intégralité ;

- que les manifestations des gilets jaunes et les interventions demandées par les forces de police ont engendré des dépenses imprévues à l'origine du chantier;

- que ces circonstances exceptionnelles, extérieures au chantier, ont généré un surcoût de 83 785,30 € HT.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°2 du marché n°5080EP18 – Travaux de revêtement de surface et de génie civil – Grand Rue Jean Moulin avec le groupement d'entreprises EUROVIA LANGUEDOC ROUSILLON (Mandataire) / DE FILIPPIS avec une incidence financière de 83 785,30 € HT. Le nouveau montant du marché est de 1 664 912,52 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 août 2020

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 24 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-138553-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 août 2020

Réception en Préfecture : 24 août 2020

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant n°2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Pôle Proximité Espaces Publics

**Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Décision relative au marché n°4661AT17
de maintenance et travaux de voirie -
Avenants aux lots 1 à 10
Modification du CCAP
Autorisation de signature**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Métropole et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric LAFFORGUE dans le domaine « Voirie et espace public » ;

- **VU** la délibération n°14200 autorisant la signature des lots 1 à 10 du marché n°4661AT17 de maintenance et travaux de voirie avec les entreprises suivantes :

Lot 1 pôle Plaine Ouest – Eiffage Route Méditerranée,
Lot 2 pôle Piémonts et Garrigues – Eurovia Languedoc Roussillon,
Lot 3 pôle Vallée du Lez – Colas Midi Méditerranée,
Lot 4 pôle Cadoule et Bérange - Eurovia Languedoc Roussillon,
Lot 5 pôle Littoral – Groupement Razel Bec/Eurovia/TP Sud,
Lot 6 pôle Montpellier (Port Marianne, Près d’Arènes et Croix d’Argent) – Malet,
Lot 7 pôle Montpellier (Centre 1, 3 et 4) – Razel Bec,
Lot 8 pôle Montpellier (Mosson et Cévennes) – Colas Midi Méditerranée,
Lot 9 pôle Montpellier (Hôpitaux Facultés et Centre 2) – Eiffage Route Méditerranée,
Lot 10 Asphalte coulé – Asten,

- CONSIDERANT :

- que dans un souci de simplification administrative dans l’exécution du marché, il convient de modifier l’article 13.1 du CCAP.

- que par application des dispositions de l’article 41.1.3 du CCAG Travaux, dès lors que le maître d’ouvrage ne jugera pas utile de procéder aux opérations préalables à la réception, de manière formelle et conforme aux dispositions des articles 41.1.1 et 41.1.2 du CCAG Travaux, les travaux seront réputés réceptionnés sans réserve ;

- que le règlement de l’acompte correspondant à ces travaux vaudra réception des travaux concernés ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d’autoriser la signature des avenants au marché n°4661AT17 de maintenance et travaux de voirie modifiant l’article 13.1 du CCAP de ce marché avec les entreprises suivantes :

Lot 1 pôle Plaine Ouest – Eiffage Route Méditerranée
Lot 2 pôle Piémonts et Garrigues – Eurovia Languedoc Roussillon
Lot 3 pôle Vallée du Lez – Colas Midi Méditerranée
Lot 4 pôle Cadoule et Bérange - Eurovia Languedoc Roussillon
Lot 5 pôle Littoral – Groupement Razel Bec/Eurovia/TP Sud
Lot 6 pôle Montpellier (Port Marianne, Près d’Arènes et Croix d’Argent) – Malet
Lot 7 pôle Montpellier (Centre 1, 3 et 4) – Razel Bec
Lot 8 pôle Montpellier (Mosson et Cévennes) – Colas Midi Méditerranée
Lot 9 pôle Montpellier (Hôpitaux Facultés et Centre 2) – Eiffage Route Méditerranée
Lot 10 Asphalte coulé – Asten

ARTICLE 2 : d’autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l’avenant et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution de la présente décision.

Montpellier, le 24 août 2020

**Monsieur le Vice-Président
Signé.**

Frédéric LAFFORGUE

Publiée le : 24 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-138591-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 24 août 2020

Réception en Préfecture : 24 août 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Renault
Kangoo immatriculé EL-908-TR - Hôtel
des ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine « Administration Générale et gestion active et optimisée du Patrimoine »;
- **CONSIDERANT :**
 - que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Renault Kangoo immatriculé EL-908-TR,
 - que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un véhicule de marque Renault Kangoo immatriculé EL-908-TR et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 août 2020

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200715-138883-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 août 2020

Réception en Préfecture : 25 août 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule de marque Peugeot 106
immatriculé CK-213-XC - Hôtel des Ventes
de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale et gestion active et optimisée du Patrimoine»;
- **CONSIDERANT :**
 - que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Peugeot 106 immatriculé CK-213-XC ;
 - que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer ;

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un véhicule de marque Peugeot 106 immatriculé CK-213-XC et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 août 2020

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 août 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20200715-138886-AU-1-1

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 août 2020

Réception en Préfecture : 25 août 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments
Service Parc Auto

Extrait du registre des
Décisions de Montpellier
Méditerranée Métropole

Décision relative à la cession pour réforme
d'un véhicule vétuste de marque Citroën
Berlingo immatriculé CV-985-SB - Hôtel
des Ventes de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil, notamment celle d'autoriser l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180000 euros ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Jean-François AUDRIN dans le domaine «Administration Générale et gestion active et optimisée du Patrimoine»;
- **CONSIDERANT :**
 - que Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire d'un véhicule vétuste de marque Citroën Berlingo immatriculé CV-985-SB ;
 - que Montpellier Méditerranée Métropole n'a pas intérêt à conserver un véhicule vétuste et qu'il convient de le réformer,

D E C I D E

ARTICLE 1 : Montpellier Méditerranée Métropole réforme pour cause de vétusté un véhicule de marque Citroën Berlingo immatriculé CV-985-SB et le cède à l'Hôtel des Ventes de Montpellier, sis 194 chemin de Poutingon, 34 070 Montpellier.

ARTICLE 2 : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté portant délégation de fonction.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 25 août 2020

**Monsieur le Président
Signé.**

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 août 2020

**Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20200715-138935-AU-1-1**

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25 août 2020

Réception en Préfecture : 25 août 2020

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 3
ARRETES REGLEMENTAIRES

PARTIE 3
ARRETES REGLEMENTAIRES

N°ARRETE	TITRE	PAGE
MAR2020-0280	Délégations de signature - Cabinet du Président	378
MAR2020-0290	Monsieur Renaud CALVAT - Premier Vice-Président délégué aux Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes	380
MAR2020-0291	Madame Coralie MANTION - 2ème Vice-Présidente déléguée à l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière	383
MAR2020-0292	Monsieur Cyril MEUNIER - 3ème Vice-Président délégué au Tourisme, à l'Attractivité et aux Congrès	386
MAR2020-0293	Madame Isabelle TOUZARD - 4ème Vice-Présidente déléguée à la Transition écologique et solidaire, la Biodiversité, l'Energie, l'Agroécologie et alimentation	388
MAR2020-0294	Monsieur Frédéric LAFFORGUE - 5ème Vice-Président délégué aux Voiries et à l'Espace public	390
MAR2020-0295	Madame Julie FRÊCHE - 6ème Vice-Présidente déléguée au Transport et aux Mobilités actives	392
MAR2020-0296	Monsieur René REVOL - 7ème Vice-Président délégué à la Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement	394
MAR2020-0297	Madame Clara GIMENEZ - 8ème Vice-Présidente déléguée à la Politique de la ville et à la Cohésion sociale	396
MAR2020-0298	Monsieur Christian ASSAF - 9ème Vice-Président délégué aux Politiques sportives	398
MAR2020-0299	Monsieur Jean-François AUDRIN - 15ème Vice-Président délégué à l'Administration Générale, à la Commande publique et à la Gestion active et optimisée du patrimoine	400
MAR2020-0300	Monsieur Eric PENSO - 11ème Vice-Président délégué à la Culture et au Patrimoine historique	402
MAR2020-0301	Madame Hind EMAD - 12ème Vice-Présidente déléguée au Développement économique et numérique	404
MAR2020-0302	Monsieur François VASQUEZ - 13ème Vice-Président délégué à la Collecte, tri, valorisation des déchets et Politique zéro déchet	406
MAR2020-0303	Madame Michelle CASSAR - 14ème Vice-Présidente déléguée au Développement des partenariats de gestion entre les communes de la Métropole	408
MAR2020-0304	Madame Claudine VASSAS-MEJRI - 10ème Vice-Présidente déléguée à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels	410
MAR2020-0305	Madame Clare HART - 16ème Vice-Présidente déléguée au Rayonnement international	413
MAR2020-0306	Madame Florence BRAU - 17ème Vice-Présidente déléguée à la Santé, à la Recherche et à l'enseignement supérieur	415
MAR2020-0307	Monsieur Joël RAYMOND - 18ème Vice-Président délégué aux Ressources humaines et au Dialogue social	417
MAR2020-0308	Madame Éliane LLORET - 19ème Vice-Présidente déléguée aux Égalités, à l'Inclusion des publics fragiles et au Bien vieillir	419
MAR2020-0309	Madame Véronique NEGRET - 20ème Vice-Présidente déléguée au Littoral, à la Prévention des risques majeurs et à la GEMAPI	421
MAR2020-0310	Monsieur William ARS Conseiller métropolitain délégué au Développement et optimisation des financements européens et à l'Évaluation des Politiques publiques	423

PARTIE 3
ARRETES REGLEMENTAIRES

N°ARRETE	TITRE	PAGE
MAR2020-0311	Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER - Conseiller métropolitain délégué aux Festivités et sports traditionnels	425
MAR2020-0312	Représentation de M. le Président à la présidence de la Commission d'Appels d'Offres par Mme RIBOT	427
MAR2020-0313	Délégation de signature relative à l'intérim de M. le Directeur Général des Services du 1er au 28 août 2020 inclus	429
MAR2020-0314	Délégation de signature relative aux aides à la pierre	431
MAR2020-0317	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier	433
MAR2020-0320	Suppléance de Monsieur le Président par Monsieur le Premier Vice-Président du 7 au 16 août 2020 inclus	435
MAR2020-0323	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Castries	437
MAR2020-0324	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Castries	439
MAR2020-0325	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'urbanisme (PLU) de Castries	441
MAR2020-0327	Madame Régine ILLAIRE - Conseillère métropolitaine déléguée au Complexe funéraire et au cimetière intercommunal	443
MAR2020-0328	Monsieur Guy LAURET - Conseiller métropolitain délégué à l'Artisanat, aux parcs et zones d'activités artisanales	445
MAR2020-0329	Monsieur Jean-Pierre RICO - Conseiller métropolitain délégué à la Mise en place de la police des transports et des Aires d'accueil des gens du voyage	447
MAR2020-0330	Monsieur Roger CAIZERGUES - Conseiller métropolitain délégué à la Biodiversité, au Patrimoine naturel et à l'Ecolothèque	449
MAR2020-0333	Madame Célia SERRANO - Conseillère métropolitaine déléguée à la Sensibilisation à la réduction des déchets et au Bien-être animal	451
MAR2020-0334	Monsieur Jean-Luc SAVY - Conseiller métropolitain délégué aux Pistes cyclables	453
MAR2020-0335	Monsieur François RIO - Conseiller métropolitain délégué à l'Insertion	455
MAR2020-0336	Monsieur Yvon PELLET - Conseiller métropolitain délégué à l'Agriculture, la viticulture et aux manifestations afférentes	457
MAR2020-0337	Monsieur Jacques MARTINIER - Conseiller métropolitain délégué à l'Exécution budgétaire et aux Marchés Publics	459
MAR2020-0338	Monsieur Bruno PATERNOT - Conseiller métropolitain délégué à la Qualité de l'environnement visuel et au RLPI	461
MAR2020-0339	Monsieur Christophe BOURDIN - Conseiller métropolitain délégué aux Équipements sportifs et au Projet de nouveau stade	463
MAR2020-0340	Madame Brigitte DEVOISSELLE - Conseillère métropolitaine déléguée à la Santé	465
MAR2020-0341	Délégations de signature - Département Développement et Aménagement Durables du Territoire (DDADT)	467
MAR2020-0342	Délégations de signature - Département Administration Générale et Finances (DAGF)	479
MAR2020-0344	Arrêté fixant les limites de l'exercice de la délégation de Monsieur Christophe BOURDIN, conseiller métropolitain délégué aux Équipements sportifs et au Projet de nouveau stade	487
MAR2020-0345	Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Cournonsec	489

PARTIE 3
ARRETES REGLEMENTAIRES

N°ARRETE	TITRE	PAGE
MAR2020-0346	Composition de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole	491
MAR2020-0347	Représentation de M. le Président à la présidence de la Commission de Délégation de Service Public par M. Renaud CALVAT	493
MAR2020-0352	Arrêté portant désignation des représentants du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole	495
MAR2020-0353	Délégations de signature - Direction Générale des Services	498



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature
Cabinet du Président**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité Technique.

ARRETE

ARTICLE 1: Le Département du Cabinet du Président est composé des directions et services suivants :

- Direction de la Communication ;
- Direction des Relations Presse ;
- Service du Protocole de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Service Protocole et Accueil ;
- Direction des Relations Internationales.

Monsieur Clément PRUNIERES, Directeur de Cabinet, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des services relevant du département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de l'ensemble des services relevant de son département ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de l'ensemble des services relevant de son département :
 - Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT.

- Délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
- Délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de Cabinet, les délégations ci-dessus sont accordées à Madame Valérie ARNAL, Chef de Cabinet.

ARTICLE 2 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21 sept. 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 21/09/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-122750-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/09/20

Réception en Préfecture : 21/09/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur Renaud CALVAT
Premier Vice-Président délégué aux
Finances, aux Politiques contractuelles et à
la Coopération avec les communes

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michal DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, reçoit délégation de fonction aux Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes, comprenant notamment les domaines suivants :

Finances, Budget et Expertise financière, notamment :

- La Commission intercommunale des impôts directs ;
- L'ordonnancement et mandatement des dépenses et des recettes, les admissions en non-valeur, états de poursuite par voie de saisie des redevables, les arrêtés de comptes de fin

- d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du Trésorier municipal retracés dans le compte de gestion ;
- La création, la modification et la suppression des régies d'avances et de recettes, la signature des procès-verbaux de vérification de ces régies, • les certificats de ré-imputation comptable ;
 - L'état des restes à réaliser et l'état des dépenses engagées et non mandatées ;
 - Les certificats attestant la réalité d'une dépense, d'une recette, d'un engagement ou d'un service fait ;
 - Les garanties d'emprunts et gestion de la dette ;
 - Les achats et production graphique ;
 - Les cessions et réformes des matériels ;
 - La souscription et la renégociation des emprunts et des lignes de trésorerie.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Monsieur Renaud CALVAT reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 4 : Délégation est attribuée à Monsieur Renaud CALVAT à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de Montpellier Méditerranée Métropole comprenant notamment :

- Les mandats, titres, certificats de paiement des marchés, réductions de titres, ordres de reversement, mandats d'annulation, bordereaux de titres et mandats de bordereaux de rejet ;
- Les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel, les rectifications apportées aux factures et aux mandats ;
- Les admissions en non-valeur ;
- Les états de poursuite par voie de saisie des redevables ;
- Les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion, les états de reste à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues à l'article 4 sont accordées dans les mêmes conditions au Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Renaud CALVAT et du Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances, Monsieur Vincent DOMEIZEL reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 4.

ARTICLE 7 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Renaud CALVAT, du Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances et de Monsieur Vincent DOMEIZEL, Madame Céline FERRIE reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 4.

ARTICLE 8 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Renaud CALVAT, du Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances, de Monsieur Vincent DOMEIZEL et de Madame Céline FERRIE, Madame Emilie DREUX reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 4.

ARTICLE 9 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Renaud CALVAT, du Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances, de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Céline FERRIE et de Madame Emilie DREUX, Madame Christelle ROSE reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 4.

ARTICLE 10 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Renaud CALVAT, du Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances, de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Céline FERRIE, de Madame Emilie DREUX et de Madame Christelle ROSE, Monsieur Fabien DELCASSO reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 4.

ARTICLE 11 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Renaud CALVAT, du Directeur Général Adjoint en charge de la Direction des Finances, de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Céline FERRIE, de Madame Emilie DREUX, de Madame Christelle ROSE et de Monsieur Fabien DELCASSO, Madame Natacha LEUPERT reçoit délégation à l'effet de les remplacer pour la signature des actes dans les conditions définies à l'article 4.

ARTICLE 12 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 06/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-122764-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06/08/20

Réception en Préfecture : 06/08/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Madame Coralie MANTION
2ème Vice-Présidente déléguée
à l'Aménagement durable du territoire,
l'Urbanisme et la Maîtrise foncière**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction à l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière, comprenant notamment les domaines suivants :

- Planification urbaine : notamment SCoT et PLUi, urbanisme, aménagement, réinvestissement et renouvellement urbains opérationnels ;
- Site Patrimoine Remarquable (SPR), Plan de sauvegarde et mise en valeur (PSMV), Plan de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (PVAP), Aires de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) ;
- Avis sur projets et schémas régionaux ;
- Avis sur des opérations d'urbanisme menées sur le territoire de la Métropole ;
- Participation à la définition des modes d'habiter ;
- Participation à la définition de l'espace public ;
- Zones d'aménagement de sites de compétence métropolitaine, hors parcs d'activité ;
- Rénovation urbaine dont opérations financées par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine ;
- Elaboration du RLPI ;
- Droit des sols ;
- Politique foncière : acquisitions et ventes foncières liées aux compétences de la Métropole et leurs réitération notamment par voie administrative en qualité d'officier public, instauration des Zones d'Aménagement Différé, exercice des droits de préemption, procédures d'expropriation, exercice du droit de priorité, acquisitions par procédure de transfert d'office conformément à l'article L. 318 3 du Code de l'urbanisme, procédures de classement et déclassement du domaine public, prises et dons à bail, conventions, autorisation et servitudes constitutives ou non de droits réels sur les propriétés métropolitaines, mise à disposition ou transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées, autorisation de dépôt de tout type de demande d'autorisation d'occupation des sols.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Madame Coralie MANTION reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Coralie MANTION, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Coralie MANTION et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-122766-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur Cyril MEUNIER
3ème Vice-Président
délégué au Tourisme,
à l'Attractivité et aux Congrès

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président, reçoit délégation de fonction au Tourisme, attractivité et congrès, comprenant notamment les domaines suivants :

- Développement du tourisme et relations avec les Offices de tourisme du territoire métropolitain ;
- Stratégie d'attractivité du territoire, notamment en termes de congrès.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Monsieur Cyril MEUNIER reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Cyril MEUNIER, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Cyril MEUNIER et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-122768-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Madame Isabelle TOUZARD
4ème Vice-Présidente
déléguée à la Transition écologique et
solidaire, la Biodiversité, l'Energie,
l'Agroécologie et alimentation

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction à la Transition écologique et solidaire, la Biodiversité, l'Energie, l'Agroécologie et alimentation, comprenant notamment les domaines suivants :

- Elaboration, mise en œuvre et suivi du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), suivi et mise en œuvre de la labellisation Cit'Ergie ;
- Biodiversité : élaboration et mise en œuvre de la stratégie de préservation et de valorisation de la biodiversité, suivi des mesures de compensation environnementale, suivi Natura 2000 terrestres ;
- Lutte contre la pollution de l'air et les nuisances sonores (Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement-PPBE, santé environnementale ;

- Transition énergétique : rénovation énergétique des bâtiments hors patrimoine métropolitain, schéma directeur des énergies, organisation et contrôle des réseaux publics de distribution d'énergies, développement des énergies renouvelables, soutien aux actions de maîtrise de l'énergie, Rapport Développement Durable ;
- Politique agroécologique et alimentaire :
 - Mobilisation du foncier agricole : Installation des agriculteurs, mobilisation des friches agricoles, installation de fermes ressources, suivi des mesures de compensations agricoles
 - Économie agricole et viticole ;
 - Filières bio, circuits courts et maraichage ;
 - Relations avec le pôle d'excellence agronomique Agropolis ;
- Suivi et contrôle du contrat de gestion du Marché d'Intérêt National.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Madame Isabelle TOUZARD reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle TOUZARD, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle TOUZARD et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-122770-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur Frédéric LAFFORGUE
5ème Vice-Président
délégué aux Voiries et à l'Espace public

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Frédéric LAFFORGUE en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, reçoit délégation de fonction aux Voiries et à l'Espace public, comprenant notamment les domaines suivants :

- Création, aménagement, entretien et propreté des espaces publics liés à tout mode de déplacement (voirie, places, fontaines d'agrément, espaces verts attenants à la voirie) ;
- Règlement de voirie ;
- Conservation et gestion de l'occupation du domaine public ;
- Gestion, réalisation et maintenance du jalonnement directionnel ;
- Gestion, réalisation et maintenance de l'éclairage public ;
- Gestion, réalisation et maintenance de l'assainissement pluvial (hors zonage) ;

- Pilotage de la définition des référentiels « espace public » ;
- Innovation voirie, routes et équipements ;
- Eco-conception et éco-construction des aménagements de l'espace public ;
- Sécurité routière ;
- Réseaux très haut débit, mise en œuvre opérationnelle du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique (SDAN) ;
- Mise en œuvre et accompagnement du RLPI.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Monsieur Frédéric LAFFORGUE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric LAFFORGUE, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric LAFFORGUE et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-122772-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

Madame Julie FRÊCHE
6ème Vice-Présidente déléguée
au Transport et aux Mobilités actives

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction au Transport et aux Mobilités Actives, comprenant notamment les domaines suivants :

- Politique des déplacements urbains (Plan de Mobilité, Schéma directeur des Mobilités Actives...) ;
- Etudes et réalisation de lignes de transport en commun ;
- Définition, délégation et contrôle de l'exploitation du réseau de transport public ;
- Relations avec les exploitants ;
- Développement des services liés à la mobilité ;
- Développement des modes de déplacement actif et réseau des pistes cyclables ;
- Développement de l'intermodalité en lien avec les autres AOM ;
- Parcs et aires de stationnement ;

- Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables ;
- Logistique urbaine ;
- Accompagnement des projets de mobilité portés par d'autres maîtres d'ouvrages, dont doublement de lignes ferroviaires, Contournement Nîmes-Montpellier (CNM), Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP), Etoile de Montpellier, Contournement Ouest de Montpellier, déviation de la RN113 ;
- Avis sur les projets et schémas européens, nationaux et régionaux de mobilité ;
- Zone à faible émission ;
- Plans de déplacements des salariés et des élèves ;
- Taxis.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Madame Julie FRÊCHE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie FRÊCHE, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie FRÊCHE et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-122774-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur René REVOL
7ème Vice-Président
délégué à la Gestion raisonnée, écologique
et solidaire de l'eau et de l'assainissement

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur René REVOL, Vice-Président, reçoit délégation de fonction à la Gestion raisonnée, écologique et solidaire de l'eau et de l'assainissement, comprenant notamment les domaines suivants :

- Politique du petit cycle de l'eau (ressource, distribution, collecte et traitement de l'eau) ;
- Gestion et exploitation des services publics de l'eau potable, de l'eau brute du « Bas Rhône et du Languedoc », de l'assainissement collectif et non collectif ;
- Elaboration et mise en œuvre des schémas directeurs d'eau potable, d'eau brute du « Bas Rhône et du Languedoc », d'assainissement ;
- Elaboration des zonages d'assainissement (collectif et pluvial) ;

- Développement et renouvellement du patrimoine de production et de distribution d'eau potable, de distribution d'eau brute du « Bas Rhône et du Languedoc » et de collecte et de traitement des eaux usées ;
- Relations avec les syndicats d'eau potable du territoire métropolitain.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Monsieur René REVOL reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur René REVOL est habilité à signer les autorisations de déversement des eaux usées autres que domestiques dans le système de collecte de traitement de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, Monsieur René REVOL est autorisé à signer les arrêtés de pouvoir de police spéciale en matière d'assainissement.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur René REVOL, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur René REVOL et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-122776-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

Madame Clara GIMENEZ
8ème Vice-Présidente
déléguee à la Politique de la ville et à la
Cohésion sociale

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Clara GIMENEZ en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction à la Politique de la ville et à la Cohésion sociale, comprenant notamment les domaines suivants :

- Cohésion sociale ;
- Politique de la Ville ;
- Volet Développement social et urbain des opérations de rénovation urbaine et de renouvellement urbain dans les quartiers prioritaires ;
- Politique en faveur des personnes défavorisées ;
- Contrat de Ville ;
- Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ)

- Participation aux dispositifs contractuels de développement urbain ;
- Insertion par l'économie ;
- Attribution des aides du Fonds Social pour le Logement (FSL) ;
- Mise en œuvre du Logement d'abord ;
- Elaboration et mise en œuvre du Plan Partenarial de la Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs (PPGDID) ;
- Fonds d'Aide aux Jeunes.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Madame Clara GIMENEZ reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clara GIMENEZ, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clara GIMENEZ et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-122778-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur Christian ASSAF
9ème Vice-Président
délégué aux Politiques sportives

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, reçoit délégation de fonction aux Politiques sportives, comprenant notamment les domaines suivants :

- Politiques sportives ;
- Construction, aménagement et gestion d'équipements sportifs structurants ;
- Soutien aux clubs sportifs de haut niveau ;
- Soutien aux manifestations sportives de niveau national ou international ;
- Soutien aux initiatives, pratiques et manifestations sportives ;
- Actions en faveur du maintien des traditions sportives (tambourin, trophées taurins, joutes...).

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Monsieur Christian ASSAF reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian ASSAF, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian ASSAF et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-122780-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur Jean-François AUDRIN
15ème Vice-Président
délégué à l'Administration Générale, à la
Commande publique et à la Gestion active
et optimisée du patrimoine

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Jean-François AUDRIN en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, reçoit délégation de fonction à l'Administration Générale, à la Commande publique et à la Gestion active et optimisée du patrimoine, comprenant notamment les domaines suivants :

- Administration générale ;
- Affaires juridiques ;
- Marchés publics ;
- Contentieux et assurances (contrats, suivi des polices, mise en jeu des garanties) ;
- Commission d'Accès aux Documents Administratifs ;

- Archives ;
- Maintenance, gestion des fluides et de l'énergie des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Travaux d'aménagements, de rénovation, d'extension ou de réalisation de bâtiment de Montpellier Méditerranée Métropole (hors bâtiments culturels et sportifs) ;
- Gestion du parc automobile de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Gestion du Patrimoine immobilier de Montpellier Méditerranée Métropole (hors bâtiments culturels et sportifs) ;
- Aménagements et équipements des bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Gestion, acquisitions de bâtiments de Montpellier Méditerranée Métropole en copropriété.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Monsieur Jean-François AUDRIN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-François AUDRIN, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-François AUDRIN et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-122782-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Monsieur Eric PENSO
11ème Vice-Président délégué à
la Culture et au Patrimoine historique**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eric PENSO en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, reçoit délégation de fonction à la Culture et au Patrimoine historique, comprenant notamment les domaines suivants :

- Politique culturelle ;
- Métropole d'Art et Histoire, Patrimoine et Archéologie ;
- Création et gestion des équipements et des services culturels d'intérêt métropolitain ;
- Enseignements musical, théâtral et artistique ;
- Soutien aux institutions culturelles structurantes de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Aide à la diffusion culturelle (théâtre, musique, danse, arts de la rue, arts du cirque, arts plastiques et visuels, littérature...) ;

- Soutien aux initiatives, pratiques et manifestations culturelles ;
- Suivi du fonctionnement, de l'aménagement, de la rénovation et de la construction des équipements et des bâtiments culturels métropolitains ;
- Culture scientifique.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Monsieur Eric PENSO reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric PENSO, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric PENSO et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-122784-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Madame Hind EMAD
12ème Vice-Présidente
déléguée au Développement économique et
numérique**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction au Développement économique et numérique, comprenant notamment les domaines suivants :

- Animation et accompagnement du développement économique local ;
- Actions en faveur de la création et de l'implantation d'entreprises nouvelles ;
- Relations avec les acteurs relevant des pôles d'excellence, Participation aux pôles de compétitivité ;
- Innovation ;
- Ville intelligente, nouvelles technologies au service des citoyens, de l'économie du territoire et des services publics ;
- Relation avec les chambres consulaires ;

- Commerce et industrie ;
- Action en faveur de la création d'emplois ;
- Définition de la stratégie numérique métropolitaine ;
- Conception du Schéma Directeur d'Aménagement Numérique (SDAN), réseaux très haut débit ;
- Equipement, maintenance et formation informatique des services, dématérialisation et e-administration ;
- Domotique et bâtiments métropolitains ;
- Création, aménagement et gestion des parcs d'activités et de l'immobilier économique métropolitain, Schéma d'Accueil des Entreprises ;
- Projet de Med Valley.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Madame Hind EMAD reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hind EMAD, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hind EMAD et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-122786-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur François VASQUEZ
13ème Vice-Président
délégué à la Collecte, tri, valorisation
des déchets et Politique zéro déchet

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- **VU** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- **VU** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- **VU** le Code de la Commande publique ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur François VASQUEZ en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- **VU** l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, reçoit délégation de fonction à la Collecte, tri, valorisation des déchets et Politique zéro déchet, comprenant notamment les domaines suivants :

- Collecte, traitement et valorisation des déchets ménagers et assimilés (DEMETER, déchets verts, composteurs) ;
- Actions en faveur de la valorisation et de la réduction des déchets ;
- Mise en œuvre du plan départemental de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés ;

- Aménagement et exploitation de l'installation de stockage des déchets non dangereux (ISDND) ;
- Traitement et valorisation des déchets verts ;
- Points propretés et points verts ;
- Gestion des régies de collecte ;
- Propreté de la voirie et des espaces publics en lien avec la collecte.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Monsieur François VASQUEZ reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur François VASQUEZ, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur François VASQUEZ et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-122788-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Madame Michelle CASSAR
14ème Vice-Présidente
déléguée au Développement des
partenariats de gestion entre
les communes de la Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Michelle CASSAR en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Michelle CASSAR, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction au Développement des partenariats de gestion entre les communes de la Métropole, comprenant notamment les domaines suivants :

- Amélioration de la relation à l'usager, préservation du lien de proximité communal ;
- Guichets uniques de proximité ;
- Evaluation et suivi des transferts de compétence et du schéma de mutualisation.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Madame Michelle CASSAR reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Michelle CASSAR, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Michelle CASSAR et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-122790-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

Madame Claudine VASSAS-MEJRI
10ème Vice-Présidente
déléguee à l'Habitat, au Logement
et aux Parcours résidentiels

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Claudine VASSAS-MEJRI en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Claudine VASSAS-MEJRI, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction à l'Habitat, au Logement et aux Parcours résidentiels, comprenant notamment les domaines suivants :

- Politique du logement et sa mise en œuvre ;

- Programme Local de l'Habitat ;
- Aide à la réalisation de logements sociaux ;
- Relations avec les organismes en charge du logement social ;
- Actions en faveur de la rénovation de logements existants (sauf réhabilitation thermique des copropriétés) ;
- Garanties d'emprunts pour la réalisation de logements sociaux ;
- Actions en faveur de la mixité sociale ;
- Aides à la pierre ;
- Mixité dans le parc de logement social public.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Madame Claudine VASSAS-MEJRI reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est accordée à Madame Claudine VASSAS-MEJRI concernant tous les courriers relatifs à la délégation de la compétence d'attribution des aides à la pierre de l'Agence Nationale de l'Habitat, en application des dispositions des I et II de l'article R. 321-10, de l'article R. 321-10-1 et du II de l'article R. 321-11 du Code de la construction et de l'habitation, à l'exception des courriers de notification de décision d'agrément de subvention et des délégations de signatures consenties aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans ce domaine.

ARTICLE 4 : Délégation de signature est accordée à Madame Claudine VASSAS-MEJRI concernant l'ensemble des décisions et courriers relatifs à la délégation de la compétence d'attribution des aides à la pierre de l'État, à l'exception de ceux qui concernent l'une des sociétés de FDI Groupe ou la SA d'HLM SFHE / Groupe ARCADE, et de ceux relevant des délégations de signatures consenties aux agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans ce domaine.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Claudine VASSAS-MEJRI, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Claudine VASSAS-MEJRI et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-122792-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Madame Clare HART
16ème Vice-Présidente
déléguee au Rayonnement international**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Clare HART en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Clare HART, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction au Rayonnement international, comprenant notamment les domaines suivants :

- Relations Internationales ;
- Relations avec l'Union Européenne.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Madame Clare HART reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clare HART, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Clare HART et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-122794-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

Madame Florence BRAU
17ème Vice-Présidente
déléguee à la Santé, à la Recherche et à
l'enseignement supérieur

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Florence BRAU en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Florence BRAU, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction à la Santé, à la Recherche et à l'enseignement supérieur, comprenant notamment les domaines suivants :

- Soutien aux actions en matière de santé sur le territoire métropolitain ;
- Lien avec les acteurs de l'enseignement supérieur et recherche.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Madame Florence BRAU reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence BRAU, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence BRAU et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-122796-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Monsieur Joël RAYMOND
18ème Vice-Président délégué
aux Ressources humaines
et au Dialogue social**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, reçoit délégation de fonction aux Ressources humaines et au Dialogue social, comprenant notamment les domaines suivants :

- Administration des ressources humaines métropolitaines ;
- Gestion des parcours professionnels et des compétences ;
- Santé et prévention des risques des agents métropolitains, Document Unique d'Evaluation des Risques Professionnels (DUERP) ;
- Pilotage et modernisation des ressources humaines ;
- Dialogue social.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Monsieur Joël RAYMOND reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Joël RAYMOND, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Joël RAYMOND et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-122798-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Madame Éliane LLORET
19ème Vice-Présidente
déléguée aux Égalités, à l'Inclusion des
publics fragiles et au Bien vieillir

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Éliane LLORET en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Éliane LLORET, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction aux Égalités, à l'Inclusion des publics fragiles et au Bien vieillir :

- Égalité femmes/hommes ;
- Lutte contre les discriminations ;
- Inclusion et accompagnement des publics fragiles (notamment le handicap et l'accessibilité) ;
- Téléalarme.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Madame Éliane LLORET reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Éliane LLORET, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Éliane LLORET et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-122800-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Madame Véronique NEGRET
20ème Vice-Présidente
déléguée au Littoral, à la Prévention des
risques majeurs et à la GEMAPI

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Véronique NEGRET en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, reçoit délégation de fonction au Littoral, à la Prévention des risques majeurs et à la GEMAPI, comprenant notamment les domaines suivants :

- Politique du grand cycle de l'eau ;
- Réalisation des études et des travaux de protection contre les inondations dans les vallées du Lez, de la Lironde et de la Mosson ;
- Gestion et entretien des ouvrages métropolitains de protection contre les inondations dans les vallées du Lez, de la Lironde et de la Mosson ;
- Etudes des phénomènes hydrauliques et des crues sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole visant à définir ou préciser les secteurs urbanisés sujets à risque d'inondation et la nature des aménagements à réaliser pour réduire ce risque ;

- Etudes des phénomènes de ruissellement urbain – Définition d’une stratégie du risque pluvial – Elaboration du zonage d’assainissement pluvial ;
- Etude et Gestion des milieux lagunaires et marins ;
- Participation à l’élaboration et au suivi des SAGE, des Contrats de bassins, des PAPI et des SLGRI, ainsi qu’aux études diverses à l’échelle des bassins-versants ;
- Relation avec les syndicats de gestion des bassins versants et autres acteurs du grand cycle de l’eau ;
- Relations avec le SDIS ;
- Risques incendie et feux de forêt et autres risques majeurs ;
- Etude, Gestion, réalisation et maintenance des équipements de DECI ;
- Coordination de la prévention et de la gestion des risques, en lien avec les communes.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l’article 1, Madame Véronique NEGRET reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l’exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d’un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d’absence ou d’empêchement de Madame Véronique NEGRET, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 4 : En cas d’absence ou d’empêchement de Madame Véronique NEGRET et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l’intérieur

034-243400017-20200702-122802-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d’un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Monsieur William ARS
Conseiller métropolitain délégué au
Développement et optimisation des
financements européens et à l'Évaluation
des Politiques publiques**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président délégué aux Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégation de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur William ARS, Conseiller métropolitain, reçoit délégation de fonction au Développement et optimisation des financements européens et à l'Évaluation des politiques

publiques auprès de Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président délégué aux Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Monsieur William ARS reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur William ARS, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur William ARS et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-122806-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER
Conseiller métropolitain délégué
aux Festivités et sports traditionnels

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président délégué aux Politiques sportives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégation de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Conseiller métropolitain, reçoit délégation de fonction aux Festivités et sports traditionnels auprès de Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président délégué aux Politiques sportives.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian ASSAF.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER et de Monsieur Christian ASSAF, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Monsieur Christian ASSAF et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-122808-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Représentation de M. le Président
à la présidence
de la Commission d'Appels d'Offres
par Mme RIBOT**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-5, L.1414-2 à L.1414-4 et L.5211-9 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) le 31 juillet 2020 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Madame Catherine RIBOT pour siéger au sein de la Commission d'Appel d'Offres, en qualité de représentante du Président de Montpellier Méditerranée Métropole à la présidence de la Commission d'Appel d'offres. Dans ce cadre, Madame Catherine RIBOT est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine RIBOT, les délégations prévues à l'article 1 sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT, 1^{er} Vice-Président.

ARTICLE 3 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance du Président.

ARTICLE 4 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault et sera affichée au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 21/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-136293-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/08/20

Réception en Préfecture : 21/08/20

Notifié le : 21/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégation de signature relative à l'intérim
de M. le Directeur Général des Services
du 1^{er} au 28 août 2020 inclus**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté donnant délégation de signature à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services ;
- **CONSIDÉRANT** que Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services, sera absent du 1^{er} au 28 août 2020 inclus et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services publics durant cette période.

ARRETE

Article 1 : En l'absence de Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services, du 1^{er} au 28 août 2020 inclus, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à :

- Monsieur Alain PONS DE VINCENT, Directeur Général Adjoint, du 1^{er} au 7 août inclus ;
- Monsieur Rémi AILLERET, Directeur Général Adjoint, du 8 au 16 août inclus ;
- Monsieur Fabrice MANUEL, Directeur Général Adjoint, du 17 au 23 août inclus ;
- Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint, du 24 au 28 août inclus.

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 31 juil. 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31/07/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-136932-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 31/07/20

Réception en Préfecture : 31/07/20

Notifié le : 31/07/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Délégation de signature relative aux aides à
la pierre**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 6299 du 31 janvier 2005 relative à la délégation de compétence d'attribution des aides publiques à la construction et à la rénovation des logements ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégations de signature relatives au département Développement et Aménagement Durables du Territoire ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité Technique.

ARRETE

ARTICLE 1 : Dans le cadre de la délégation des aides à la pierre, délégation est accordée à Monsieur Bruno LE ROY, à l'effet de signer :

- pour le parc public, les conventions ouvrant droit à l'APL ainsi que les attestations de collationnements.

ARTICLE 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LE ROY, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Grégory FAYE par intérim.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Bruno LE ROY et de Monsieur Grégory FAYE, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 4 : Dans le cadre de la délégation des aides à la pierre, délégation est accordée à Madame Audrey FRANZETTI, à l'effet de signer :

- pour le parc privé, les conventions « Etat – Bailleur », les engagements du bailleurs, ainsi que les courriers relatifs à l'instruction des demandes d'attribution et de paiement des aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah).

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame FRANZETTI délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Grégory FAYE. En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame FRANZETTI et de Monsieur Grégory FAYE, délégation de signature est donnée à Monsieur Bruno LE ROY.

ARTICLE 6 : En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame FRANZETTI, de Messieurs Grégory FAYE et Bruno LE ROY, délégation de signature est donnée dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 7 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-137001-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/08/20

Réception en Préfecture : 25/08/20

Notifié le : 25/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.151-43, L.152-7, L.153-8 et L.153-60 ; R.153-18, et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le PLU de la Ville de Montpellier approuvé le 02 mars 2006, mis à jour le 23 novembre 2006, modifié le 21 décembre 2006, mis en compatibilité le 15 janvier 2007, mis en compatibilité le 30 avril 2007, mis à jour le 04 mai 2007, mis en compatibilité le 18 juin 2007, modifié le 25 juin 2007, mis à jour le 20 juillet 2007, mis en compatibilité le 09 octobre 2007, mis à jour le 15 avril 2008, modifié le 17 novembre 2008, mis à jour le 02 décembre 2008, modifiée le 22 juin 2009, mis à jour le 10 juillet 2009, modifié le 29 mars 2010, mis à jour le 13 avril 2010, mis en compatibilité le 20 avril 2011, modifié le 09 mai 2011, mis à jour le 24 mai 2011, modifié le 25 juillet 2011, modifié le 07 novembre 2011, mis à jour le 09 janvier 2012, mis à jour le 17 juillet 2012, modifié le 23 juillet 2012, révisé le 01 octobre 2012, mis à jour le 14 mai 2013, modifié le 22 juillet 2013, mis à jour le 05 août 2013, mis en compatibilité le 28 août 2013, modifié le 17 février 2014, mis à jour le 03 juillet 2014, mis en compatibilité le 16 juillet 2014, modifié le 05 mars 2015, mis à jour le 23 avril 2015, mis en compatibilité le 18 mai 2015, modifié le 28 mai 2015, mis à jour le 30 septembre 2015, mis à jour le 03 novembre 2015, modifié le 29 mars 2017, mis à jour le 22 décembre 2017, modifié le 29 mars 2018, mis en compatibilité le 22 mai 2018, mis à jour le 10 juillet 2018, mis à jour le 3 septembre 2019, mis à jour le 22 octobre 2018, modifié le 18 avril 2019, mis à jour le 4 septembre 2019, mis à jour le 11 décembre 2019, modifié le 31 janvier 2020 ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Mme Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;

- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Coralie MANTION dans les domaines de l'Aménagement durable du territoire, l'Urbanisme et la Maîtrise foncière ;
- VU la délibération n°V2019-492 du Conseil Municipal en date du 19 décembre 2019 supprimant la Zone d'Aménagement Concerté « Blaise Pascal ».

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Montpellier est mis à jour pour reporter en annexe la suppression de la Zone d'Aménagement Concerté « Blaise Pascal ».

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public en mairie de Montpellier à la Direction de l'Urbanisme Appliqué (1, place Georges Frêche - 34267 MONTPELLIER) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Montpellier.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 sept. 2020

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 17/09/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-137805-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 17/09/20

Réception en Préfecture : 17/09/20

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DCM_V2019-492.pdf

- Annexe_arrêté_DCM.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Suppléance de Monsieur le Président
par Monsieur le Premier Vice-Président
du 7 au 16 août 2020 inclus**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la délibération du 15 juillet 2020 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président ;
- VU la délibération du 15 juillet 2020 relative aux délégations permanentes accordées au Président par le Conseil ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président ;
- **CONSIDÉRANT** l'absence de Monsieur le Président, Michaël DELAFOSSE, du 7 au 16 août 2020 inclus ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, reçoit délégation pour remplacer Monsieur le Président dans la plénitude de ses fonctions du 7 au 16 août 2020 inclus.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 06/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-137921-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06/08/20

Réception en Préfecture : 06/08/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Castries

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Mme Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le PLU de la Commune de Castries approuvé le 27 mai 2013, modifié le 27 mai 2013, mis en compatibilité le 11 février 2013, modifié le 3 décembre 2013, modifié le 31 mars 2015 ;
- VU la délibération n°2020/02-007/007 du Conseil Municipal en date du 2 juillet 2020 instaurant un périmètre d'étude sur le secteur de Villemagne au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Castries est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre d'étude sur le secteur de Villemagne.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Castries (2a, rue Plan du Four- 34160 CASTRIES) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Castries.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Castries sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 25 sept. 2020

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 25/09/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-138165-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/09/20

Réception en Préfecture : 25/09/20

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DCM Périmètre VILLEMAGNE du 02.07.2020 - Tampon Pref..pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Castries

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Mme Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le PLU de la Commune de Castries approuvé le 27 mai 2013, modifié le 27 mai 2013, mis en compatibilité le 11 février 2013, modifié le 3 décembre 2013, modifié le 31 mars 2015 ;
- VU la délibération n°2020/30-007/001 du Conseil Municipal en date du 30 juillet 2020 instaurant un périmètre d'étude sur le secteur de la Taillade au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Castries est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre d'étude sur le secteur de la Taillade.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Castries (2a, rue Plan du Four- 34160 CASTRIES) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Castries.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Castries sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 25 sept. 2020

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 25/09/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-138262-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/09/20

Réception en Préfecture : 25/09/20

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DCM Périmètre TAILLADE du 30.07.2020 - Tampon Pref..pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'urbanisme (PLU) de Castries

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Mme Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le PLU de la Commune de Castries approuvé le 27 mai 2013, modifié le 27 mai 2013, mis en compatibilité le 11 février 2013, modifié le 3 décembre 2013, modifié le 31 mars 2015 ;
- VU la délibération n°2020/30-07/002 du Conseil Municipal en date du 30 juillet 2020 instaurant un périmètre d'étude sur le secteur des Romarins au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Castries est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre d'étude sur le secteur des Romarins.

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Castries (2a, rue Plan du Four- 34160 CASTRIES) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Castries.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Castries sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 25 sept. 2020

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 25/09/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-138268-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/09/20

Réception en Préfecture : 25/09/20

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DCM Périmètre ROMARINS du 30.07.2020 - Tampon Pref..pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Madame Régine ILLAIRE
Conseillère métropolitaine
déléguée au Complexe funéraire et au
cimetière intercommunal

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégation de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Régine ILLAIRE, Conseillère métropolitaine, reçoit délégation de fonction au Complexe funéraire et au cimetière intercommunal, incluant notamment les domaines suivants :

- Délégation et contrôle du service Funéraire de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Aménagement, extension et équipement du Centre Funéraire ;
- Création de site cinéraire d'intérêt métropolitain.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Madame Régine ILLAIRE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Régine ILLAIRE, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Régine ILLAIRE et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-138286-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Monsieur Guy LAURET
Conseiller métropolitain
délégué à l'Artisanat,
aux parcs et zones d'activités artisanales**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Hind EMAD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Madame Hind EMAD, Vice-Présidente déléguée au Développement économique et numérique ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégation de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Guy LAURET, Conseiller métropolitain, reçoit délégation de fonction à l'Artisanat, aux parcs et zones d'activités artisanales auprès de Madame Hind EMAD, Vice-Présidente déléguée au Développement économique et numérique.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Monsieur Guy LAURET reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy LAURET, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Hind EMAD.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy LAURET et de Madame Hind EMAD, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Guy LAURET, de Madame Hind EMAD et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-138290-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur Jean-Pierre RICO
Conseiller métropolitain délégué à la Mise
en place de la police des transports et des
Aires d'accueil des gens du voyage

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégation de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Jean-Pierre RICO, Conseiller métropolitain, reçoit délégation de fonction à la Mise en place de la police des transports et des Aires d'accueil des gens du voyage.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Monsieur Jean-Pierre RICO reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Pierre RICO, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Pierre RICO et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-138292-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur Roger CAIZERGUES
Conseiller métropolitain
délégué à la Biodiversité, au Patrimoine
naturel et à l'Ecolothèque

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente déléguée à la Transition écologique solidaire, la Biodiversité, l'Energie, l'Agroécologie et alimentation ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégation de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Roger CAIZERGUES, Conseiller métropolitain, reçoit délégation de fonction à la Biodiversité, le Patrimoine naturel et l'Ecolothèque auprès de Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente déléguée à la Transition écologique solidaire, la Biodiversité, l'Energie, l'Agroécologie et alimentation.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Monsieur Roger CAIZERGUES reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Roger CAIZERGUES, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Isabelle TOUZARD.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Roger CAIZERGUES et de Madame Isabelle TOUZARD, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Roger CAIZERGUES, de Madame Isabelle TOUZARD et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-138294-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Madame Célia SERRANO
Conseillère métropolitaine déléguée à la
Sensibilisation à la réduction des déchets et
au Bien-être animal

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur François VASQUEZ en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président délégué à la Collecte, tri, valorisation des déchets et à la Politique zéro déchet ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégation de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Célia SERRANO, Conseillère métropolitaine, reçoit délégation de fonction dans les domaines suivants :

- Sensibilisation à la réduction des déchets auprès de Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président délégué à la Collecte, tri, valorisation des déchets et à la Politique zéro déchet ;
- Bien-être animal, incluant notamment la fourrière animale.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Madame Célia SERRANO reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Célia SERRANO, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur François VASQUEZ en ce qui concerne Sensibilisation à la réduction des déchets, et à Monsieur Renaud CALVAT en ce qui concerne le Bien-être animal.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Célia SERRANO et de Monsieur François VASQUEZ, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Célia SERRANO, de Monsieur François VASQUEZ et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-138300-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur Jean-Luc SAVY
Conseiller métropolitain
délégué aux Pistes cyclables

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Julie FRÊCHE en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente déléguée au Transport et aux Mobilités actives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégation de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Jean-Luc SAVY, Conseiller métropolitain, reçoit délégation de fonction aux Pistes cyclables auprès de Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente déléguée au Transport et aux Mobilités actives.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Monsieur Jean-Luc SAVY reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Luc SAVY, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Julie FRÊCHE.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Luc SAVY et de Madame Julie FRÊCHE, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Luc SAVY, de Madame Julie FRÊCHE et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-138304-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Monsieur François RIO
Conseiller métropolitain
délégué à l'Insertion**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Clara GIMENEZ en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente déléguée à la Politique de la ville et à la Cohésion sociale ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégation de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur François RIO, Conseiller métropolitain, reçoit délégation de fonction à l'Insertion auprès de Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente déléguée à la Politique de la ville et à la Cohésion sociale.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Monsieur François RIO reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur François RIO, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Clara GIMENEZ.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur François RIO et de Madame Clara GIMENEZ, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur François RIO, de Madame Clara GIMENEZ et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-138306-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur Yvon PELLET
Conseiller métropolitain
délégué à l'Agriculture, la viticulture et
aux manifestations afférentes

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente déléguée à la Transition écologique et solidaire, à la Biodiversité, à l'Energie et à l'Agroécologie et alimentation ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégation de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Yvon PELLET, Conseiller métropolitain, reçoit délégation de fonction à l'Agriculture, la viticulture et aux manifestations afférentes auprès de Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente déléguée à la Transition écologique et solidaire, à la Biodiversité, à l'Energie et à l'Agroécologie et alimentation.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Monsieur Yvon PELLET reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yvon PELLET, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Isabelle TOUZARD.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yvon PELLET et de Madame Isabelle TOUZARD, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yvon PELLET, de Madame Isabelle TOUZARD et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-138308-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole

Monsieur Jacques MARTINIER
Conseiller métropolitain
délégué à l'Exécution budgétaire et aux
Marchés Publics

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Renaud CALVAT en qualité de Premier Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président délégué aux Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégation de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Jacques MARTINIER, Conseiller métropolitain, reçoit délégation de fonction à l'Exécution budgétaire et aux Marchés Publics auprès de Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président délégué aux Finances, aux Politiques contractuelles et à la Coopération avec les communes.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Monsieur Jacques MARTINIER reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Délégation de signature est accordée à Monsieur Jacques MARTINIER pour signer tout acte d'exécution budgétaire, financière et de gestion de la dette.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jacques MARTINIER, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jacques MARTINIER et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-138310-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur Bruno PATERNOT
Conseiller métropolitain
délégué à la Qualité de l'environnement
visuel et au RLPI

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente déléguée à l'Aménagement durable du territoire, à l'Urbanisme opérationnel et à la Maîtrise foncière ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégation de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Bruno PATERNOT, Conseiller métropolitain, reçoit délégation de fonction à la Qualité de l'environnement visuel et au RLPI auprès de Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente déléguée à l'Aménagement durable du territoire, à l'Urbanisme opérationnel et à la Maîtrise foncière.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Monsieur Bruno PATERNOT reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno PATERNOT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Coralie MANTION.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno PATERNOT et de Madame Coralie MANTION, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno PATERNOT, de Madame Coralie MANTION et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-138312-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur Christophe BOURDIN
Conseiller métropolitain
délégué aux Équipements sportifs et au
Projet de nouveau stade

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Christian ASSAF en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président délégué aux Politiques sportives ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégation de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Christophe BOURDIN, Conseiller métropolitain, reçoit délégation de fonction aux Équipements sportifs et au Projet de nouveau stade auprès de Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président délégué aux Politiques sportives.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Monsieur Christophe BOURDIN reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe BOURDIN, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Christian ASSAF.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe BOURDIN et de Monsieur Christian ASSAF, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christophe BOURDIN, de Monsieur Christian ASSAF et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-138315-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Madame Brigitte DEVOISSELLE
Conseillère métropolitaine
délégée à la Santé

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Florence BRAU en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté de délégations de fonctions accordées à Madame Florence BRAU, Vice-Présidente déléguée à la Santé, la Recherche et l'enseignement supérieur ;
- VU les délégations permanentes accordées au Président le 15 juillet 2020 par le Conseil de Métropole ;
- VU l'arrêté de délégation de fonctions accordées à Monsieur le Directeur Général des Services ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Brigitte DEVOISSELLE, Conseillère métropolitaine, reçoit délégation de fonction à la Santé auprès de Madame Florence BRAU, Vice-Présidente déléguée à la Santé, la Recherche et l'enseignement supérieur.

ARTICLE 2 : Dans les domaines de délégation définis à l'article 1, Madame Brigitte DEVOISSELLE reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs, à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires ;
- En matière de marchés publics, délégation de signature pour les décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Brigitte DEVOISSELLE, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Madame Florence BRAU.

ARTICLE 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Brigitte DEVOISSELLE et de Madame Florence BRAU, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur Renaud CALVAT.

ARTICLE 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Brigitte DEVOISSELLE, de Madame Florence BRAU et de Monsieur Renaud CALVAT, les délégations prévues ci-dessus sont accordées dans les mêmes conditions à Monsieur le Directeur Général des Services.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-138317-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/08/20

Réception en Préfecture : 10/08/20

Notifié le : 10/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature
Département Développement et
Aménagement Durables du Territoire
(DDADT)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Développement et Aménagement Durables du Territoire (DDADT) est composé des missions et directions suivantes :

- La Mission Cité intelligente
- La Mission Espace Public
- La Direction Innovations, Politiques contractuelles, Systèmes d'informations géographiques (DICOSIG)
- La Direction Transition Energétique et Ecologique (DTEE)
- La Direction Projet Planification Territoriale (DiPPT)
- La Direction Habitat Parcours Résidentiels (DHaPar)
- La Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI)
- La Direction Urbanisme Appliqué (DUA)
- La Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST)
- La Direction Aménagement et Renouvellement Urbain (DARU)

Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint en charge du Développement et Aménagement Durables du Territoire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le Département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves NURIT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Rémy AILLERET, Directeur Général Adjoint du DDADT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yves NURIT et de Monsieur Rémy AILLERET, les délégations ci-dessus sont accordées à Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : Madame Hélène ROUSSEL, directrice de la Mission Cité intelligente, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène ROUSSEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 3: Monsieur Nicolas ROUBIEU, directeur de la Mission Espace Public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas ROUBIEU, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 4 : La Direction Innovations, Politiques contractuelles, Systèmes d'informations géographiques (DICOSIG) est composée des services suivants :

- SIG Métropolitain
- Mission Expertise Géomatique et Observatoire intelligent

Monsieur Fabien BLASCO, directeur de la Direction Innovations, Politiques contractuelles, Systèmes d'informations géographiques (DICOSIG), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;

- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € H ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien BLASCO, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Marc APARICIO et au responsable de la Mission Expertise Géomatique, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabien BLASCO, de Monsieur Marc APARICIO et du responsable de la Mission Expertise Géomatique, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien BLASCO, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Marc APARICIO, responsable du service SIG Métropolitain, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc APARICIO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabien BLASCO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Marc APARICIO et de Monsieur Fabien BLASCO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 4-2 : Monsieur Patrick JOCHUM, responsable de la Mission Expertise Géomatique et Observatoire intelligent, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa mission ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Patrick JOCHUM, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabien BLASCO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Patrick JOCHUM et de Monsieur Fabien BLASCO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 5 : La Direction Transition Énergétique et Ecologique (DTEE) est composée des services suivants :

- Pôle Énergie
- Unité Plan Climat Air Énergie et Environnement

Madame Isabelle LE VANNIER, directrice de la Direction Transition Energétique et Ecologique (DTEE), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Delphine BAUS, à Madame Emilie SALLES et à Madame Laure DELBERGHE, chacune pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Isabelle LE VANNIER, de Madame Delphine BAUS, de Madame Emilie SALLES et de Madame Laure DELBERGHE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle LE VANNIER, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 5-1 : Madame Delphine BAUS, responsable du Pôle Energie, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le pôle placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son pôle ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Delphine BAUS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Delphine BAUS et de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 5-2 : Madame Emilie SALLES, responsable de l'Unité Plan Climat Air Energie et Environnement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie SALLES, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie SALLES et de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 5-3 : Madame Laure DELBERGHE, responsable de l'Unité politique Agri-écologique et Alimentaire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'unité placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son unité ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Laure DELBERGHE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Isabelle LE VANNIER.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Laure DELBERGHE et de Madame Isabelle LE VANNIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 6 : La Direction Projet Planification Territoriale (DiPPT) est composée des services suivants :

- Aménagement du territoire/ Déplacements ;
- Plan Local d'Urbanisme.

Madame Caroline FRIOL, directrice de la Direction Projet Planification Territoriale (DiPPT), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Julie GUIROY et à Monsieur Alban FILIPIAK, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Caroline FRIOL, de Madame Julie GUIROY et de Monsieur Alban FILIPIAK, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline FRIOL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 6-1 : Madame Julie GUIROY, responsable du service Aménagement du territoire/ Déplacements, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie GUIROY, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Caroline FRIOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie GUIROY et de Madame Caroline FRIOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 6-2 : Monsieur Alban FILIPIAK, responsable du service Plan Local d'Urbanisme, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alban FILIPIAK, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Caroline FRIOL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Alban FILIPIAK et de Madame Caroline FRIOL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 7 : La Direction Habitat Parcours Résidentiels (DHPar) est composée des services suivants :

- Programmation et développement de l'Habitat
- Gestion sociale du Logement
- Gens du voyage
- Mission Rénovation Urbaine

Monsieur Bruno LEROY, directeur de la Direction Habitat Parcours Résidentiels (DHPar), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LEROY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Grégory FAYE, à Madame Stéphanie DELBREL, à Monsieur Matthieu THEET et à Madame Valérie PACAULT, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Bruno LEROY, de Monsieur Grégory FAYE, de Madame Stéphanie DELBREL, de Monsieur Matthieu THEET et de Madame Valérie PACAULT, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bruno LEROY, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 7-1 : Monsieur Grégory FAYE, responsable du service Programmation et développement de l'Habitat, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Grégory FAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Grégory FAYE et de Monsieur Bruno LEROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 7-2 : Madame Stéphanie DELBREL, responsable du service Gestion sociale du Logement, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Stéphanie DELBREL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Stéphanie DELBREL et de Monsieur Bruno LEROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 7-3 : Monsieur Matthieu THEET, responsable du service Gens du voyage, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Matthieu THEET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Matthieu THEET et de Monsieur Bruno LEROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 7-4 : Madame Valérie PACAULT, chef de projet de la Mission Rénovation Urbaine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Valérie PACAULT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Bruno LEROY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Valérie PACAULT et de Monsieur Bruno LEROY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 8 : La Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI) est composée des services suivants :

- Stratégie et Opérations foncières
- Foncier Espaces publics

Madame Emmanuelle DI GRAZIA, directrice de la Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Sophie TARDIVEL et à Madame Patricia BOURRAT, chacune pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, de Madame Sophie TARDIVEL et de Madame Patricia BOURRAT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 8-1 : Madame Sophie TARDIVEL, responsable du service Stratégie et Opérations foncières, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie TARDIVEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie TARDIVEL et de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 8-2 : Madame Patricia BOURRAT, responsable du service Foncier Espaces publics, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Patricia BOURRAT, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Emmanuelle DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Patricia BOURRAT et de Madame Emmanuelle DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 9 : La Direction Urbanisme Appliqué (DUA) est composée des services suivants :

- Droits des sols Métropole Territoires
- Droit des sols Montpellier

Monsieur Yves CHAUSSOUY, directeur de la Direction Urbanisme Appliqué (DUA), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Yves CHAUSSOUY et de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Yves CHAUSSOUY, la délégation est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 9-1 : Madame Nathalie BELVEZE, responsable du service Droits des sols Métropole Territoires, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nathalie BELVEZE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Sébastien TEISSONNIERE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie BELVEZE et de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Nathalie BELVEZE, de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE et de Monsieur Yves CHAUSSOUY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 9-2 : Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, directeur adjoint et responsable du service Droit des sols Montpellier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves CHAUSSOUY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Sébastien TEISSONNIERE et de Monsieur Yves CHAUSSOUY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 10 : La Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST) est composée du service suivant :

- Aménagement et réinvestissement économiques et urbains

Monsieur Eric GOMEZ, directeur de la Direction Aménagement des Secteurs Territoriaux (DAST), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Bertrand SAUTRE, pour ce qui concerne son service.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Eric GOMEZ et de Monsieur Bertrand SAUTRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric GOMEZ, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 10-1 : Monsieur Bertrand SAUTRE, responsable du service Aménagement et réinvestissement économiques et urbains, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bertrand SAUTRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Eric GOMEZ.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Bertrand SAUTRE et de Monsieur Eric GOMEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 11 : La Direction Aménagement et Renouvellement Urbain (DARU) est composée des services suivants :

- Montpellier Territoires Est et Nord
- Montpellier Territoires Ouest et Sud

Madame Sylvie MAHOT, directrice de la Direction Aménagement et Renouvellement Urbain (DARU), reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Nicolas PICCININ et à Madame Hélène REDER, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sylvie MAHOT, de Monsieur Nicolas PICCININ et de Madame Hélène REDER, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sylvie MAHOT, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 11-1 : Monsieur Nicolas PICCININ, responsable du service Montpellier Territoires Est et Nord, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas PICCININ, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas PICCININ et de Madame Sylvie MAHOT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 11-2 : Madame Hélène REDER, responsable du service Montpellier Territoires Ouest et Sud, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène REDER, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Sylvie MAHOT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène REDER et de Madame Sylvie MAHOT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Yves NURIT.

ARTICLE 12 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 13 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-138399-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/08/20

Réception en Préfecture : 25/08/20

Notifié le : 25/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Délégations de signature
Département Administration Générale et
Finances
(DAGF)**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'organigramme du département approuvé en Comité technique.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le Département Administration Générale et Finances est composé des directions suivantes :

- Direction des Finances (DF)
- Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique (DAJCP)
- Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments (DMGB)

Le poste de Directeur Général Adjoint en charge du Département Administration Générale et Finances étant vacant, l'intérim de direction du département (incluant délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante : courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) est assuré par :

- Monsieur Christian FINA pour ce qui relève de la Direction des Finances (DF) et de la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments (DMGB) ;
- Monsieur Alain PONS de VINCENT pour ce qui relève de la Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique (DAJCP) ; en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Alain PONS de VINCENT, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou responsables de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La Direction des Finances est composée des services suivants :

- Ressources comptables et financières
- Gestion budgétaire
- Gestion comptable
- Ingénierie partenariale
- Expertise financière

Monsieur Vincent DOMEIZEL, directeur des Finances, reçoit à cette date sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Christelle ROSE-BONAUD, Madame Emilie DREUX, Madame Céline FERRIE, Monsieur Fabien DELCASSO et Madame Natacha LEUPERT, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Vincent DOMEIZEL, de Madame Christelle ROSE-BONAUD, de Madame Emilie DREUX, de Madame Céline FERRIE, de Monsieur Fabien DELCASSO et de Madame Natacha LEUPERT, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 2-1 : Madame Christelle ROSE-BONAUD, responsable du service Ressources comptables et financières, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christelle ROSE-BONAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christelle ROSE-BONAUD et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 2-2 : Madame Emilie DREUX, responsable du service Gestion budgétaire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie DREUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie DREUX et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 2-3 : Madame Céline FERRIE, responsable du service Gestion comptable, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Céline FERRIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Céline FERRIE et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 2-4 : Monsieur Fabien DELCASSO, responsable du service Ingénierie partenariale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabien DELCASSO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabien DELCASSO et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 2-5 : Madame Natacha LEUPERT, responsable du service Expertise financière, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Natacha LEUPERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Vincent DOMEIZEL.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Natacha LEUPERT et Monsieur Vincent DOMEIZEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 3 : La Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique est composée des services et directions adjointes suivants :

- Service Affaires juridiques,
- Service Ressources juridiques,

- Direction adjointe des Etudes, Rédactions, Procédures Commandes publiques, elle-même composée du service Procédures et marchés,
- Direction adjointe de la Conduite et Coordination de l'Achat public, elle-même composée du service Accompagnement et Coordination de la Commande publique.

Monsieur Benjamin DI GRAZIA, directeur des Affaires Juridiques et de la Commande Publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Emmanuelle RANCHOU, Madame Roxane ROBERT, Monsieur Fabrice MOURET, et Madame Lore DEXPERT, chacun en ce qui concerne leur service ou direction adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, de Madame Emmanuelle RANCHOU, de Madame Roxane ROBERT, de Monsieur Fabrice MOURET et de Madame Lore DEXPERT, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-1 : Madame Emmanuelle RANCHOU, responsable du service Affaires juridiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emmanuelle RANCHOU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emmanuelle RANCHOU et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-2 : Madame Roxane ROBERT, responsable du service Ressources juridiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Roxane ROBERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Roxane ROBERT et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-3 : Monsieur Fabrice MOURET, directeur adjoint des Etudes, Rédactions, Procédures Commande publiques, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction adjointe placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MOURET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabrice MOURET et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-3-1 : Madame Anne-Marie BLATIERE, responsable du service Procédures, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne-Marie BLATIERE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MOURET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Anne-Marie BLATIERE, de Monsieur Fabrice MOURET et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-4 : Madame Lore DEXPERT, directrice adjointe de la Conduite et Coordination de l'Achat public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction adjointe placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction adjointe ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Lore DEXPERT, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benjamin DI GRAZIA.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Lore DEXPERT et Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 3-4-1 : Madame Emilie BARBENOIRE, responsable du service Accompagnement et Coordination de la Commande publique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Emilie BARBENOIRE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Lore DEXPERT.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Emilie BARBENOIRE, de Madame Lore DEXPERT et de Monsieur Benjamin DI GRAZIA, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Alain PONS de VINCENT.

ARTICLE 4 : La Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments est composée des services suivants :

- Architecture, bâtiments et sécurité
- Energie et Télécommunications
- Administratif et financier et Actions coopératives
- Parc auto

Monsieur Philippe RENAUD, directeur des Moyens Généraux et des Bâtiments, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, Monsieur Jérôme ALBERGE, Monsieur Frédéric RICO et Monsieur Manuel VASSALLO, chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Philippe RENAUD, de Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, de Monsieur Jérôme ALBERGE, de Monsieur Frédéric RICO et de Monsieur Manuel VASSALLO, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 4-1 : Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, responsable du service Architecture, bâtiments et sécurité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jérémie LE QUAN PHONG et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 4-2 : Monsieur Jérôme ALBERGE, responsable du service Energie et Télécommunications reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jérôme ALBERGE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jérôme ALBERGE et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 4-3 : Monsieur Frédéric RICO, responsable du service Administratif et financier et Actions coopératives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Frédéric RICO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Frédéric RICO et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 4-4 : Monsieur Manuel VASSALLO, responsable du service Parc auto, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Manuel VASSALLO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Philippe RENAUD.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Manuel VASSALLO et de Monsieur Philippe RENAUD, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Christian FINA.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-138404-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/08/20

Réception en Préfecture : 25/08/20

Notifié le : 25/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté fixant les limites de l'exercice de la
délégation de Monsieur Christophe
BOURDIN, conseiller métropolitain
délégué aux Équipements sportifs et au
Projet de nouveau stade**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonctions à Monsieur Christophe BOURDIN dans le domaine des Équipements sportifs et au Projet de nouveau stade auprès de Monsieur Christian ASSAF ;
- VU la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 2 ;
- VU le décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 5 ;
- VU la déclaration d'intérêts de Monsieur Christophe BOURDIN adressée à Monsieur le Président en date du 14 juillet 2020 ;

Considérant :

- Que constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction ;
- Que Monsieur Christophe BOURDIN a informé Monsieur le Président qu'il est susceptible d'être ou de paraître en situation de conflit d'intérêts dans les relations qu'il pourra avoir dans l'exercice

de ses fonctions avec **la Ligue de Football d'Occitanie**, étant membre du Bureau du Comité Directeur en qualité de Secrétaire Général Adjoint ;

ARRÊTE

Article 1 : Monsieur Christophe BOURDIN, conseiller délégué aux Équipements sportifs et au Projet de nouveau stade, s'abstiendra d'exercer la délégation de fonctions lui ayant été consentie, dès lors que celle-ci sera susceptible de l'amener à traiter de relations de quelque type que ce soit entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ligue de Football d'Occitanie.

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21 sept. 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 21/09/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-138439-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/09/20

Réception en Préfecture : 21/09/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Projet et Planification Territoriale
Service urbanisme

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Arrêté portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Cournonsec

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Décret 2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au journal officiel de 26 décembre 2014 portant création de la Métropole Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Mme Coralie MANTION en qualité de Vice-Présidente le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Coralie MANTION dans les domaines de l'aménagement durable du territoire, de l'urbanisme et de la maîtrise foncière ;
- VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.151-2, L.153-8, R.153-18 et les articles R.123-13 et R.123-14 dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 ;
- VU le PLU de la Commune de Cournonsec approuvé le 08 décembre 2003, modifié le 09 février 2005, révisé le 07 novembre 2005, modifié le 27 janvier 2011, révisé le 27 janvier 2011, modifié le 02 mars 2012, modifié le 30 septembre 2015, modifié le 20 septembre 2018 ;
- VU la délibération n°2019-024 du Conseil Municipal en date du 27 mai 2019 instaurant un périmètre d'étude sur le secteur « Las Davaladas / Les Barrys » au titre de l'article L.424-1 du Code de l'Urbanisme ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Cournonsec est mis à jour pour reporter en annexe le périmètre d'étude sur le secteur « Las Davaladas / Les Barrys ».

ARTICLE 2 : Le PLU mis à jour est tenu à la disposition du public au service urbanisme de la mairie de Cournonsec (34, rue du Jeu-du-Tambourin - 34660 COURNONSEC) ainsi qu'au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à la Direction Projet et Planification Territoriale (50, place Zeus 34961 MONTPELLIER), aux jours et heures d'ouverture habituels.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'en mairie de Cournonsec.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté est adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole et Monsieur le Directeur Général des Services de la Commune de Cournonsec sont respectivement chargés de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 25 sept. 2020

Madame la Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 25/09/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-138516-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/09/20

Réception en Préfecture : 25/09/20

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DEL-2019-024_INSTAURATION_D_UN_PERIMETRE_D_ ETUDE_LASDAVALADAS_BARRYS_TransmisPref.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Habitat Parcours Résidentiels
Service Programmation & Développement de l'Habitat

**Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Composition de la Commission Locale
d'Amélioration de l'Habitat de Montpellier
Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment les articles R.321-10 et R.321-10-1 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération n°13711 du Conseil du 14 avril 2016 relative à la délégation de compétence de l'Etat et de l'ANAH d'attribution des aides à la pierre ;
- VU la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Nationale de l'Habitat le 30 mai 2016, et ses annexes ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole est composée des membres suivants :

Membres de droit :

- Le délégué local de l'ANAH ou son représentant,
- Le Trésorier payeur général ou son représentant.

Membres nommés pour la durée de la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé conclue entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Nationale de l'Habitat le 30 mai 2016, à compter de la date du présent arrêté :

- Représentant des locataires :

- Titulaire : Mme Simone BASCOUL, Présidente de l'association Consommation Logement Cadre de Vie de Montpellier (CLCV),
- Suppléant : Mme Solange CHANRION, Bénévole - CLCV.

- Représentant des propriétaires :
 - Titulaire : M. André GANDILHON, membre de l'Association de Défense des Propriétaires d'Immeubles (ADPI) de l'Hérault,
 - Suppléant : Mme Sabine VIDAL, membre de l'Union Nationale des Propriétaires d'Immeubles (UNPI) de l'Hérault.
- Représentants des associés collecteurs de l'Union d'Economie Sociale pour le Logement :
 - Titulaire :
 - M. Jean-Marie BRIDIER, Membre du Comité Régional d'Action Logement Occitanie,
 - Suppléant :
 - M. Eric DELOR, Directeur Territorial Hérault, Gard, Pyrénées Orientales Action Logement Services.
- Personne qualifiée pour ses compétences dans le domaine du logement :
 - Titulaire : M. Christine MULA – Directrice de l'ADIL de l'Hérault,
 - Suppléant : M. Philippe DENIS – Juriste - ADIL de l'Hérault.
- Personne qualifiée pour ses compétences dans le domaine social :
 - Titulaires :
 - M. Sylvie CHAMVOUX – Directrice – Fondation Abbé Pierre Occitanie,
 - Mme Nora BAKOUR – Coordinatrice – Association Trait d'Union (ATU).
 - Suppléants :
 - Mme Rachel LAMBERT – Chargé de mission - Fondation Abbé Pierre Occitanie,
 - Mme Hélène SUBRA, Conseillère en Economie Sociale et Familiale –Association Trait d'Union (ATU).

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21 sept. 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 21/09/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-139268-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 21/09/20

Réception en Préfecture : 21/09/20

Notifié le :

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Représentation de M. le Président
à la présidence de la Commission de
Délégation de Service Public
par M. Renaud CALVAT**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-5 et L.5211-9 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection des membres de la Commission de Délégation de Service Public (CDSP) en date du 31 juillet 2020 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Renaud CALVAT pour siéger au sein de la Commission de Délégation de Service Public, en qualité de représentant du Président de Montpellier Méditerranée Métropole à la présidence de la Commission de Délégation de Service Public. Dans ce cadre, Monsieur Renaud CALVAT est autorisé à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

ARTICLE 2 : Cette délégation s'exercera sous la surveillance du Président.

ARTICLE 3 : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault et sera affichée au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 10 sept. 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 10/09/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-141924A-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/09/20

Réception en Préfecture : 10/09/20

Notifié le : 10/09/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**Arrêté portant désignation des
représentants
du Comité Technique
de Montpellier Méditerranée Métropole**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 ;
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- VU le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014, publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014, portant création de la métropole « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président de Montpellier Méditerranée Métropole le 15 juillet 2020 ;
- VU délibération relative à l'élection de Monsieur Joël RAYMOND en qualité de Vice-Président le 15 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Joël RAYMOND dans le domaine des ressources humaines et dialogue social ;
- VU la délibération du Conseil de Métropole n° M2018-198 du 26 avril 2018, fixant le nombre de représentants de l'administration et de représentants du personnel du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU l'arrêté n° MAR2019-0271 du 17 décembre 2019 portant composition du Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole ;

- VU le procès-verbal des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel au Comité Technique de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 6 décembre 2018 ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : L'arrêté n° MAR2019-0271 du 17 décembre 2019 est abrogé.

ARTICLE 2 : La liste des représentants de la collectivité du Comité Technique est la suivante :

Liste des représentants de la collectivité	
Membres titulaires (12)	Membres suppléants (12)
<ol style="list-style-type: none"> 1. Michaël DELAFOSSE 2. Julie FRECHE 3. Joël RAYMOND 4. Florence BRAU 5. Frédéric LAFFORGUE 6. Michelle CASSAR 7. Eric PENSO 8. Clara GIMENEZ 9. Christian ASSAF 10. Eliane LLORET 11. François VASQUEZ 12. Michel CALVO 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Renaud CALVAT 2. Radia TIKOUK 3. Michel ASLANIAN 4. Florence AUBY 5. Jean-François AUDRIN 6. Zohra DIRHOUSI 7. François RIO 8. Nathalie LEVY 9. Yves BARRAL 10. Catherine RIBOT 11. Hervé MARTIN 12. Claudine VASSAS-MEJRI

ARTICLE 3 : La liste des représentants du personnel au sein du Comité Technique est la suivante :

Liste des représentants du personnel	
Membres titulaires (12)	Membres suppléants (12)
<ol style="list-style-type: none"> 1. David FERNANDEZ, CFDT 2. Robert TRINQUIER, CGT 3. Edwige HERNANDEZ, FO 4. Sabine BERGUA, FO 5. Denis SAVOYE, FO 6. Sandrine CAMPOS, UNSA 7. Abdel AMLOUK, UNSA 8. Laurent BERNARD, UNSA 9. Shirley BARBAUD, UNSA 10. Ichem MOGHEL, UNSA 11. Jean-Louis ESTEVE, SUD 12. Hanane ZIANI, siège en nom propre 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Stéphane FABRE, CFDT 2. Laëtitia VIDAL, CGT 3. Guilhem LAGUARDA, FO 4. Jean-Philippe GERVAIS, FO 5. Céline MILLET, FO 6. Christel BALLUET-QUINTANA, UNSA 7. Marie Cécile CONESA, UNSA 8. Grégory FARGAS, UNSA 9. Carole GILBERT, UNSA 10. David DEPREZ, UNSA 11. François FOURES, SUD 12. Nadia MEGHRAOUI, siège en nom propre

ARTICLE 4 : Le Président du Comité Technique est Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président de Montpellier Méditerranée Métropole.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 25 sept. 2020

Monsieur le Vice-Président

Signé.

Joël RAYMOND

Publiée le : 25/09/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-143532-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 25/09/20

Réception en Préfecture : 25/09/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

Délégations de signature
Direction Générale des Services

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 5211-9 ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en tant que Président de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 15 juillet 2020 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La Direction Générale des Services est composée des départements, pôles, missions et directions suivants :

- Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique ;
 - Département Solidarité et Vivre ensemble ;
 - Département Développement et Aménagement Durables du Territoire ;
 - Département Administration générale et finances ;
 - Département Culture et Sport ;
 - Département Services Publics de l'Environnement et des Transports ;
 - Département Développement économique, Emploi et Insertion ;
 - Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales ;
- au sein desquels les délégations de signature sont organisées par un arrêté ad hoc.

Lui sont rattachées en direct les missions et directions suivantes :

- Mission Grand Cœur ;
- Mission Coordination Interne et Vie de l'Intercommunalité ;
- Mission Coopérations territoriales ;
- Direction du Contrôle de Gestion Externe.

Par dérogation aux délégations de fonctions consenties aux vice-présidents et conseillers métropolitains, Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des services de Montpellier Méditerranée Métropole sous son autorité, délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation

et l'exécution des délibérations, décisions au sens de l'article L 5211-10 du Code général des collectivités territoriales et arrêtés du Président.

Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des services de Montpellier Méditerranée Métropole sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de ses départements et missions.
- Délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions et arrêtés du Président.
- Délégation de signature pour l'ensemble des décisions individuelles favorables ou défavorables prises en réponse à la demande d'un agent de la Métropole ou d'un usager.
- En matière de ressources humaines, délégation pour l'ensemble des courriers et documents relatifs à la gestion du personnel métropolitain.
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés métropolitains, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Délégation est attribuée à Monsieur Olivier NYS à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de Montpellier Méditerranée Métropole, comprenant notamment :

- Les mandats, titres, certificats de paiement des marchés, réductions de titres, ordres de reversement, mandats d'annulation, bordereaux de titres et mandats de bordereaux de rejet,
- Les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel, les rectifications apportées aux factures et aux mandats,
- Les admissions en non-valeur,
- Les états de poursuite par voie de saisie des redevables,
- Les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion, les états de reste à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Yves NURIT, Directeur Général Adjoint.

ARTICLE 2 : Madame Florence TISSEYRE, directrice de la Mission Coordination interne et Vie de l'Intercommunalité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence TISSEYRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 2-1 : Madame Sabine BERGUA, responsable du service Guichet unique de proximité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sabine BERGUA, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Florence TISSEYRE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Sabine BERGUA et Florence TISSEYRE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 3 : Le directeur de la Mission Coopérations territoriales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- Délégation de signature pour les décisions d'attribution des aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur de la Mission Coopérations territoriales, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 4 : Madame Caroline KNAPP-LUQUET, directrice du Contrôle de Gestion Externe, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline KNAPP-LUQUET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 29 sept. 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 30/09/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-143623-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 29/09/20

Réception en Préfecture : 29/09/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE 4
ARRETES INDIVIDUELS

PARTIE 4
ARRETES INDIVIDUELS

N°ARRETE	TITRE DES AFFAIRES	PAGE
MAI2020-0048	MAINLEVÉE de l'arrêté de péril imminent n°MAR2018-0171 et du péril ordinaire n°MAR2019-0140 - Commune de Montpellier - Immeuble sis 6 bis boulevard Pasteur	504
MAI2020-0067	Exclusion temporaire de Monsieur Henri VENAVENTE de la piscine NEPTUNE	506
MAI2020-0070	ARRETE DE PERIL IMMINENT - Commune de Montpellier - Immeuble sis 20 rue des Orchidées - Parcelle ET 103 - Interdiction d'habiter logement gauche R+2	508
MAI2020-0084	ARRETE DE PERIL IMMINENT - Commune de MONTPELLIER -Maison de Quartier Jean-Pierre Chabrol - Immeuble sis 921, avenue du Professeur Louis Ravas - Parcelle MS 36 - Interdiction de l'usage des locaux	511



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

**MAINLEVÉE de l'arrêté de péril
imminent n°MAR2018-0171 et du péril
ordinaire n°MAR2019-0140
Commune de Montpellier
Immeuble sis 6 bis boulevard Pasteur**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- Vu les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- Vu la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- Vu le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1er janvier 2015 ;
- Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L 511-1 à L 511-6, L.521-1 à L.521-4, L.541-2 et les articles R.511-1 à R.511-11 ;
- Vu l'article L 5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- Vu l'article R.556-1 du code de justice administrative ;
- Vu l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Vu l'arrêté de péril imminent le n° MAR 2018-0171 notifié le 05/07/2018, et l'arrêté de péril ordinaire n°MAR2019-0140 notifié le 4/04/2019 concernant l'immeuble sis 6 bis boulevard Pasteur à Montpellier (34000), parcelle BY 10, susceptible de porter atteinte à la sécurité publique et celles des occupants ;
- Vu l'information au service du Patrimoine historique de la Ville, indiquant la réalisation des travaux selon les orientations données par l'ABF ;
- Vu l'avertissement envoyé à Flash Immobilier demeurant 23 boulevard jeu de Paume à Montpellier (34000), syndic de l'immeuble parcelle cadastrée BY 10 sis 6 bis boulevard Pasteur à Montpellier (34000)

- Vu les prescriptions techniques apparaissant dans le rapport de M. Salvador, expert nommé par le Tribunal Administratif, en date du 28/06/2018 afin de lever tout péril ;
- Vu le rapport du bureau d'études structure GA BET Structure en date du 29/04/2020 établi par M. Philippe GABET envoyé par le syndic Flash Immobilier, attestant de la conformité des travaux réalisés ;

A R R E T E

ARTICLE 1 : Sur la base du rapport du bureau d'études structure GA BET Structure et des pièces justifiant de la réalisation des travaux, il est prononcé la mainlevée de l'arrêté n°MAR2019-0140 pris le 4 novembre 2019, pour l'immeuble sis 6 bis boulevard Pasteur à Montpellier (34000), (parcelle BY 10) dont le syndic est Flash immobilier demeurant 23 boulevard du Jeu de Paume à Montpellier (34000).

ARTICLE 2 : Le présent arrêté est notifié au copropriétaires représenté par le syndic Flash Immobilier.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'habitat (Anah), à l'Architecte des Bâtiments de France.

Montpellier, le 6 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 06/08/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-136700-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 06/08/20

Réception en Préfecture : 06/08/20

Notifié le : 06/08/20

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

**Extrait du registre des
Arrêts de Montpellier
Méditerranée Métropole**

**Exclusion temporaire de Monsieur Henri
VENAVENTE de la piscine NEPTUNE**

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU la décision n° D 2013-587 du 2 septembre 2013 approuvant le règlement intérieur du réseau des piscines de Montpellier Méditerranée Métropole et notamment son article 21 ;

CONSIDERANT que Monsieur Henri VENAVENTE est entré de force dans l'enceinte de la piscine intercommunale NEPTUNE à la suite de l'accident subi par sa fille,

CONSIDERANT qu'il a agressé verbalement et physiquement plusieurs agents municipaux ainsi que l'agent de sécurité en proférant des menaces *« J'ai un couteau sur moi, je suis un gitan et je vais revenir avec tous les gitans et je vais cramer la piscine »*,

CONSIDERANT que la situation a nécessité la fermeture exceptionnelle de la piscine à 15h50 au lieu de 18h00 ainsi que la réduction du nombre d'entrées de 130 à 100 le lendemain en raison de l'ampleur de l'altercation,

CONSIDERANT que son comportement est inapproprié et contraire au règlement intérieur,

ARRETE

ARTICLE 1: Monsieur Henri VENAVENTE est exclu jusqu'au 31 août 2020 de la piscine intercommunale NEPTUNE de Montpellier Méditerranée Métropole, en raison de son comportement inapproprié, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté, conformément aux dispositions de l'article 21 du règlement intérieur susvisé,

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé et entrera en vigueur à compter de cette notification et de l'affichage sur site,

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de Montpellier Méditerranée Métropole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 26 août 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-138015-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 26/08/20

Réception en Préfecture : 26/08/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

ARRETE DE PERIL IMMINENT
Commune de Montpellier
Immeuble sis 20 rue des Orchidées
Parcelle ET 103
Interdiction d'habiter logement gauche
R+2

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L.511-1 à L.511-6, L.521-1 à L.521-4, et les articles R.511-1 à R.511-11 ;
- VU l'article L.5211-9-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- VU l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le rapport dressé par Françoise RIEU expert, désignée par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 31 juillet 2020, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;
- VU l'avertissement envoyé aux copropriétaires :
 - Monsieur Stanislas SERVANIN, demeurant 3128 Avenue des Moulins à Montpellier (34080),
 - Monsieur Jonathan CORREARD, demeurant 4 rue des Pruniers à Balaruc Les Bains (3454)0,
 - Madame Sophie SEDILLE, demeurant 20 rue des Orchidées à Montpellier (34000),
 - Madame Fabienne LAMBERT, demeurant 399 rue de Saint Hilaire - Immeuble le Béal - Villa 19 à Montpellier (34070),
 - Monsieur Olivier DALLE, demeurant 20 rue des Orchidées à Montpellier (34000),

- Madame Nadia NASFI, demeurant 401 avenue de Monsieur Teste à Montpellier (34000),
- Monsieur Massimiliano BRACCIO, demeurant 35 rue Alexandre Cabanel à Montpellier (34000),

de la parcelle cadastrée ET 103, sise 20 rue des Orchidées à Montpellier (34000) ;

- VU la lettre d'information envoyée à l'Architecte des Bâtiments de France ;

CONSIDÉRANT qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique, laquelle est gravement menacée par l'état du bâtiment sis 20 rue des Orchidées à Montpellier (34000) concernant tout le bâtiment.

A R R E T E

ARTICLE 1 : Les copropriétaires désignés ci-dessus, devront, dans un délai de 1 semaine à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes mesures pour garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique en procédant à la mise en œuvre des mesures suivantes :

- Logement traversant R+1 : empêcher tout appui intérieur en façade arrière sur le claustra et les jours de souffrance (délimitation d'un périmètre de sécurité intérieur ou mise en place de panneau de protection jusqu'au contrôle établi par un bureau de contrôle compétent de la bonne stabilité de chacun de ces ouvrages) ;

- Logement traversant R+2 (porte au fond à gauche dans la distribution du R+2) : condamner l'accès, informer panneau « DANGER » sur la porte palière ;

- Loggia R+2 sur façade arrière : signaler le danger et en interdire l'accès par tout moyen non mobile (au minimum jusqu'à la mise en place de mesures conservatoires fiables) ;

- Balcon R+2 sur rue : signaler le danger et en interdire l'accès par tout moyen non mobile (au minimum jusqu'à la mise en place de mesures conservatoires fiables) ;

- Logement R+2 Mme SEDILLE : empêcher tout appui intérieur (délimitation d'un périmètre de sécurité ou mise en place de panneau de protection jusqu'au contrôle établi par un bureau de contrôle compétent du bon maintien de la menuiserie corrodée),

- pour toutes les ouvertures utilisant les pavés de verre : plaquages de panneaux rigides.

- Dans les parties communes :

- coffret de raccordement sur la rue, branchement de l'immeuble et installation électrique : isoler, condamner l'accès et signaler le danger en cas de contact jusqu'aux contrôles établis par le fournisseur d'énergie et un bureau de contrôle compétent, de l'état général des branchements et de l'installation électrique de l'immeuble ainsi que des points de l'installation électrique en parties communes,
- Façades avant et arrière R+1 et R+2 : empêcher tout appui intérieur (délimitation d'un périmètre de sécurité ou mise en place de panneau de protection jusqu'au contrôle établi par un bureau de contrôle compétent de la bonne stabilité de chacun des ouvrages),
- Pieds de façades sur rue et sur impasse : délimiter un périmètre de sécurité sur le trottoir et dans l'impasse jusqu'à la purge des éléments qui risquent de chuter (tuiles en toiture et parties de plaques de plâtre).

ARTICLE 2 : Faute pour les copropriétaires mentionnés à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais des copropriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

ARTICLE 3 : Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres constatés, **le logement gauche en R+2 de l'immeuble, actuellement inhabité restera inoccupé et son accès interdit jusqu'à la réalisation des travaux susmentionnés.** Cette évacuation est à caractère temporaire et prendra fin après mainlevée de tout péril.

ARTICLE 4 : Les copropriétaires sont tenus de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L.521-1 à L.521-3-2 du code de la construction et de l'habitation. Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dû à compter du 1^{er} jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée. Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par le propriétaire ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable. Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L.511-6 ainsi que par les articles L.521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation.

ARTICLE 5 : Si les copropriétaires ou leurs ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole. Les copropriétaires ou leurs ayants droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah), à la Caisse d'Allocations Familiales, à l'Architecte des Bâtiments de France.

Montpellier, le 10 sept. 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-139064-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 10/09/20

Réception en Préfecture : 10/09/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Arrêtés de Montpellier
Méditerranée Métropole

ARRETE DE PERIL IMMINENT
Commune de MONTPELLIER
Maison de Quartier Jean-Pierre Chabrol
Immeuble sis 921, avenue du Professeur
Louis Ravas
Parcelle MS 36
Interdiction de l'usage des locaux

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole,

- VU les articles L. 5211-9 et L. 5211-10 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Président le 15 juillet 2020 ;
- VU le décret n° 2014-1605 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- VU le code de la construction et de l'habitation et notamment ses articles L.511-1 à L.511-6, L.521-1 à L.521-4, et les articles R.511-1 à R.511-11 ;
- VU l'article L.5211-9-2 du Code général des collectivités territoriales dans sa version modifiée ;
- VU l'article R.556-1 du code de justice administrative,
- VU l'article 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le rapport dressé par Mr Jean-Paul MALLIE expert, désigné par ordonnance de Madame la Présidente du Tribunal administratif de Montpellier, en date du 12 août 2020, concluant à l'existence d'un péril grave et imminent ;
- VU l'avertissement envoyé à FDI ICI demeurant 501 rue Georges Méliès à Montpellier (34000), syndic de la copropriété, parcelle cadastrée MS 36, sise 921, avenue du Professeur Louis Ravas à Montpellier (34000) ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité des occupants et la sécurité publique, lesquelles sont gravement menacées par l'état du bâtiment de la Maison de Quartier Jean-Pierre Chabrol, sis 921, avenue du professeur Louis Ravas à Montpellier (34000).

A R R E T E

ARTICLE 1 : Le syndicat des copropriétaires représenté par le syndic de copropriété FDI ICI demeurant 501 rue Georges Méliès à Montpellier (34000) devra dans un délai de **2 semaines** à dater de la notification du présent arrêté, prendre toutes mesures pour garantir la sécurité des occupants en procédant à la mise en oeuvre des mesures suivantes :

1. Interdire provisoirement l'accès, l'occupation et l'utilisation de l'immeuble situé sur la parcelle MS n°36, au 921, avenue du professeur Louis Ravas à Montpellier, abritant la maison de quartier Philippe Chabrol et ce, jusqu'à la mainlevée de tout péril,
2. Délimiter un périmètre de sécurité autour du bâtiment en péril **à une distance minimale de une fois et demi la hauteur de l'immeuble**, par une palissade maintenue fermée et infranchissable,
3. Déconnecter la Maison de Quartier des réseaux électrique, gaz et eau potable.

ARTICLE 2 : Faute pour le syndicat des copropriétaires, représenté par le syndic de copropriété FDI ICI, mentionné à l'article 1 d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans le délai précisé ci-dessus, il y sera procédé d'office par la Métropole et aux frais des copropriétaires, ou à ceux de leurs ayants droit.

ARTICLE 3 : Pour des raisons de sécurité, compte tenu des désordres constatés, **la Maison de Quartier Chabrol doit être entièrement vidée de tout occupant immédiatement.** Cette évacuation est à caractère temporaire et prendra fin après mainlevée de tout péril.

ARTICLE 4 : Si le syndicat des copropriétaires, le syndic de copropriété, et les copropriétaires ou leurs ayants droit, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout péril, la mainlevée du péril pourra être prononcée, après constatation des travaux effectués, par les agents compétents de la Métropole.

Le Syndicat des copropriétés, le syndic de copropriété, et les copropriétaires ou leurs ayants droit, tiennent à disposition des services de la Métropole tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1. Il sera affiché sur la façade de l'immeuble concerné.

ARTICLE 6 : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, au procureur de la République, à l'Agence nationale de l'Habitat (Anah).

Montpellier, le 22 sept. 2020

Monsieur le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22/09/20

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20200702-143502-AI-1-1

Acte Certifié exécutoire

Envoi Préfecture : 22/09/20

Réception en Préfecture : 22/09/20

Notifié le :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

